

terra cognita

■ Schweizer Zeitschrift zu Integration und Migration
■ Revue suisse de l'intégration et de la migration

■ Rivista svizzera dell'integrazione e della migrazione

Herbst/automne/autuno

1/2002

Welche
Kultur?

Quelle
culture?



I M P R E S S U M

terra cognita
Schweizer Zeitschrift zu Integration und Migration
Revue suisse de l'intégration et de la migration
Rivista svizzera dell'integrazione e della migrazione

No. 1 Herbst/automne/autunno 2002

Herausgeberin/Editeur:

Eidgenössische Ausländerkommission
Commission fédérale des étrangers
Commissione federale degli stranieri
Federal Commission for Foreigners

Redaktion/Rédaction:

Sekretariat der EKA / Secrétariat de la CFE,
Quellenweg 9, 3003 Bern-Wabern,
Tel.: 031 325 91 16, Fax: 031 325 80 21,
E-Mail: eka-cfe@bfa.admin.ch,
Internet: www.eka-cfe.ch

Verantwortliche/Réponsables:

Simone Prodolliet, Elsbeth Steiner, Mario Gattiker

Übersetzung/Traduction:

Roger Barbier (f), Simone Prodolliet (d)

Lektorat/Lectorat:

Sylvana Béchon (f, i), Simone Prodolliet (d),
Elsbeth Steiner (d)

Erscheint zwei Mal jährlich/Paraît deux fois par année

Auflage/Tirage:

9'000 Ex.

© EKA/CFE/CFS

Nachdruck von Beiträgen mit Quellenangabe erwünscht.
Belegexemplar an die EKA.
Reproduction autorisée avec indication de la source.
Remise d'un exemplaire à la CFE.
Ristampa autorizzata con indicazione della fonte.
Consegna di un esemplare alla CFS.

Druck und Vertrieb/Impression et diffusion:

Cavelti AG, Gossau

Abonnement:

EKA/CFE, Quellenweg 9, 3003 Bern-Wabern

Preis/Prix:

gratis/gratuit

Grafik, Konzept und Umsetzung/Graphisme, concept et layout:

rh design, Ostermundigen

Fotos/Photos:

Siehe Text auf Seite 8/9.
Voir texte sur pages 8/9.

Die in den einzelnen Artikeln geäußerte Meinung
muss sich mit derjenigen der EKA nicht decken.
Les points de vue exprimés dans les divers articles
ne doivent pas forcément coïncider avec l'opinion
de la CFE.

À propos:

Francis Matthey

Une nouvelle revue se présente

Seite 4

In eigener Sache:

Francis Matthey

Eine neue Zeitschrift stellt sich vor

Seite 6

Editorial:

Simone Prodolliet

Kultur in Frage gestellt

Seite 10

Éditorial:

Simone Prodolliet

La culture en question

Seite 14

■ *Amin Maalouf*

L'examen d'identité

Seite 18

■ *Rajvinder Singh*

Kultur ist: Selbstkultur oder

Das Fremde ist lediglich
das Unbekannte am Andern

Seite 22

■ *Hans-Rudolf Wicker*

Migration, Kultur und nationale
Bindungen.

Zum Wandel des Begriffs «Kultur»

Seite 28

■ *Jean-Luc Alber*

Le concept anthropologique de «culture».

Repères et mises au point

Seite 34

■ *Urs Marti*

Kampf der Kulturen – ein Mythos des
21. Jahrhunderts?

Seite 40

■ *Interview mit Tina Sasse zur
Zusammenlegung von Crossair und
Swissair*

Kann man Kulturen fusionieren?
Seite 46

■ *Marc-Olivier Gonseth*

Mosaïque helvétique. L'insaisissable
objet d'une identité nationale

Seite 52

■ *Gianni D'Amato*

Orecchie sì, voce no? Il dibattito sulla
naturalizzazione tra culturalisti e pluralisti

Seite 58

■ *Barbara Waldis*

Alles relativ? Kultur als Argumenta-
tionsressource in der Gestaltun-
g binationaler Partnerschaften

Seite 60

■ *Gülcan Akkaya*

Was «Kultur» nicht erklärt...
Albanische Jugendliche im Fokus eines
interkulturellen Konflikts

Seite 66

■ *Janine Dahinden*

«Um meine Batterien aufzuladen...»
Über die Bedeutung von «Kultur»
in den Vereinen von Migrantinnen
und Migranten

Seite 72

■ *Walter Kälin*

Grundwerte im Kulturkonflikt:
Wenn das «Recht auf Kultur» eingefor-
dert wird

Seite 78

Debatte / Débat:

Verena Tobler Linder
Zweierlei Kernkulturen
im Einwanderungsland.
Von der Erkenntnis der
Unterschiede zur ge-
zielten interkulturellen
Integration
Seite 84

Alex Sutter

Kommentar:
Im Kern enttäuschend
Seite 90

Maria Roselli

Kommentar:
Plädoyer gegen Zauberworte
Seite 94

Verena Tobler Linder

Replik. Kernpunkt:
Von Kernkultur nichts verstanden!
Seite 98

Portrait:

*Redaktionsgespräch mit / Table Ronde
avec Christa Berger, Prosper Dombelle,
Simone Gretler Heusser, Adrian Linder,
Christof Meier und / et Pascale Steiner*
Die Kultur in der Praxis
Zum Stellenwert von Kultur in
Integrationsprojekten
La culture et l'intégration.
Sur la notion de culture dans les projets
d'intégration
Seite 100



Infothek / Infothèque:

Für Sie gelesen / Lu pour vous
Seite 108



Interna:

Integration fördern – Gleichbehandlung
gewährleisten
Seite 114

Encourager l'intégration – Garantir
l'égalité de traitement
Seite 117

Agenda:

Veranstaltungen / Manifestation
Seite 120

Ausblick / Aperçu:

terra cognita 2
Seite 122

Une nouvelle

Vous tenez en mains le premier numéro de la nouvelle revue suisse de l'intégration et de la migration. Nous nous réjouissons que vous en fassiez vous aussi la lecture et serions heureux de vous compter parmi nos futurs fidèles lecteurs!

La Commission fédérale des étrangers (CFE) souhaite vivement, par l'intermédiaire de cette revue, créer un forum qui ouvre des discussions autour de sujets qui nous tiennent à cœur: la migration et l'intégration. Dans ces pages, nous présenterons les connaissances les plus récentes tirées de la science et de la pratique. Mais on y trouvera aussi des débats d'actualité sur certaines questions brûlantes. Toutefois, et d'une manière générale, les articles ne coïncideront pas forcément avec l'opinion de la CFE.

L'inconnu et le connu

Chaque numéro sera consacré à un thème bien précis, et ses multiples facettes en seront abordées. La rubrique «Portraits» présentera des personnalités ou des projets ayant un rapport direct avec le thème principal. La «Tribune» permettra de traiter des questions d'actualité en dehors du thème principal. Une partie de la revue proposera un «Agenda» et une «Infothèque». Ces pages-là fourniront des informations au sujet des manifestations, apporteront des propositions de lecture et récapituleront les prises de position essentielles de la CFE.

terra cognita, autrement dit «terre connue», nom de la nouvelle revue, nous semblait évocateur à plus d'un titre. Nous nous trouvons dans un pays qui, pour la plupart d'entre nous, est largement connu et très familier. Le choix du nom évoque que nous nous déplaçons d'un endroit à un autre sans la moindre difficulté, que nous avons affaire à des hommes et des femmes que nous connaissons; bref, que nous entreprenons tous les jours des activités qui nous sont depuis longtemps familières. Mais *terra cognita* se réfère aussi à l'inconnu potentiel, à ce qui se cache derrière le connu. Pour beaucoup, l'expression «*terra incognita*» est courante. Et peut-être vous sera-t-il venu spontanément à l'esprit que c'est ce terme que les navigateurs d'antan utilisaient pour exprimer leur volonté de

revue se présente 5

conquérir la terre inconnue. D'aucuns dès lors fronceront peut-être les sourcils et se demanderont pourquoi avoir choisi un titre de revue qui évoque une époque coloniale depuis longtemps révolue, alors qu'elle traite essentiellement de migration et d'intégration, domaines qui à n'en pas douter marqueront le siècle qui vient de débiter.

terra cognita a donc un double sens ou une double perspective. Il s'agit d'abord de jeter un coup d'œil sur ce que l'on connaît, sur ce qui nous est familier et sur les coulisses que l'on connaît généralement moins. Il s'agit aussi de s'interroger sur des facettes et des aspects peu connus d'un thème apparemment banal, tant il nous paraît faire partie de notre quotidien. Il s'agit ainsi de mettre au jour d'autres rapports de connexité que ceux qui semblent couler de source. D'un autre côté, terra cognita souhaite démontrer que ce qui nous semble incompréhensible, étrange et singulier, ne l'est plus dès que l'on y regarde de plus près. terra cognita part de l'idée que, depuis l'aube de l'humanité, la migration et l'intégration ont toujours été un phénomène lié à l'action humaine. C'est dire combien nous nous trouvons en terre connue avec terra cognita puisque depuis toujours la migration et l'intégration nous accompagnent.

Actuel, essentiel, critique

La revue terra cognita sera publiée deux fois par an, au printemps et en automne. Dans toute la mesure du possible, le numéro d'automne sera principalement consacré à un thème abordé plus spécifiquement dans l'année par la CFE. Ce premier numéro traite de manière critique le thème de la culture. Les divers articles reflètent les discussions tenues actuellement et devraient également susciter de nouveaux débats.

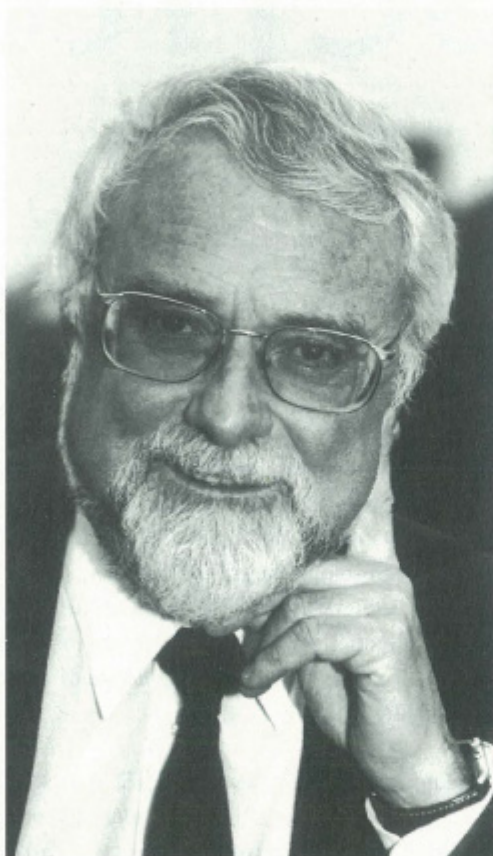
Cette publication est bilingue, c'est-à-dire qu'on y trouvera des articles aussi bien en français qu'en allemand. Occasionnellement, nous publierons aussi un article en langue italienne, comme modeste rappel que l'italien est notre troisième langue nationale et en somme en guise d'hommage à la première lingua franca des migrants en Suisse. Tous les articles concernant un thème essentiel seront publiés en version intégrale dans la langue originale (français ou l'allemand) avec un condensé dans l'autre langue.

Il ne nous reste maintenant plus qu'à vous souhaiter une bonne lecture. D'ores et déjà, nous nous réjouissons que terra cognita ouvre de nouvelles perspectives à l'égard de sujets connus, discutés, qui permet un débat positif sur les thèmes de la migration et de l'intégration.



Francis Matthey
Président de la Commission fédérale des étrangers

Eine neue



Sie halten die erste Nummer der neuen Schweizer Zeitschrift zu Integration und Migration in den Händen. Wir freuen uns, wenn Sie sich auch an die Lektüre wagen und wir Sie in Zukunft zu unserer Leserschaft zählen dürfen!

Die Eidgenössische Ausländerkommission (EKA) möchte mit dieser Zeitschrift ein Forum schaffen, das Diskussionen rund um die Themen Migration und Integration aufgreift. Dabei werden sowohl neueste Erkenntnisse aus Wissenschaft und Praxis präsentiert als auch aktuelle Debatten zu bestimmten Fragestellungen geführt. Die verschiedenen Meinungen und Standpunkte, die in den einzelnen Artikeln vertreten werden, müssen sich mit denjenigen der EKA nicht decken.

Bekanntes in Unbekanntem

Jede Nummer enthält einen thematischen Schwerpunkt, der verschiedenste Facetten eines Themas aufzeigt. In der Rubrik «Porträts» werden Personen oder Projekte vorgestellt, die einen Bezug zum Themenschwerpunkt haben. Die «Tribüne» bietet die Möglichkeit, aktuelle Fragen auch ausserhalb des Schwerpunkts anzugehen. Der Serviceteil mit «Agenda» und «Infothek» informiert schliesslich über Veranstaltungen, gibt Büchertipps und bietet eine Zusammenstellung der wichtigsten Stellungnahmen der EKA.

terra cognita ist der Name der neuen Zeitschrift. terra cognita ist lateinisch und bedeutet «bekanntes Land». Mit diesem Titel möchten wir auf Bekanntes ansprechen: Wir befinden uns in einem Land, das die meisten von uns weitgehend kennen und das uns vertraut ist. Der Name spricht darauf an, dass wir uns in verschiedenen, uns vertrauten Umfeldern bewegen, dass wir mit Menschen zu tun haben, die wir kennen und dass das, was wir tagtäglich tun, uns normalerweise geläufig ist. terra cognita verweist aber auch auf das potenziell Unbekannte, auf das, was hinter dem Bekannten steckt. Vielen von Ihnen wird der Ausdruck «terra incognita» ein Begriff sein. Möglicherweise werden Sie sogar unwillkürlich an diesen Ter-

Zeitschrift stellt sich vor

minus gedacht haben, welchen die frühen Weltentdecker dafür benutzt haben, um noch nicht bekannte Teile der Welt zu umschreiben. Manche werden vielleicht sogar die Stirne runzeln und sich fragen, weshalb ein gewissermassen kolonial anmutender Begriff als Name einer Zeitschrift gewählt wurde, in der Themen der Migration und Integration im Zentrum stehen.

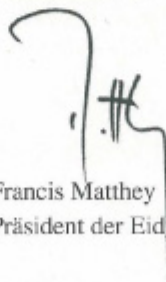
Mit *terra cognita* ist eine doppelte Perspektive gemeint. Es geht um den Blick auf Bekanntes und Vertrautes und die dahinter liegenden unbekannteten Seiten, es geht um das Hinterfragen von vermeintlich Alltäglichem, es geht darum, Selbstverständlichkeiten in neue Zusammenhänge zu stellen. Andererseits will *terra cognita* auch zeigen, dass vieles, was uns unverständlich erscheint, so fremd und eigenartig gar nicht ist, wenn man genau hinschaut. *terra cognita* geht davon aus, dass Migration und Integration schon immer da gewesene Phänomene menschlichen Handelns sind und zwar, seit es Menschen gibt. Mit *terra cognita* bewegen wir uns also in einem Bereich, der letztlich allen Menschen vertraut ist.

Aktuell, vielseitig, kritisch

terra cognita wird künftig zwei Mal jährlich erscheinen, einmal im Frühjahr und einmal im Herbst. Nach Möglichkeit wird sich die Herbstnummer thematisch an der Jahrestagung der EKA orientieren. In dieser ersten Nummer reflektieren wir kritisch über das Thema «Kultur». Die einzelnen Beiträge spiegeln aktuelle Diskussionen wider und sollen auch zu neuen Debatten anregen.

Die Zeitschrift ist zweisprachig angelegt und enthält Artikel sowohl in deutscher wie auch in französischer Sprache. Gelegentlich wird auch mal ein Beitrag in italienischer Sprache erscheinen – als Verweis auf unsere dritte Landessprache, aber auch sozusagen als Hommage an die erste Lingua franca der Migrantinnen und Migranten in der Schweiz. Alle Beiträge des thematischen Schwerpunkts werden in einer Übersetzung in der jeweils anderen Sprache (französisch oder deutsch) zusammengefasst.

Nun wünschen wir Ihnen eine gute Lektüre und freuen uns, wenn der eine oder der andere Artikel Ihnen neue Perspektiven zu schon Bekanntem eröffnet oder Sie Vertrautes in neuen Zusammenhängen wieder entdecken!



Francis Matthey
Präsident der Eidgenössischen Ausländerkommission



■ *Die Berge glitzern manchmal so schön. Das sind die Berge. Das ist das Wallis. Ich habe die Berge gern. Manchmal sind sie gefährlich. Manchmal sind sie nicht gefährlich. Manchmal sind sie gerade und manchmal sind sie krumm. Micha, 5 Jahre, Ried-Mörel.*

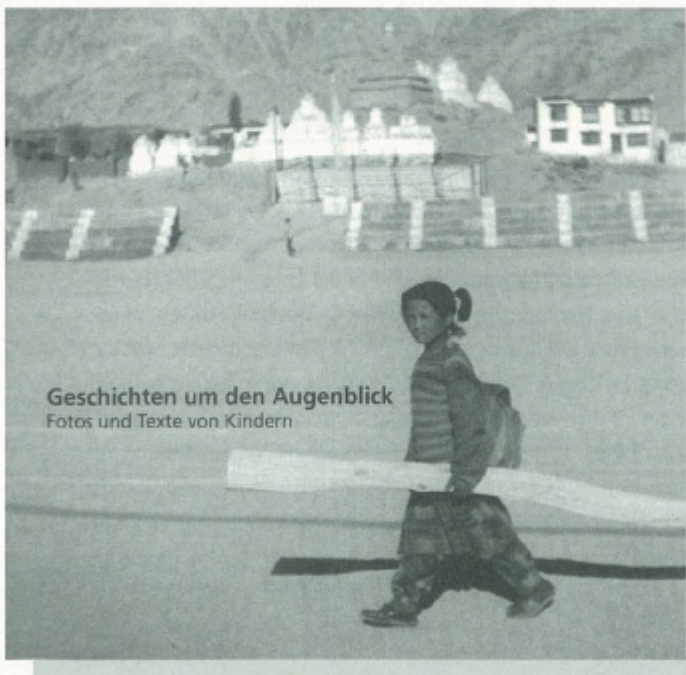
Histoires d'un instant

terra cognita n'est au premier chef que pure lecture. De temps à autre, cependant, une image peut furtivement modifier le cours des idées du lecteur, de la lectrice. Ce sont des photos et des textes d'enfants qui lui permettent une rencontre visuelle des cultures. Ces photos nous surprennent par leurs perspectives et leur découpage et nous incitent à réfléchir à notre propre situation en famille, à l'école ou dans nos loisirs. Elles créent des parallèles et amènent à ces points de rencontres que l'on appelle aujourd'hui des interfaces. Pendant quelques jours, les jeunes photographes ont observé leur environnement à travers l'objectif d'une caméra. La zurichoise Ulrike Kaiser, à la fois enseignante au niveau primaire et ethnologue, a recueilli ces instants en Valais, à Dubrovnik, à Bastar, en Inde, chez les enfants Jenisch du voyage, chez les enfants juifs de Zurich, les Inuits d'Akuluvik, au Canada, dans le 5^e arrondissement de Zurich, au Ladakh et chez les enfants turcs de Schaffhouse. Ces photos ont donné naissance à un fascinant ouvrage illustré plein d'images captivantes et saisissantes. «Geschichten um den Augenblick» (= Histoires d'un instant) est véritablement une rencontre culturelle pas comme les autres. De plus amples indications au sujet de cet ouvrage se trouvent dans l'infothèque.

Nous remercions Ulrike Kaiser et le Musée d'Ethnographie de Zurich de nous avoir permis d'imprimer les photographies.



■ *Das sind alte Häuser. Früher bauten sie sehr dicht. Man hat die Häuser vor langer Zeit gebaut. Sie sind sehr schön, die alten Häuser, wie sie gebaut sind. Shahbaz, 10 Jahre, Ladakh.*



Geschichten um den Augenblick
Fotos und Texte von Kindern

Geschichten um den Augenblick

terra cognita ist in erster Linie Lesestoff. Ab und zu aber werden die Gedankengänge der Leserin, des Lesers in dieser Ausgabe durch ein Bild unvermutet in eine andere Richtung gelenkt, in eine ungewohnte vielleicht. Für diese visuelle Kulturbegegnung sorgen Fotos und Texte von Kindern. Sie überraschen mit Perspektiven und Ausschnitten, regen zum Nachdenken über die eigene Situation in Familie, Schule oder Freizeit an, lassen Parallelen entstehen, führen zu Schnittpunkten. Die jungen Fotografinnen und Fotografen haben die Augenblicke für ihre Bilder selber gewählt, haben ihre Umwelt während ein paar Tagen durch das kleine Guckloch der Kamera betrachtet. Die Zürcher Ethnologin und Primarlehrerin Ulrike Kaiser hat die Augenblicke der Kinder im Wallis, in Dubrovnik, in Bastar, Indien, bei jenen Kindern unterwegs, bei jüdischen Kindern in Zürich, bei Inuitkindern in Akuluvik, Kanada, im Kreis 5 in Zürich, in Ladakh und bei türkischen Kindern in Schaffhausen gesammelt. Entstanden ist das spannende Fotobuch «Geschichten um den Augenblick. Eine visuelle Kulturbegegnung. Fotos und Texte von Kindern». Nähere Angaben zum Buch finden sich in der Infotek.

Wir danken Ulrike Kaiser und dem Völkerkundemuseum Zürich für die freundliche Genehmigung des Abdrucks der Bilder.

10 Vor über zwanzig Jahren veröffentlichte die EKA einen Bericht mit dem Titel «Kulturelle Aspekte des Ausländerproblems». Die knapp hundert Seiten starke Publikation befasste sich mit der Frage, inwiefern die Präsenz von Ausländerinnen und Ausländern sich auf die Eigenart der schweizerischen Kultur auswirke. Schon damals operierte die EKA mit einem breiten Kulturbegriff: «Kultur ist alles, was dem Individuum erlaubt, sich in der Welt, in der Gesellschaft und auch gegenüber überlieferten Werten bzw. der angestammten Eigenart zurechtzufinden.» Und zur sogenannten kulturellen Eigenart der Schweizer lesen wir Folgendes: «Wir bezeichnen damit die Einrichtungen, die sich die Schweizer im Laufe der Zeit zu diesem Zwecke geschaffen haben. Die kulturelle Eigenart ist deshalb ein dynamisches bzw. wandelbares Verhalten und keine statische Grösse.»

Zum Schwerpunktthema

Die EKA äusserte sich zu der heftig debattierten Frage des Einflusses «fremdländischen Kulturguts» auf die Schweiz. Mehrere Überfremdungsinitiativen hatten in den Jahren zuvor versucht, die Schweizerinnen und Schweizer davon zu überzeugen, dass der hohe Anteil ausländischer Bevölkerungsgruppen sich negativ auf die schweizerische Eigenart auswirken würde. Der EKA war es deshalb ein Anliegen, sich mit diesem Thema vertieft auseinanderzusetzen, um zu einer Versachlichung der angeheizten Diskussion zu verhelfen. So stellte die EKA fest, dass die Schweiz in der Tat Einflüssen ausgesetzt sei, die sowohl von den im Lande anwesenden Ausländern ausgingen, gleichzeitig aber auch auf den direkten Kontakt mit «dem Ausland» zurückzuführen wären. Die Umbrüche in der Gesellschaft jedoch, die sich in einer Veränderung der Lebensformen manifestierten, seien Ausdruck allgemeinen Wandels,

Kultur in

der nicht den Ausländern angelastet werden könnte. Vielmehr könne beobachtet werden, dass die in der Schweiz wohnhaften Ausländerinnen und Ausländer tendenziell konservativ ausgerichtet wären und keineswegs die in der Schweiz überlieferten Werte und Normen in Frage stellten. Dennoch müssten vermehrte Anstrengungen unternommen werden, um die Verständigung zwischen Schweizern und Ausländern zu verbessern: «Je besser das Verhältnis zwischen Schweizern und Ausländern sich entwickelt und die Verständigung als Voraussetzung der Eingliederung der Ausländer gelingt, desto günstiger sind die Bedingungen für die Entfaltung der Schweizer wie der Ausländer.»

Was hat sich in der Zwischenzeit verändert? Vergegenwärtigen wir uns die heute stattfindenden Diskussionen, so scheint die Frage des «kulturellen Aspektes» weder versachlicht noch gelöst zu sein. Es ist die Rede vom Verlust kultureller Werte und Normen, gar von einer tiefen kulturellen Krise, und selbst ein Zusammenprall, ein Kampf der Kulturen wird prophezeit. Auf der andern Seite bemüht man sich um den Dialog der Kulturen, um die interkulturelle Verständigung. Doch: Was hat es mit dieser Kultur auf sich? Und was heisst Kultur überhaupt?

Kultur ist ein Begriff, der immer wieder in verschiedensten Zusammenhängen auftaucht und der in unserer Alltagssprache eine wichtige Rolle spielt. Da ist die «eigene Kultur» und die «Kultur der anderen», die Schweiz der «vier Kulturen», die islamische Kultur, die italienische Kultur, aber auch die Unternehmenskultur einer Firma, die Alltagskultur, die Essenskultur und die Kultur im Sinne von Musik, Malerei und Theater. Vor nicht allzu langer Zeit erhitzte eine Debatte über die «Leitkultur» in Deutschland die Gemüter, und anlässlich der Wahlen in Frankreich äusserten sich besorgte Stimmen über den Niedergang der «Culture française». Von welcher Kultur also sprechen wir und was meinen wir, wenn wir «Kultur» sagen?

Die vielfältige Verwendung des Begriffs Kultur hat sowohl etwas Sympathisches wie auch etwas Beunruhigendes. Sympathisch deshalb, weil so vielen Bereichen des gesellschaftlichen Lebens mit der Verleihung des Prädikats Kultur gewissermas-

en, die kulturell begründet werden, und die Bandbreite, in der Kultur auftaucht, auszuleuchten. Insbesondere gilt es, das Zauberwort Kultur, das immer wieder im Zusammenhang mit Integration auftaucht, etwas zu entmystifizieren.

Die Autoren und ihre Beiträge

Den Einstieg in die Thematik liefern zwei Schriftsteller. *Amin Maalouf* ist arabischer Christ aus dem Libanon und lebt seit über zwanzig Jahren in Frankreich. Der Ausschnitt aus seinem preisgekrönten Essay «Les identités meurtrières» über die «Identitätsprüfung», die er immer wieder mal vornimmt, zeigt, wie sehr wir dazu neigen, uns als «Schweizerin», als «Türke», als «Bosnier», als «Muslim», als «Jüdin», als «Genferin» oder als «Araber» zu bezeichnen bzw. andere so zu klassieren. Amin Maalouf weist dabei auf einen zentralen Punkt in der Frage der Zuordnung von Identitäten zu bestimmten «Kulturkreisen» hin und legt anhand seiner eigenen Biographie dar, wie vielschichtig und einzigartig jeder einzelne Mensch ist, selbst dann, wenn er sich als Angehöriger einer bestimmten Gruppe bezeichnet. Ein ähnliche Position vertritt *Rajvinder Singh* in seinem Essay «Kultur ist Selbstkultur». Der seit Anfang der achtziger Jahre in Deutschland lebende und deutsch schrei-

Frage gestellt

sen ein besonderer Wert verliehen wird, der zu achten und zu schützen ist. Andererseits führt der geradezu inflationär verwendete Begriff dazu, dass sehr oft nicht mehr klar ist, wovon eigentlich gesprochen wird. Geht es dabei um ein dynamisches Verständnis von Kultur oder wird nicht vielmehr etwas ganz Spezifisches darunter verstanden, welches es in seiner Gesamtheit gegenüber sogenannten fremden Einflüssen zu verteidigen gilt?

Kritisch reflektieren

Der Schwerpunkt der ersten Ausgabe von *terra cognita* widmet sich dem Thema Kultur. Es ist uns dabei ein Anliegen, den Begriff kritisch zu reflektieren, hinter die Argumente zu schau-

bende Autor, der im indischen Teilstaat Punjab in eine Sikh-Familie hineingeboren wurde, reflektiert über die Art und Weise, wie Grenzen zwischen Menschen zustande kommen. Er legt dabei dar, wie relativ Zugehörigkeiten zu verschiedenen kulturellen Hintergründen sind und wie stark wir uns von solch vermeintlichen Grenzziehungen blenden lassen.

Die Beiträge von Hans-Rudolf Wicker, Jean-Luc Alber und Urs Marti befassen sich mit dem Begriff der Kultur aus einer theoretischen Perspektive. *Hans-Rudolf Wicker* zeichnet anhand der Begriffsgeschichte von Kultur in der Ethnologie nach, wie sich im Verlauf des letzten Jahrhunderts die wissenschaftlichen Konzepte um Kultur verändert haben und wie schliesslich heute davon ausgegangen wird, dass es zwar Kultur, aber nicht

12 Kulturen gibt. Wicker illustriert diese Bilanz anhand der Frage des Zusammenhangs von Kultur, Identität und nationalen Bindungen sowie anhand des Stellenwerts von kulturell begründeten Eigenheiten im Migrationskontext. *Jean-Luc Alber* befasst sich ebenfalls aus der Perspektive der Ethnologie mit dem Kulturbegriff. Er geht dabei mit Wicker einig, dass man sich von dem Konzept der abgeschlossenen kulturellen Einheiten verabschieden muss und dass der Alltagsgebrauch von Kultur einer kritischen Reflexion bedarf.

Urs Marti schliesslich beschäftigt sich aus dem Blickwinkel der politischen Philosophie mit dem Schlagwort «Kampf der Kulturen». Vom US-Amerikaner Samuel Huntington als «The Clash of Civilizations» geprägt und inzwischen bereits zu einem geflügelten Wort geworden, hat es heute Hochkonjunktur und wird zur Erklärung verschiedenster Ereignisse eifrig benutzt. Marti legt in seinen Überlegungen dar, wie fragwürdig, unbefriedigend und nicht zuletzt gefährlich solche simple Weltbilder sind, denn sie bauen ausschliesslich auf der Pflege von Feindbildern auf. Dabei ginge es aus der Sicht der Politik nicht darum, mit «kulturellen Differenzen» umzugehen oder diese gar zu respektieren, sondern schlicht, sich vermehrt um das Selbstbestimmungsrecht der Menschen zu kümmern.

Wie sehr allerdings die Vorstellung sich widerstreitender Kulturen Teil unseres Alltags geworden ist, belegte das grosse Interesse der Öffentlichkeit bei der Zusammenlegung von Swissair und Crossair. So kommentierte die «NZZ am Sonntag» anlässlich der Lohnforderungen des Kabinenpersonals am 23. Juni 2002: «Immer mehr wird daran gezweifelt, ob die unterschiedlichen Kulturen von Swissair und Crossair unter dem neuen Dach der Swiss überhaupt vereint werden können.» Also doch ein Kampf der Kulturen? Was passiert, wenn zwei Unternehmenskulturen aufeinander treffen? Ist es überhaupt möglich – um den Jargon der Unternehmensberater aufzuneh-

men – Kulturen zu fusionieren? Diese Fragen stellten wir *Tina Sasse*, der Ombudsfrau bei Swiss, die sich mit den Problemen rund um die Zusammenlegung der beiden Fluggesellschaften beschäftigt. Im Interview mit ihr erfahren wir, wie Swiss dies angeht.

Einen etwas ironischen Blick auf die nationale Identität der Schweiz wirft *Marc-Olivier Gonseth*. Er kratzt dabei etwas an dem schönen Mythos Schweiz, der eine so wunderbare und für eine multikulturelle Gesellschaft geradezu vorbildliche Vorlage friedlicher Koexistenz liefert. Am Beispiel der Selbstdarstellung der Schweiz an der expo.02 fragt er nach dem Kitt, der unser Land verbindet.

Kultur in Begründungszusammenhängen

Die Artikel von Gianni D'Amato, Barbara Waldis, Gülcan Akkaya und Janine Dahinden befassen sich alle mit der Rolle von Kultur in Diskursen, das heisst mit der Frage, wie Kultur in verschiedenen Zusammenhängen und zu unterschiedlichen Zwecken eingesetzt wird. *Gianni D'Amato* reflektiert darüber, was es heisst, wenn in Bezug auf die Frage der Einbürgerung das Argument der Kultur bemüht wird, um zu beurteilen, wer sich als Schweizerbürger eigne und wer nicht. Geht es darum, sich an dem Ort, an dem man lebt, einzusetzen und an der Gestaltung des Lebens teilzunehmen oder muss vielmehr zunächst eine Anpassung an das kulturelle Umfeld erfolgen?

Barbara Waldis und Gülcan Akkaya gehen den Begriff Kultur in Bezug auf seinen Erklärungswert für bestimmtes, unverständliches oder «fremd» erscheinendes Verhalten hin an. *Barbara Waldis* widmet sich in Gesprächen mit Männern und Frauen aus binationalen Partnerschaften der Frage, welchen Stellenwert und welche Rolle Kultur in deren Beziehungsalltag einnimmt. Sie kommt dabei zum Schluss, dass Kultur dabei so etwas wie eine Ressource ist, auf die man zurückgreifen kann, wenn herkömmliche Erklärungsmuster nicht mehr greifen. In eine ähnliche Richtung geht die Analyse von Gülcan Akkaya, die einen «interkulturellen Konflikt», in den albanische Jugendliche involviert waren, genauer unter die Lupe nimmt. Sie folgert daraus, dass die mit «kulturellen Unterschieden» begründeten Schwierigkeiten letztlich wenig mit der Herkunft der Jugendlichen als vielmehr mit ihrem fehlenden Zugang zu gesellschaftlichen Einrichtungen zu tun haben.

Den vierten Beitrag über die Rolle und Funktion von Kultur in Begründungszusammenhängen liefert *Janine Dahinden* mit ihrer Reportage über die Bedeutung von Kultur für all jene Gruppierungen und Vereine, die den Erhalt oder die Pflege der «eigenen Kultur» zum Ziel haben. Janine Dahinden, die Mitglieder aus albanischen, türkischen und philippinischen Vereinen interviewte, kommt zu einem überraschenden Schluss: Während praktisch durchwegs ein sehr differenzierter und dynamisch orientierter Kulturbegriff formuliert wurde, hat

Simone Prodoliet ist Ethnologin und arbeitet seit vielen Jahren zu Themen rund um Migration, Integration und Multikulturalität. Sie ist zuständig für Grundlagenarbeit im Sekretariat der EKA und verantwortlich für die Konzeption von «terra cognita».

Kultur in Bezug auf die Funktion des Vereins etwas eher Statisches an sich. Offenbar trägt die heimatliche Kultur im Exil essentialistische Züge.

Mit dem Aspekt der Essenz befasst sich im Grunde genommen auch der Beitrag von *Walter Kälin*. Der Rechtswissenschaftler ist der Frage nachgegangen, wie in einer Einwanderungsgesellschaft den verschiedenen Anliegen kulturell begründeter Ansprüche entgegengekommen werden kann, ohne dabei den Grundsatz der Gleichbehandlung zu verletzen. Ausgehend von den Grundüberlegungen, dass einerseits kulturelle Vielfalt wesentliches Element jeder freiheitlicher Ordnung und deshalb zu achten und zu schützen ist, und dass andererseits der Verfassungsstaat seine Identität nicht aufgeben darf, entwickelt *Walter Kälin* Regeln für den Umgang mit kulturell geprägten Grundrechtskonflikten.

Debatte über «Kernkultur»

Die Debatte in diesem Heft befasst sich mit dem Konzept der «Kernkultur». Die Ethnologin und Soziologin *Verena Tobler Linder* hat den Beitrag, der vor gut einem Jahr in der NZZ erschien, zum nochmaligen Abdruck überarbeitet und zur Kommentierung zur Verfügung gestellt. Ihr Anliegen ist es, mit dem Konzept der Kernkultur diejenigen Aspekte herauszustrichen, die sowohl den Gemeinsamkeiten als auch den Differenzen angemessen Rechnung tragen. Aus philosophischer Perspektive äussert sich *Alex Sutter*, der das Konzept als untauglich zurückweist. Zwar hält er dem Konzept zugute, dass «Kultur» nicht undifferenziert an ethnische oder nationale Gruppen gebunden, sondern mit ökonomischen Strukturen verknüpft wird. Hingegen wird aus seiner Sicht die kulturelle Seite der Integrationsproblematik auf das Kontrastschema «modern-traditional» reduziert, was den komplexen Gegebenheiten der heutigen Zeit nicht gerecht werde. Die Journalistin *Maria Roselli* ihrerseits sah sich aufgrund des Artikels veranlasst, ein Plädoyer gegen sogenannte Zauberworte zu verfassen, da sie der Meinung ist, die von *Verena Tobler Linder* postulierte «Kernkultur» bedeute lediglich Anpassung an hiesige Werte und Normen. In ihrer Replik schliesslich legt *Verena Tobler Linder* nochmals ihre wichtigsten Punkte fest.

Mehr Gemeinsamkeiten als Unterschiede

In der Rubrik «Porträt», in welcher in Zukunft Projekte und Personen vorgestellt werden, die im Zusammenhang mit dem Schwerpunktthema des Heftes stehen, äussern sich *Christa Berger*, *Prosper Dombele*, *Simone Gretler Heusser*, *Adrian Linder*, *Christof Meier* und *Pascale Steiner*, die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Teams Integrationsförderung der EKA, über den Stellenwert von Kultur in Integrationsprojekten. *terra cognita* als Zeitschrift der Eidgenössischen Ausländerkommission gönnt sich damit den Heimbonus und profitiert von der Gelegenheit, einen Teil des Sekretariats einer breiteren Öffentlichkeit vorzustellen.

Als ein eigenständiger Beitrag zur «Kulturnummer» sind auch die Fotos zu verstehen. Sie sind dem von *Ulrike Kaiser* herausgegebenen Bildband «Geschichten um den Augenblick – eine visuelle Kulturbegegnung» entnommen. Die Bilder stammen alle von Kindern, die ihr direktes Umfeld photographisch festgehalten haben. Es sind Kinder aus verschiedenen Teilen der Welt: Sie leben in der Schweiz, in Kanada, in Kroatien, in Indien, sie entstammen verschiedenen sozialen Milieus, sie sind sesshaft oder unterwegs, sie sind Einheimische oder Zugewanderte. Der Blick auf die Sicht der Kinder eröffnet eine weitere Dimension für uns (erwachsene) Betrachterinnen und Betrachter. Es ist ein Blick auf eine Welt, die vertraut und gleichzeitig schon wieder etwas fremd erscheinen mag, doch etwas ganz deutlich vermittelt: Die Gemeinsamkeiten sind grösser als die Unterschiede.

La culture

Il y a plus de vingt ans, la CFE publiait un rapport intitulé: «L'aspect culturel du problème des étrangers». Cette publication de presque cent pages se penchait sur la question de savoir dans quelle mesure la présence des étrangers influencerait sur la spécificité de la culture helvétique. C'est dire que la CFE opérait déjà à l'époque avec une large définition de la culture: «La culture est tout ce qui permet à un individu de se situer vis-à-vis du monde, de la société et aussi des valeurs traditionnelles ou du patrimoine qui nous est transmis par nos aïeux.» A propos de la spécificité culturelle typiquement helvétique, on pouvait y lire: «Nous en voulons pour preuve les institutions que les Suisses ont créées à cet effet au fil du temps. La spécificité est donc un comportement dynamique respectivement changeant et non pas une valeur statique...»

A propos

A l'époque, la CFE s'était exprimée au sujet des violents débats à propos de l'influence «du patrimoine culturel étranger» sur la culture helvétique. De nombreuses initiatives s'opposant à la surpopulation avaient tenté, quelques années auparavant, de convaincre les Suisses que la proportion élevée de la population étrangère aurait des conséquences néfastes sur le caractère de notre pays. C'est pourquoi la CFE avait approfondi le sujet et contribué à objectiver la discussion. Elle avait constaté, de fait, que notre pays était influencé par des courants étrangers provenant à la fois des étrangers résidant en Suisse et par d'autres courants découlant directement du contact avec les pays étrangers. L'évolution que l'on constatait dans la société de notre pays, et qui se manifestait par un changement de modes de vie, était pourtant l'expression d'une transformation générale de nos structures due à d'autres facteurs que la présence d'étrangers dans notre pays. Au contraire, on pouvait même observer une tendance conservatrice chez les étrangers qui habitaient notre pays; ils ne remettaient nullement en question les valeurs et les normes en usage en Suisse. Malgré tout, il était nécessaire d'améliorer le dialogue entre les étrangers et les ressortissants suisses et le rapport de conclure: «Il faut préconiser des mesures visant à créer des conditions favorables à une vie en commun harmonieuse permettant aux Suisses comme aux étrangers de s'affirmer et de s'épanouir librement.»

Quels changements sont intervenus entre temps? A entendre les discussions menées actuellement, la question de l'«aspect culturel» ne semble ni résolue ni avoir fait l'objet d'une objectivation. On parle plutôt de perte de valeurs et de normes culturelles ou même de profonde crise culturelle. Pis, certains vont même jusqu'à prophétiser une collision et une lutte des cultures. Par ailleurs, on s'efforce d'instaurer un dialogue entre les cultures et d'améliorer la compréhension interculturelle. Alors: Quel impact a la culture sur l'individu? Et quelle en est sa signification?

La culture est une notion qui surgit fréquemment dans divers rapports de connexité et qui joue un rôle majeur dans notre vie quotidienne. Voyez par exemple les expressions: «notre propre culture», «la culture des autres» ou encore la Suisse des «quatre

en question

cultures». On parle aussi de la «culture islamique», de la «culture italienne». Parfois, on cite l'expression: «la culture d'entreprise» de telle ou telle société. On nous parle de culture de tous les jours, de culture gastronomique et de culture tout court lorsqu'il s'agit de définir la musique, les beaux-arts et le théâtre. Il n'y a pas si longtemps, en Allemagne, le débat sur la «Leitkultur» (culture dirigiste) échauffait les esprits. Au mois de mai dernier, après le premier tour des élections, ne parlait-on pas de déclin de la culture française? De quelle culture parlons-nous alors, lorsque nous évoquons le mot «culture»?

Les diverses utilisations de la notion de culture ont quelque chose de sympathique en soi, mais aussi, il faut bien l'avouer, quelque chose de troublant et d'inquiétant. Sympathique parce que le fait de qualifier autant d'activités de la vie sociale de «culturelles» leur confère justement à maints égards une valeur spécifique qu'il s'agit de sauvegarder et de protéger. D'autre part, l'utilisation abusive et inflationniste du mot «culture» démontre très clairement que l'on ne sait plus très bien de quoi l'on parle. S'agit-il d'une compréhension dynamique du mot culture? Ne tente-t-on pas plutôt d'appréhender une notion très spécifique qu'il s'agirait de défendre à tout prix, dans son essence même, contre l'influence des étrangers?

Réflexions critiques

La première édition de *terra cognita* est consacrée au thème de la culture. Nous attachons de l'importance à expliciter cette notion d'une façon critique, à examiner ce qu'elle contient. Il nous tient à cœur de dévoiler le dessous des cartes et de faire ressortir tous les aspects où la culture apparaît. Une autre de nos tâches – et non des moindres – est celle de démythifier le mot magique de «culture» lorsqu'on l'évoque en corrélation avec l'intégration.

Les auteurs et leurs contributions

Deux écrivains connus vont nous permettre d'entrer dans le vif du sujet. Le premier, *Amin Maalouf* est un chrétien arabe d'origine libanaise. Il vit en France depuis plus de vingt ans. Un extrait de son essai «Les identités meurtrières», pour lequel un prix lui a été décerné et dans lequel il évoque son propre exa-

men d'identité, démontre combien nous avons tendance à nous qualifier ou à qualifier les autres de «Suisse», «Turcs», «Bosniaques», «musulmans», «juifs», «Genevois» ou «arabes». Amin Maalouf nous rend attentifs à une question primordiale concernant l'attribution d'identités de «milieux culturels» précis. Il démontre, et sa biographie en témoigne, combien un individu peut être à la fois unique et à plusieurs facettes, même s'il se dit appartenir à un groupe distinct. *Rajvinder Singh* défend une position semblable dans son essai: *Kultur ist Selbstkultur* (culture = autoculture). L'auteur, qui vit en Allemagne depuis les années quatre vingt et qui écrit en allemand, est un Indien du Punjab, d'origine sikh. Il explique la relativité de ces appartenances pseudo culturelles et relève combien nous nous laissons éblouir par les frontières pourtant si ténues qui les délimitent.

Les articles des auteurs Hans-Rudolf Wicker, Jean-Luc Alber et Urs Marti, quant à eux, se préoccupent de la perspective théorique de la notion de la culture. *Hans-Rudolf Wicker* illustre, à l'aide de l'histoire de la notion de la culture en matière d'ethnologie, combien les concepts scientifiques de la culture ont évolué au fil du siècle dernier et comment on affirme aujourd'hui qu'il existe une culture, mais non point des cultures. Hans-Rudolf Wicker illustre ce bilan au moyen de la question des rapports de connexité entre culture, identité et attachement national, ainsi qu'au moyen des différentes valeurs que prennent les spécificités de la migration. *Jean-Luc Alber* se consacre, lui aussi, à la notion de la culture sous l'aspect anthropologique. Il rejoint l'opinion de Wicker en postulant qu'il convient d'abandonner le concept des unités culturelles exhaustives et que l'usage de la culture dans un contexte quotidien devrait être l'objet d'une réflexion critique.

Quant à *Urs Marti*, il se penche sur le slogan «lutte des cultures» sous l'angle de la philosophie politique. L'ouvrage «*The Clash of Civilizations*» de l'Américain Samuel Huntington a remporté un tel succès que la lutte des cultures est dans toutes les bouches et sert d'explication à tous les événements possibles. Urs Marti expose dans ses réflexions combien de simples images utilisées mondialement peuvent être douteuses, peu satisfaisantes, voire dangereuses, puisqu'elles entretiennent des symboles d'hostilité face à un ennemi imaginaire.

Pourtant, du point de vue de la politique, il ne s'agirait au fond pas d'éviter les différences culturelles ni même de les respecter, mais tout simplement de s'occuper enfin davantage du droit de l'individu à l'autodétermination.

16 Le choc des cultures différentes qui s'opposent d'une manière très conflictuelle dans la vie quotidienne intéresse grandement l'opinion publique. Nous en voulons pour preuve la fusion de Swissair et de Crossair. La «NZZ am Sonntag» écrivait à l'occasion des revendications salariales du personnel de cabine, le 23 juin dernier: «... Il y a toujours plus de milieux qui finissent par douter du fait que les cultures respectives de Swissair et de Crossair soient compatibles sous le seul toit de Swiss.» Il y aurait donc quand même une lutte des cultures? Que se passe-t-il lorsque deux cultures d'entreprise différentes entrent en collision? Est-il somme toute possible, pour reprendre le jargon des consultants d'entreprises, de faire fusionner les cultures? Toutes ces questions, nous les avons posées à Madame Tina Sasse, ombudwoman chez Swiss, qui se consacre aux problèmes épineux que pose la fusion des deux compagnies aériennes susmentionnées. L'interview qu'elle nous a accordée nous apprend comment Swiss appréhende toute cette problématique.

Marc-Olivier Gonseth jette un regard ironique sur l'identité nationale de notre pays. Il égratigne le mythe d'une Suisse unie qui fournirait le modèle si merveilleux et exemplaire d'une société pluriculturelle en vue d'une coexistence paisible. En faisant un itinéraire à l'expo.02, il cherche cet insaisissable objet d'identité helvétique.

Expliquer par la culture

Les articles de Gianni D'Amato, Barbara Waldis, Gülcan Akkaya et Janine Dahinden sont tous consacrés au rôle de la culture dans les discours; autrement dit, ils posent la question de savoir comment on engage la culture à des fins extrêmement diverses et dans des ordres d'idées totalement différents les uns des autres. Gianni d'Amato s'interroge au sujet de l'argument de la culture lorsqu'il s'agit d'apprécier, dans une procédure de naturalisation, qui sera apte à devenir ou non citoyen suisse. S'agit-il de s'engager là où l'on vit et de participer à la vie communautaire ou faut-il d'abord s'adapter au milieu culturel?

Barbara Waldis et Gülcan Akkaya appréhendent la notion de la culture permettant l'interprétation d'un certain comportement apparaissant comme étrange et incompréhensible. Barbara Waldis relate ses entretiens avec des couples binationaux qui donnent une réponse quant à la valeur et au rôle qu'ils attribuent à la culture dans leur vie quotidienne. Elle parvient à la conclusion que la culture est une sorte de ressource à laquelle on se raccroche lorsque les modèles traditionnels d'interprétation ne sont plus explicites. L'auteur Gülcan Akkaya va dans le même sens dans son analyse d'un conflit interculturel auquel de jeunes albanais étaient exposés. Elle fait ressortir que les difficultés rencontrées par des jeunes Albanais, dues apparemment à leurs «différences culturelles», étaient finalement moins liées à leur origine qu'à un manque d'accès aux institutions sociales.

Janine Dahinden est l'auteur du quatrième article consacré au rôle et à la fonction de la culture dans ses différentes relations de motivation. Elle illustre, dans son reportage sur l'importance de la culture, la motivation de tous les groupements et associations en vue de sauvegarder et de maintenir «sa propre culture». Janine Dahinden a interrogé des membres d'associations, ressortissants d'Albanie, de Turquie et des Philippines. Sa conclusion ne manque pas de piquant ni de nous surprendre: alors que toutes les personnes interrogées ont une notion de la culture très différenciée et dynamique suivant leur appartenance, la culture occupe une fonction plutôt statique dans leurs associations. Manifestement, en exil, la culture du pays d'origine se teinte d'essentialisme.

Walter Kälin, en tant que juriste, s'est demandé comment une société d'immigration peut satisfaire aux exigences légitimes de revendications culturelles sans pour autant violer le principe de l'égalité de traitement. Partant de l'idée fondamentale que, si la diversité culturelle constitue un élément essentiel de tout ordre juridique libéral qu'il est nécessaire de respecter et de protéger, il ne faut toutefois pas que l'Etat de droit sacrifie pour autant sa propre identité. Walter Kälin développe des règles de conduite pour appréhender des conflits culturels.

Débat sur le concept de «Kernkultur»

Cette revue se penche également sur le concept de la «Kernkultur» (culture essentielle). Verena Tobler Linder, ethnologue et sociologue, a remanié son article paru il y a environ une année dans la «NZZ» et l'a mis à notre disposition pour en débattre. Elle souhaite que le concept de «Kernkultur» permette de tenir compte des aspects qui caractérisent tant les points communs que les différences. Alex Sutter réfute ce concept sous un angle philosophique. Il le qualifie d'inapte. Certes, il admet que, selon ce concept, la culture ne peut être attachée à des groupes ethniques ou nationaux, mais qu'il convient d'en faire le lien avec les structures économiques. Par contre, à son sens, ce modèle ramène l'aspect culturel de la problématique de l'intégration différenciée à un simple modèle d'opposition

binaire, modernisme contre traditionalisme, ce qui ne répond pas du tout à la réalité actuelle fort complexe. L'article de Tobler Linder a incité la journaliste *Maria Roselli* à lancer un plaidoyer contre les mots magiques. Elle s'oppose à une telle notion de culture qui ne signifie rien d'autre que l'adaptation aux systèmes de valeurs et aux normes de notre pays. Dans sa réplique Verena Tobler Linder récapitule les points qu'elle estime essentiels.

Davantage de points communs que de différences

La rubrique «Portraits», présentera à l'avenir des projets et des personnalités liées essentiellement au thème de la publication. Dans ce numéro-ci, *Christa Berger, Prosper Dombelle, Simone Gretler Heusser, Adrian Linder, Christof Meier et Pascale Steiner*, les collaboratrices et collaborateurs de l'équipe «Projets d'intégration» du Secrétariat de la CFE, s'expriment au sujet de la culture en tant que valeur dans les projets d'intégration. *terra cognita*, en tant que revue publiée par la CFE, ne se décerne pas de lauriers, mais saisit l'occasion de présenter une partie de son secrétariat à un vaste public.

Enfin, des photos représentant les différents aspects de la culture illustrent la première revue consacrée à cette thématique. Aujourd'hui, pour l'occasion, nous les avons empruntées au recueil d'*Ulrike Kaiser* intitulé «Geschichten um den Augenblick – eine visuelle Kulturbegegnung» (Histoires d'un instant – rencontre visuelle de cultures). Tous les clichés ont été pris par des enfants qui ont photographié leur entourage et le milieu dans lequel ils évoluent. Ces enfants proviennent, bien sûr, de plusieurs régions du monde. Ils vivent en Suisse, au Canada, en Croatie et en Inde. Ils proviennent des milieux socioculturels des plus divers. Etablis ou de passage, ce sont donc des autochtones ou des immigrés. Le regard que portent ces enfants a de quoi nous troubler et il nous ouvre en tous les cas de nouvelles perspectives. De fait, c'est le regard sur un monde auquel ces enfants font confiance et en même temps, ce regard nous surprend quand même un peu, puisque l'essence de leur message est claire: il existe davantage de points communs que de différences entre les êtres humains!



■ *Das ist meine Schwester, die Barbara. Sie ist in ihrem Zimmer und schaut ein Buch an. Barbara sammelt Rahmdeckeli in den Ordnern. An der Wand hängt ein Pferdekalendar und ein Schmetterling aus Papier. Unter dem Bett ist eine Schublade, wo sie die Kleider der Puppen versorgt. Barbara liest viel, vor allem am Abend. Manchmal spielt sie auch mit ihren Puppen. Sie geht ins Judo. Christian, 11 Jahre, Ried-Mörel.*

■ *Das ist mein Freund. Er ist 11. Er ist in seinem Zimmer. In jedem Zimmer wohnen zwei Leute, ein Schüler und sein Lehrer. Da sind Opferschalen fürs Wasser. Da ist ein Mandala. Da ist ein Bild Seiner Heiligkeit dem Dalai Lama, ein Bild von Buddha und eines vom Panchen Lama. In meinem Zimmer lerne ich. Ich hole Wasser für meinen Lehrer. Ich lerne Texte auswendig. Mein Lehrer ist Mönch. Stanzing Chopel, 13 Jahre, Ladakh.*

L'examen

Il m'arrive de faire quelquefois ce que j'appellerais «mon examen d'identité», comme d'autres font leur examen de conscience. Mon but n'étant pas – on l'aura compris – de retrouver en moi-même une quelconque appartenance «essentielle» dans laquelle je puisse me reconnaître, c'est l'attitude inverse que j'adopte: je fouille ma mémoire pour débusquer le plus grand nombre d'éléments de mon identité, je les assemble, je les aligne, je n'en renie aucun.

Je viens d'une famille originaire du sud arabe, implantée dans la montagne libanaise depuis des siècles, et qui s'est répandue depuis, par migrations successives, dans divers coins du globe, de l'Égypte au Brésil, et de Cuba à l'Australie. Elle s'enorgueillit d'avoir toujours été à la fois arabe et chrétienne, probablement depuis le II^e ou le III^e siècle, c'est-à-dire bien avant l'émergence de l'islam et avant même que l'Occident ne se soit converti au christianisme.

Paradoxes fondamentaux de l'identité

Le fait d'être chrétien et d'avoir pour langue maternelle l'arabe, qui est la langue sacrée de l'islam, est l'un des paradoxes fondamentaux qui ont forgé mon identité. Parler cette langue tisse pour moi des liens avec tous ceux qui l'utilisent chaque jour dans leurs prières et qui, dans leur très grande majorité, la connaissent moins bien que moi; lorsqu'on se trouve en Asie centrale, et qu'on rencontre un vieil érudit au seuil d'une *medersa* timuride, il suffit de s'adresser à lui en arabe pour qu'il se sente en terre amie, et pour qu'il parle avec le cœur comme il ne se hasarderait jamais à le faire en russe ou en anglais.

Cette langue, elle nous est commune, à lui, à moi, et à plus d'un milliard d'autres personnes. Par ailleurs, mon appartenance au christianisme – qu'elle soit profondément religieuse ou seulement sociologique, là n'est pas la question – crée elle aussi un lien significatif entre moi et les quelque deux milliards de chrétiens dans le monde. Bien des choses me séparent de chaque chrétien, comme de chaque Arabe et de chaque musulman, mais il y a aussi avec chacun d'eux une parenté indéniable, dans un cas religieuse et intellectuelle, dans l'autre linguistique et culturelle.

Cela dit, le fait d'être à la fois arabe et chrétien est une situation fort spécifique, très minoritaire, et pas toujours facile à assumer; elle marque profondément et durablement la personne; s'agissant de moi, je ne nierai pas qu'elle a été déterminante dans la plupart des décisions que j'ai dû prendre au cours de ma vie, y compris celle d'écrire ce livre. Ainsi, en considérant séparément ces deux éléments de mon identité, je me sens

proche, soit par la langue soit par la religion, d'une bonne moitié de l'humanité; en prenant ces deux mêmes critères simultanément, je me retrouve confronté à ma spécificité.

Appartenances et spécificités

Je pourrais reprendre la même observation avec d'autres appartenances: le fait d'être français, je le partage avec une soixantaine de millions de personnes; le fait d'être libanais, je le

d'identité

partage avec huit à dix millions de personnes, en comptant la diaspora; mais le fait d'être à la fois français et libanais, avec combien de personnes est-ce que je le partage? Quelques milliers, tout au plus.

Chacune de mes appartenances me relie à un grand nombre de personnes; cependant, plus les appartenances que je prends en compte sont nombreuses, plus mon identité s'avère spécifique.

Si je m'étendais un peu plus sur mes origines, je devrais préciser que je suis né au sein de la communauté dite grecque-catholique, ou melkite, qui reconnaît l'autorité du pape tout en demeurant fidèle à certains rites byzantins. Vue de loin, cette appartenance n'est qu'un détail, une curiosité; vue de près, c'est un aspect déterminant de mon identité: dans un pays comme le Liban, où les communautés les plus puissantes se sont longuement battues pour leur territoire et pour leur part de pouvoir, les membres des communautés très minoritaires comme la mienne, ont rarement pris les armes, et ils ont été les premiers à s'exiler. J'ai, quant à moi, toujours refusé de m'impliquer dans cette guerre que je jugeais absurde et suicidaire; mais ce jugement, ce regard distant, ce refus de prendre les armes ne sont pas sans rapport avec mon appartenance à une communauté marginalisée.

Melkite, donc. Cependant, si quelqu'un s'amuse à chercher, un jour, mon nom sur les registres d'état civil – qui, au Liban, on s'en doute, sont établis en fonction de l'appartenance religieuse – ce n'est pas chez les melkites qu'il me trouverait mentionné, mais dans le registre des protestants. Pour quelle raison? Ce serait bien trop long à raconter. Je me contenterai de dire ici qu'il y avait, dans notre famille, deux traditions religieuses rivales, et que je fus, tout au long de mon enfance, témoin de ces tiraillements; témoin, et parfois même enjeu: si je fus inscrit à l'école française, celle des pères jésuites, c'est parce que ma mère, résolument catholique, tenait à me soustraire à l'influence protestante qui prévalait alors dans ma famille paternelle où l'on dirigeait traditionnellement les enfants vers les écoles américaines ou anglaises; c'est à cause de ce conflit que je me retrouve francophone, c'est en conséquence de cela que

Die Identitätsprüfung

Jede menschliche Gemeinschaft, die sich gedemütigt oder in ihrer Existenz bedroht fühlt, bringt Individuen hervor, die in der Überzeugung, im Recht zu sein, die schlimmsten Gräueltaten verüben. Amin Maalouf, selbst Migrant und Angehöriger einer Minderheit appelliert in seinem preisgekrönten Essay an ein neues Verständnis von Identität, um der-

artigen Konflikten ihren mörderischen Impuls zu nehmen. « Von Zeit zu Zeit mache ich etwas, das ich meine Identitätsprüfung nennen möchte, so wie andere sich einer

Gewissensprüfung unterziehen. [Es ist] nicht mein Ziel [...], irgendeine essentielle Zugehörigkeit in mir auszumachen, vielmehr verfolge ich den umgekehrten Weg: Ich durchforste mein Gedächtnis, um die grösstmögliche Menge an Identitätsmerkmalen zutage zu fördern, ich trage sie zusammen, stelle sie in eine Reihe und weise keines zurück.

[...] Es gibt keinen Menschen, der nicht eine zusammengesetzte Identität besäße; jeder bräuchte sich nur ein paar Fragen zu stellen, um vergessene Bruchstellen, unvermutete Verzweigungen zutage zu fördern und festzustellen, wie vielschichtig, einzigartig, unersetzlich und mit keinem andern verwechselbar zu sein. »

Zitiert aus: Amin Maalouf, Mörderische Identitäten. Frankfurt a.M.: Suhrkamp 2000: 19, 23.

je suis venu m'installer, pendant la guerre du Liban, à Paris plutôt qu'à New York, à Vancouver ou à Londres, et que je me suis mis à écrire en français.

Vais-je aligner d'autres détails encore de mon identité? Parlerai-je de ma grand-mère turque, de son époux maronite d'Égypte, et de cet autre grand-père, mort bien avant ma naissance, et dont on me dit qu'il fut poète, libre-penseur, peut-être franc-maçon, et en tout cas violemment anticlérical? Remonterai-je jusqu'à cet arrière-arrière-grand-oncle qui fut le premier à traduire Molière en arabe et à le faire jouer en 1848 sur les planches d'un théâtre ottoman?

Non, cela suffit, je m'arrête là pour demander: ces quelques éléments disparates qui ont façonné mon identité et esquissé, dans les grandes lignes, mon itinéraire, combien de mes semblables

les partagent avec moi? Bien peu. Peut-être même aucun. Et c'est bien sur cela que je voudrais insister: grâce à chacune de mes appartenances, prise séparément, j'ai une certaine parenté avec un grand nombre de mes semblables; grâce aux mêmes critères, pris tous ensemble, j'ai mon identité propre, qui ne se confond avec aucune autre.

En extrapolant à peine, je dirai: avec chaque être humain, j'ai quelques appartenances communes; mais aucune personne au monde ne partage toutes mes appartenances, ni même une grande partie de celles-ci; sur les dizaines de critères que je pourrais aligner, il suffirait d'une poignée pour que mon identité spécifique soit nettement établie, différente de celle d'un autre, fût-il mon propre fils ou mon père.

Se découvrir complexe, unique et irremplaçable

Avant de me lancer dans l'écriture des pages qui précèdent, j'avais longuement hésité. Devais-je m'étendre ainsi, dès le commencement du livre, sur mon propre cas?

D'une part, je tenais à dire, en me servant de l'exemple qui m'est le plus familier, de quelle manière, avec quelques critères d'appartenance, on peut affirmer à la fois ses liens avec ses semblables et sa spécificité. D'autre part, je n'ignorais pas que, plus on va loin dans l'analyse d'un cas particulier, plus on court le risque de se voir rétorquer que c'est justement là un cas particulier.

20
Finalement, je me suis jeté à l'eau, persuadé que toute personne de bonne foi qui chercherait à faire son propre «examen d'identité» ne tarderait pas à découvrir qu'elle est, tout autant que moi, un cas particulier. L'humanité entière n'est faite que de cas particuliers, la vie est créatrice de différences, et s'il y a «reproduction», ce n'est jamais à l'identique. Chaque personne, sans exception aucune, est dotée d'une identité composite; il lui suffirait de se poser quelques questions pour déboucher des fractures oubliées, des ramifications insoupçonnées, et pour se découvrir complexe, unique, irremplaçable.

Amin Maalouf est né au Liban et vit en France depuis 1976. Romancier, essayiste et historien reconnu, il a également été journaliste et fut rédacteur en chef de Jeune Afrique. Il est l'auteur de plusieurs romans: Croisades vues par les Arabes (1983), Léon l'Africain (1986), Samarcande (1988), Les jardins de lumières (1991), Le Rocher de Tanios (Prix Goncourt 1993), Le Périple de Baldassare (Prix Jacques Audibert - Ville d'Antibes 2000). Ces livres ont été traduits dans plusieurs langues.

C'est justement cela qui caractérise l'identité de chacun: complexe, unique, irremplaçable, ne se confondant avec aucune autre. Si j'insiste à ce point, c'est à cause de cette habitude de pensée tellement répandue encore, et à mes yeux fort pernicieuse, d'après laquelle, pour affirmer son identité, on devrait simplement dire «je suis arabe», «je suis français», «je suis noir», «je suis serbe», «je suis musulman», «je suis juif»; celui qui aligne, comme je l'ai fait, ses multiples appartenances est immédiatement accusé de vouloir «dissoudre» son identité dans une soupe informe où toutes les couleurs s'effaceraient. C'est pourtant l'inverse que je cherche à dire. Non pas que tous les humains sont pareils, mais que chacun est différent. Sans doute un Serbe est-il différent d'un Croate, mais chaque Serbe est également différent de tout autre Serbe, et chaque Croate est différent de tout autre Croate. Et si un chrétien libanais est différent d'un musulman libanais, je ne connais pas deux chrétiens libanais qui soient identiques, ni deux musulmans, pas plus qu'il n'existe dans le monde deux Français, deux Africains, deux Arabes ou deux Juifs identiques. Les personnes ne sont pas interchangeables, et il est fréquent de trouver, au sein de la même famille rwandaise ou irlandaise ou libanaise ou algérienne ou bosniaque, entre deux frères qui ont vécu dans le même environnement, des différences en apparence minimales mais qui les feront réagir, en matière de politique, de religion ou de vie quotidienne, aux antipodes l'un de l'autre; qui feront même de l'un d'eux un tueur, et de l'autre un homme de dialogue et de conciliation.

Un nouveau regard sur les autres

Tout ce que je viens de dire, peu de gens songeraient à le contester explicitement. Mais nous nous comportons tous comme s'il en était autrement. Par facilité, nous englobons les gens les plus différents sous le même vocable, par facilité aussi nous leur attribuons des crimes, des actes collectifs, des opinions collectives – «les Serbes ont massacré...», «les Anglais ont sac-cagé...», «les Juifs ont confisqué...», «les Noirs ont incendié...», «les Arabes refusent...» Sans état d'âme nous émettons des jugements sur telle ou telle population qui serait «travailleuse», «habile» ou «paresseuse», «susceptible», «sournoise», «fière» ou «obstinée», et cela se termine quelquefois dans le sang.

Je sais qu'il n'est pas réaliste d'attendre de tous nos contemporains qu'ils modifient du jour au lendemain leurs habitudes d'expression. Mais il me paraît important que chacun de nous prenne conscience du fait que ses propos ne sont pas innocents, et qu'ils contribuent à perpétuer des préjugés qui se sont avérés, tout ou long de l'Histoire, pervers et meurtriers.

Car c'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer.

Extrait du livre «Les identités meurtrières» d'Amin Maalouf, paru à Paris dans les Editions Grasset & Fasquelle en 1998. Nous remercions la maison d'édition Bernard Grasset de nous avoir permis d'imprimer le chapitre ci-dessus.



■ *Tanja, meine Schwester, hält den Kirschbaum im Arm und hält eine Blüte in der Hand. Sie lacht und umarmt den Baum. Das gefällt mir. Es war schön mit den Blüten und dem Baum im Arm. Als ich vom Kindergarten heimkam, hatte es viele Bienen am Kirschbaum, und es summte ganz fest. Saskia, 7 Jahre, Ried-Mörel.*

Ein Begriff ist einem so lange fremd, bis man sich mit ihm vertraut gemacht, ihn sich zu eigen gemacht hat. Mit Individuen und deren Kulturen verhält es sich genauso. Die individuelle, sprachliche oder auch glaubensbetonte Fremdheit, die unablässig versucht, uns Menschen voneinander zu trennen, zu erkennen und zu überwinden, das ist der wichtigste Schritt, um vom Einzelwesen zum Menschen zu werden, zu einem Menschen dieser unserer Erde. Auch innerhalb einer Gesellschaft sind fast alle Menschen uns fremd, aber das Fremde ist lediglich das Unbekannte am Andern, das sich vor einem bestimmten kulturellen Hintergrund herausgebildet hat.

Die Bestimmung des Menschen ist es letztlich, sich selbst ein Unbekannter zu sein, nicht wissend, woher er kommt, und noch weniger wissend, wohin er geht. Er weiss nicht einmal, warum er überhaupt existiert, warum er gerade hier zur Welt gekommen ist, und nicht da oder dort. Diese existentielle Leere auszufüllen, ringen die Ideologien der Macht miteinander, seien es diejenigen, welche die nationalistischen Triebkräfte schüren, damals wie heute, oder seien es die anderen, die im Namen ethisch-moralischer oder Kultur bezogener Werte die Teilung der Menschheit – etwa unter «die Eigenen» und «die Fremden» – veranlassen und dadurch herrschen wollen. Dieser Kampf um die Herrschaft hat sich institutionell in dem geistigen und geschichtlichen Erbe der Menschheit wie ein Virus eingenistet.

Ist uns aber die Kultur des Andern tatsächlich so fremd, dass wir sie als Bedrohung auffassen und vor ihr Angst haben müssen? Keineswegs. Diese so oft hervorgehobene Fremdheit ist im alltäglichen Leben allgegenwärtig. Sie ist dazu da, dass wir sie uns aneignen, etwa so, wie ich dies eingangs für die Begriffe in der Sprache beschrieben habe.

Die Grenzen zwischen Menschen können heutzutage nicht mehr als geographische, sondern lediglich als gedankliche verstanden werden. Die geographischen Grenzen sind zu reinen Verwaltungsgrenzen geworden. Denn wir leben in einem Zeitalter, in dem die «Kultur» nicht mehr von Staatsgrenzen definiert, «be-grenzt» werden kann. Die kulturelle Heimat des Menschen, wo er geboren wurde, wo er laufen und sprechen, wo er sich selbst und seine Umgebung begreifen gelernt hat, ist nur noch der «Ausgangspunkt». Sie ist so etwas wie ein Kindergarten, eine erste Schule. Das Betätigungsfeld seines

Kultur ist :

Menschseins ist aber die Menschheit, die Welt selbst. Denn nicht nur «woher wir kommen», sondern auch «wohin wir gehen», vor allem aber, wo wir gerade (angekommen) sind, definiert unsere individuelle, kulturelle Identität. Identität kann man nicht wie einen Schild vor sich her- und auch nicht wie einen Personalausweis mit sich herumtragen. Kulturelle Identität entsteht täglich neu. Man entdeckt sie wie ein neues, unbekanntes Land, das es zu erkunden gilt und das voller Überraschungen sein kann.

Meine Identität entsteht nicht, indem ich mich projiziere, sondern umgekehrt dadurch, dass ich in meine Umgebung, in die mentale Landschaft mich hineinbegebe, um sie aufnehmen zu können. Ich bewege mich in diesem öffentlichen Raum, um mir

ein Gespür für die gesellschaftlichen «Klimazonen» aneignen zu können. Unheimisch seit meinem ersten Atemzug und seither ständig mich davor drückend, irgendwo heimisch zu werden, bin ich aber mit jedem neuen Tag immer mehr Ich selbst geworden und dennoch ein anderer als der, der ich am Tag zuvor gewesen bin. Es ist wahr, ich bin zum Teil durch meine deutsche Staatsangehörigkeit definiert, aber es ist ebenso wahr, dass ich sie auch meinerseits neu definiere.

Heimat

Heimat – wenn ich mein Dasein mit diesem Begriff in Beziehung setzen muss – kann, meine ich, nicht weit weg von mir selbst liegen. Denn sie ist ja nichts weiter als eine vertraute Nische, eine geistige wie auch emotionale und ökonomische. Ich kann mich dahin zurückziehen, wann immer ich die Notwendigkeit dazu spüre. Für mich bildet sie nur die Schnittstelle dynamischer Dualität zweier gleichberechtigter Herkünfte. Im Laufe meines Lebens hole ich mir weitere dazu, und sei es nur auf geistiger Ebene.

Ein Autor ist immer in seiner Sprache zu Hause. Doch oft muss er nicht nur sein geistiges Zuhause, sondern auch sein unmittelbares, existentielles Zuhause verlassen, ist er gezwungen, ins Ausland zu gehen, um «tätig» sein zu können. Es ist natürlich, dass ihm dann sein Sprachmilieu fehlt. Vom kulturellen Verlust ist in solchen Fällen immer die Rede, noch Jahre und Jahrzehnte später. Mich wundert, dass man nicht wenigstens auch von der Chance der Gewinnung einer neuen Kultur spricht. Könnte man nicht einmal bereit sein, seine Entheimung nicht als Strafe, sondern vielmehr als Möglichkeit zu betrachten: als Möglichkeit aus sich herauszugehen und woanders einzukehren? Ich jedenfalls sehe darin eine wunderbare Chance für beide beteiligten oder aufeinander treffenden Kulturen.

Warum aber geschieht das nicht? Das liegt sowohl an den Ankömmlingen als auch an der einheimischen, darum dominanten Kultur. Das krankhafte Behüten des «Eigenen» vor dem «Fremden» mag zwar den Ankömmlingen helfen, sich in der «Fremde» bei sich selbst zu fühlen, doch ist dieser Anschein trügerisch. Es folgt daraus ein doppeltes Ausgeschlossensein.

Selbstkultur

Wieviel «Vergangenheit» darf sich in der «Zukunft» wiederfinden? Dies ist eine grundlegende Frage des gesellschaftlich-bewussten Menschseins, welche zu beantworten die «Gegenwart» ständig mit sich und mit der «Geschichte» beschäftigt ist. Alles Sichtbare und Spürbare in der Welt unterliegt einer Daseinsreise. Wie kann es sich dann der Mensch, der ja für gewöhnlich als das höchste aller Lebewesen betrachtet wird, erlauben, an einem stabilen, statischen kulturell-sprachlichen Punkt zu verharren und festsitzen zu bleiben? Als ein Autor, der in Sprache lebt, liegt es mir nahe, hier Beispiele aus meinem Bereich anzuführen: Da mein erstes Sprachmilieu sich mir entzog, hat mich die deutsche Sprache beherbergt. Ich bezeichne sie als meine Stief-Muttersprache. Nun spiegelt sich mein Bewusstsein in dieser Sprache.

Einerseits schliesst der Neuling sich selbst von einer Integration aus, die natürlich nur auf einem ebenbürtigen, dialogischen Geben und Nehmen basieren kann. Andererseits weigert sich auch die einheimische Öffentlichkeit, ihn als ebenbürtig anzunehmen, hat sie doch – seit Jahrtausenden schon – der Überzeugung angehangen, mit der «Fremdheit» des «Eindringlings» kämpfen zu müssen. Sie ist, bewusst oder unbewusst, ängstlich darum bemüht, ihn nicht heimisch werden zu lassen. Ich lebe seit über zwanzig Jahren in Deutschland und verstehe mich nicht als Fremder. In mir und zu mir selbst bin ich ja kein «Fremder». Es sind immer die andern, die mich als solchen betrachten. Ich jedenfalls bemühe mich, Ich selbst zu sein. Nicht eingeteilt in Kategorien wie Inder, Deutscher oder sonst wer – beziehe ich doch meine Kraft aus meinem Glauben an meine – ich nenne sie: Selbstkultur.

Dieser Begriff hängt zusammen mit meiner Auffassung von Kultur. Ich glaube einfach nicht, dass es zum Beispiel eine deutsche, eine französische, eine russische oder auch eine indische Kultur in reiner, absoluter Form gibt. Dafür sind wir Menschen viel zu individuell und erleben die Welt sehr eigen-sinnig, das heißt, in einer Art und Weise, die nur uns eigen ist. Für mich gibt es nur eine einzige Kultur, die sich unaufhörlich erneuert. Diese Kultur besteht aus meinem Umgang mit der Welt, einem Umgang, der sich aus meiner ständigen Zwei-Halbschritte-Handlung im täglichen Leben herauskristallisiert: Der erste Halbschritt zieht mich aus der Ignoranz (gegenüber dem Anderen) heraus, der zweite lässt mich in Richtung Streben nach Wissen (über das Andere) hin tätig werden. Zusammen bilden sie das Fundament meiner Selbstkultur.

Jedes Individuum hat seine eigene Kultur. Der Unterschied zwischen uns und (schon) unseren Geschwistern macht sich nicht nur in unseren jeweiligen Denkmodalitäten bemerkbar, sondern in der ganzen Palette unserer Lebenseinstellungen. So wie wir denken, wie wir unser Leben führen, wie wir Dinge bewerten, so tun (schon) unsere Geschwister es nicht, unsere Kinder auch nicht, unsere Eltern erst recht nicht – und unsere Landsleute schon gleich gar nicht. Am ehesten ähneln uns darin noch ein paar unter unseren Freunden, die jedoch nicht unbedingt unsere Landsleute sein müssen.

«Kultur ist», hatte Christa Wolf einmal gesagt, «was gelebt wird». Blicke nur hinzuzufügen: Und *wie* es gelebt wird. Und leben kann jeder Einzelne eben nur für sich, individuell. «Wir Deutschen» oder «wir Inder» oder «wir Schweizer» allezumal leben nicht gemeinsam und nach einem einzigen Prinzip – das wäre ja auch schrecklich! Sondern wir leben jeder so, wie er es für richtig hält. Bekanntlich ändert sich alle zwanzig Kilometer oder zwölf Meilen die Sprache, mindestens der Dialekt. Kultur tut es viel häufiger. Beginnt man in Rügen und läuft gut beobachtend und aufmerksam zuhörend in Richtung Bayern und dann weiter in Richtung Schweiz, so wird man diesen Satz bestätigt finden. Klar – an den jeweiligen Enden der Reise werden die Unterschiede besonders drastisch deutlich. Aber die Kontinuität der Veränderung wird dem sensiblen Gehör dennoch spürbar.

Kategorien und Abgrenzungen

Kultur freilich, Selbstkultur, ändert sich nicht erst alle zwölf Meilen, sondern von Mensch zu Mensch. Und nur, weil dieses Faktum die Einzelnen zu sehr verunsichert und verwirrt, schaffen Gruppen sich gemeinsame Kategorien und Abgrenzungen. Mir fällt eine kleine Episode ein, eine Szene, die ich in Holland im Zug von Amsterdam nach Maastricht erlebt habe. Einer aus der Runde in meinem Abteil sagte mit Betonung: «Ich bin Nordbrabanter. Und ich bin froh über meine Nordbrabant'sche

Herkunft!» Nun, einerseits sah er sich nicht imstande, seine eigene Identität mit seiner persönlichen, individuellen Kultur zu definieren, also benötigte er hierzu die Identität einer Gruppe. Andererseits aber wollte er auch den Sammelbegriff «Holländer» nicht für sich gelten lassen. Aber das ganze Land heißt ja auch «Niederlande», und «Holland» ist nur der nördliche Teil davon. Das lernte ich später in einer Kneipe in Maastricht, als ich jemand im Gespräch als Holländer bezeichnete. Der Mann verprügelte mich mit Blicken: «Wir sind hier keine Holländer. Das sind die da oben im Norden. Wir sind Niederländer. Aber wenn du es genau wissen willst: Wir sind Limburger!» – Nun, eigentlich war er Süd-Limburger, denn nur ein Teil von Limburg liegt in den Niederlanden, der andere aber in Belgien, und mit Brabant geht es ebenso oder vielmehr umgekehrt: Nordbrabant ist niederländisch, Südbrabant aber belgisch... nette Komplikation, aber das ist noch gar nichts gegen die Komplikation von Kultur.

Denn alle jene Unterscheidungen sind doch bloße hegemoniale Einheiten. Ich aber glaube stark und fest an die individuelle Kultur, die Selbstkultur. Mich interessiert, wie der Einzelne denkt, lebt und sich verhält. Und nur ich kann an mir selbst arbeiten, mich verändern, mich entwickeln und weltläufig machen. Die Welt um mich herum kann ich kaum verändern und will es auch nicht.

Prozesse des Hinterfragens

Wer gibt mir oder sonst wem das Recht zu dieser Veränderung? Wir können nur doch uns selbst verändern, uns selbst weltläufig machen. Wir und kein anderer. Dass mich zum Beispiel andere verändern, lasse ich erst gar nicht zu. Denn wenn wir die Zügel über uns selbst aus der Hand und in die eines anderen geben, verlieren wir schon in diesem einen Akt unsere Selbstkultur. Dann hören wir auf, Individuen zu sein und unsere Kultur in unserer Weise weiterzuentwickeln. Dann sagt uns einer: «Nein, ihr dürft nicht so, ihr müsst anders sein, ihr dürft nicht daran, ihr müsst an etwas anderes glauben!» Das ist mir zu gefährlich – und es ist leider Gottes auch in Europa, zumal in den europäischen Nationalstaaten auf vielfältige – aber letzten Endes doch fürchterlich einfältige – Art und Weise oft genug geschehen.

Und Indien? Auch von «indischer Kultur» wird ja nicht gerade selten geredet. Es gibt aber keine «indische Kultur». Es gibt nur indische Kulturen – um die herrschende, hegemoniale Bezeichnung zu verwenden. Die Punjabis im Nordwesten, wo ich geboren bin, haben kulturell mit den Mizos im Nordosten oder Kannada im Südwesten nichts gemeinsam, ausser dass sie Bürger eines und desselben Nationalstaates sind, einer hegemonialen Einheit also. Ebenso wenig haben die Tamilen im Süden mit den Rajasthanies im Westen gemeinsam: weder die Sprache noch den Lebensumgang. (Dasselbe gilt auch für die

Culture = auto culture

Schweiz.) Immer aber kann man einzelne Individuen beobachten, die einander im Wesen sehr ähnlich sind – was sich auf nichts anderes zurückführen lässt als eben auf ihre jeweilige Selbstkultur.

Bekanntlich haben wir Menschen bestimmte Gene, ergo bestimmte natürliche körperliche Eigenschaften, die mit denen unserer Geschwister oder Eltern identisch sind. Aber diese Gene allein bestimmen unsere Selbstkultur nicht, sie bilden die Basis dafür allenfalls im Zusammenhang mit unserer Umgebung, in der wir aufwachsen und die uns eine Atmosphäre bietet, in der wir uns entfalten. Denn wir Menschen lernen viel von unserer Umgebung – als Kinder sogar durch Nachahmen und Nachmachen, wie es Affen auch tun.

Dann beginnt der Prozess des Hinterfragens. Alles, was wir von den Eltern und der Umgebung «geboten» bekommen, ist zu hinterfragen. Schliesslich beginnt der Prozess der Befreiung von der Familie; er führt hin zu einem direkten und selbständigen Dialog mit der Umgebung. Wie geschieht das genau? Ein Kind ist gezeugt worden und beginnt, im Mutterleib zu entstehen. Mit sieben, acht Wochen beginnt sich ein kleiner Teil seines Gehirns zu bilden. Im vierten Monat beginnt das Gehirn, die Informationseinheiten zu registrieren. Mit fünf bis sechs Monaten nimmt das Kind schon alles auf, was die Mutter tut. Mit der Geburt wird dann das Registrieren um einen Mechanismus des Wahrnehmens und des Deutens ergänzt. So entsteht das *Semiokon* des Menschen. Das heisst, so wie jede Sprache ihr Lexikon, hat jeder einzelne Mensch sein Semiokon: seinen Sinngabungsmechanismus, der auf seinem Repertoire an Wissensseinheiten, Erfahrungen, Prozessen usw. basiert. Dieses Semiokon wächst mit jedem Tag, ja mit jedem Augenblick. Es ist nicht als Summe aller Wissensseinheiten zu verstehen – es hat keinen festgelegten Wissenskörper –, sondern vielmehr als ein generativer Mechanismus, um den Dingen, den Interaktionen, ja jeder menschlichen Handlung einen Sinn zu verleihen.

Ein Kind hat schon bei seiner Geburt ein kleines Repertoire, das es unterbewusst in sich eingerichtet hat: das Fundament seines Semiokons. Wenn das Kind das erste Mal die Welt erlebt, registriert es etwa folgendes: Die Welt ist nicht so warm, wie es im Mutterleib war, denn ihm, dem Kind, wird kaltes Wasser über den Rücken gegossen, damit es zu schreien anfängt und so überhaupt Sauerstoff in die Lungen kriegt. Zuvor hat es ja nur durch die Mutter geatmet. Jetzt muss es seinen eigenen Atmungstrakt aktivieren, also eine erste Verbindung mit der Aussenwelt herstellen. Und schon hat der Mechanismus der Wahrnehmung der Aussenwelt begonnen.

Sprache und Sprechen

Der nächste deutliche Entwicklungsschritt ist das Erlernen der Sprache. Das Kind hat nur einen Laut: «Aa». Den hat es mitgebracht. Dann lernt es den zweiten Laut: «Ma». Daraus bildet es durch Nachahmung den Doppellaut «Mama», denn wir überhäufen es ja mit der Information: «Das ist die Mama» usw.

«En Allemagne, les Allemands me prennent pour un étranger. Pourtant l'étranger n'est pas un pays. On me refuse donc même une culture hégémonique et on nie mon origine. Et lorsque l'un ou l'autre se montre un peu aimable et se donne de la peine, il précise que je suis Indien. Alors pour les Allemands, je suis tout au plus l'Indien. Or, pour les Indiens, je ne suis pas tout simplement un Indien, mais un gars du Punjabi. Et pour les hommes du Punjabi, là encore, je ne suis pas seulement un Punjabi, mais un Punjabi Sikh, car il y a encore des Punjabis hindous, chrétiens et musulmans. D'accord, mes parents sont Sikhs, donc moi aussi je dois être Sikh. Mais pour les Sikhs, je ne suis pas simplement Sikh, mais un mauvais Sikh, car je me suis fait couper les cheveux, ce qu'un Sikh pieux ne doit jamais faire. Si les Sikhs avaient la bonté de ne pas voir ce manquement, malgré tout ils ne verraient pas en moi un simple Sikh, mais un Sikh d'une certaine région et qui plus est d'une certaine ethnie, d'une tribu bien précise. Et pour ceux de ma tribu, je ne suis pas encore moi-même, mais le fils de mon père et de ma mère. Quant à mon père, je sais que je ne suis pas tout simplement son fils, mais un raté, un vaurien, parce que je ne suis pas devenu médecin, mais poète. Où faut-il donc ancrer l'identité culturelle de l'être humain?»

Danach folgen die Laute «Pa», «da» und «La». Und wenn es sich bei der Mutter nicht um eine Alleinerziehende handelt, dann bekommt das Kind sehr oft den Doppellaut «Papa» zu hören, den es in der Regel als zweiten nachbildet. (In anderen Sprachkulturen kann es zwischen «ba», «da» und «la» variieren.) Inzwischen schreitet der Lernprozess voran. Das Kind lernt jetzt, aus Lauten Worte zu bilden und versucht zugleich, den Prozess, der dabei im Gange ist, zu begreifen. Also entsteht aus den Regeln die Regelmässigkeit, wie Georg Simmel zu sagen pflegte. Irgendwann ist das Kind in der Lage, eine Sprache nicht nur zu verstehen und zu sprechen, sondern auch zu schreiben. Womöglich wird es später ein Autor.

Dieses Kind, wäre es zum Beispiel in Indien geboren, und würde gleich nach ein paar Tagen, Wochen oder Monaten nach Deutschland gebracht und ständig die deutsche Sprache hören, so würde es sich die deutsche Sprachkultur aneignen und nicht die, in die es hinein geboren wurde. Das Beispiel lässt sich auf

alle zu erfahrenden menschlichen Werte und Umgangsweisen übertragen. Kultur als Selbstkultur bildet sich aus den Werten und Umgangsweisen, die auf ein Individuum einwirken, und zugleich aus der Art und Weise der Erfahrungsverarbeitung durch das Individuum, also durch die Art und Weise, wie es sich in der Welt zurechtfindet. Diese Art und diese Weise bestimmt darum auch den Rang der individuellen Selbstkultur, der um so höher einzuschätzen ist, je besser auch «ungute» Erfahrungen verarbeitet werden.

Gegen den hegemonialen Kulturbegriff

26 In meinem Fall nun: Ich sollte Arzt werden. Damit, wie diese Entscheidung entstand und angeordnet wurde, hatte ich nichts zu tun, das war ausschliesslich Sache meines Vaters. Ich jedoch spürte keinerlei Verlangen nach dem Beruf und Dasein eines Arztes. Ich hatte mich völlig anders entwickelt als meine Familie. Meine Kultur wurde nicht die meines Vaters. Er war ein Bauunternehmer, eine Art Geschäftsmann. Ich aber hatte mit dieser Art des Denkens nichts am Hut, weil ich schon in meiner Kindheit in meiner Schule, aber auch später in meinem Freundeskreis, mit ganz anderen Werten und Erfahrungen konfrontiert war. Und so handelte ich in einer Weise, die man in der gängigen Sprache – aber keineswegs aus meiner Sicht – Rebellieren nennt. Mein jüngerer Bruder konnte es mir nicht gleich tun. Nachdem ich vom enttäuschten Vater aus dem Haus geworfen worden war, übertrug mein Vater seine Anordnung auf ihn. Er hat nicht rebelliert und ist Arzt geworden. So haben wir, mein Bruder und ich, dieselben Wurzeln: dieselben Eltern, denselben Haushalt, denselben Ursprung – aber wir haben von Kindesbeinen an verschiedene Erfahrungen gemacht und unsere Erfahrungen auch verschieden verarbeitet. Er ist ganz anders geworden als ich. Er ist noch heute völlig abhängig von den Eltern. Ich fühle mich völlig unabhängig von allem.

Welche Kultur der Sikhs oder Punjabis oder Inder verbindet uns nun beide? Auch in unserem Sikhsein sind wir grundverschieden: Er ist ein frommer Sikh, ich bin es nicht; für ihn verkörpert die Religion die Gebote und die Rituale des Sikhismus, für mich aber ist sie die fromme Haltung eines Menschen, der die weltläufigen Einsichten vertritt und an rechtschaffenes Handeln glaubt – also an Werte, für die der Sikhismus auch steht. Wo bleibt aber unsere gemeinsame Kultur?

Rajvinder Singh lebt seit 1981 in Deutschland. Er ist freiberuflicher Schriftsteller deutscher Sprache und hat sechs Lyrikbände u.a. im Lotos Verlag Roland Beer in Berlin veröffentlicht. Er schreibt auch Erzählungen und feuilletonistische Aufsätze. 1997 war er Stadtschreiber von Rheinsberg. Gegenwärtig arbeitet er an seinem ersten Roman. Ausserdem ist zum Thema «Selbstkultur» ein Buch in Vorbereitung.

Kontakt: raj.singh@web.de

Daher noch einmal: Kulturen sind nicht Sammelbecken für die Interessenvertreter, sie sind individuell. Jeder Mensch hat seine eigene Kultur. Der hegemoniale Kulturbegriff ist sehr engstirnig, und das nicht nur erst seit heute. Wenn ich höre oder lese: «Ich bin stolz, ein Deutscher zu sein», dann frage ich mich, was das wohl sein könnte, das uns allein auf unsere Herkunft stolz werden lässt? Wo bleibt da das individuelle Handeln, wo bleiben die individuellen Werte des Menschseins? Schliesslich muss der Mensch ja wohl irgendwo geboren sein, und wo er geboren wird, das ist reiner Zufall. Auf einen Zufall, auf etwas, das einem ohne eigenes Verdienst zufällt, kann man aber bei bestem Willen nicht stolz sein.

Selbstbilder und Fremdbilder

In Deutschland bin ich für die Deutschen «ein Ausländer». Ausland ist ja kein Land. Dadurch wird mir also selbst die hegemoniale Kultur verweigert und meine Herkunft verleugnet. Wenn mir dann einer gnädig gesonnen ist und sich etwas Mühe gibt, präzisiert er, ich sei Inder. Für die Deutschen bin ich demnach bestenfalls *der* Inder. Für die Inder aber bin ich nicht einfach ein Inder, sondern ein Punjabi. Und für die Punjabis wiederum bin ich nicht einfach ein Punjabi, sondern ein Sikh, denn es gibt neben Sikh-Punjabis auch noch Hindu-Punjabis, Christen-Punjabis und Muslim-Punjabis. Nun, meine Eltern sind Sikh, so habe ich ein Sikh zu sein. Doch für die Sikhs bin ich nicht einfach ein Sikh, sondern ein schlechter Sikh, denn ich habe mir die Haare abschneiden lassen, was ein frommer Sikh nicht tun darf. Sehen die Sikhs über diese Verfehlung hinweg, so bin ich dennoch nicht einfach ein Sikh, sondern einer, der aus einer bestimmten Gegend, aus einer bestimmten Sippe stammt. Für die Sippe bin ich nun nicht einfach ich selbst, sondern der Sohn von demunddem. Letztlich bin ich auch für meinen Vater nicht einfach sein Sohn, sondern ein Versager, ein Taugenichts, denn ich bin kein Arzt, sondern ein Dichter geworden. Wo also ist die kulturelle Identität des Menschen zu verankern?

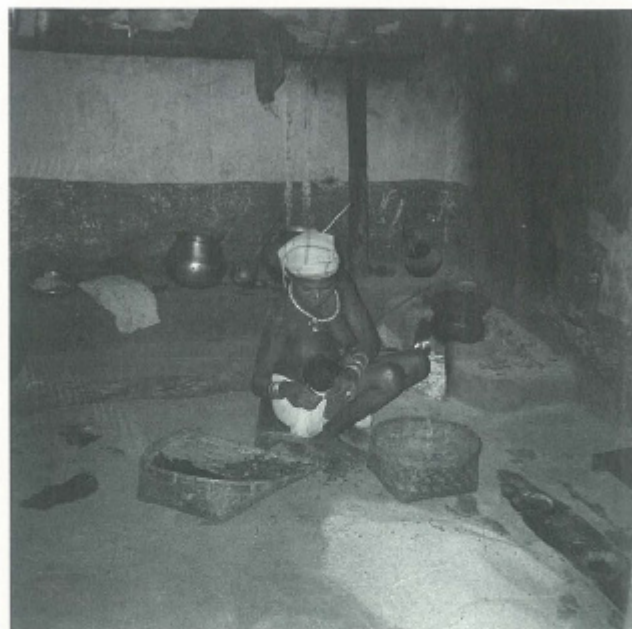
Ich habe eine Reihe deutscher und niederländischer Freunde, die mir in ihrer Lebenshaltung sehr ähnlich sind, die ähnlich denken, ähnliche Vorzüge, sogar ähnliche Schwächen haben. Wie ist das möglich, da ich in Asien geboren bin, sie hier in Europa zur Welt kamen? Die Antwort liegt natürlich auf der Hand: Es gibt ein Menschsein, es gibt Bedürfnisse des Menschseins-erlebens, um mit diesem Menschsein sinnvoll umgehen zu können. Und solche Bedürfnisse sind weltweit ähnlich und verbinden uns Menschen miteinander. Wir werden aber mit Hilfe von nationalem und nationalistischem Gerede in Kategorien eingeteilt und gefühllosen politischen Einheiten zugeteilt. Das ist fatal. Eine derartige Einteilung und Zuteilung ist irgendwann einmal erfunden worden zu keinem anderen Zweck als dem, Menschen zu kontrollieren und zu beherrschen. Es gibt keine kulturell besseren Völker, oder solche, die weniger Wert sind. Menschen auf der ganzen Welt sind ähnlich. Noch ähnlicher ist das Leben. Nur die Umstände und die Möglichkeiten des Lebens sind verschieden.

Es gibt keine nationale Kultur

Wir können heute nicht mehr in alten Mustern denken: Wir Deutschen sind so – wir Inder sind so! Nein. Wie viele Deutsche arbeiten in anderen Ländern, wandern aus – und es werden immer mehr – und wie viele andere Menschen arbeiten hier. Das werden auch immer mehr, denn die Wirtschaft braucht sie. Wir haben neuerdings sogar eine rot-grüne Karte entwickelt, damit die Leute hereinkommen können. Aber wir haben hier auch andere, die alle Ausländer raushaben wollen. Die, die diese Menschen reinholen, sind Deutsche. Und die, die sie alle raushaben wollen, sind auch Deutsche. Wo, also, bleibt die deutsche Kultur?

Es gibt keine nationale Kultur. Es kann keine nationalen Kulturen geben. Wir werden uns einfach auf der Grundlage unserer Individualitäten und der Gemeinschaft von Individuen auseinandersetzen müssen. Wir reden immer von der Globalisierung. Ich glaube an die *Globalisierung des Menschseins*. Sie muss an erster Stelle stehen und nicht die des Marktes. Gibt es eine Globalisierung des Menschseins, dann folgt ihr die des Marktes automatisch. Von *global village* ist oft die Rede. In diesem *global village* kann es nur Individuen geben. Kulturen.

Letztlich kommt es auf das Individuum an, und nur dessen eigene Kultur zählt, die wir achten müssen: seine Selbstkultur.



■ Chaitram, Bastar.

■ *Da ist das Abwaschbecken, und da wasche ich manchmal ab oder trockne ab oder trinke. Da decke ich manchmal den Tisch, da spiele ich manchmal, da male ich manchmal, da ziehe ich manchmal Socken an, da ziehe ich manchmal das Pyjama an, da ziehe ich manchmal die Kleider an, da bastle ich manchmal. Alles mache ich in der Küche. Nur das Pyjama ziehe ich in meinem Zimmer an. Am liebsten trinke und esse ich in der Küche, Sirup und Cocifläschli und Gummibärlü. Micha, 5 Jahre, Ried-Mörel.*

Migration, Kultur und nationale Bindungen

Früher wurde mit dem Begriff Rasse Unheil angerichtet. Heute übernimmt teilweise der Begriff der Kultur diese Rolle, dann nämlich, wenn Kultur als Metapher für Einbindungs- und Ausgrenzungsprozesse benutzt wird. Die wissenschaftstheoretische Diskussion zeigt, dass sich der Kulturbegriff im Laufe der Zeit gewandelt hat und dass heute eigentlich nur noch von einer Kultur gesprochen werden kann, über die alle Menschen verfügen, und nicht mehr von Kulturen, die getrennt nebeneinander existieren.

28

Je komplexer sich gesellschaftliches Leben für Menschen darstellt, umso intensiver suchen sie – so scheint es zumindest – nach jenen unverrückbaren Wahrheiten, die ihnen hinsichtlich der Art, wie gutes Leben zu sein hat und wie die Welt geordnet ist, Gewissheit geben. Solche Wahrheiten stillen gewöhnlich das tiefsitzende Bedürfnis, auf komplexe Fragen einfache Antworten zu finden. Sie dienen folglich dem, was Weberianer mit Komplexitätsreduktion zu bezeichnen pflegen. Dass heutiges Leben an Komplexität gewonnen hat, steht wohl ausser Frage. Man bedenke nur, wie differenziert moderne Arbeitsmärkte funktionieren und welche neue Forderungen sich dadurch an Bildungssysteme stellen. Oder man versuche sich vorzustellen, welche Möglichkeiten die neuen Informationstechnologien eröffnen und wie stark diese sowohl unseren beruflichen als auch unseren privaten Alltag prägen. Oder man überlege sich, welchem Druck heute junge – und zunehmend auch weniger junge – Menschen in Bezug auf ihr *Body Styling* – Zahnkorrekturen, Schlankkeitsideale, Haar- und Kleidermode, Piercing – ausgesetzt sind und wie massgeblich dieses *Styling* Gruppenzugehörigkeit und Gruppenausschluss gestaltet. Aber nicht nur das zivilgesellschaftliche Leben ist komplexer geworden. Auch alle jene Phänomene, die unter den Begriff transnationale Mobilität subsumiert werden, sind davon betroffen. Darunter fallen so unterschiedliche Wanderungen wie der freie Personenverkehr, die temporäre und permanente Arbeitsmigration, die Management- und Wissenschaftsmobilität, der Ferientourismus, die erzwungene Flucht aus Kriegsgebieten, die Asylnmigration und der illegale Grenzübertritt. Allein das Bewusstmachen der Vielfalt von transnationaler Mobilität verweist auf die Schwierigkeit, dieselbe in einfache Kategorien zu fassen. Immer deutlicher schält sich zudem heraus, dass Regierungen geneigt sind, erwünschte von unerwünschter Mobilität zu unterscheiden und mittels Migrationssteuerung die erwünschte zu fördern und die unerwünschte zu bremsen. Staaten geben sich somit als kollektive Akteure zu erkennen, die eigene Interessen verfolgen.

Angesichts solch eminenter Komplexität, die alle Lebensbereiche abzudecken scheint und die sowohl lokales als auch globales Geschehen umfasst, erstaunt es nicht, dass in der heutigen Zeit Begriffe an Bedeutung gewinnen, die uns suggerieren, dass unsere Welt doch in irgendeiner Weise geordnet ist und einer festen und nachvollziehbaren Logik folgt. Einer dieser Begriffe ist Kultur. Hinzu kommen all jene Derivate, die in Relation zum Kulturbegriff stehen, wie etwa Kulturkreis, interkulturelle Kommunikation, multikulturelle Gesellschaft, kulturelle Identität, transkulturelle Kompetenz und vieles andere mehr.

Im Folgenden wird der Stellenwert von Kultur in der Wissenschaftsdiskussion aufgezeigt. Anschliessend wird dargelegt, inwiefern sich das Verständnis von Kultur im Laufe der Zeit gewandelt hat. Und schliesslich wird Kultur mit Migration in Verbindung gebracht.

Zur Begriffsgeschichte

Bis Ende des 19. Jahrhunderts wurde Kultur mit höherer Entwicklung gleichgesetzt. Man unterschied etwa Kulturvölker und Naturvölker. Erstere – so glaubte man damals – verfügten in Form von Künsten, Wissenschaft und Technik über aussergewöhnliche geistige Fähigkeiten, die sie berechtigten, sich als höher entwickelt einzustufen. Letzteren mangle es an zivilisatorischer Kraft, weshalb sie als der Natur nahe stehend gesehen wurden. Dieses Verständnis von Kultur – das in alten Wörterbüchern und Enzyklopädien noch gut zum Ausdruck kommt – legitimierte eine kolonialistische Haltung, war es doch nahe liegend, Kulturvölker aus dem Zustand der Naturgebundenheit zu befreien, falls nötig auch gegen deren Willen.

Um die Wende zum 20. Jahrhundert begann ein neues Kulturverständnis Fuss zu fassen. Das zu jener Zeit von der Ethnologie publizierte Material zu den «Naturvölkern» belegte, dass «Wilde» keineswegs einfache Lebensformen pflegen. Nicht nur, dass sie teils über komplexe Sozialstrukturen verfügten, auch die Ritual- und Symbolwelten erwiesen sich als ausgefeilt und sinnvoll. Es kommt hinzu, dass man endlich begann, zivilisatorische Leistungen zu würdigen, wie sie etwa in China, Indien und im arabischen Raum erbracht worden sind. Dieser neue Blick auf fremde Welten führte einerseits zur Kritik am kolonialistischen Verständnis von Kultur, andererseits zur These, dass alle Menschen in Kulturen leben, unabhängig davon, welche Technologien sie beherrschen und nutzen. Diese Kulturen seien zwar in ihren Ausprägungen verschieden, jedoch gleichwertig, was zum Konzept des Kulturrelativismus hinführte. Kulturrelativisten – insbesondere jene der klassischen amerikanischen Kulturanthropologie –

gingen sogar noch einen Schritt weiter, indem sie postulierten, dass Kultur das Individuum determiniere, folglich in seinem Denken und Handeln so stark präge, dass die durch eine bestimmte Kultur sozialisierten Menschen nicht in der Lage wären, diese Kulturmuster abzulegen und durch andere zu ersetzen.

Kulturkonzept in Frage gestellt

Seit Mitte des 20. Jahrhunderts wird nun auch das relativistische Kulturkonzept in Frage gestellt, und zwar aus folgenden Gründen:

■ Jene geschlossenen Kulturen, deren Existenz Kulturrelativisten als erwiesen hingestellt haben, lassen sich nicht finden. Oder anders ausgedrückt: Eine aus der Ferne homogen scheinende Kultur erweist sich – je näher man an sie heranzugehen versucht – als heterogenes und diffuses Gebilde, das sich nicht fassen lässt.

■ Es zeigte sich, dass die *intrakulturelle* Variabilität oft grösser ist als die *interkulturelle*. Das heisst, dass Gesellschaften Differenzierungsprozesse durchmachen, welche der Idee eines kulturellen Holismus, das heisst einer all umfassenden und in sich geschlossenen Ganzheit zuwiderlaufen. Bei näherer Betrachtung zeigen «Kulturen» eine grosse Vielfalt, und meistens sind sie hybrid.

■ Auch der kulturelle Determinismus wurde relativ schnell widerlegt. Zwar wird weiterhin nicht in Frage gestellt, dass die Erstsprachsozialisation von grosser Bedeutung ist und dass mit der Erstsprache meistens auch konkrete Weltbilder vermittelt werden. Jedoch erwies sich die These als unhaltbar, dass an solchen Weltbildern nicht gerüttelt werden kann.

■ Ebenfalls wurde offensichtlich, dass Kulturen sich sehr wohl wandeln. Migration und andere kulturübergreifende Kontakte erwiesen sich als wichtige Faktoren, um kulturellen Wandel zu fördern.

Die Bilanz dieser wissenschaftlichen Diskussion mündet in der Folgerung, dass es zwar Kultur, jedoch nicht Kulturen gibt. Gemeint ist damit, dass Menschen – und zwar alle – sehr wohl kulturelle Wesen sind. Insofern nämlich, als sie im Laufe der Evolution Geist entwickelt haben, der sie befähigt, Wissen zu externalisieren – in Sprachen, Schriftsysteme, Symbolkomplexe, Computerspeicher einzubinden – und dieses Wissen auch zu nutzen. Kulturen wiederum existieren deshalb nicht, weil sich diese nicht voneinander abgrenzen und definieren lassen und

zwar deshalb nicht, weil all jene Elemente, welche gemeinhin zur Definition von Kultur beigezogen werden – Sprache, Religion, soziale Muster, Kunststile –, kaum jemals örtlich beschränkt auftreten, sondern sich gegenseitig überlagern.

– Zum Beispiel scheint es sinnvoll zu sein, von einer abendländischen Kultur zu sprechen, existiert doch so etwas wie eine geistige Strömung, welche diesen Begriff stützt. Versucht man jedoch, dieses «Abendländische» über das Alltagsgeschehen zu fassen, stösst man schnell einmal an Grenzen. Nicht nur, dass diese «Kultur» eine ganze Reihe von unterschiedlichen Sprachen umschliesst, sie durchbricht auch regionale, kontinentale und religiöse Grenzen.

■ Dasselbe gilt für die so genannte islamische Kultur. Zwar glauben wir eine Vorstellung davon zu haben, was der Islam ist. Allein die Tatsache, dass diese Religion von Marokko bis Indonesien reicht und sich in völlig unterschiedlichen Richtungen ausgebreitet hat, macht es praktisch unmöglich, einen minimalen gemeinsamen Nenner für dieses Gebilde zu finden. Offensichtlich genügt Religion nicht, um eine Kultur zu definieren.

■ Auch der Versuch, chinesische und indische Kultur zu fassen, erweist sich als schwierig. Zwar wird man die Existenz von alten chinesischen und hinduistischen Philosophien ins Feld führen können. Ein genauerer Blick auf jene Regionen, in welchen diese geistigen Strömungen entwickelt wurden, bringt jedoch schnell einmal zu Tage, dass sprachliche, religiöse und soziale Heterogenität und Hybridität allgegenwärtig sind.

Kultur und Identität

Falls nun aber jenes Kulturkonzept zu hinterfragen ist, welches oben als holistisch und relativistisch beschrieben wurde, wie erklärt es sich,

■ dass in der Schweiz Fälle verzeichnet sind, in welchen kosovarische, albanische und türkische Väter und Brüder gegen weibliche Familienangehörige gewaltsam vorgehen, um die Familienehre wieder herzustellen? Zeugt dies nicht von einer Kultur, in der Ehre einen übergrossen Stellenwert hat?

■ dass muslimische Gruppen eigene Friedhöfe verlangen, um ihre Verstorbenen den islamischen Regeln entsprechend bestatten zu können?

■ dass in tamilischen Familien nach wie vor vorzugsweise Kreuzkusinen geheiratet werden?

■ dass es Sikhs in England erreicht haben, dass sie als Polizisten und Bauarbeiter den Turban nicht gegen einen Helm eintauschen müssen?

■ dass jüdische und muslimische Gruppen die Schächtungserlaubnis wollen, um religiösen Geboten nachkommen zu können?

Offensichtlich haben all die oben erwähnten Praktiken irgend etwas mit Kultur zu tun. Jedoch lässt sich leicht zeigen, dass sie erstens nicht einer *bestimmten* Kultur zugeordnet werden können und dass sie zweitens nicht automatisch eine alle Lebensbereiche umfassende kulturelle Andersartigkeit manifestieren:

■ Konzepte der Familienehre sowie die mit diesen Konzepten einhergehenden Männer- und Frauenrollen finden sich keineswegs nur in Balkanländern und auch nicht allein in islamischen Gebieten. Sie waren im gesamten Mittelmeerraum verbreitet und wurden über Spanien und Portugal auch nach Lateinamerika exportiert. Wer Fontanes «Effi Briest» oder Tschschowws «Das Duell» liest, wird zudem feststellen, dass Ehrkonzepte auch im mitteleuropäischen und slawischen Raum verwurzelt sind oder zumindest waren.

■ Die Forderung, Verstorbene nach bestimmten Vorstellungen bestatten zu können, ist nicht so sehr eine allgemein kulturelle, sondern zuerst einmal eine religiöse Frage. Auch malaysische und indonesische Muslime werden ihre Toten nach Mekka ausrichten wollen, obwohl sie anderen «Kulturen» entstammen als zum Beispiel arabische oder nigerianische Muslime.

■ Verwandtenheiraten sind weltweit verbreitet und werden heute noch auf praktisch allen Kontinenten in kleineren oder grösseren Gruppen praktiziert.

■ Auch die Schächtungsfrage ist religiöser und nicht allgemein kultureller Natur. Schliesslich wird es schwierig sein, jene jüdischen Gruppen, welche sich in der Schweiz für das Schächtungsanliegen einsetzen, als fremdkulturell zu bezeichnen, sind sie doch mehrheitlich «echte» Schweizer.

Diese Beispiele – deren Zahl beliebig vergrössert werden könnte – zeigen, dass Vorsicht geboten ist hinsichtlich der unüberlegten Zuweisung von bestimmten Handlungen oder Forderungen an bestimmte Kulturen. Meistens verschleiern solche Zuweisungen mehr, als dass sie Gründe und Motive offenlegen. Es kommt hinzu, dass solche Zuweisungen oft beleidigenden Charakter haben und an Rassismus grenzen. Die Behauptung

Migration, culture et liens nationaux. A propos du changement de la notion «culture»

zum Beispiel, dass Blutrache Teil der albanischen Kultur sei, ist für all jene Albanerinnen und Albaner beleidigend, die sich von solchen Zwängen befreit haben und die zu Recht darauf verweisen, dass in Albanien die Blutrache seit langem strafrechtlich verfolgt wird.

Dass in der Alltagssprache trotzdem immer wieder mit Kulturargumenten operiert wird, wenn es darum geht, eigenes und fremdes Verhalten zu beschreiben, hat offensichtlich weniger mit definierbaren kohärenten Kulturen zu tun, als vielmehr mit Identitäten und mit Identitätspolitik. Kultur und Identität werden in der heutigen Zeit nicht selten als Synonyme betrachtet, insbesondere dann, wenn «Eigenes» von «Fremdem» abgegrenzt werden soll.

Anders als Kultur sperren sich Identitäten gewöhnlich – insbesondere dann, wenn sie kollektive Züge tragen – gegen die Hybridisierung und Heterogenisierung. Zwar wird heute nicht mehr bezweifelt, dass Identitäten multiplen Charakter haben, dass sie kontextabhängig sind und dass *Identity Switching*, also das Wechseln von Identitäten, möglich ist. Es ist jedoch ebenfalls erwiesen, dass kollektive Identitätsbildungen

■ kompetitiv sind, das heisst, dass ein Gegenüber benötigt wird, von dem man sich zwecks Stärkung des eigenen Selbst abgrenzen kann;

■ mit Stereotypen arbeiten, die zur Desavouierung des Anderen genutzt werden können;

■ umso essentialistischer und fundamentalistischer sind, je härter sich der Wettbewerb zwischen Gruppen gestaltet, das heisst, je grösser die in Aussicht stehenden Identitätsgewinne, beziehungsweise die erwarteten Identitätsverluste sind;

■ um so wirkungsvoller in Szene gesetzt werden, falls sie mit Elementen arbeiten, die im *Common Sense* eingelagert sind. Solche kulturellen Artefakte, also etwa der Bezug auf eine besondere Tradition oder eine gemeinsame Herkunft, eignen sich besonders dazu, kollektive Identitäten zu nähren.

Die Vermischung von Identitäts- und Kulturfragen ist eines der wichtigsten Merkmale der modernen Zeit, wobei die Versuche, kollektive Identitäten zu errichten, immer auch materielle Ursachen haben. Identitätskämpfe sind somit immer auch Kämpfe um konkrete Ressourcen. Ob wir nun nationale oder ethnische Bewegungen betrachten oder gar einen Blick in die

La complexité accrue de la vie en société doit certainement être interprétée comme étant à l'origine du fait que les définitions visant l'ordre sont, aujourd'hui, d'une actualité primordiale. Le mot culture est justement l'une de ces définitions d'ordre qui prend toujours plus d'importance à mesure que la mobilité transnationale augmente. Toutefois, la discussion scientifique théorique démontre que la compréhension de la culture a changé au fil du temps. A l'origine, c'était une notion coloniale, à laquelle succéda une notion relativiste. Aujourd'hui, la notion de culture fait peau neuve avec l'universalisme, c'est-à-dire la tendance à considérer les hommes comme des êtres culturels, tout en niant la possibilité de diviser le monde en cultures différentes. Appliquée au contexte migratoire, cette nouvelle optique parvient à la conclusion que l'on devrait moins parler de différenciation culturelle, mais davantage de principes de l'État de droit ainsi que de droits et d'obligations inscrits dans la Constitution fédérale, auxquels sont soumis tant les ressortissants suisses que les migrants.

Abgründe ethnischer Kriege wagen, wie sie in Ruanda, Ex-Jugoslawien, Sri Lanka oder im Kaukasus stattgefunden haben oder immer noch stattfinden. Es ist leicht festzustellen, dass jene Protagonisten, die sich am Werk der Identitätskonstruktion am stärksten hervortun, sich ausnahmslos auf die eigene Kultur berufen, die in Gefahr ist und die es zu verteidigen gilt.

Integration und nationale Bindungen

Übertragen wir das oben Gesagte auf den Migrations- und Integrationskontext der Schweiz, so wird schnell ersichtlich, wie Kultur- und Identitätsfragen zusammenspielen. Und dies gilt sowohl für jene, die Integrationsforderungen an Zuwanderer richten als auch für die Zuwanderer selbst.

Seit über einem Jahrhundert wird – manchmal stärker, manchmal schwächer – an Zuwanderer die Assimilationsforderung gestellt. In dieser Forderung ist die Idee enthalten, dass es so etwas wie eine schweizerische Kultur gebe, an die man sich assimilieren könne. Was jedoch existiert, ist nicht eine schweizerische Kultur, sondern eine schweizerische (Willens-)Nation. Was an Kultur eruiert werden kann, sind einzelne Artefakte, die jedoch kein geschlossenes Gebilde ergeben und die sich zum Teil sogar gegenseitig bekämpfen. Zu diesen gehören etwa die

vier Landessprachen und die dialektalen Ausformungen dieser Sprachen, wie sie etwa in der Ostschweiz, in Zürich, Basel und Bern, aber auch im Wallis und im Graubünden vorkommen. Zu diesen Artefakten gehören auch die protestantische und katholische Kirche sowie die jüdische Gemeinde. Seit einiger Zeit gehören auch eine muslimische Gemeinde dazu, aber auch all jene Schweizerinnen und Schweizer, die sich weder einer Kirche noch einer religiösen Gemeinde zurechnen. Die Schweiz definiert sich deshalb nicht durch eine gemeinsame Kultur, sondern durch eine beträchtliche kulturelle Vielfalt, weshalb auch die Assimilationsforderung obsolet ist. Was die schweizerische Bevölkerung – sowie die hier lebende ausländische Bevölkerung – miteinander verbindet, ist nicht eine gemeinsame Kultur, sondern die Tatsache, im selben Rechtsstaat zu leben und derselben Verfassung zu unterstehen. Ein differenziertes Integrationskonzept verzichtet deshalb wohlweislich auf holistische Forderungen und ersetzt Kultur durch Lebenswelt. Das Einfügen in eine Lebenswelt beinhaltet sowohl den Erwerb jener Sprache, die in dieser Lebenswelt dominiert als auch den Aufbau von sozialen Beziehungen und den Einstieg in Bildungs- und Arbeitsmarktssysteme. Da Lebenswelten durch Gebote und Gesetze sowie durch die staatliche Verfassung geordnet sind, beinhaltet Integration ebenfalls die Kenntnis und das Befolgen der gegebenen Rechte und Pflichten.

Tatsächlich wird man feststellen, dass die Eingliederung von Zuwanderern in Lebenswelten die bereits existierende kulturelle Vielfalt zusätzlich fördert und dies unabhängig davon, ob Integrationsprozesse langsam oder schnell, harmonisch oder konfliktreich verlaufen. Allein die Möglichkeit der Wahrnehmung von Grundrechten, wie beispielsweise die Meinungs- und Religionsfreiheit, verweist auf Freiräume, die auch von Zuwanderern genutzt werden können.

Hans-Rudolf Wicker ist Professor für Ethnologie an der Universität Bern. Er beschäftigt sich seit vielen Jahren mit dem Thema Kultur und arbeitet zu verschiedenen Fragen rund um Migration, Integration und Multikulturalismus aus einer kritischen Perspektive. Er ist Autor zahlreicher Publikationen und Mitherausgeber des demnächst erscheinenden Sammelbandes über die Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms «Migration und interkulturelle Beziehungen».

Identitätsmanagement

Die Erfahrung zeigt, dass die schweizerische Bevölkerung nicht selten versucht, sich der zusätzlichen kulturellen Pluralisierung zu verweigern und sich hierzu auf die nationale Identität beruft. Der seit Ende des 19. Jahrhunderts existierende Überfremdungsdiskurs sowie die in den letzten Jahren häufig über Urnenabstimmungen erfolgten negativen Einbürgerungsentscheide sind eine deutliche Manifestation solcher Verweigerung. Dass in solchen Diskursen fremdenfeindliche Gefühle grössere Bedeutung haben als eine gegebene schweizerische Kultur, liegt auf der Hand, werden doch durch solche Reaktionen oft Personen getroffen, die als gut integriert gelten und nicht jene, die sich einer Integration verweigern. Kultur wird in xenophoben Reden denn auch oft für Zwecke instrumentalisiert, die mit Kultur überhaupt nichts zu tun haben.

Freilich übt sich nicht allein die schweizerische Bevölkerung in Identitätsmanagement, sondern ebenfalls Migranten. Genauso wie die zahlreichen in den letzten zwei Jahrzehnten nach Kanada ausgewanderten Schweizer Bauern, die sich dort in Schweizervereinen finden und die schweizerische Kultur hochhalten, sammeln sich in der Schweiz Ausländer in Vereinen, um die Heimatkultur zu zelebrieren. Italiener haben dies ebenso getan wie später Türken und TAMILen. Aber auch Dänen und Schweden finden sich in solchen Clubs. Offensichtlich fällt es Erstgenerationsmigranten – welcher Nationalität sie auch immer sein mögen – schwer, heimatliche Bindungen so ohne weiteres zu lösen. Dabei ist es auffällig, dass Unterschichtsmigranten weit stärker solche Neigungen verspüren als Oberschichtsmigranten (Akademiker, Manager, Künstler). Letztere pflegen eher einen kosmopolitischen Stil, während erstere nicht zuletzt aufgrund der Tatsache, dass ihr Aufenthaltsstatus im Gastland meist nicht gesichert ist und die Rückkehr in die Heimat als Option gewahrt werden muss, oft in national-ethnischen Netzen eingebunden bleiben. Erst die Nachkommen dieser Gruppe von Zuwanderern werden sich vermutlich definitiv aus national-ethnischen Netzen herauslösen und sich als tatsächlich zugehörig zum Gastland betrachten.

Gastländer begegnen solchen Zirkeln mit Misstrauen, und dies seit jeher. Die brasilianische Regierung stand den Vereinen von Deutschen, die in südlichen Provinzen sogar eigene Städte gründeten, ebenso skeptisch gegenüber wie die argentinische Regierung den schweizerischen Siedlern in Missiones. Die amerikanische Regierung verdächtigte sowohl chinesische wie italienische Zuwanderer, eine fünfte Kolonne zu bilden, die sich nicht gegenüber den USA, sondern gegenüber dem jeweiligen Heimatland loyal verhielten. In der Schweiz dürfte es nur ganz wenige Zuwanderergruppen geben, an deren Loyalität

zur Schweiz anfänglich nicht massiv gezweifelt wurde. Dazu gehören jene Polen, die Ende des 19. Jahrhunderts in die schweizerische Landwirtschaft geholt wurden, ebenso wie jene Italiener, die vor dem ersten Weltkrieg für die grossen Infrastrukturarbeiten angeworben wurden, und jene, die nach dem Zweiten Weltkrieg als Gastarbeiter den Konjunkturaufschwung stützten. Dazu gehören aber auch Tamilen, Türken und Menschen aus dem ehemaligen Jugoslawien, die in den achtziger und neunziger Jahren entweder als Flüchtlinge oder als Arbeitskräfte in die Schweiz gelangt sind.

Fazit

Offensichtlich weisen alte und neue Formen des Umgangs mit transnationaler Mobilität sowohl Variablen als auch Konstanten auf. Variablen ergeben sich vor allem darin, dass sich das Zuwanderungsszenario langsam wandelt und heute – mehr als früher – Zuwanderer aus Ländern ausserhalb des EU/EFTA-Raumes stammen. Stärker als Variablen fallen jedoch Konstanten ins Gewicht. Diese zeigen sich vor allem darin, dass Zuwanderer heute genauso wie früher oft als fremdkulturell verortet werden und dass sich hinter solcher Verortung in erster Linie eine Abwehr verbirgt, die letztlich wenig mit Kultur, dafür umso mehr mit der schweizerischen Identitätsfrage zu tun hat. Eine weitere Konstante findet sich im Umstand, dass heute wie früher die Zuwanderung eine weit höhere Aufmerksamkeit erlangt als die Abwanderung. Zum Beispiel ist die Frage, inwieweit schweizerische Auswanderer im jeweiligen Gastland den Integrationsstandards genügen, die Sprache lernen und sich mit der dortigen Kultur identifizieren, kein Diskussionspunkt. Dieselben Anforderungen werden jedoch an Zuwanderer, die in der Schweiz leben, gestellt und dies seit mehr als einem Jahrhundert. Dass solche Variablen und Konstanten weniger mit eigentlicher Kultur, als mit Identitäten und mit Ängsten vor Identitätsverlust zu tun hat, liegt auf der Hand. Es wäre aus diesen Gründen wohl angesagt, Migrationsfragen weniger vor dem Hintergrund vermuteter oder zugeschriebener Identitäten und Kulturen zu diskutieren, als vielmehr vor dem Hintergrund rechtsstaatlicher und verfassungsrechtlicher Prinzipien.



■ Julie steht im Iglu. Das Iglu war warm. Das Iglu war gross. Sie lagern hier Karibufleisch oder Seehundfleisch. Aber im Moment ist hier kein Fleisch drin. Man kann im Iglu schlafen. Vor langer Zeit schliefen sie im Winter in Iglus und im Sommer in Zelten. Manche Leute schlafen in einem Iglu, wenn sie jagen oder fischen gehen. Leah, 14 Jahre, Akulivik.

Le concept anthropologique de «culture» a été l'objet d'une multitude de définitions et d'applications. Alimenté par les discussions en cours, le présent article ne vise ni à sauver le concept de ses contempteurs ni à l'accabler de toutes les tares. Il entend fournir quelques repères à qui désire approcher le débat qui ressort des publications récentes.

Le concept de culture a fait l'objet d'innombrables publications spécialisées. Un ouvrage déjà ancien, consacré à la littérature anthropologique (Kroeber & Kluckhohn 1952), recensait pas moins de cent soixante-quatre définitions desquelles se dégageait une nette impression de répétition. Cette liste n'a cessé de s'allonger sans rendre pour autant caduques les acceptions plus anciennes, et sans forcément que le concept gagne en clarté et en précision. Toujours est-il que le succès de l'idée de culture va croissant. Son usage s'est étendu à des disciplines aussi variées que la sociologie, l'histoire, la philosophie, la science des communications, des religions ou des organisations. A la mode, le mot s'éparpille de son côté dans une foule d'occurrences. Ces multiples emplois souvent incontrôlés nuisent à son intelligibilité.

Quelques

34

Déplorant une situation de confusion, les tenants de l'anthropologie critique ont réagi de façon unanime. Les plus radicaux en ont conclu que mieux valait abandonner un instrument théorique, qui, en raison de sa mauvaise formulation, pose plus de problèmes qu'il n'en résout (Abu-Lughod 1991; Rosaldo 1989). Ceux moins portés à l'anathème cherchent à indiquer ses usages dévoyés sans pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain (Clifford 1996). Les uns et les autres s'estiment autorisés à utiliser l'adjectif «culturel», mais évitent scrupuleusement l'emploi du substantif au pluriel jugé réifiant et essentialisant (Hannerz 1997). Le symptôme ne concerne pas seulement les anthropologues impliqués dans la mouvance post-moderne. Le malaise ayant gagné toute la discipline, la plupart des auteurs affublent aujourd'hui le terme de guillemets, montrant par là la difficulté qu'ils éprouvent à l'utiliser sans marquer de distance (Rosaldo 1989).

Imparfaite, controversée, pervertie, l'idée de culture n'en demeure pas moins indispensable à qui veut réfléchir aux multiples formes de l'action et de la pensée humaines qu'elles soient collectives ou individuelles, particulières ou universelles. Plusieurs commentateurs, parmi lesquels Bohannan (1995) et Cuhe (1996), se sont de la sorte attachés à revenir sur les forces et sur les faiblesses d'un instrument clef de la démarche en anthropologie et, par extension, en sciences humaines et sociales. Reprochant aux détracteurs du concept d'en présenter une version appauvrie et rigidifiée qui conduit

logiquement à préconiser son abandon, les auteurs de ces réévaluations militent en faveur d'une reconceptualisation qui prenne appui sur la complexité des formulations et des réflexions antérieures.

La Culture et les cultures

En anthropologie, le concept de culture vise à la fois l'universalité et la diversité de la condition humaine. Au singulier, il entend qualifier l'arrachement de l'humanité aux contingences du monde naturel, son extraction de l'état d'animalité sous la conduite de la raison. Le mot est alors employé comme un quasi synonyme de «civilisation». Cette acception

toute culture d'une nation et de son développement historique. Le génie est «national», et l'«âme du peuple» est l'origine de toute créativité artistique (Hermet 1996).

Quelle qu'ait pu être l'influence de Herder, la paternité du concept proprement anthropologique est attribuée à Edward Burnett Tylor (1832-1917). Dans le sillage des Lumières, l'anthropologue britannique donne en 1871 une définition qui a conservé une valeur canonique: «ensemble complexe qui inclut la connaissance, les croyances, l'art, la morale, le droit, les coutumes et n'importe lesquelles des autres productions et manières de vivre nées de l'homme vivant en société» (Izard et Jamin 1991 : 723). Enumérative, cette formulation assez vague

repères et mises au point

générale est étroitement liée à l'entreprise de la philosophie du XVIIe et plus encore du XVIIIe siècles. Préoccupés de saisir le fondement de l'unité entre les hommes, les penseurs des Lumières stipulèrent que c'était en tant qu'êtres de culture que les individus appartenaient au genre humain. Le terme, habituellement pourvu d'une majuscule, en est arrivé à désigner le «caractère distinctif de l'espèce humaine [...], la somme des savoirs accumulés et transmis par l'humanité considérée comme totalité, au cours de son histoire» (Cuche 1996: 9).

Disposition de l'esprit, la Culture est une et unifiante. Elle s'inscrit dans la réalité historique comme diversité des cultures. Au pluriel, la désignation renvoie à la variabilité des attitudes et des conduites humaines en les reliant à des lieux et à des époques. Cette conception particulariste trouve son origine dans l'Allemagne du XVIIIe siècle, en quête d'identité nationale (Elias 1973). Sa version ethno-nationale est habituellement accordée au philosophe Johann Gottfried Herder (1744-1803). Ce dernier apporte à la réflexion littéraire et philosophique la notion d'«esprit du peuple» selon laquelle chaque pays a ses traditions populaires, qui constituent la source de

fournit un inventaire totalisant des domaines attribuables à la culture. Le message est clair: l'idée ne se limite pas à la conception étroitement élitiste de la culture «cultivée». Elle comprend tous les acquis d'un groupe humain, des techniques du corps aux ordres symboliques.

Le fait que Boas (1858-1942), lui-même allemand émigré aux Etats-Unis, ait contribué de façon décisive à la formulation ethnologique du concept de culture, n'est pas étranger à sa filiation intellectuelle avec la tradition philosophique germanique. Au contact des sociétés amérindiennes en voie d'extermination et des immigrants venus de partout peupler l'Amérique¹, il élabore un outil scientifique largement inspiré de la réflexion des penseurs allemands autour de la *Kultur*. Délesté de sa visée universelle et de sa charge normative, le concept devient un dispositif de description privilégié pour appréhender la diversité humaine.

Voulant tout englober, l'observation ethnographique s'intéresse dorénavant à rendre compte aussi bien des styles communicatifs verbaux et non verbaux, des codes d'interaction, des expressions des sentiments, des façons de cuisiner, de se vêtir,

35

d'habiter, de faire de la musique ou de confectionner des objets que de la variété des systèmes de pensée et d'élaboration symbolique. Elle se donne en d'autres termes pour objectif de recenser l'ensemble des représentations, des pratiques et des réalisations susceptibles d'être rapportées à une société spécifique.

Selon le point de vue défendu par Tylor et ses contemporains, les différences observables par la comparaison des sociétés concrètes se comprenaient à la faveur de l'hypothèse d'une humanité entièrement engagée vers le progrès à divers stades d'avancement. Les anthropologues des générations ultérieures, en tête desquels Boas, s'appliquent à démontrer l'inadéquation théorique d'une telle perspective. Contestant vivement le postulat sur lequel se fondaient les partisans de l'évolutionnisme, pour qui l'histoire de l'humanité se présentait comme un processus linéaire, ils verront dans les différentes cultures autant de réponses adaptatives et de manifestations singulières cohérentes de la condition humaine.

Cultures et différences

Animés de considérations éthiques, les tenants du relativisme culturel s'attachent parallèlement à faire admettre le principe de l'égalité de valeur des cultures et à faire reconnaître l'idée du droit et du respect de la différence. L'éradication des traditions et des coutumes des sociétés dominées et la transformation rapide et irréversible des modes de vie indigènes sous la pression de la colonisation occidentale les feront se mobiliser pour qu'on veuille à sauvegarder les dernières traces de ce patrimoine de l'humanité. Dans l'urgence, l'ethnologie fait la chasse aux survivances perçues comme les témoignages de modes de vie «authentiques». Les musées d'ethnologie s'imaginent à tort ou à raison devenir la mémoire des peuples minorisés, jusqu'à s'en croire les principaux dépositaires. En politisant leur discours, certains ethnologues prennent la défense ou se muent en porte-parole des «cultures» opprimées. Pour légitime qu'elle soit, cette conduite engagée aura la propension à momifier un passé culturel trop souvent idéalisé. Son principal revers sera d'enfermer les sociétés colonisées dans des conceptions traditionalisantes, empreintes de romantisme et de nostalgie, donc peu aptes à octroyer une place positive au processus de changement dont se réclament ordinairement avec insistance les membres des sociétés étudiées.

L'identification des cultures

Le constat de la diversité culturelle met les chercheurs en demeure de décider de procédures qui permettent de rendre leur identification légitime. Lévi-Strauss (1958: 325) définit une démarche souvent mentionnée pour tenter de résoudre cette épineuse question: «Nous appelons culture tout ensemble ethnographique qui, du point de vue de l'enquête, présente, par rapport à d'autres, des *écarts significatifs* (c'est moi qui souligne). Si l'on cherche à déterminer des écarts significatifs entre l'Amérique du Nord et l'Europe, on les traitera comme des cultures différentes; mais, à supposer que l'intérêt se porte sur des écarts significatifs entre – disons – Paris et Marseille, ces deux ensembles urbains pourront être provisoirement constitués comme deux unités culturelles. L'objet dernier des recherches structurales étant les *constantes* liées à de tels écarts, on voit que la notion de culture peut correspondre à une réalité objective, tout en restant fonction du type de recherche envisagé. Une même collection d'individus, pourvu qu'elle soit objectivement donnée dans le temps et dans l'espace, relève simultanément de plusieurs systèmes de culture: universel, continental, national, provincial, local, etc.; et familial, professionnel, confessionnel, politique, etc.» Il ajoute ensuite: «Dans la pratique, pourtant, ce nominalisme ne saurait être poussé jusqu'à son terme. En fait, le terme de culture est employé pour regrouper un ensemble d'écarts significatifs dont l'expérience prouve que les limites coïncident approximativement.»

La part du sujet

Toute méthodologiquement fondée qu'elle puisse paraître, la notion d'écart significatif se révèle discutable à plus d'un titre. Conforme au «regard éloigné» que Lévi-Strauss réserve à la démarche ethnologique, l'approche préconisée pose l'acte de catégorisation de l'observateur-chercheur comme fondateur du découpage de la réalité sociale étudiée². Cette posture «astronomique», qui conçoit la détermination des cultures comme un produit de l'analyse et non comme une donnée de l'expérience présuppose un point de vue de Sirius. Explicitement objectiviste, elle relègue au second plan la perspective subjective des personnes qui vivent le sentiment d'appartenance et de différence.

L'idée d'écart significatif ainsi défini laisse en suspens la question de savoir comment les hommes et les femmes expérimentent ces univers de significations dans lesquels ils aménagent leur existence concrète. La proposition de Lévi-Strauss est ce faisant contestée par tous les chercheurs qui entendent donner priorité à la perspective de l'acteur et à la manière dont les personnes concernées établissent le sens des limites culturelles dans leur vie quotidienne. De l'analyse des structures, l'intérêt s'est déplacé vers la prise en compte des stratégies et des improvisations d'individus considérés comme les seuls «lieux» concrets de production et d'appropriation des dispositifs culturels.

Frontières, flux, transfert

L'idée que le substantif «cultures» désignerait des ensembles délimités et indépendants les uns des autres ne s'applique certainement pas à l'approche de Lévi-Strauss. Contrairement à d'autres anthropologues épris de typologies, celui-ci ne nourrit pas l'ambition chimérique d'établir un inventaire des «cultures» de la planète. Si, par effet d'objectivation, la comparaison des systèmes culturels dépend de l'échelle choisie pour l'étude, les unités culturelles identifiées par l'ethnologue n'en sont pas pour autant des entités formellement closes dont on pourrait dresser la nomenclature. Cette précision est importante eu égard au débat actuel.

L'anthropologie contemporaine revient inlassablement sur le fait que les dispositifs culturels sont des processus ouverts et dynamiques dont il est bien mal aisé de tracer les frontières. Pour Marcus (1986) comme pour Clifford (1996: 229-230), «les sociétés du monde sont trop systématiquement et étroitement liées pour qu'il soit possible d'isoler facilement des systèmes séparés ou fonctionnant de façon indépendante. L'accélération des changements historiques, la réapparition actuelle d'une saturation dans les systèmes étudiés, impose une nouvelle prudence sur la manière dont les ensembles et les frontières culturels sont construits et traduits.» Nombre de chercheurs ont fermement signalé le danger qui consiste à suivre la pensée courante dans la tendance à catégoriser les cultures en termes d'Etat, de groupe ethnique ou de territoire. Barth (1969) et ses collaborateurs ont les premiers mis en évidence que la «matière culturelle» (les significations, les formes significatives) circule par-delà les limites qui distinguent les collectivités. Ils ont également insisté sur le fait qu'à l'inverse des frontières sociales, les discontinuités culturelles sont très difficiles à conceptualiser.

Abandonner le concept de culture

L'article de Lila Abu Lughod (1991) contient la liste probablement la plus complète des «défauts» qui sont aujourd'hui imputés au concept classique de culture. De l'avis de l'auteure, ces construits du discours ethnologique véhiculent des idées fausses sur les sphères de l'expérience humaine qu'ils entendent représenter. Les cultures ne seraient en vérité rien d'autre que des abstractions réifiées, déduites des phénomènes réels qui confondraient systématiquement idées et pratiques, texte et monde. Elles procéderaient de généralisations abusives sur les comportements et sur les attitudes attribuées aux membres des groupes humains étudiés. La propension des anthropologues à l'objectivisme aurait pour effet de dépeindre des individus types soumis à des lois autonomes, indépendantes de leur volonté. Leurs conduites seraient dès lors pensées comme simple exécution: reproduction automatique de la coutume, mise en acte machinale de règles culturelles. A la faveur de leur décontextualisation et de leur extraction des processus historiques, ces règles

Das Konzept der «Kultur»: Standpunkte und Stellungnahmen

Die Ethnologie, die gelegentlich auch als die Kulturwissenschaft bezeichnet wird, hat sich in den vergangenen über hundert Jahren immer wieder mit dem Konzept der Kultur auseinandergesetzt. Während die einen Kultur (im Singular) dazu verwenden, um menschliche Gesellschaften und deren Errungenschaften gegenüber der Natur abzugrenzen und als anthropologische Konstante zu beschreiben, versuchten andere, aufgrund unterschiedlicher Gesellschaftsformationen verschiedene Typen von Kulturen zu definieren. Jean-Luc Alber diskutiert die neuesten wissenschaftlichen Arbeiten, die davor warnen, unreflektiert den Begriff der Kultur zu verwenden. Allerdings schliesst er sich der radikalen Meinung von Kritikern nicht an, man müsse das Konzept vollständig aufgeben, da ansonsten die Gefahr der Kulturalisierung von «Fremdem» bestehe. Vielmehr sieht er in dem Konzept auch die Chance, diejenigen Elemente aufzuspüren, die in ihrer ganzen Widersprüchlichkeit weltweit menschliches Handeln auszeichnen. Aus seiner Perspektive basiert gerade darauf die Entwicklung einer internationalen oder kosmopolitischen Kultur, die im Rahmen der interkulturellen Kommunikation als Ressource dienen kann.

prendraient l'apparence de principes intemporels régissant le fonctionnement de véritables organismes vivants qui s'inscriraient naturellement dans la continuité. Les tendances au holisme et à la totalisation conduiraient quant à elles les chercheurs à percevoir les cultures comme des ensembles cohérents et homogènes. Elles les pousseraient à ignorer leur diversité et leur variation interne et à écarter tout élément d'ordre conflictuel ou contradictoire. Le regard «culturalisant» serait par ailleurs intrinsèquement porté vers la hiérarchie. Il reviendrait, en définitive, à valoriser l'Occident et à déprécier le reste du monde.

A la suite d'une critique aussi radicale, on ne s'étonnera pas qu'Abu Lughod milite en faveur de l'abandon du concept de culture. Imprégnée de la mouvance post-moderne, elle préconise de le remplacer par les notions d'habitus et de discours (formation discursive) empruntés respectivement à Pierre

¹ Il faudra en revanche attendre les travaux d'Herskovits, et plus tard de Bastide, pour que l'ethnologie s'intéresse aux formes culturelles des esclaves déportés sur le continent américain.

² Fermement structuraliste, Lévi-Strauss adopte ici le principe saussurien selon lequel «le point de vue fait l'objet».

Bourdieu et à Michel Foucault. Cette décision semble empreinte d'un goût excessif pour la polémique et les effets de mode. Brightman (1995) a raison de considérer que beaucoup de critiques contemporaines du concept de culture tirent leur force de persuasion d'une construction rétrospective qui s'applique à sélectionner des significations, reconstituées comme l'antithèse des positions théoriques qui sont formulées actuellement.

Une conception revisitée

Rien n'empêche d'examiner les théories qui ont été forgées dans le passé à la lumière des critiques qui sont formulées aujourd'hui pour se donner les moyens d'élaborer une conception revisitée de la notion de culture. On peut ainsi considérer la culture comme «un flux contradictoire et incohérent inégalement réparti entre des personnes occupant des positions variées» en postulant par ailleurs que «la diversité n'est pas en voie de disparition mais qu'elle n'est pas très soigneusement ficelée» (Hannerz 1997: 600).

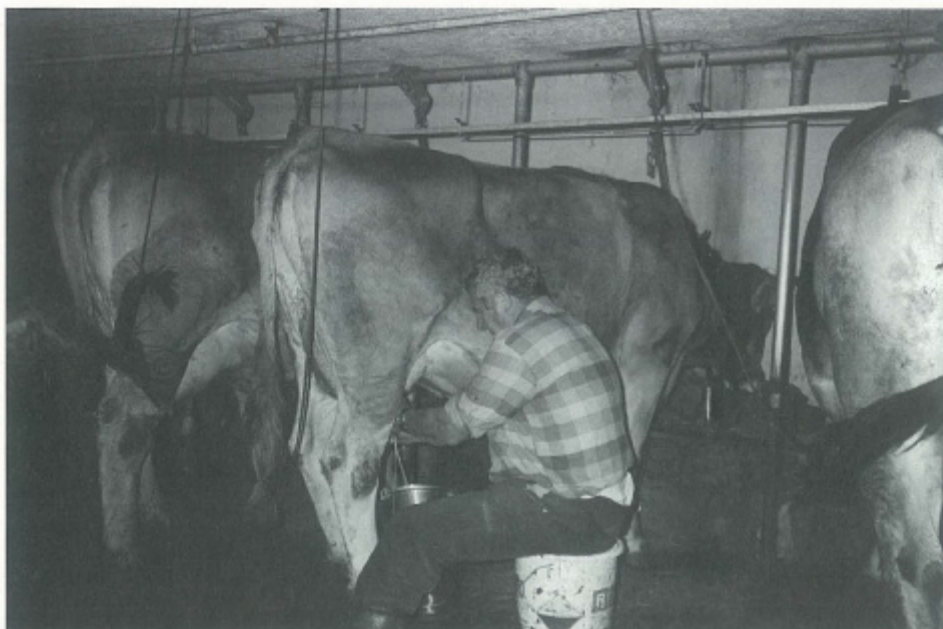
L'anthropologie contemporaine se donne pour tâche de rendre compte des actions et des pensées de sujets insérés dans des réseaux de relations et d'interprétation complexes. Une place prépondérante est accordée à l'idée de circulation. Celle-ci concerne les capitaux et les techniques mais aussi les individus, les idéologies et les significations (Appadurai 1997). L'accroissement du rôle des communications à distance, sous-tendu par l'usage bientôt généralisé d'un *pidgin english*, vient accélérer un mouvement irréversible de globalisation. Ce phénomène, que d'aucuns considèrent sous l'angle spécifique de l'occidentalisation du monde, intervient moins en termes d'uniformisation et de réduction des formes culturelles existantes que comme apparition d'un dispositif métis, transculturel. Il conduit à l'émergence d'une culture internationale ou cosmopolite, susceptible de fonctionner comme ressource mobilisable dans les relations interculturelles. Ce point ne doit pas non plus être minimisé.

Jean-Luc Alber est ethnologue et linguiste. Ses recherches portent sur les relations interculturelles et interethniques, les diasporas indiennes et africaines, les sociétés créoles et l'anthropologie de la santé et de la maladie. Il a conduit plusieurs recherches sur le terrain dans l'Océan Indien et en Suisse. Il est actuellement professeur assistant à l'Université de Lausanne et est associé au Laboratoire du CNRS Urmis-Soliis et aux Universités de Nice et de Paris VII.

Contact: Jean-Luc.Alber@ilsl.unil.ch.

Bibliographie

- Abu-Lughod, Lila, 1991, Writing against Culture. In: Fox, Richard (ed.), *Recapturing Anthropology. Working in the Present*. Santa Fe: School of American Research. 137-162.
- Appadurai, Arjun, 1997, *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, London: University of Minnesota Press.
- Barth, Fredrik, 1969, *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organisation of Culture Difference*. Bergen, Oslo: Universitetsforlaget.
- Bohannan, Paul, 1995, *How Culture Works*. New York: The Free Press.
- Brightman, Robert, 1995, Forget Culture. Replacement, Transcendence, Relexification. In: *Cultural Anthropology* 10, 4: 509-546.
- Clifford, James, 1996, *Malaise dans la culture: l'ethnographie, la littérature et l'art au XXème siècle*. Paris: Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts.
- Cuche, Denys, 1996, *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte.
- Elias, Norbert, 1973, *La civilisation des mœurs*. Paris: Calmann-Lévy. - [1ère édition allemande 1939]
- Freilich, Morris (ed.), 1989, *The Relevance of Culture*. New York: Bergin & Garvey.
- Genèses 1999, *L'Europe vue d'ailleurs*. Genèses 35 (juin), Paris.
- Hannerz, Ulf, 1996, *Transnational Connections. Culture, People, Places*. London, New-York: Routledge.
- Hannerz, Ulf, 1997, *Frontières*. *Revue internationale des sciences sociales* 154: 597-609.
- Hermet, Guy, 1996, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*. Paris: Le Seuil.
- Izard, Michel et Jean Jamin, 1991, Tylor Edward Burnett. In: Bonte, Pierre, Michel Izard et al. (éds.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris: Presses universitaires de France, 722-723.
- Kahn, Joel, 1989, Culture: Demise or Resurrection? In: *Critique of Anthropology* 9, 2: 5-25.
- Kroeber Alfred L. and Clyde K. Kluckhohn, 1952, *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Lévi-Strauss, Claude, 1958, *Anthropologie structurale*. Paris: Plon.
- Marcus, George, 1986, *Contemporary Problems of Ethnography in the Modern World System*. In: Clifford, James and George Marcus (eds.), *Writing Culture*. Berkeley: University of California Press.
- Poutignat, Philippe et Jocelyne Streiff-Fénart, 1995, *Théorie de l'ethnicité suivi de «Les groupes ethniques et leurs frontières de Fredrik Barth»*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Rosaldo Renato I., 1989, *Culture and Truth. The Remaking of Social Analysis*. Boston: Beacon Press.
- Sahlins, Marshall, 1999, Two or Three Things That I Know about Cultures. In: *Journal of the Royal Anthropological Institute* 5: 399-421.
- Tylor, Edward B., 1876-1878, *La civilisation primitive*. Paris: Reinwald. - [2 vol.; 1ère édition anglaise 1871]



■ Das ist Vitus im Stall. Er melkt von Hand. Der Stall war ein bisschen eng, deshalb konnte ich nicht alle Kühe fotografieren. Ich weiss nicht, wie die Kühe heissen. Ich habe sie Lisa, Margarethe und Anna getauft. Lisa mag ich am besten. Ich kenne sie an den Flecken an den Beinen auseinander. Lisa ist wichtig, weil sie uns Milch gibt. Ohne Milch könnten wir nicht leben. Einmal hat Vitus mich gefragt, ob ich Magd bei ihm werden wolle. Ich sagte ja. Ich habe mich für November angemeldet, damit ich melken lernen kann und für die Kühe sorgen. Einmal durfte ich an der Brust von einer Kuh ziehen, aber es kam keine Milch. Schon in Schwandi war es immer mein Wunsch, Bäuerin zu werden. Wenn ich es jetzt schon ein bisschen lerne, dann muss ich später nicht mehr so lange in einen Kurs.

Schön an dem Beruf der Bäuerin ist, dass man Tiere hat. Ich bin ein Freund von Tieren. Es gibt für mich nur diesen Beruf. Tanja, 8 Jahre, Ried-Mörel.

■ Meine Mutter melkt eine Kuh. Sie melkt sie morgens und abends. Eine Kuh gibt etwa einen halben Eimer voll Milch. Die Milch trinken wir. Einen Teil davon verkaufen wir. Wir machen Joghurt daraus, auch Butter. Padma Deachan, 11 Jahre, Ladakh.

Kampf der

Huntingtons These, wonach in der Weltpolitik künftig kulturelle Faktoren als Konfliktursachen dominieren werden, erfreut sich nach wie vor grosser Beliebtheit. Huntington geht es in seinem einschlägigen Buch allerdings nicht primär um eine wissenschaftliche Untersuchung, sondern um Empfehlungen, die es der US-amerikanischen Aussenpolitik erlauben sollen, in einer zusehends unübersichtlichen Welt ihr «nationales Interesse» nicht aus den Augen zu verlieren. Seine Argumentation beruht auf einer fragwürdigen Auffassung von Politik.

Kürzlich hat der Präsident des US-amerikanischen Repräsentantenhauses erklärt, er könne die Vorstellung, jemand wolle amerikanische Soldaten den Launen der internationalen Gemeinschaft aussetzen, nicht ertragen (NZZ 11./12. Mai 2002). Wie vorher bereits die Regierung hat das Repräsentantenhaus im Mai entschieden, das Projekt eines ständigen Internationalen Strafgerichtshofs für Kriegsverbrechen nicht zu unterstützen. In der zitierten Äusserung artikuliert sich ein tiefes Misstrauen gegenüber der internationalen Gemeinschaft; unterstellt wird, sie lasse sich von unlauteren, parteiischen Motiven leiten. Nun befürchten zwar zahllose Menschen in dieser Welt, ihr Geschick könnte von den Launen der gerade amtierenden US-amerikanischen Administration abhängen. Diese Befürchtung ist jedoch noch kein Indiz anti-amerikanischer Ressentiments. Klar ist lediglich, dass die Folgen ungleicher globaler Machtverteilung nicht von allen Betroffenen gleich eingeschätzt werden. Die Ängste relativ machtloser politischer Akteure angesichts des für sie bedrohlichen Verhaltens mächtiger Staaten sind rational ebenso nachvollziehbar wie die Motive der Regie-

rung einer mächtigen Nation, die hinsichtlich der Verteidigung ihrer Machtposition und der Wahrnehmung ihrer Interessen von multilateralen Regelungen mehr Nachteile als Vorteile erwartet.

Geht es somit mächtigen Akteuren wie den USA oder anderen westlichen Staaten in ihren weltpolitischen Bemühungen bloss darum, ihre Vormachtstellung zu behaupten und ihre Interessen durchzusetzen? Zu jenen, die diese Frage vorbehaltlos bejahen, gehört Samuel P. Huntington, Autor des vielzitierten und nach dem 11. September 2001 wieder entdeckten Buches «The Clash of Civilizations» – in deutscher Übersetzung «Kampf der Kulturen». Im folgenden fasse ich zuerst die wichtigsten Argumente dieses Buches zusammen und lege anschliessend dar, weshalb sie kaum geeignet sind, die weltpolitischen Konflikte der Gegenwart besser zu verstehen.

Zusammenprall der Kulturen – Huntingtons globalpolitisches Erklärungsmodell

Die These, die Huntington 1993 in einem Artikel, 1996 dann in Buchform vertreten hat, lautet: Künftig wird Weltpolitik nicht mehr von ideologischen oder ökonomischen, sondern von kulturellen Motiven bestimmt. Die Dominanz der westlichen Zivilisation, die die Weltgeschichte der Neuzeit charakterisiert, ist seit dem Ende des Kalten Krieges in Frage gestellt. Andere Zivilisationen wie die sinische (chinesische), die japanische, die hinduistische, die islamische, die slawisch-orthodoxe, die lateinamerikanische und allenfalls noch die afrikanische erheben nun den Anspruch, die Ordnung der Welt mitzugestalten. Weltpolitik wird freilich nicht durch die Zusammenarbeit, sondern durch den Zusammenprall der Zivilisationen bestimmt. An ihren Berührungslinien kommt es unweigerlich zu Krisen und Konflikten. Ein internationaler Klassenkrieg zwischen dem armen Süden und dem reichen Norden ist nicht zu erwarten. Die gefährlichsten Konflikte werden fortan nicht soziale Klassen oder ökonomische Interessengruppen entzweien, sondern – so Huntington – Völker, die unterschiedlichen Kulturen angehören.

Kulturen

Was sind Kulturen? Kulturen geben und geben den Menschen zu allen Zeiten die Möglichkeit der Identifikation, wobei die Zugehörigkeitskriterien Religion, Sprache, ethnische Herkunft und Lebensweise sind. Kulturelle Identifikationen sind auf mehreren Ebenen möglich, allerdings nicht auf globaler Ebene. Kein Mensch kann eine kosmopolitische Identität ausbilden, da eine universelle Zivilisation eine Utopie ist. Kein übergreifendes System kultureller Werte und Regeln verbindet laut dieser These europäische mit arabischen oder chinesischen Menschen. In den Idealen des Universalismus artikuliert sich lediglich das kulturelle Selbstverständnis des Westens. Westliche Politik sollte sich jedoch nicht von der irrigen Meinung leiten lassen, sie sei dazu berufen, ihre Werte global zu verwirklichen. Die Idee der Universalität einer modernen, aufgeklärten und liberalen Zivilisation ist nicht nur falsch, sondern zudem unmoralisch und gefährlich. Zwar erklären westliche Politiker gerne, sie agierten im Interesse der Weltgemeinschaft, doch sind solche Beteuerungen nicht wörtlich zu nehmen. Tatsächlich geht es ihnen darum, Entscheidungen, die den Interessen der USA und anderer westlicher Mächte dienen, weltweit zu rechtfertigen. Der Westen dominiert – alleine oder im Bund mit Japan – die internationalen Institutionen und benutzt Gremien wie den Sicherheitsrat der UNO oder den Internationalen Währungsfonds dazu, seine Vorherrschaft zu erhalten.

Wenn der Westen mit dem Rest der Welt auf Kriegsfuss steht, erklärt sich dies eher aus der Opposition gegen seinen Herrschaftsanspruch denn aus kulturellen Differenzen. Dennoch sollte er – aus der Sicht Huntingtons – kulturelle Faktoren nicht geringerschätzen, können sie doch seine Vormachtstellung unterminieren. Angesichts der massenhaften Einwanderung aus anderen Kulturkreisen drohten dem Westen moralischer Verfall und kultureller Selbstmord. Die USA wie der Westen insgesamt können deshalb ihre Hegemonie nur behaupten, wenn die Nordamerikaner innenpolitisch ihre Bindung an die westliche Kultur durch eine klare Absage an den Multikulturalismus bekräftigen und aussenpolitisch weiterhin ihre globale Rolle darin erkennen, die Führungsnation der westlichen Kultur zu sein. Angesichts des schwindenden globalen Einflusses des Westens

muss die Aufgabe der Politik folglich darin bestehen, die westliche Kultur zu schützen, zu stärken, auszuweiten und zu integrieren, ihre technologische und militärische Überlegenheit über andere Kulturen zu behaupten und in interkulturellen Konflikten geschickt zu agieren.

Huntingtons Erörterung weltpolitischer Konfliktszenarien führt zu folgendem Fazit: Der Multikulturalismus in den USA gefährdet dieses Land und den gesamten Westen, der Universalismus in der Aussenpolitik gefährdet den Westen und die Welt. Dem Westen wird im Interesse der Verteidigung seiner Machtposition somit eine doppelte Abgrenzung empfohlen.

Das Paradigma als machtpolitischer Kompass

Die zitierte Äusserung des Präsidenten des US-amerikanischen Repräsentantenhauses verrät die Angst vor den Folgen der Demokratisierung internationaler Politik. Offenbar hat Huntington versucht, dieser Angst, die die US-amerikanische Aussenpolitik nicht erst seit heute leitet, ein theoretisches Fundament zu geben. Er hat dabei die Bedeutung von Ab- und Ausgrenzungsbedürfnissen hervorgehoben, die sich auf etwas beziehen, was er Kultur nennt. Freilich liegt seine Kompetenz nicht im Bereich der Kulturwissenschaft. Huntington ist Politikwissenschaftler und Regierungsberater; ihm liegt hauptsächlich die Verteidigung des «nationalen Interesses» am Herzen. Er lässt sich der realistischen Schule in der Theorie der internationalen Beziehungen zurechnen. Staaten sind nach dieser Annahme die Hauptakteure internationaler Politik, und das Grundmotiv ihres Handelns ist die Sorge um ihre nationale Sicherheit. Auf globaler Ebene herrscht ein Zustand der Anarchie; Staaten

¹ Samuel P. Huntington: The Clash of Civilizations? In: Foreign Affairs 72, 1993, 3: 22-49; The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order. New York 1996. Deutsch: Kampf der Kulturen. Die Neugestaltung der Weltpolitik im 21. Jahrhundert. München, Wien 1996. Die wichtigsten Stellen, auf die ich mich beziehe, finden sich auf den Seiten 45-54, 199-202, 291-295, 500-524.

kämpfen um Macht und Ressourcen, ohne in ihrem Verhalten an übergeordnete Normen rechtlicher oder moralischer Art gebunden zu sein. Gegenpositionen zum Realismus stellen der liberale Institutionalismus und der Strukturalismus dar. Während der liberale Institutionalismus die wachsende Bedeutung transnationaler Kooperation zwecks Bewältigung gemeinsamer Probleme betont, begreift der Strukturalismus die internationale Politik als Resultat vielfältiger Abhängigkeiten und ungleicher Entwicklung im kapitalistischen Weltsystem.

Häufig wird der Verdacht geäußert, realistische Theorien seien bis zu einem gewissen Grad «self-fulfilling prophecies». So ist für die amtierende US-amerikanische Administration, deren Aussenpolitik von realistischen Doktrinen inspiriert ist, die Stärkung internationaler Normen und Institutionen offensichtlich kein vordringliches Anliegen. Als typischer Realist glaubt auch Huntington nicht an universelle und kosmopolitische Ideale und misst ihnen allenfalls eine propagandistische Funktion zu². Unüberwindliche kulturelle Differenzen zwischen Menschen und Völkern verhindern, dass solche Ideale verwirklicht werden können, so seine These. Bei aller berechtigten Kritik an der bescheidenen wissenschaftlichen Qualität dieser These sollte nicht vergessen werden, dass Huntington seine Theorie nicht als Beitrag zur Sozialwissenschaft verstanden wissen will, sondern als Vorschlag zur Definition eines neuen politikwissenschaftlichen Paradigmas. Er will ein Erklärungsmodell liefern, das der US-amerikanischen Aussenpolitik in einer sich wandelnden Welt als Orientierungshilfe dienen kann. Er wendet sich an ein Publikum, das sich während Jahrzehnten dank des Paradigmas des Kalten Krieges ein einfaches Bild von der Weltpolitik machen konnte, und prüft, welches neue Paradigma an dessen Stelle treten könnte. Mit dem kulturellen Paradigma hätten sich, so glaubt er, viele Entwicklungen nach dem Ende des Kalten Krieges voraussagen lassen.

Huntingtons Studie ist somit als Anweisung für politische Entscheidungsträger zu lesen. Diese sollten die Welt so betrachten, als spielten kulturelle Faktoren bei der Entstehung von Konflikten die massgebliche Rolle. Was ist von diesem Paradigma zu halten?

■ Das kulturellrelativistische Paradigma scheint zu besagen, die Zugehörigkeit zu verschiedenen Sprach- oder Religionsgemeinschaften schaffe unüberwindliche Kommunikationsbarrieren zwischen Menschen. Dass solche Hypothesen in wissenschaftlich anspruchsvollerer Weise formuliert werden können, als Huntington dies tut, ist zwar denkbar, dennoch halte ich sie nicht für plausibel. Aufgrund der ungleichen globa-

len Machtverteilung verfügen Menschen weltweit über höchst unterschiedliche Handlungsmöglichkeiten, die wiederum ihre Wahrnehmung politischer Realitäten prägen können – ein Umstand übrigens, der in kulturellrelativistischen Theorien kaum thematisiert wird. Jede kulturellrelativistische Position ist jedoch mit der Tatsache konfrontiert, dass der sich globalisierende Kapitalismus zu einer Macht geworden ist, die, wenn auch in unterschiedlichem Mass, überall auf der Welt Handlungsmöglichkeiten bestimmt und begrenzt. Es mag zutreffen, dass politische Frustrationen durch kulturelle Identifikationen kompensiert werden können, daraus folgt jedoch nicht, die Gründe der Frustration seien in der Konkurrenz der Kulturen zu suchen.

■ Zu den Ereignissen, die die Brauchbarkeit seines Paradigmas beweisen sollen, zählt Huntington die Konfrontation zwischen dem Westen und einer Koalition aus islamischen und konfuzianischen Staaten anlässlich der Wiener Menschenrechtskonferenz vom Sommer 1993. Doch diese Interpretation erweist sich als zumindest selektiv. Wie ein Blick auf diese und spätere UNO-Konferenzen zeigt, zeichnen sich jeweils auch ganz andere Allianzen ab, etwa zwischen katholischen und islamischen Fundamentalisten in gleichstellungspolitischen Fragen. Wenn schon der Kulturbegriff zur Kennzeichnung der Konfliktpartner herangezogen werden soll, wäre eher von Konfrontationen zwischen geographisch nicht eingrenzbaaren, religiösen und säkularen, patriarchalen und feministischen, autoritären und demokratischen Kulturen zu sprechen.

■ Huntingtons Paradigma könnte sich als «self-fulfilling prophecy» erweisen. Wer sich einredet, der Streit um Rechtsauffassungen, Machtansprüche und ökonomische Interessen sei Ausdruck der Unvereinbarkeit kulturell determinierter Wertvorstellungen und daher letztlich unlösbar, kann sich jedes Bemühen um Verständigung, jeden Versuch rationaler Kritik und jeden Einsatz für Verhandlungen sparen. Er wird damit freilich erst recht zur Verschärfung der Konflikte beitragen. Es ist in diesem Kontext bezeichnend, dass die Wandlungen des Völkerrechts sowie die Rolle der UNO als Staatengemeinschaft, Diskussionsforum und Konfliktlösungsinstanz in Huntingtons Argumentation keine Rolle spielen.

■ Huntington hat sich zwar vom staatszentrierten Modell des klassischen Realismus vorsichtig distanziert, er bleibt aber mit seiner Auffassung sich bekämpfender Machtzentren dem realistischen Paradigma treu. Doch weshalb nennt er die Machtzentren Kulturen, inwiefern ist das von ihm vorgeschlagene Paradigma ein kulturelles? Kulturkreise sind für ihn das umfassendste «Wir», in dem sich Menschen heimisch fühlen können. Diese Identifikation kommt indes erst zustande im Zuge der Entdeckung, dass «da draussen» andere Menschen existieren, die nicht dazu gehören. Kultur lässt sich folglich nur negativ definieren. Nicht gemeinsame Bedürfnisse, Erfahrungen oder Praktiken, sondern die Wahrnehmung der «Anderen» vermag zwischen Menschen Gefühle der Gemeinschaft zu stiften. Das Verhältnis zu diesen anderen Menschen kann nun offensichtlich kein freundschaftliches, nicht einmal ein neutrales,

sondern nur ein feindschaftliches sein. Wenn Huntington betont, Identität könne auf jeder Ebene nur in Bezug auf ein «Anderes» definiert werden, versteht sich für ihn von selbst, dass der Andere aufgrund seiner Differenz auch schon der Feind ist. Hassen ist menschlich, so sein knapper Befund. Zu ihrer Selbstdefinition wie zu ihrer Motivation brauchen Menschen Feinde und erkennen sie in jenen, die anders sind.

■ «Kulturell» sind in Huntingtons Weltbild somit jene Motive politischen Handelns, die die Unterscheidung zwischen Freund und Feind erlauben. Der deutsche Staatsrechtler Carl Schmitt hat in seinem 1927 erstmals veröffentlichten Essay «Der Begriff des Politischen»³ die Unterscheidung zwischen Freund und Feind als Kriterium des Politischen bestimmt. Politisch werden Beziehungen zwischen Menschen erst im Rahmen von Konflikten, in denen die Existenz der beteiligten Parteien auf dem Spiel steht. Der politische Feind ist für Schmitt der Andere, der Fremde, der aufgrund seiner blossen Existenz eine Bedrohung darstellt. Nicht erst die erklärte feindliche Absicht, sondern bereits die Fremdheit reicht aus, um Konflikte zu provozieren, die weder durch eine von allen betroffenen Parteien akzeptierte normative Regelung noch durch eine neutrale Instanz entschieden werden können. Für Schmitt versteht sich denn auch von selbst, dass die politische Einheit «ihrem Wesen nach» nicht universal sein kann. Dieser Ansicht kann Huntington zustimmen. Ihm zufolge besteht die Weltpolitik aus Konfrontationen zwischen mehr oder weniger homogenen Gemeinschaften, die sich gegenseitig als Feinde wahrnehmen; Normen, die über die Gemeinschaftsgrenzen hinweg gelten, kann es so wenig geben wie globale Institutionen, die aufgrund ihrer Unparteilichkeit in Konflikten zu vermitteln vermögen.

■ Wie ernst ist es Huntington mit seinem Paradigma? In einem 1997 veröffentlichten Artikel⁴ findet sein Erklärungsmodell bloss noch Erwähnung als ein mögliches Deutungsmuster internationaler Politik neben anderen. Huntingtons Sorge gilt hier vornehmlich dem «nationalen Interesse» der USA. Darunter versteht er ein öffentliches Gut, für dessen Verteidigung die Amerikaner nötigenfalls ihr Leben und ihr Kostbarstes hingeben würden. Weil ihnen aber, so seine Diagnose, der Sinn für nationale Identität abhanden gekommen ist, sind sie nicht mehr fähig, das nationale Interesse zu definieren. Die USA haben nach dem Ende des Kalten Kriegs den Feind verloren; wie aber, so Huntingtons Frage, kann man Amerikaner sein, wenn kein Feind, kein Reich des Bösen die eigenen Werte und Güter bedroht? Es war stets die Abgrenzung vom bösen

La lutte des cultures – un mythe du 21^e siècle?

Il y a quelques années, l'ouvrage de Samuel P. Huntington «The Clash of Civilizations» a suscité de vives controverses. A la fin de la Guerre froide, les conflits géopolitiques ne reposent plus, pour l'essentiel, sur des causes idéologiques ou économiques, mais bien plutôt sur des causes culturelles. C'est du moins la thèse de cet ouvrage. L'auteur prophétise une collision entre les milieux culturels occidentaux et orientaux, en particulier musulmans et asiatiques. Mais le «paradigme culturel» proposé par Huntington est pour le moins douteux, tant sous un angle scientifique que politique. Son objectif premier consiste manifestement à faire prendre pleinement conscience aux acteurs de la politique extérieure américaine (qui a, du reste, beaucoup de mal à évoluer dans un monde en pleine mutation), de leurs intérêts de politique de force. Et à leur donner des directives pour agir en conséquence! Par cultures, Huntington comprend des communautés qui ne sont capables de cerner leur propre identité qu'en définissant un ennemi commun. Dans la compréhension de l'auteur, sont donc «culturels» les motifs de l'action politique permettant de faire la distinction entre un ami et un ennemi. D'après Huntington, personne ne peut s'identifier à une civilisation mondiale. L'engagement en faveur de la réalisation globale de principes démocratiques et relatifs aux droits de l'Homme est donc parfaitement illusoire. La conception du monde relativiste de Huntington quant à la culture pourrait s'avérer être une «self-fulfilling prophecy». Cette prophétie correspond aux efforts de légitimation d'une grande puissance qui refuse purement et simplement de contribuer à la réduction de disparités globales de puissance et de prospérité. En lieu et place, elle suscite de nouveaux sentiments d'hostilité et se crée de nouveaux ennemis symboliques.

³ Dass er zu den Unterzeichnern des im Februar 2002 veröffentlichten offenen Briefs US-amerikanischer Intellektueller gehört, mag daher überraschen, wird doch darin feierlich erklärt: «We fight to defend ourselves, but we also believe that we fight to defend those universal principles of human rights and human dignity that are the best hope for humankind.» (www.propositionsonline.com/Fighting_For.)

⁴ Carl Schmitt: Der Begriff des Politischen. Berlin 1963: 26f, 54f

⁵ The Erosion of American National Interests. In: Foreign Affairs 76, 1997, 5: 28-49.

«Anderen», die dem Land zu seiner Identität verholfen hat. Im Rahmen dieser Argumentation findet Huntington auch die Erklärung für die wachsende und nicht selten gewalttätige Opposition gegen die US-amerikanische Bundesregierung: Wenn rechtsextreme Amerikaner – wie in Oklahoma City – Regierungsgebäude in die Luft sprengen und zahlreiche Menschen töten, kann dies nur daran liegen, dass den USA der äussere Feind fehlt.

Die US-amerikanische Politik, so darf man Huntingtons Botschaft zusammenfassen, braucht kein neues Paradigma, sondern ein neues Feindbild. Bekanntlich ist sie zur Zeit wieder einmal damit beschäftigt, ein solches zu konstruieren und zu diesem Zweck einen bestimmten Lebensstil, eine bestimmte «Kultur» zum Massstab des fraglos Guten zu erklären.

Vom Nutzen und Nachteil simpler Weltbilder

Weshalb macht das Opium schlafen? Weil es eine einschläfernde Wirkung hat – so lässt Molière in «Le malade imaginaire» den angehenden Arzt antworten. Niemand bestreitet, dass Feindbildern in der Politik grosses Gewicht zukommt. Zu denken ist an die zahlreichen rechtsextremen und religiös-fundamentalistischen Gruppen, die überall auf der Welt wachsen, oder an rechtspopulistische Bewegungen, die sich eher über Feindbilder als über positive Forderungen definieren. Doch weshalb brauchen Menschen Feindbilder? Weil es zu ihrem Wesen gehört, ein Bedürfnis nach Feinden zu haben? Huntingtons «Antwort» taugt so wenig wie jene von Molières Arzt. Erklärungsbedürftig ist ja gerade, weshalb viele Menschen ihre Unzufriedenheit mit den bestehenden Zuständen in Forderungen nach politischen, sozialen und ökonomischen Veränderungen übersetzen, andere aber in mehr oder weniger aggressive, auf bestimmte Menschengruppen fixierte Feindbilder. Menschen, die über hinreichende Selbst- und Mitbestimmungsmöglichkeiten verfügen, sind in der Regel wohl weniger versucht, Feindbilder zu pflegen, als jene, die über solche Möglichkeiten nicht verfügen oder sie nicht wahrnehmen.

Wer Huntington liest, versteht vielleicht die Sorgen und Ängste einiger Politiker besser, aber kaum die Probleme und Chancen der heutigen Weltpolitik. Der Politikbegriff von Carl Schmitt, der immer noch offene oder heimliche Anhänger findet, ist entschieden antimodern und antidemokratisch. Ich schlage vor, unter Politik all jene Tätigkeiten zu verstehen, die die Verteilung von Macht, die Zusicherung von Rechten, die

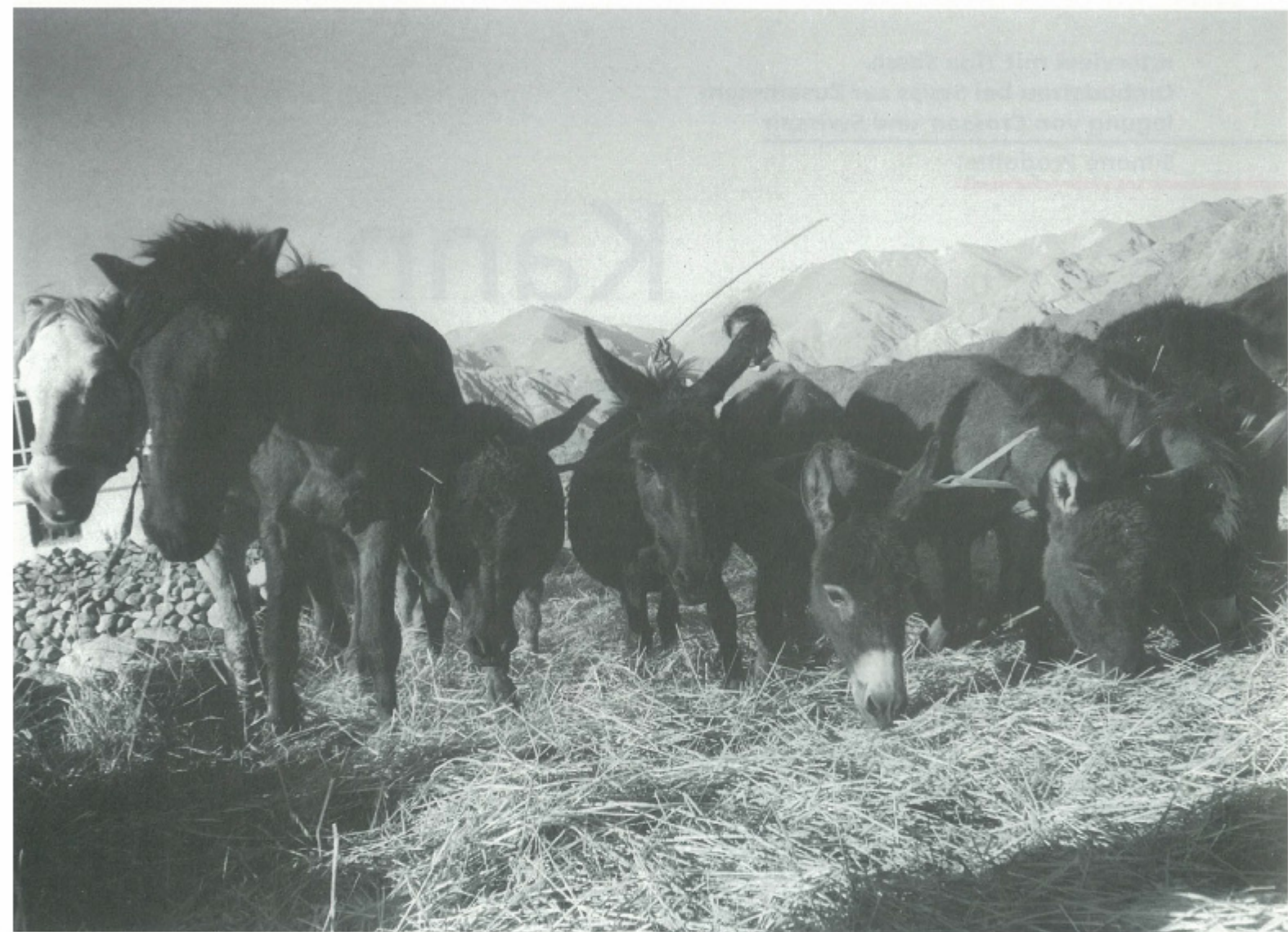
Zuteilung von Chancen und Gütern regeln. Menschen, die Macht oder andere soziale Güter beanspruchen, wissen durchaus, dass ihre Forderungen Konflikte provozieren können und dass eine Neuverteilung nicht unbedingt ein Positivsummenspiel ist. Doch sie wissen ebenso, dass ihre Konkurrenten letztlich vergleichbare Handlungsmotive haben und daher eine Verständigung oder eine Verhandlungslösung nicht zum Vorneherein auszuschliessen ist. Konkurrenten, die um ein knappes Gut streiten, stehen sich nicht zwingend als Todfeinde gegenüber. Heute ist unbestritten, dass Macht und Entwicklungschancen im Rahmen des sich globalisierenden Kapitalismus höchst ungleich verteilt sind. Kaum jemand wird überdies ernsthaft behaupten, eine stabile Weltordnung sei unter solchen Bedingungen möglich. Schon alleine im Interesse einer langfristigen Stabilisierung ist eine globale Neuverteilung unverzichtbar, wobei hier nicht primär an eine materielle Umverteilung, sondern an eine gerechtere Verteilung von Handlungsmöglichkeiten zu denken ist.

Huntington hat sein «kulturelles Paradigma» dank einer Komplexitätsreduktion gewonnen. Er möchte den Zeitgenossen im allgemeinen und den US-amerikanischen Politikern im besonderen helfen, sich in einer hoch komplexen Welt zurechtzufinden. Zu diesem Zweck nimmt er eine Reduktion auf die Ebene des Kulturkonflikts vor. Doch das Paradigma ist nicht nur wissenschaftlich unbrauchbar. Der politische Entscheidungsträger, der sich daran orientiert und unterstellt, aufgrund der «Fremdheit» anderer «Kulturen» sei eine menschenrechtliche und demokratische Gestaltung der globalen Verhältnisse nicht möglich, stiehlt sich damit aus der Verantwortung. Von westlichen Politikerinnen und Politikern wird nicht verlangt, dass sie kulturelle Differenzen respektieren, sondern dass sie den Selbstbestimmungswillen der Menschen überall auf der Welt respektieren. Nur so können sie den Beweis erbringen, dass die Prinzipien, auf die sie sich berufen, nicht nur aus ihrer eigenen Perspektive gesehen universal sind.

Einspruch erheben

«Wer Menschheit sagt, will betrügen», meinte Carl Schmitt, und Kulturrelativisten wie Huntington dürften ihm beipflichten. Wer nicht bereit ist, sich dieser irrationalen Auffassung von Politik anzuschliessen, wird gegen jede politische Instrumentalisierung kultureller Differenzen Einspruch erheben.

Urs Marti ist Privatdozent für Philosophie und lehrt politische Philosophie am Philosophischen Seminar sowie am Institut für Politikwissenschaft der Universität Zürich. In den letzten Jahren arbeitete er an einem Forschungsprojekt zum Thema: Normative Grundlagen der internationalen Politik.



■ Hier wird gedrescht. Wir brauchen ein Seil und Esel, Pferde und Kühe. Eine Person treibt die Tiere an. Wir brauchen gewöhnlich acht bis zehn Tiere. Sie gehen im Kreis, drei, vier, fünf Stunden lang. Die Leute singen bei der Arbeit. Die Tiere fressen manchmal bei der Arbeit. Aber das dürfen sie nicht. Deachan Yangdol, 11 Jahre, Ladakh.

Kann man fusionieren?

Frau Sasse, die Öffentlichkeit hat im letzten halben Jahr mit grossem Interesse das Schicksal der Fluggesellschaften Swissair und Crossair verfolgt. Auf der Basis der Crossair ist die «Swiss» entstanden. Was ist nun anders?

46



■ Die Crossair wurde um die Langstreckenflotte erweitert, das ist richtig. Zu Ihrer Frage: Es hat sich sehr viel verändert. Zum einen musste man die alten Strukturen auflösen, aufweichen und neu definieren. Wir haben Abteilungen von Basel nach Zürich verlegt und umgekehrt kamen Abteilungen von Zürich nach Basel. Die Umstrukturierung hat eine grosse Hektik mit sich gebracht, und diese Hektik wirkt sich natürlich auf die gesamte Atmosphäre aus. Das Ganze hat nicht einmal primär etwas mit den verschiedenen Unternehmenskulturen oder interkulturellen Fragen zu tun, sondern schlicht damit, dass die Leute nicht dazu kamen, all die Ereignisse zu verarbeiten. Denn man hat nicht einfach Abteilungen und Arbeitsplätze verschoben, man hat Menschen verschoben, d.h. deren Wohnsitz, Freundeskreis, das ganze soziale Umfeld wurden tangiert. Die Anforderungen an die Mitarbeiter sind enorm, und das ist letztlich auch der Grund, weshalb ich hier bin. Ich versuche, bei diesen Veränderungen unterstützend zu wirken.

Was heisst das konkret?

■ Mein wichtigstes Anliegen ist es, darauf hinzuwirken, dass bei allen Umstrukturierungen der Mensch nicht vergessen wird und dass die Menschen als Menschen mit ihren täglichen Sorgen ernst genommen werden. Wir sind ja keine Maschinen. Man muss sich mal vorstellen, was es beispielsweise für eine Französin bedeutet, die aus diesem sehr multikulturellen Umfeld der Grenzregion Basel-Mulhouse-Freiburg stammt, nach Zürich zu ziehen. Das äussert sich schon mal rein finanziell. In Basel sind die Löhne im Vergleich zu Zürich tiefer, stellen aber in St. Louis oder im deutschen Grenzraum durchaus ein respektables Einkommen dar und ermöglichen ein gutes Leben. Wenn diese Frau nun aber in Zürich lebt, wird sie – auch wenn die Löhne etwas angepasst werden – nicht mehr

Kulturen

denselben Lebensstandard halten können. Kommt hinzu, dass sie dann dort als Ausländerin wahrgenommen und behandelt wird. Nicht nur ihr Arbeitsplatz wird ganz neu sein, sondern auch das weitere Umfeld. Und da versuchen wir, verschiedene Lösungen zu entwickeln und zu diskutieren.

Derzeit gibt es eine ganze Reihe an Beratungsfirmen, die sich auf die Frage der Zusammenführung von Unternehmenskulturen spezialisieren. Wie ist Swiss mit diesem Themenkomplex umgegangen?

■ Unser Ausgangspunkt war es, direkt bei den Leuten zu sein. In meiner Funktion als Ombudsfrau musste ich von ihnen direkt erfahren, was ihre Bedürfnisse sind. Wo sind die Ängste? Um welche Ängste handelt es sich? Sind es existenzielle Ängste? Sind es Frustrationen? Sind es Aggressionen?

Die Leute haben ihre Ängste einfach so deponieren können?

■ Ja, die Mitarbeiter konnten sich einbringen und haben es auch getan. Ausgehend von ihren Wünschen und Bedürfnissen haben wir den Sozialplan ausgearbeitet, einen Stellenpool geschaffen, die Leute beispielsweise bei Umzügen logistisch unterstützt, usw. Manchmal geht es um ganz banale Dinge, die aber dennoch stark belasten können. Ich habe den Leuten gesagt, ihr habt durch den Umbau der Firma jetzt eine grosse Sorge. Die kleinen Sorgen übernehme ich.

Das tönt jetzt alles sehr einfach. Geht es nicht auch um kompliziertere Vorgänge?

■ Sicher, wir gehen selbstverständlich auch prozessorientiert vor. Ein Beispiel: Die Crewplanung wechselt Ende Jahr nach Zürich. Die Leute einer ganzen Abteilung werden nur noch bis Ende Jahr in Basel angestellt sein. Für uns war es absolut zentral, dass wir in dieser Situation den Betroffenen Perspektiven bieten, sonst arbeiten sie schlecht oder gehen sofort. Wir haben gemeinsam mit der gesamten Abteilung nach Lösungen gesucht und waren dabei auch sehr kreativ. Die meisten stellten sich eine finanzielle Entschädigung vor, z.B. in Form von «Durchhalteprämien» oder Abgangsentschädigungen, aber es sollte auch die Möglichkeit bestehen, bestimmte Trainings

machen zu können, sich weiterzubilden, die entsprechenden finanziellen Unterstützungen in Trainings umzuwandeln. Nicht für alle, aber für die meisten konnte eine akzeptable Lösung gefunden werden.

Nun arbeiten also Angestellte aus zwei unterschiedlichen Unternehmen in einem neuen Betrieb. Würden Sie behaupten, es gibt so etwas wie zwei verschiedene Unternehmenskulturen, die aufeinander treffen?

■ Das ist ganz klar der Fall. Wenn man die Geschichte der beiden Firmen anschaut, dann liegt dies auf der Hand. Da machen wir uns nichts vor.

Sie verbinden Unternehmenskultur mit der Geschichte der betreffenden Firma?

■ Ja, absolut. Eine Unternehmenskultur wird in den Anfängen geprägt. Auch spielt die Zeit und die Gesellschaft, in der ein solches Unternehmen entsteht, eine wichtige Rolle. Die Swissair entstand zu einer ganz andern Zeit, einem ganz andern Umfeld. Dadurch wurden auch ganz andere Strukturen entwickelt. Swissair ist die ältere Kultur mit entsprechenden festen Strukturen, die sich bewährt haben, die aber unbedingt aufgeweicht werden müssen. Dagegen ist die Crossair in den achtziger Jahren entstanden, in einem anderen gesellschaftlichen Umfeld. Es ist ein junges Unternehmen mit jungen Leuten. Das Durchschnittsalter bei der Crossair ist wesentlich tiefer als bei der Ex-Swissair. Es gibt deutliche Unterschiede, die sich in der Dynamik des Unternehmens, in der Kreativität der Leute ausdrücken.

Sind Sie der Ansicht, dass mit der Gründung einer Firma ein für allemal deren Grundstrukturen und -merkmale gegeben sind oder besteht nicht auch die Möglichkeit, in der weiteren Geschichte eines Unternehmens, neue Akzente zu setzen und sozusagen Kultur zu gestalten?

■ Prägend für eine Unternehmenskultur ist für mich neben der Entstehungsgeschichte in erster Linie das Management: Die oberste Führung hat eine Vorbildfunktion, und so, wie Entscheidungsprozesse auf dieser Ebene ablaufen, werden

sie auch die weitere Atmosphäre im Betrieb beeinflussen. Sicherlich sind auch die Mitarbeiter an dieser Unternehmenskultur beteiligt, aber entscheidend ist das Management.

Heisst das, dass die Entscheidungsträger, also die Mächtigen definieren, wie eine Unternehmenskultur aussieht?

■ Es ist klar: Sie sind massgebend beteiligt an der Definition von Kultur, wie auch immer diese dann aussieht. Und da kann ich Ihnen sagen, dass wir mit André Dosé grosses Glück haben, denn er verfügt über eine hohe emotionale Intelligenz. Durch diese Fähigkeit sind wir in der Lage, die neue Firma mit grösstenteils zufriedenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern aufzubauen.

Ich möchte doch noch einmal auf die Ausgangssituation zurückkommen. Tatsache ist, dass nun zwei Firmen miteinander kooperieren (müssen). Entsteht nun etwas ganz Neues oder handelt es sich einfach um eine Erweiterung der «alten» Crossair-Kultur, wie ich dies so aus Ihren Antworten herauszuhören glaube?

■ Es ist noch zu früh, um dies wirklich beurteilen zu können. Gegenwärtig geht es um ein gesundes Seil-Ziehen. Jede der beiden Unternehmenskulturen ist daran, sich zu positionieren. Ich stelle mir das wie in einer Beziehung vor. Beide Partner müssen eine Position haben. Korrelieren die Positionen, dann ist der Weg einfach.

48 Bei uns sieht dies momentan nicht ganz so einfach aus. Es sind Spannungen da, und die gilt es anzugehen. Was wir deshalb entwickeln müssen, ist eine gemeinsame Streitkultur. Darauf können wir dann aufbauen und uns zu verständigen versuchen. Ich kann aber noch nicht sagen, ob sich eine der beiden Unternehmenskulturen durchsetzen wird, wer es dann in einem solchen Fall wäre oder ob es etwas ganz Neues gibt und wie das aussehen könnte. Ich persönlich wünsche mir etwas Neues. Wahrscheinlich werden wir frühestens in fünf oder sechs Jahren eine Antwort darauf geben können. Ich kann mir sogar vorstellen, dass es unter den Piloten eine ganze Generation dauern wird.

Tina Sasse ist Pilotin bei Swiss. Bis Ende Jahr 2002 begleitet sie als Ombudsfrau den Prozess des Zusammenschlusses der beiden ehemaligen Fluggesellschaften Swissair und Crossair. Das Interview fand Ende Mai 2002 statt und wurde von Simone Prodoliet geführt.

Wo sind denn die grössten Spannungen auszumachen?

■ Es geht vor allem um Arbeitsprozesse und um Systeme z.B. mit welchem Crew-Planungssystem man künftig arbeiten möchte. Vordergründig scheint dies eher trivial, aber dahinter geht es um die Menschen, die jahrelang mit «ihrem» System gearbeitet haben. Die Vertreter der beiden unterschiedlichen Systeme sind je davon überzeugt, dass ihres das bessere ist. Dafür habe ich absolutes Verständnis. Einem der Systeme muss aber der Vorzug gegeben werden. Im Prinzip ist dies ein Sachentscheid, aber letztlich kann man wohl nicht ausschliessen, dass auch unternehmenskulturelle Entscheide gefällt werden, weil eine der Gruppen die stärkere Lobby hatte.

Wie werden denn Entscheide gefällt? Werden sachliche Begründungen bevorzugt oder werden auch gruppenspezifische Aspekte in die Überlegungen einbezogen?

■ Sowohl als auch. Unsere Vorgaben sehen sachorientierte Entscheide vor. Wir stehen aber vor der Herausforderung, dass in beiden Firmen die Mitarbeiter sich mit ihrem Unternehmen identifiziert haben. Das läuft auch über Arbeitsinstrumente. Diese Identifikation fällt nun weg. Unsere Hauptaufgabe besteht darin, den Menschen neue Identifikationen anzubieten.

Wie gehen Sie da vor?

■ Das A und O ist eine offene Kommunikation. Nur dann können Probleme wirklich erkannt werden. Wenn ich im Gespräch mit Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern bin, wissen sie, dass sie alle ihre Anliegen bei mir deponieren können. Und dann suchen wir gemeinsam nach Lösungen. Dadurch, dass ich durch meine Stabsfunktion einen direkten Kontakt zu unserem obersten Personalchef, aber auch zu André Dosé habe, können die Anliegen immer sofort direkt an der richtigen Stelle eingebracht werden. Dies war übrigens die Bedingung, die ich stellte, als ich diese Aufgabe übernahm. Ich wollte nicht, dass ich verschiedene Hierarchiestufen berücksichtigen muss, um dann vielleicht mal angehört zu werden. Die Brücke Basis-Management muss gewährleistet werden und zwar möglichst ohne Zeitverzug.

Ein weiterer Punkt ist, dass wir die Leute in Workshops schulen, und zwar auf allen Stufen. Nicht zu vergessen ist schliesslich, dass das gegenseitige Verständnis auch auf einer andern Ebene gefördert werden kann, z.B. mit speziellen Veranstaltungen. Wir haben mal den Zirkus Knie gemietet und veranstalten regelmässig Mitarbeiter-Parties in Zürich und Basel nach der Arbeit. An einer der Parties haben sogar die Chefs serviert.

Est-il possible de fusionner des cultures?

Tina Sasse, Ombudswoman auprès de Swiss, s'exprime dans cette interview sur le processus de fusion de deux cultures d'entreprises. Elle en narre les difficultés, mais démontre aussi comment l'appréhender constructivement et comment intégrer le personnel directement au processus. Elle est pour ainsi dire la médiatrice entre deux mondes, celui de l'ex-Swissair et de l'ex-Crossair. Elle tente d'analyser les désaccords et les conflits et d'élaborer des solutions avec les milieux concernés.

Ich möchte in diesem Zusammenhang die Frage des Verhandeln ansprechen. Sie erwähnen, dass die Leute Workshops besuchen und an gemeinsamen Anlässen teilnehmen. Das ist sicher ein Element, um Gemeinsamkeit zu fördern. Wie aber wird mit dem Konfliktiven, diesem «Seil-Ziehen» umgegangen?

■ Das Management bietet hier für verschiedene Gruppen des Personals – Bodenpersonal, Kabinenpersonal, Piloten, etc. – Workshops an, in welchen genau diese Fragen angegangen werden. Es ist klar, da fliegen auch mal die Fetzen. Die Diskussion des Selbstverständnisses der Beteiligten: «Wo sind wir?» oder «Wohin wollen wir?» ist nicht immer einfach zu führen. Es geht jedoch immer wieder auch um die täglichen kleineren und grösseren Reibereien. Gerade meine neutrale Stelle kann sehr viel dazu beitragen, Konflikte, die oft ganz simpel zwischenmenschlicher Natur sind, anzugehen und dies ungeachtet der Position der Beteiligten.

Sie handeln sozusagen als Mediatorin zwischen verschiedenen Ebenen?

■ Ja, ich vermittele und nehme alle Menschen gleichermaßen ernst. Ich habe jahrelang im grenzmedizinischen Bereich auf der Intensivstation gearbeitet. Da habe ich sehr viel über den Menschen erfahren. Eigentlich ist es etwas Triviales. Aber im Grunde genommen sind alle Menschen gleich: Sie haben alle dieselben Bedürfnisse, egal ob jemand aus Japan, von der Swissair, aus dem Executive Office kommt oder WCs reinigt. Letztlich macht es keinen Unterschied, ob ein Vizepräsident mit jemandem streitet oder eine gewöhnliche Sekretärin sich in einer Auseinandersetzung befindet. Was bei dem Ganzen allerdings zentral ist: Ich fülle keine Sachentscheide. Meine Aufgabe ist es lediglich, die Konfliktsituation zu analysieren und die Beteiligten entsprechend darauf hinzuweisen bzw. anzuregen, dass an gewissen Stellen Änderungen vorgenommen werden.

Haben Sie eine Vision, wie die Unternehmenskultur der Swiss in einigen Jahren aussehen sollte?

■ Ich erhoffe mir, dass wir in einigen Jahren eine Kultur entwickelt haben werden, in der gegenseitiges Vertrauen herrscht und in der alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sich wohl fühlen und sich weiterentwickeln können. Wir möchten dies nicht zuletzt auch gegen aussen vermitteln können – u.a. gegenüber den Steuerzahlern. Es wurde hier ein Unternehmen geschaffen, welches nicht allein nur auf Wirtschaftlichkeit

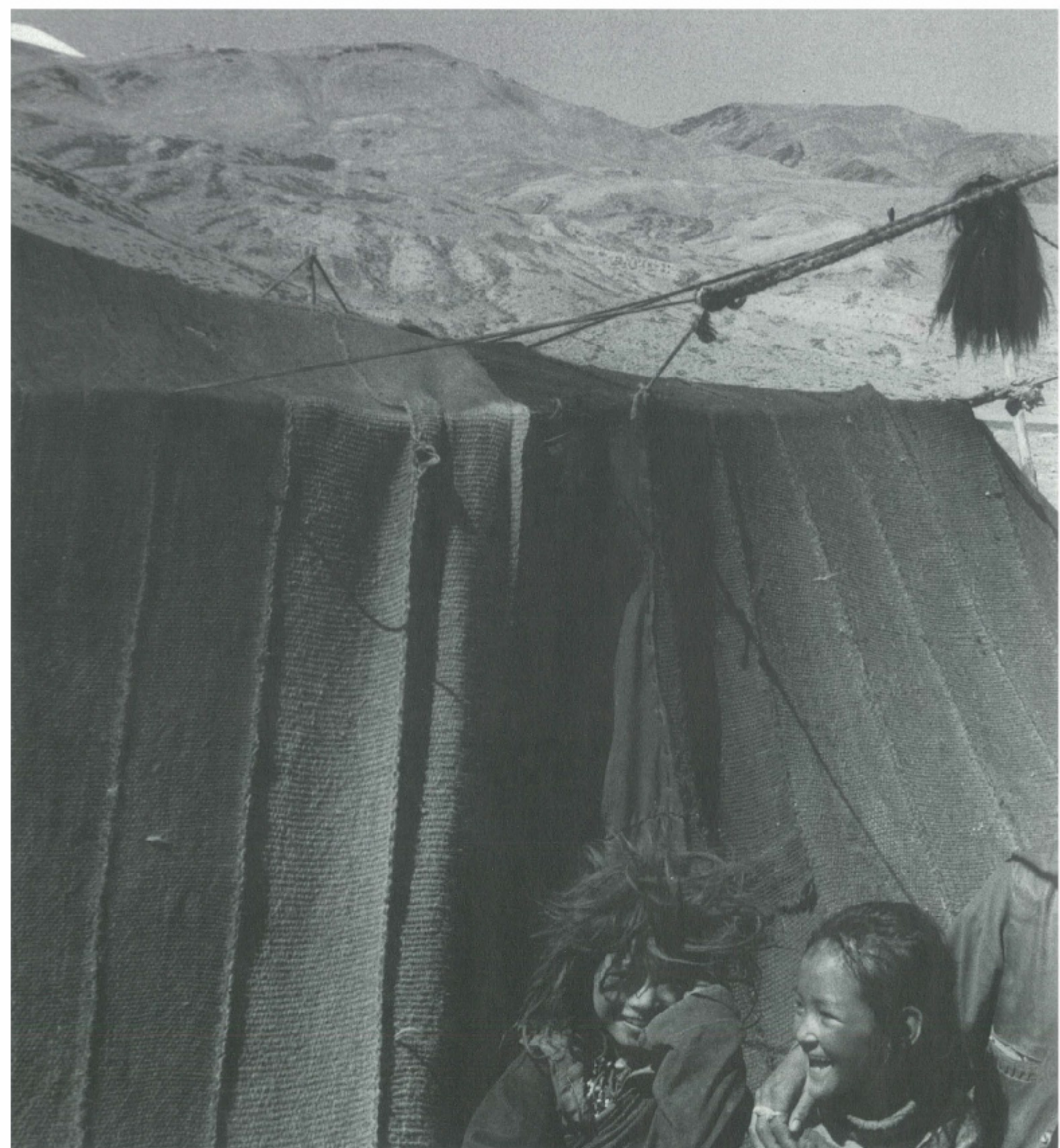
setzt, sondern ebenso sehr Wert auf eine gute Unternehmenskultur mit all den verschiedenen Menschen legt. Besonders erfolgreich wäre es für mich, wenn die Swiss in diesem Sinne sogar etwas wegweisend wirken könnte. Die Rendite ist das eine, aber es ist vielleicht wirklich an der Zeit, darüber hinauszudenken und uns der vielen tausend Puzzleteile bewusst zu werden, welche «Kultur» ausmachen.

Eine letzte Frage: Sie haben zwar gesagt, dass es noch zu früh sei, etwas über die neue Unternehmenskultur zu sagen. Dennoch arbeiten jetzt Ex-Swissair-Leute aus Zürich in Basel und Ex-Crossair-Leute in Zürich, es gibt neue Gesichter, andere Arbeitsstile. Was beobachten Sie im Alltag, dann, wenn nicht gerade Konflikte anzugehen sind?

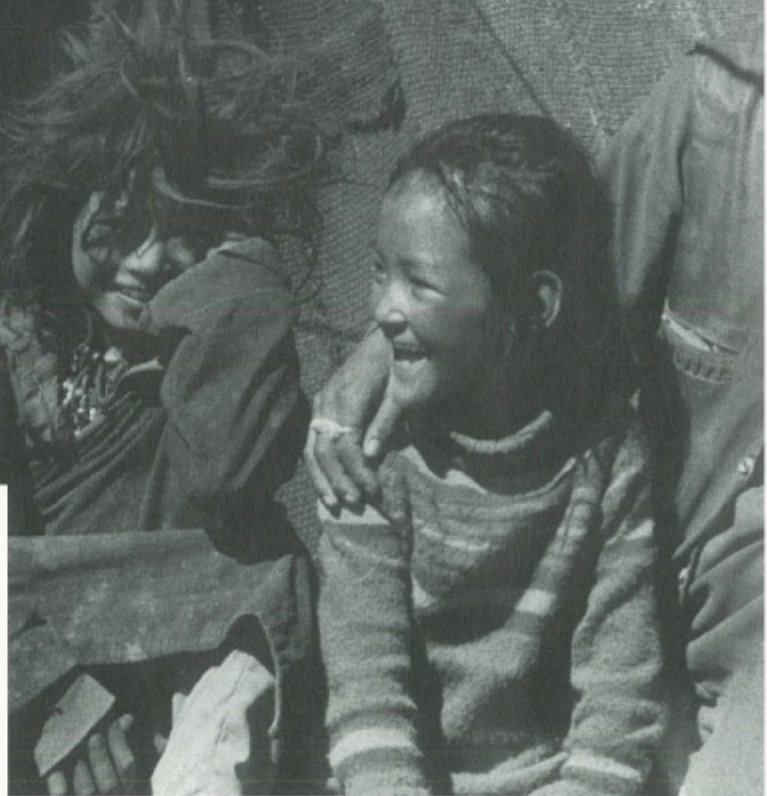
■ Wenn ich an die vollbesetzte Kantine in Basel denke, dann kann man verschiedene Gruppen ausmachen, die klar der Swissair oder der Crossair zuzuordnen sind. Das äussert sich zunächst mal in der Kleidung. Leute von der Swissair kommen in dunklen Anzügen mit Krawatte, die Crossair-Kultur ist dagegen mehr auf Jeans & T-Shirt ausgerichtet. Was mir aber auffällt, ist der Umstand, dass gegenwärtig eine Annäherung in der Bekleidung stattfindet. Crossair-Leute kommen eleganter, vielleicht mit Jeans und einem schönen Hemd und Swissair-Leute wagen es auch mal, ohne Krawatte und etwas lockerer am Arbeitsplatz zu erscheinen. Es kann sein, dass die Leute damit unbewusst die Bereitschaft signalisieren, aufeinander zugehen zu wollen.

Frau Sasse, ich danke Ihnen für dieses Gespräch und wünsche Ihnen bei der Realisierung Ihres Unterfangens viel Erfolg.

■ Herzlichen Dank auch Ihnen.



■ Diese Leute sind Nomaden. Der Yakschwanz über dem Zelt soll Übel abhalten. Die Nomadenfrauen spinnen Wolle, kochen und melken die Tiere. Die Männer beten und sammeln die Tiere ein. An den langen Winterabenden tanzen wir und beten. In unserem Nomadencamp leben 72 Familien. Die schwarzen Zelte sind aus Yakwolle gewoben. Der Vater der Familie webt sie. Wir bleiben jeweils etwa einen Monat an einem Ort. Die Lagerplätze sind etwa ein oder zwei Tagesreisen voneinander entfernt. Das Gepäck wird von den Pferden oder Yaks getragen. Die Kinder helfen ihren Eltern. Sie gehen zur Schule oder bringen die Tiere auf die Weide. Wir haben Schafe, Ziegen, Pferde, Esel, Kühe, Yaks und Dzos. Jegmet Yontan, 12 Jahre, Ladakh.





L'insaisissable objet d'une identité nationale

Marc-Olivier Gonseth

52 Un des points communs des citoyens suisses¹ consiste à s'accorder très largement sur le fait qu'ils ne présentent aucune cohésion sur le plan national tout en considérant plutôt positivement un tel état de fait. Ils diffèrent, certes, mais ils en sont plutôt fiers et revendiquent très largement des aptitudes particulières en matière de tolérance et de savoir-faire confédéral. Provenant d'univers linguistiques, religieux, économiques et politiques variés, ils poussent très loin le jeu des singularités et les thématisent sans cesse, au point que chaque trajectoire individuelle, fréquemment compliquée par le jeu des migrations et des mariages, peut paraître originale et digne d'attention. D'où l'idée un peu paradoxale que chaque Helvète est au moins

potentiellement un exilé de l'intérieur, affirmation qui pourrait surprendre dans un pays fleurant bon les racines. J'éprouve personnellement clairement cette sensation qui plutôt que de m'éloigner de mes contemporains tendrait à m'en rapprocher vu que je les sens aussi étrangers que moi dans un pays qui ne nous appartient ni aux uns, ni aux autres².

Condensation

Se définissant localement, là où se crée le véritable lien à une communauté de référence, les Suisses ne s'offrent pas moins à certains moments privilégiés de leur histoire une condensation de l'idée d'appartenance au pays permettant d'arborer de manière ostentatoire différents emblèmes et stéréotypes typiquement helvétiques.

C'est notamment le cas lors des expositions nationales: à cette occasion, le pays tout entier s'offre une scène sur laquelle sont mis en évidence des sensibilités, des enjeux et des conflits identitaires particulièrement révélateurs. Le point focal de ce processus, l'exposition proprement dite, offre pendant plusieurs mois un lieu de rencontres et d'interprétations dans lequel l'observateur avisé ou le passant attentif peuvent faire leur moisson de perceptions ténues et de sensations fortes. Tel est le cadre que j'ai choisi comme terrain d'observation me permettant d'évoquer quelques aspects d'une certaine suissitude...

Mosaïque

Du fait des doutes que j'éprouve quant aux notions de culture suisse et d'identité nationale, sous-jacents à la question des spécificités helvétiques, je joue dans cet article le jeu d'un (auto-)questionnement centré sur les matériaux récents dont je dispose en rapport avec l'exposition nationale dite EXPO.02, dont l'examen me fournit quelques pistes permettant d'esquisser une réponse: rien de ceci n'est objectif mais rien non plus n'est totalement détaché de la réalité prise pour cible. Ainsi en va la lecture du social, qui oscille entre la prétention de comprendre et l'aveu d'impuissance, avec en son centre un espace pour débattre, sens profond et peut-être unique d'une démarche critique.

Le sens de l'autocritique

Lors de ma première soirée passée à palabrer sur une terrasse de l'artéplage de Neuchâtel, j'ai pu constater que de nombreux Helvètes étaient bel et bien experts en matière de chocolat. Une conversation animée sur le thème des vacances devait en effet aboutir au constat suivant, susceptible de scandaliser plus d'un patriote obsédé par une certaine vache lilas: contrairement à ce que l'on pourrait croire, le meilleur chocolat du monde n'est pas belge mais syrien. Les auteurs de cette nécessaire mise au point en ont ramené des kilos de leur dernier voyage et ont accepté de diffuser l'adresse de leur fournisseur dans le présent article, histoire de lui donner une dimension réellement constructive: il s'agit de Ghraoui, rue Port Said, à Damas. En montant la rue, c'est à environ trente mètres sur la droite de la passerelle pour piétons bleue. Après l'achat du chocolat, il est recommandé d'emprunter la passerelle en question pour traverser la rue car contrairement aux Suisses qui sont polis et gentils en voiture, les Syriens ne freinent jamais, même devant du chocolat de chez Ghraoui.

Ce détail extrait d'une discussion banale et qui voit le chocolat suisse relégué aux oubliettes de la gastronomie mondiale prouve à quel point les Helvètes ont l'esprit critique, battant en brèche le «y'en a point comme nous» qui leur est injustement imputé. «Y'en a point d'aussi autocritiques que nous» serait une meilleure approche de l'interaction considérée, comme de nombreuses autres consacrées à la mise en pièces des emblèmes nationaux: l'intercompréhension linguistique, par exemple, que contestent la plupart des observateurs de situations plurilingues; la solidarité confédérale, qui est de plus en plus souvent perçue comme un repli sur le plan régional; l'honnêteté d'une partie non négligeable de nos autorités économiques et politiques, plus généralement décryptée comme un savoir-faire pointu développé sur le plan de la dissimulation que comme l'exercice d'une indispensable valeur morale.

Mythe de la pudeur ou pudeur du mythe

La plupart des Suisses sont pudiques, pas tellement parce qu'ils n'aiment pas les honneurs mais surtout du fait qu'ils ont peur de ce que les honneurs peuvent entraîner en dérangements de toutes sortes. C'est du reste pour les mêmes raisons qu'ils n'aiment pas trop être en dette: autant rendre rapidement histoire d'éviter les intérêts et les inconvénients de la relation et de l'usure. Sur le plan de la pudeur, justement, le spectacle d'inauguration d'EXPO.02 donné à Neuchâtel marquait clairement

bliquement une propension des gens de ce pays à recycler du mieux que possible les prestations, les sentiments et les matériels que sans ce geste on risquerait de voir perdre.

Bonne nuit les petits

Au début du spectacle donné à Neuchâtel, un speaker à la voix grave et théâtrale invitait les spectateurs à fixer une montre-poignet sur écran géant et à avancer de deux heures leur propre montre du fait d'une soi-disant bizarrerie temporelle. Entre deux, Pégase le cheval ailé passait et repassait devant les spectateurs, le temps mythique s'opposant au temps réel et toute cette sorte de choses. A la fin du spectacle, le même speaker rassurait les spectateurs ensommeillés: le temps était revenu à la normale et la montre-poignet de le prouver sur écran géant par un spectaculaire retour à l'heure juste.

Comme cette invitation au voyage temporel n'avait rigoureusement aucun intérêt narratif, théorique ou onirique, une bonne partie des spectateurs sont repartis du spectacle avec l'impression d'avoir raté une marche. En réalité, ils n'avaient rien manqué de tout vu que tous avaient fixé durant plusieurs secondes, à deux reprises bien scandées, une gigantesque montre portant en son centre la raison de ce déplacement dramaturgique: les lettres s-w-a-t-c-h discrètement posées en filigrane sur l'avaleuse de temps. Ainsi, au lieu de souligner que la manifestation était spon-

helvétique

cette belle propension à l'oubli de soi par peur des inconvénients: aller puiser dans la mythologie grecque les grandes articulations du spectacle permettait de ne pas aborder quoi que ce soit qui puisse concerner d'une quelconque manière le public présent, convoqué à une tragédie nettement plus locale celle-là: l'absence de propos des auteurs et leur incapacité à développer des références touchant la région.

Surtout ne rien perdre

Ayant décidé de mettre sur pied trois manifestations de la Cérémonie d'ouverture plutôt qu'une seule, la direction de la manifestation se trouvait à l'aube du troisième soir devant le risque de tribunes à moitié vides. C'est là qu'intervint une version très helvétique de la générosité, à savoir qu'il vaut mieux faire semblant de donner que de gaspiller en connaissance de cause. Et de convoquer les copains précédemment refoulés par manque de billets, et d'offrir aux écoles des places gratuites pour assister à l'événement (300 places pour celle que j'ai accompagnée). Rien à redire à ce geste, par ailleurs, si ce n'est qu'il mime pu-

orisée par une marque de montres faisant honneur au génie helvétique, les publicistes affutés se sont-ils ingénies à mélanger leur message publicitaire à la partition de la soirée, faisant au passage un usage particulièrement retors de leur science de la dissimulation.

Le messager des Dieux

La même soirée tendait à l'armée de ce pays une perche tout aussi astucieuse: surfant sur la précision et le sens du camouflage évoqués ci-dessus, un acteur surprise intervenait à 21h01 (et non «vers 21h00») afin de placer clairement la manifestation sous la houlette des Dieux de l'Olympe. Un avion de combat FA-18 ouvrait en effet le spectacle, vrombissant au-dessus

¹ Dans cet article, je m'en tiendrai à l'usage du neutre masculin, qui englobe évidemment les deux sexes tout en évitant parenthèses et redoublements. J'appliquerai par ailleurs le principe de «distanciation helvétique» qui consiste à parler des Suisses à la troisième personne du pluriel plutôt qu'à la première.

² Je remercie Jean-Luc Alber et Petra Koch de leur relecture attentive et de leurs commentaires critiques.

de nos têtes, lâchant quelques feux d'artifice et s'engageant dans une vertigineuse montée à la verticale suivie d'un dégageant vers l'Orient. Enfin, nous savions: la flotte qui tournait en rond dans notre espace aérien n'avait pas été achetée en vain et elle se tenait prête à intervenir lors d'événements culturels majeurs, comme quoi le budget de la Défense pouvait s'analyser comme une dépense totale, et non comme un investissement sectoriel sur des joujoux inutiles. Ce ne sont pas les hélicoptères intervenant en cours de spectacle ou les soldats faisant la circulation sur les lieux de passage menant aux arteplages qui allaient démontrer le contraire. La mise sous tutelle d'une partie d'EXPO.02 par le Département militaire fédéral avait manifestement quelques heureux effets de synergie, dans la précision et la dissimulation notamment.

L'esprit de corps

Etonnant de voir à quel point la population suisse réagit aux consignes. Craignant de voir les centres engorgés, les organisateurs de l'exposition et les autorités locales ont largement diffusé des appels à la discipline et au civisme consistant notamment à renoncer à la voiture pour se rendre sur les arteplages ou pour venir en ville. Ces mots d'ordre ont été si bien reçus, la majorité des visiteurs et des pendulaires empruntant bel et bien les transports publics, que la circulation au centre des localités prises pour cible est restée au moins aussi fluide qu'avant, quand elle ne s'est pas nettement améliorée. En revanche, les parkings mis sur pied aux quatre coins des sites et ceux qui affichaient régulièrement complet dans les centres se retrouvent très peu fréquentés après quelques semaines d'exposition, au grand dam de leurs exploitants et de certains commerçants, qui s'attendent à finir l'année sur un bilan mitigé. A quand un vibrant appel aux automobilistes afin qu'ils envahissent à nouveau «normalement» l'espace urbain?

Morat sous la rouille

A Morat, l'exposition se porte comme un «col rouillé», à l'image du monolythe de Jean Nouvel, magnifique de puissance évocatrice mais tellement ajusté qu'il fait déjà figure d'emblème. Cette ville est trop propre, trop sage et trop sérieuse pour se répandre en technicolor. La métaphore du chantier qui la parcourt, loin de mettre en question sa paisible légitimité et d'évoquer un lieu ouvert au changement, renvoie à ces jeux de constructions où quoi que l'on fasse, tout est toujours pareil, parce que la trame de base aspire chaque nouvel élément et lui donne une coloration uniforme. Plutôt que de sculpter Morat, Jean Nouvel s'est fait sculpter par elle, aspirer dans son vert de gris, emprisonner dans l'ennui d'un lieu de culte qui n'aspire qu'à la vénération rétrospective. Mais peut-être l'a-t-il perçue ainsi et a-t-il sciemment choisi de se lover dans cette forme métaphorique d'apparence immuable, développant dans ce cas un redoutable deuxième degré?

Car il y a plusieurs sortes de «mises en rouille» du côté de Morat. L'une, consciente d'elle-même, jouant comme d'une patine avec le mésoscaphe rescapé de l'Exposition de 1964, les barges abandonnées ou les baraquements de chantier faisant office de locaux administratifs, désignerait un état d'éveil face à l'histoire et au travail du temps; elle associerait à ce recul critique le monolythe et sa double évocation de *La bataille de Morat*; l'esprit des sept chapelles d'*Un ange passe*²; la déconstruction du civisme opérée par *Heimatfabrik*; les contes suspendus du *Théâtre de gravier*. L'autre, beaucoup plus «couleur locale», pratiquerait presque malgré elle le culte du vert de gris, à l'image des chaînes balisant les parcours entre les pavillons ou du treillis de camouflage recouvrant le marché d'*Expoagricole*: taillée pour la caserne, tout comme l'exposition improvisée par l'armée ou le va-et-vient des soldats marquant leur territoire, elle référerait moins au passage du temps qu'à un certain conformisme des couleurs et des formes associant les toits de tuile, les pierres des murailles, les pavés des rues et les géraniums des balcons à des réalisations ronronnantes: *Le jardin de la violence*, où l'emporte l'effet «nains de jardin»; *Blindekuh*, confondant l'obscurité et le monde des non-voyants; *Die Werft*, embourbé dans un exposé scolaire sur la sécurité. Quant aux éléments d'*Hors-sol*, visant à évoquer le rapport aux autres, ici et ailleurs, Brésiliens vivant en Suisse et Suisses vivant au Brésil, ils se retrouvent finalement prisonniers des remparts comme le seraient des mouches sur du papier gluant.

Fascinant de voir à quels niveaux de corrosion des manières contrastées de considérer la Suisse peuvent mener les matériaux qui les touchent, démonstration non dénuée d'une certaine beauté lorsqu'on la considère dans sa globalité.

Bienne entre deux eaux

Bel exercice de construction architecturale sur la rade de Bienne, en un lieu plutôt peu valorisé jusqu'ici, avec passerelle donnant sur le lac comme s'il s'agissait d'un fleuve, et bon sens des autorités locales qui ont su profiter de l'événement pour sculpter leur ville. L'ouverture du quai de la gare vers le sud est une idée simple et lumineuse, permettant au flot des arrivés de se rendre à pied sur l'arteplage. La construction d'un massif «Terminal B», jouant à l'aéroport pour présenter l'ensemble des communes de la région et accueillir divers partenaires économiques, est un joli coup de bluff qui pourrait survivre à l'exposition. Quant à l'enseigne de ce stand se fendant d'un redoutable «La dernière saucisse avant l'EXPO.02», il n'est pas impensable d'y lire à la fois un humour décapant et une formidable dérision face à l'événement.

L'arteplage de Bienne alterne les propositions ludiques, les démonstrations techniques et les (courts) moments de réflexion. *Happy end* propose aux visiteurs quelques perceptions simples

Helvetisches Mosaik

et sans prétention; *Klangturm* les expose aux sons de leur époque; *Cyberhelvetia* les immerge dans une technopiscine; Swish leur projette les désirs de leurs concitoyens; *Viv(r)le frontières* et *Territoire imaginaire* les confrontent à leurs limites géographiques et culturelles. A l'inverse de cette légèreté flirtant avec le vide, les poids lourds de l'économie et de la politique nationales ne font pas dans la dentelle: dans *Leben, Lust und Lohn*, «la place industrielle suisse» distille une caricature de propagande au cours d'un show à la fois arrogant et consternant; avec *Strangers in paradise*, Migros propose une ballade en caddie dans des clichés éculés et des terrains trop vagues pour interpeller qui que ce soit; derrière *Empire of silence*, Swisscom met en scène une dérisoire guerre des étoiles contre l'absence de communication; à travers *Nouvelle DestiNation* (quel titre!), le Pavillon de la Confédération tente d'expliquer la politique par le sport à coup de slogans pontifiants diffusés par un audioguidage. Ces réalisations laborieuses démontrent que la culture ne s'improvise pas et qu'elle doit rester vigilante et critique sous peine de tomber dans le plus inutile des déballages. Harald Szceman relève heureusement le défi en développant une réflexion éclatée sur le rapport des Suisses à l'argent, du caricatural «pas d'argent pas de Suisse» au geste presque affecté d'un robot espiègle détruisant métronomiquement des billets de 100 francs, sous l'œil fasciné des spectateurs sceptiques.

Yverdon des familles

L'arteplage d'Yverdon se présente comme un camp de vacances. A l'entrée de l'exposition, des rondins dressés pastichent un portique écolo. A l'intérieur, le choc esthétique mise sur l'alternance des collines de fleurs, des «sortes de tentes» et des «espèces de caravanes», ainsi que sur le jeu de différents types de caillasse qui jonchent le sol et de palissades qui délimitent le terrain. La Suisse qui s'y profile manque singulièrement de densité architecturale (il faut aller jusqu'au lac pour trouver enfin, avec le nuage artificiel entourant une carcasse métallique, une image forte à laquelle s'accrocher). Elle est en revanche branchée famille et profite de ses contours informes pour arrondir les angles dans le domaine des contenus.

La clef de lecture du site est donnée par le pavillon *Swiss love* sous la forme d'un film en arborescence permettant aux visiteurs de suivre les destins croisés de jeunes mariés confrontés à une mère abusive, d'une écolière en vacances avec des parents encombrants, de partenaires en quête d'un nouvel équilibre et de personnes âgées retrouvant le fil d'un amour interdit. L'arteplage dans son ensemble procède en gros de la même manière, bien qu'avec nettement moins de talent, en projetant ses visiteurs dans un jardin d'enfants, *Kids.expo*; dans un inepte carrousel à vélos, *Circuit*; dans une peu séduisante leçon de séduction, *Le premier regard*; dans une pénible réflexion sur la santé, *Le jardin d'Eden*; dans autant de communes suisses que de clics de souris, *Onoma*; dans une séance de sophrologie enfouissant la question *Wer bin ich* sous des sons hypnotiques et des images kaléidoscopiques; et même dans un cabinet dentaire, pour caricaturer à l'excès la forêt de filaments labiles de *Si-*

Marc-Olivier Gonseth nimmt die Selbstdarstellung der Schweiz, die expo.02, zum Anlass, um jenem schwer fassbaren Ding einer helvetischen Identität näher zu kommen. Als scharfsinniger und kritischer Beobachter, doch mit unverkennbarer Zuneigung zu den verschiedenen Ausdrucksformen helvetischer Realität, kommentiert er Ereignisse und Installationen, die sowohl in gut-schweizerischer Bescheidenheit daherkommen als auch durchaus für überraschende Momentaufnahmen der Selbstkritik sorgen.

gnaldouleur. Ce florilège de morceaux choisis dans l'univers familial trouve son apothéose dans le pavillon *Oui*, qui suggère aux visiteurs de s'unir durant 24 heures au partenaire de leur choix sans charger l'expérience de la moindre émotion.

Le projet dédié à l'érotisme et à la sensualité par Pipilotti Rist a donc accompli une totale reconversion dans le modèle helvétique du loisir familial et du discours bon enfant. Belle manière de faire comprendre à quel point la réalité de ce pays tient au conformisme et aux rapports de force qui organisent sa mise en scène.

Neuchâtel by night

De jour, l'arteplage de Neuchâtel peine à convaincre: le *Palais de l'équilibre* séduit par sa mise en espace mais simplifie à l'extrême un message prémâché sur les misères de la planète; *Robotics* et *Ada* tirent mollement leur épingle du jeu en invitant leurs visiteurs à évoluer dans des espaces interactifs cogérés par des machines; *Aua extrema* s'en sort presque mieux en proposant un bain de pieds sur galets massants. En revanche, côté dérouté totale, *Manna* et la Coop dissimulent l'alimentaire derrière l'odeur de fraise et de vanille; *Biopolis* développe une vision du futur obsédée par Novartis; *Beaufort 12* n'a rien à dire sur les catastrophes et n'en dit donc rien; *Piazza Pinocchio* fait dans le n'importe quoi pour public infantile. La palme du kitsch inspiré revient cependant à *Magie de l'énergie*, qui investit les métaphores du night club aquatique et du délire électroménager, réveillant au passage les figures mythiques de la maman et de la putain, et faisant ainsi écho à la logique du site dans son ensemble.

Car c'est de nuit que Neuchâtel se présente sous son meilleur jour. Nimbés de bleu et entourés de roseaux phosphorescents, les galets géants donnent à l'arteplage un petit air de base aéro-

³ Une bonne partie d'entre elles pèchent par une excessive lourdeur métaphorique mais le projet dans son ensemble témoigne d'une manifeste volonté d'interpellation.

spatiale, alors que le *Palais de l'équilibre*, oubliant pour quelques heures son bienveillant message sur le développement durable, se contente d'être ce qu'il est lorsque ferment ses portes: une grosse boule de Noël illuminant le lac. Quant à la grande roue, elle se la joue Las Vegas et Broadway, en miniature évidemment. Dans cette ambiance de parc d'attractions, de fête foraine, de guinguettes et de sites high tech, un lieu branché ne désemplit pas, *cargo* nocturne dédié aux musiques du moment. La ville du bord du lac a donc réussi une nouvelle fois à se métamorphoser en belle de nuit, elle que son éducation rigide prédisposait plutôt à l'étude assidue qu'à la rentrée tardive.

Bizarrement, l'arpeplage dans son ensemble énonce ainsi une situation schizophrénique gagnée par la nonchalance et les paillettes et révèle une Suisse qu'on n'attendait pas si déglagée de ses carcans éducatifs.

Qui a peur du pirate

Sur le plan de la récupération mythologique, l'arpeplage mobile du Jura frappe presque aussi fort que la cérémonie d'ouverture. Ce canton excentré, dernier-né de l'édifice fédéral élaboré en plus de 700 ans d'histoire, reprend la partition dans laquelle il s'auto-proclame «enfant terrible de la Confédération». Toujours cette envie juvénile d'être l'aiguillon d'un système trop statique mais en même temps, belle complaisance envers soi-même, dont l'impertinence s'arrête somme toute là où commence le réalisme politique et l'ambition sociale. Qu'à cela ne tienne, Jurassiens à l'abordage et pas de quartier! Les Suisses sont décidément très bon public.

56

Marc-Olivier Gonseth est ethnologue. Il a conduit une recherche en sociologie rurale au Pays-d'Enhaut et a fait du travail de terrain durant de nombreux mois aux Philippines. Il travaille comme conservateur adjoint au Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN), où il a participé aux côtés de Jacques Hainard à la conception et à la réalisation d'une quinzaine d'expositions temporaires. Co-éditeur de nombreux ouvrages et responsable du site Internet du MEN, il a par ailleurs mené à bien des projets muséographiques à Vevey (*Alimentarium*), sur l'île de La Réunion (*Stella Matutina*), à Lausanne (*Musée de la Main*) et au Locle (*Musée des Moulins souterrains du Col-des-Roches*). Contact: Musée d'ethnographie, St-Nicolas 2, 2000 Neuchâtel, marcol.gonseth@ne.ch, www.men.ch.

Journées cantonales

Une des réussites d'EXPO.02 tient à l'effet de surprise causé sur les différents sites par le débarquement des représentants des cantons invités, processus qui investit périodiquement le sentiment d'altérité intérieure auquel je faisais référence en début d'article. Que les Argoviens débarquent à Neuchâtel en costumes et en masques et proposent un ballet de pelles mécaniques, ou que les cantons de Suisse centrale mettent en scène une invasion d'Yverdon, qui se réveille totalement germanisée, comme dans le pire cauchemar des défenseurs de la langue et de la culture françaises, ils provoquent à la fois un effet d'étrangeté et un clin d'œil complice généralement apprécié des visiteurs provenant d'autres régions du pays. Ceux-ci trouvent en effet dans cette vision diffractée de l'identité helvétique un espace pour se penser collectivement de manière plus riche et complexe que ce à quoi leur expérience quotidienne les confronte. Car après tout, constater que l'autre a de l'humour et est même capable d'autodérision fournit une des meilleures raisons de s'attacher à lui. Une telle découverte est du reste valable également pour les représentants des cantons invités, qui ont le loisir de trouver dans la région des trois lacs un état d'esprit qu'ils n'avaient pas forcément examiné avec autant d'intérêt avant d'être contraints de s'y présenter.

L'amour du patrimoine

«Tout doit disparaître», tel était le mot d'ordre des promoteurs de l'exposition quant aux infrastructures mises en place. Promis, juré, craché: les rives des lacs seront rendues si ce n'est plus belles qu'avant, du moins telles qu'elles étaient en début de projet. Un tel programme semble d'ores et déjà impossible à tenir dans un pays qui compte près de 900 musées, dans lequel la conservation patrimoniale fait office de comportement naturel et dont la majorité des habitants ont une peine terrible à jeter ou à détruire tout ce qui peut encore servir. De nombreuses voix se font ainsi entendre autour des trois lacs pour conserver les réalisations les plus marquantes d'EXPO.02, dont le Monolythe à Morat et le Palais de l'équilibre à Neuchâtel. Il y a dès lors fort à parier que les collectivités concernées dépenseront des fortunes pour réadapter une série de réalisations qui n'ont pas été conçues pour durer.

S'arrêter puisqu'il le faut bien

J'ai évidemment triché. Ma sensibilité d'ethnologue a vite trébuché sur mes allergies de muséologue et ma subjectivité d'homme de la rue, et je n'ai finalement donné qu'une vision très orientée de mon rapport à la Suisse. Mais la démonstration ne m'en semble pas moins convaincante: dans l'impossibilité de parler à la place d'autrui et de reconstituer de manière crédible une totalité sociale et culturelle d'une grande complexité, j'ai tenté l'interprétation d'un miroir grossissant, point de vue évidemment destiné à être à son tour examiné de manière critique par d'éventuels contradicteurs. Je vois mal une autre manière de faire apparaître l'insaisissable objet que constitue une identité nationale.



■ *Unterwegs. Natascha, 6 Jahre.*

■ *Nomaden. Dolma Lamo, 23 Jahre, Ladakh.*

Orecchie sì, voce no?

«Non sapete come è difficile trovare una donna per le pulizie capace di fare il suo lavoro e di capire il tedesco.»

Con questa frase si concluse una conversazione tra parlamentari locali zurighesi. Durante il loro viaggio all'expo 02 avevano parlato di varie faccende, ma nessun tema aveva acceso il loro dibattito quanto la discussione avuta poco prima sulle nuove norme relative alla naturalizzazione che dovevano essere introdotte nella loro città. Fino a quale punto bisognava tener conto dell'adattamento alla cultura locale del candidato? La futura cittadina svizzera doveva conoscere il sistema politico perfino meglio degli svizzeri?

Per una giovane deputata era evidente che una residenza di più di trent'anni in Svizzera o la socializzazione nelle scuole locali avrebbe dovuto permettere di esentare un candidato da un esame meticoloso e – tal volte – imbarazzante. Ma la sua opinione rimase isolata e fu immediatamente contrastata dai presenti, che sostenevano invece che non esistono ragioni valide per «regalare» la cittadinanza svizzera. Al contrario, il candidato doveva dimostrare di meritarsi la cittadinanza dando prova di un interesse sia per la lingua e la cultura locale sia per il sistema politico «complesso» della Svizzera. Questo era il prezzo della cittadinanza.

Il rapporto tra identità culturale e nazione

La discussione ascoltata nel treno Zurigo-Neuchâtel troverà sicuramente un seguito nel prossimo futuro, quando si discuterà in pubblico la proposta della Consigliera federale Ruth Metzler sulle norme facilitanti l'accesso alla cittadinanza svizzera. La proposta di legge vuole aprire una porta ai giovani della cosiddetta «seconda generazione» tra i quindici e ventiquattro anni, permettendo loro di naturalizzarsi con una procedura semplificata. La nuova legge introdurrebbe il diritto territoriale (*ius soli*) in modo da permettere ai figli di stranieri nati in Svizzera di ricevere automaticamente la nazionalità elvetica. Inoltre la legge vuole una procedura che possa essere sottoposta alla giurisdizione dei tribunali per evitare casi arbitrari come quelli avvenuti ad Emmen (LU) ove una votazione sulla naturalizzazione fu trasformata in un plebiscito contro i candidati dai nomi turchi o slavi.

Gianni D'Amato, politologo, è ricercatore al Forum Svizzero per lo studio delle migrazioni e della popolazione (FSM) a Neuchâtel ed ha dedicato varie pubblicazioni alla questione della cittadinanza e della nazione.

Nur Ohren und keine Stimmen?

Bis zu welchem Grad hat sich eine Einbürgerungskandidatin mit ihrem kulturellen Umfeld zu identifizieren, um als künftige Schweizerin akzeptiert zu werden? Reicht es, wenn man im schweizerischen Schulsystem sozialisiert wurde oder müssen zusätzliche Leistungen erbracht werden? Den oft emotional geführten Diskussionen, wer denn den Schweizerpass «verdient» habe, liegen zwei einander entgegengesetzte Auffassungen über das Wesen von Staatsbürgerschaft zugrunde. Die einen, die als Kulturalisten bezeichnet werden können, sind der Meinung, dass Nationen immer auch mit einer bestimmten Kultur verbunden seien. Menschen, die von aussen kommen, müssten sich dieser vollumfänglich anpassen, um die Staatsbürgerschaft zu erhalten. Die andern, sich als Pluralisten verstehend, gehen dagegen davon aus, dass es nicht so sehr darauf ankommt, wo jemand ursprünglich zufällig geboren wurde, sondern auf den Willen, in seinem direkten Umfeld aktiv zu sein und sich an den Meinungsbildungsprozessen zu beteiligen. Im Hinblick auf die Revision des Bürgerrechtsgesetzes unterstützt Gianni D'Amato die Position der Pluralisten, die aktive Bürgerinnen und Bürger reinen Befehlsempfängern vorzieht.

Proprio il caso di Emmen mostra in modo paradigmatico come stereotipi culturali possano avere degli effetti imprevedibili nel processo di naturalizzazione malgrado lo scrutinio meticoloso dei candidati come richiesto dalla comitiva in treno. Atteggiamenti stigmatizzanti e paure implicite accompagneranno anche il dibattito sulla legge Metzler. Argomenti tecnici come la convergenza legale e istituzionale coi maggiori paesi europei non basteranno a sostenere la proposta di legge. Il dibattito sulla nuova legge sarà in gran parte una lotta politica sul rapporto tra identità culturale e nazione, come lo è stato in passato in Svizzera e un po' ovunque in Europa nelle fasi in cui fu dibattuto il concetto di cittadinanza.

Culturalisti e pluralisti

Gli antagonisti in questa lite epica possono essere individuati già nella discussione tra lo storico tedesco Theodor Mommsen ed il filologo francese Ernest Renan nella seconda metà dell'ottocento. Alla rivendicazione culturale e linguistica dei territori dell'Alsazia e della Lorena da parte dell'accademico tedesco, Renan aveva risposto con un argomento politico: malgrado la diversità culturale e linguistica i tedeschi in questi territori avevano dimostrato la loro appartenenza alla Francia attraverso un *plebiscite de tous les jours*, una volontà riaffermata nel quotidiano di far parte della nazione francese: era la loro volontà di costruirsi un futuro in Francia a renderli cittadini francesi e non il luogo casuale in cui erano nati. I primi argomentarono con un passato culturale comune, Renan con la volontà politica di condividere il futuro.

Si possono individuare in Svizzera anche oggi, queste due concezioni della nazione anche se in veste leggermente sfumate: gli uni, i «culturalisti», argomentano con un concetto culturale della nazione. Per loro i nuovi arrivati si debbono impegnare ad assimilarsi ed a sottomettersi alla cultura egemone per accedere ai pieni diritti, altrimenti rimarranno Gastarbeiter per sempre. Come stranieri residenti dispongono dei diritti sociali, ma non è loro permesso di diventare un carico per la società. I «tratti culturali» degli immigrati vengono ritenuti per certi gruppi incompatibili con le esigenze della società svizzera. Di conseguenza, per i «culturalisti» un'eterogeneità culturale potrebbe manifestarsi come pericolo per il futuro del paese. L'argomento dei culturalisti si basa su un rapporto forte tra omogeneità culturale e consenso politico. Per loro l'omogeneità culturale è la condizione per una democrazia completa. Ma in società moderne e plurali come la nostra non è sempre chiaro a

quali valori e a quale «cultura» ci si debba adattare. Alla molteplicità di forme di vita i «pluralisti» sembrano di reagire con risposte più idonee.

I «pluralisti» hanno un concetto funzionale della società. Secondo loro la società integra attraverso la partecipazione dei cittadini. Coloro che sono sottoposti al dominio politico debbono avere il diritto ad una rappresentazione politica. La sovranità politica è esercitata da tutti gli abitanti e non da un gruppo esclusivo e privilegiato. Prevale il concetto dell'integrazione su quello dell'identità culturale. Empiricamente l'integrazione di società moderne è sempre stato un processo difficile, la cui base però è formata dalla solidarietà in una nazione unita da un concetto politico ed un patriottismo costituzionale. Ciò significa che solo i valori politici debbono essere accertati presso i candidati alla naturalizzazione e non pratiche culturali particolari.

Con una modifica della propria legge sulla cittadinanza la Svizzera farebbe un piccolo passo nella seconda direzione. Sarebbe un passo esigente, ma non impossibile. E sarebbe la dimostrazione che non si desidera immigrati solo capaci ad intendere ordini, ma cittadini atti ad esprimere la propria voce.

59

Binationale Paare werden oft darauf angesprochen, ob denn die je unterschiedlichen kulturellen Hintergründe nicht zu Konflikten führten. Während die einen bemüht sind, die «kulturelle Differenz» als eine unter andern Unterschieden innerhalb der Paarbeziehung zu sehen, greifen andere auf das Argument eben dieser Differenz zurück, um Uneinigkeiten zu erklären.

Welche Rolle spielt Kultur im Beziehungsalltag von binationalen Paaren? Wo und wie wirkt Kultur? Wozu dient sie? Wie überhaupt ist dieser Begriff anzugehen? Brauchen wir ihn? Und wenn ja, welches ist ein angemessener Umgang mit diesem? Solche und weitere Fragen stellten wir uns im Rahmen unserer Forschung über binationale Paare und Familien in der Schweiz. Ausgehend von den sozialen Realitäten der Paare und Familien, die wir interviewten, werden wir uns diesen Fragen annähern.

Kultur kann immer nur im Zusammenhang mit kulturellen Differenzen in bestimmten sozialen Situationen beobachtet, erfragt und festgemacht werden. Dies stellten wir fest, als wir Ge-

Alles

sprache mit unseren Interviewpartnerinnen und -partnern führten. Je nach dem ob wir das, was wir als schweizerische Nationalkultur bezeichnen, mit dem vergleichen, was als türkische oder polnische Nationalkultur erscheint, treten andere kulturelle Unterschiede und Inhalte in den Mittelpunkt. In diesem Sinne kann gar keine allgemeingültige, umfassende Definition darüber bestehen, aus welchem Set von konstituierenden Elementen Kultur zusammengesetzt ist. Dennoch wird das Argument der kulturellen Differenz dazu verwendet, den Alltag interpretierbar und bewältigbar zu gestalten.

Kulturelle Differenzen werden allerdings immer situationsbezogen benutzt. In verschiedenen Situationen spielen jeweils andere Differenzen eine Rolle und werden zu deren Interpretation, Legitimation und Handlungsorientierung herangezogen. Damit befinden wir uns auf einem Terrain, wo es um Fragen der Handlungsstrategien und der Einbindung in Kontexte geht, in denen Verhandlungs- und Zuschreibungsprozesse zentral sind (Wicker 1996). Konkret fragten wir uns: Wozu dient bi-

Tout est-il relatif?

La culture, une ressource d'argumentations dans la vie des couples binationaux. Quel rôle la culture joue-t-elle dans la vie quotidienne des couples binationaux? Où et comment la culture agit-elle? A quoi sert-elle? Comment aborder cette notion? Avons-nous besoin de culture? Et, dans l'affirmative, comment l'appréhender de manière adéquate? Les recherches sur les couples binationaux et sur les familles binationales ont fourni des résultats que l'auteur exploite. Elle développe une notion de la culture qui permet d'analyser l'utilisation de l'argument de la différence culturelle. La culture est comprise ici comme une ressource d'argumentations dans les différentes situations. Elle nous renseigne sur les processus de développement et nous donne des informations sur la continuité ou sur les cassures.

nationalen Paaren das Argument der kulturellen Differenz, wo verwenden sie dieses Argument und wie bringen sie es vor? Mit diesem Ansatz stehen wir einer aufklärungs- und prozessorientierten Kulturauffassung nahe, in der die Inszenierung zur Debatte steht, d.h. in der Entwicklungsprozesse mit unterschiedlichen Orientierungen, Kontinuitäten und Brüchen sichtbar werden.

Kultur inhaltlich definieren zu wollen, führt allzu leicht zur Illusion, sie sei etwas Statisches, etwas ein für alle mal Fixiertes und Festsetzbares, das zudem noch homogen sei (Wolf 1994). Verführerisch daran ist die damit verbundene Möglichkeit, die Welt in Kulturen oder sogar in Völker einzuteilen. Dies läuft

relativ?

61

darauf hinaus, eine Essenz, einen inneren Kern, feststellen, oder gar den «Volkgeist einer Nation» herauskristallisieren zu wollen. Die Sicht einer statischen oder essentialistischen, d.h. auf Kerninhalten gründenden Vorstellung von Kultur hat bei binationalen Paaren und Familien immer wieder in unauflösbaren Gegensätzen gemündet, aus denen ab einem gewissen Zeitpunkt kein Ausweg mehr möglich schien. Die statische Auffassung von Kultur führt daher in eine Sackgasse.

Eine zweite Sackgasse, auf die wir gestossen sind, ist die inflationäre Verwendung des Begriffes der kulturellen Differenz. Nicht selten dient eine kulturelle Argumentation dazu, Machtunterschiede zu verdecken (Waldis 1998). Eine solch kulturalistische Sichtweise, welche kulturelle Differenz oder kulturelle Eigenart als letztes Argument verwendet, läuft – wie auch in der Politik öfters zu beobachten ist – leicht Gefahr, unter dem scheinbar egalitären Argument des Rechtes auf kulturelle Differenz eine machtorientierte Politik der Ausgrenzung zu legitimieren. Dagegen wehren sich auch die allermeisten binationa-

len Paare. Sie geben den sozialen Bürgerrechten einer Zivilgesellschaft vor den kulturellen oder religiösen Zuordnungen in bestimmte Gruppen den Vorrang (Ossipow/Waldis 2002).

Eine dritte Sackgasse hängt mit der Vorstellung über die Entstehung von Kultur, insbesondere mit der Idee der «Reinheit» der Kultur zusammen. Gerade in der Diskussion um Interkulturalität, bei der sozusagen eine «Vermischung» von Kulturen angespro-

¹ Gemeinsam mit Laurence Ossipow, Jean-Luc Alber, Valérie Outemzabet und Sándor Horváth, Ethnologen und Ethnologinnen der Institute Neuenburg und Freiburg, habe ich zwischen 1996–1999 im Rahmen des NFP 39 «Migration und interkulturelle Beziehungen» die Untersuchung «Binationale Paare: Migrationswege und -muster, Netzwerke und interkulturelle Beziehungen» durchgeführt. Wir haben in den Kantonen Bern, Freiburg und Neuenburg rund achtzig binationale Paare interviewt. Die ausländischen Ehepartnerinnen oder Ehepartner kamen aus Kamerun, Kongo, Marokko, Polen oder der Türkei.

chen ist, stellt sich die Frage nach der ursprünglichen «Reinheit» einer Kultur (Laplantine/Nouss 1997). Es kann wissenschaftlich jedoch nicht eruiert werden, wo denn die Reinheit einer Kultur festzumachen wäre, wann sie in ihrer Entstehungsgeschichte den Anfang nähme, oder anders ausgedrückt, wann und woraus die Essenz einer Kultur sich überhaupt bilden könnte. Die Fixierung auf die Idee der Reinheit der Kultur hat sich in der Geschichte allzu oft als folgenschwere Fehlentscheidung erwiesen, die mit Kriegen unter dem Motto der Reinhaltung der Kultur oder der «ethnischen Säuberung» endete. Eine solches Unterfangen wird sich als immer Unmöglichkeit erweisen, denn ein vollständiges «Ausräumen» von «fremden Elementen» würde von der sogenannten Essenz nichts mehr übrig lassen. Wenn wir uns auf reine Homogenität konzentrieren, die mit Problemlosigkeit assoziiert wird, vergeben wir uns die Chance, soziale Realitäten mit ihren multiplen Bezugspunkten, mit ihren komplexen Verbindungen und Verankerungen in verschiedenen und individuellen Lebenswelten zu verstehen und auf dieser Basis kulturelle Kreativität zu entwickeln. Genau darin aber liegt der heuristische Wert von explizit als interkulturell bezeichneten Lebenswelten unserer gegenwärtigen Welt verborgen. Dies gilt speziell auch für binationale Paare und Familien. An ihrem konkret gelebten Alltag zeigen sich die Chancen und Gefahren der unterschiedlichen Sinngewebungen des Begriffs Kultur.

Binationale Paare und kulturelle Unterschiede

Ganz allgemein ist festzuhalten, dass binationale Paare selbst ganz unterschiedliche Vorstellungen über Kultur und über den Umgang mit kulturellen Unterschieden haben (Alber 2000). Diese Einstellungen verändern sich zudem im Verlauf ihrer Paargeschichte. Ein anfängliches Interesse an der Kultur der Partnerin, des Partners kann mit der Stabilisierung der Zweierbeziehung verflachen. Manchmal werden bestimmte Differenzen nicht thematisiert, weil sie entweder nicht von Bedeutung sind oder aber problematisch werden könnten. In einer neuen Phase der Paarbeziehung, beispielsweise bei einer Familiengründung oder in bestimmten beruflichen Situationen erlangen plötzlich bislang unbeachtete Unterschiede ein neues Gewicht. Binationale Paare haben also in vielfältiger Weise in ihrer Paarbeziehung und in sozialen Kontakten mit kulturellen Zuschreibungen zu tun. Wenn sie als Expertinnen und Experten für kulturelle Differenzen bezeichnet werden, dann nicht, weil sie

besonders gut damit umgehen könnten, sondern weil sie – gerade auch durch das soziale Umfeld – immer wieder damit konfrontiert werden, deshalb darauf sensibilisiert sind und dadurch eine gewisse Übung entwickeln.

Kulturelle Unterschiede als Problemquelle

Kulturelle Unterschiede werden als Problemquelle betrachtet. Manche Paare betrachten kulturelle Unterschiede als Ursache für ihre Beziehungsschwierigkeiten. Sie führen gegenseitige Missverständnisse und Kommunikationsprobleme, welche die Paarbeziehung belasten, darauf zurück. Sie berichten von mühsamen Verhandlungen und schwierigen Gratwanderungen, bis alle Beteiligten schliesslich zufrieden gestellt werden können. Die Befragten vergleichen sich mit mononationalen Ehen und gehen davon aus, dass das Leben solcher Paare einfacher sein müsse. Einige drücken sogar ihr Bedauern darüber aus, eine Ehe geschlossen zu haben, die für sie so viele Unannehmlichkeiten mit sich brächte. Die Meinungen gehen aber auseinander: Von den einen wird die Interkulturalität als Quelle spezifischer Schwierigkeiten angesehen, für andere bringt sie eher eine Intensivierung gewöhnlicher Eheprobleme mit sich, insbesondere bei der Aufgabenteilung, bei der unterschiedlichen Zeitauffassung oder bei der Verwaltung des Haushaltsgeldes.

Kulturelle Differenzen relativiert

Alle Befragten bestätigen die Existenz kultureller Unterschiede innerhalb der Paarbeziehung, doch die meisten relativieren deren Bedeutung und Ausmass früher oder später oder legen den Akzent auf Gemeinsamkeiten. Die Unterschiede innerhalb des Paares stehen für viele in keinem direkten Zusammenhang mit einem kulturellen Faktor. Dieser wird als sekundär betrachtet. Manche führen die Unterschiede etwa auf den Migrationsschock und unterschiedliche sozioökonomische Lebenswelten zurück.

Andere wiederum verlagern ihre Perspektive, um beispielsweise religiöse Unterschiede zu relativieren. Für sie bedeutet Modernität Verwestlichung und ist gleich bedeutend mit einer laizistischen Weltanschauung. Diese scheint ein Element kultureller Annäherung oder sogar der Neutralisierung kultureller Unterschiede zwischen den Ehepartnern zu sein. Die Nebensächlichkeit der Religion wird von den Befragten, die diese nicht (oder nur teilweise) praktizieren, nicht nur als Verringerung der kulturellen Distanz bewertet, sondern auch als Beseitigung einer Problemquelle für die Paarbeziehung.

Es kommt auch vor, dass Frauen und Männer in binationalen Partnerschaften die Rolle kultureller Unterschiede relativieren, indem sie den Akzent auf die Sprache legen. Die von den Paaren im Alltag verwendete Sprache wird dann zu einem zentralen Kommunikationsinstrument, zu einem Werkzeug der Informationsübermittlung. Verständigungsschwierigkeiten lassen sich grundsätzlich mit einer verbesserten Kompetenz in der Sprache der oder des anderen überwinden, manchmal auch mit Hilfe einer Drittsprache.

Barbara Waldis ist promovierte Ethnologin. Sie ist Oberassistentin am Ethnologischen Institut der Universität Neuenburg und Lehrbeauftragte am Ethnologischen Seminar der Universität Freiburg, an der Krankenpflegeschule Freiburg sowie an der Hochschule für Soziale Arbeit in Luzern. Sie forscht zu Fragen der Interkulturalität, der Staatsbürgerschaft und der Geschlechterbeziehungen.

Historische und geopolitische Faktoren ermöglichen ebenfalls eine Infragestellung kultureller Unterschiede. Die Paare greifen auf Gemeinsamkeiten in der Geschichte beider Länder zurück oder argumentieren mit dem sich wandelnden Schicksal der Kulturen in einer Langzeitperspektive. Polinnen und Polen weisen aufgrund ihrer Religion und Hautfarbe immer wieder auf ihre kulturelle Eurokompatibilität hin. Auch die laizistisch orientierten schweizerisch-türkischen Paare spielen auf demselben Register, wenn sie sich auf Atatürks Erbe und die religiöse Vielfalt in der Türkei berufen. Während des Golfkrieges haben die christlichen Partnerinnen in muslimisch-christlichen Paarbeziehungen oft auf die zentrale Bedeutung der islamischen Zivilisation für das christliche Mittelalter hingewiesen. Oftmals werden die eben beschriebenen Relativierungen in andern Zusammenhängen wieder zurückgenommen. Andererseits können das Infragestellen so weit gehen, dass kulturelle Unterschiede generell verneint werden. Das kann darauf hindeuten, dass die Paare in sozialen Kontakten immer wieder auf die Thematik der kulturellen Unterschiede hingewiesen werden und deshalb eine Abwehrreaktion entwickeln. Nicht selten besteht sogar die Befürchtung, dass die «Differenz» in behinderender oder sogar diskriminierender Absicht gegen sie verwendet werden könnte.

Kulturelle Unterschiede situationsbezogen angewendet

Kulturelle Unterschiede sind ein Interpretationsmittel, das zögern lässt. Das konnten wir in unseren Interviews immer wieder feststellen. Vorsichtig und besonnen schwanken sie in ihren Bewertungen hin und her: Sie bestätigen, widerrufen, verneinen oder relativieren. Es kann vorkommen, dass kulturelle Unterschiede innerhalb eines Paares ebenso unterstrichen wie bestritten werden – und das nicht nur bei verschiedenen Gelegenheiten, sondern manchmal sogar innerhalb des gleichen Gespräches. Es kommt ebenfalls vor, dass der eine Partner einen Unterschied einräumt oder sich explizit dazu bekennt, während die andere ihn relativiert oder zurückweist. Das ist insbesondere der Fall, wenn die eine Person das von der anderen vorgebrachte kulturalistische Argument für sich selbst als nicht zutreffend erachtet.

Der flexible Verweis auf den kulturellen Unterschied erlaubt es, zahlreiche Verhaltensweisen zu legitimieren oder ihnen einfach einen Sinn zu geben, die unter andern Umständen problemlos auch anders hätten interpretiert werden könnten. Eigentlich wissen binationale Paare, dass kulturelle Grenzen verschiebbar und flexibel sind; trotzdem scheinen sie kulturelle Unterschiede je nach Umstand als mögliche, verfügbare Interpretations-

quelle zu verwenden. Als Hilfsmittel für die Identitätsbestätigung des Partners oder der Partnerin im Rahmen der Paarbeziehung, aber auch gegen aussen, scheint der je nach Gelegenheit vorgebrachte Hinweis auf die andere Kultur auch die Paarbeziehung verständlicher und manchmal akzeptabler zu machen.

Kultur als Argumentationsressource

Der kulturelle Unterschied wird implizit oder explizit in Zusammenhang mit dem Unterschied der Nationalität, der Konfession, der Hautfarbe, der geographischen oder geopolitischen Herkunft, der Sprachpraxis oder der ethnischen Zugehörigkeit gebracht. Unsere Analyse führt uns jedoch dazu, solche Zuschreibungen abzulehnen, da sie verschiedene Kulturen auf eine begrenzte Reihe von Unterscheidungsmerkmalen reduzieren. Individuen tragen verschiedene und bunt gemischte kulturelle Fragmente mit sich, die über nationale Gebilde, soziale Klassen, geographische und geopolitische Räume, aber auch religiöse oder sprachliche Gemeinschaften und ganz sicher über phänotypische Erscheinungen hinausgehen. Kultur bedeutet grundlegend Kommunikation und Interaktion und aktualisiert sich je nach den Umständen. Sie ist nicht nur an bestimmten Orten verwurzelt, sondern zirkuliert zudem jenseits von Grenzen. Wir gehen zwar nicht so weit, dass wir gegen Kultur anschreiben und den Begriff als sinnlos verwerfen. Die Gespräche mit den Frauen und Männern, die in binationalen Partnerschaften leben, haben uns Folgendes gezeigt: Kultur ist nicht inhaltlich zu definieren, sondern als eine Art leeres Begriffsgefäß aufzufassen, das beinhalten kann, was jemand gerade in einer bestimmten Situation benötigt. Kultur dient so gesehen als Argumentationsressource.

Bibliografie

- Alber, Jean-Luc, 2000, *Couples mixtes et interculturalité en Suisse: interprétation des différences et différences d'interprétations*. In: Alber, Jean-Luc, Laurence Ossipow, Valérie Outemzabet und Barbara Waldis (Hg.), *Grenzüberschreitend Heiraten. Binationale Paare in pluridisziplinärer Perspektive*. Freiburg: Universitätsverlag. 123-148.
- Laplantine, François et Alexis Nouss, 1997, *Le métissage*. Paris: Flammarion.
- Ossipow, Laurence, und Barbara Waldis, (im Druck), *Binationale Paare und multikulturelle Gesellschaften*. In: Schweizerischer Nationalfonds (Hg.), *Migration und interkulturelle Beziehungen*.
- Waldis, Barbara, 1998, *Trotz der Differenz. Interkulturelle Kommunikation bei maghrebisch-europäischen Paarbeziehungen in der Schweiz und in Tunesien*. Münster: Waxmann.
- Wicker, Hans-Rudolf, 1996, *Flexible Cultures, Hybrid Identities and Reflexive Capital*. In: *Anthropological Journal on European Cultures* 5(1): 7-30.
- Wolf, Eric, 1994, *Perilous Ideas. Race, Culture, People*. In: *Current Anthropology* 35(1): 1-12.





■ Bei den Frauen haben ein paar Kopftücher an. Meine Mutter trägt kein Kopftuch. Sie arbeitet in einem Altersheim und darf dort kein Kopftuch tragen. Jetzt hat sie die Haare offen. Sie ist fast wie jede Frau. Sie tönt manchmal ihre Haare auch, zieht sich normal an, Hose, Rock. Die Frau mit dem Kopftuch ist eher richtig aus der Türkei. Sie trägt ein Kopftuch, zieht nur Röcke an, ist langärmelig. Die Frau rechts ist ihre Tochter. Sie hat die Haare gewöhnlich offen, aber wenn sie etwas Spezielles kocht, zieht sie ein Tuch an, damit keine Haare ins Essen fallen. Die zweite Frau von rechts trägt manchmal Röcke, manchmal Hosen. Sie ist auch wie jede andere Frau. Sie schminkt sich auch. In unserer Religion tragen die Frauen meistens Kopftücher, lange Röcke und langärmelige Pullover. Die Religiösen schminken sich nicht. Wir sind ein bisschen anders als die in der Türkei. Die Männer können sich freier kleiden als die Frauen. Bei den Männern sitzt mein Vater rechts. Er ist nett. Er versteht mich. Ich kann mit ihm offen reden. Er spricht mit anderen Männern eher über wichtige Dinge. Vielleicht hat einer ein Problem, und dann versucht er, es mit ihm zu lösen. Dann kommen sie auf andere Themen und reden immer weiter. Vor allem trinken sie die ganze Zeit Tee. Die Frauen reden manchmal über die gleichen Themen wie die Männer, manchmal reden die Frauen und Männer miteinander, und sonst reden sie über Frauensachen.

Wir treffen uns noch oft mit anderen türkischen Familien. Wenn man eine Familie kennt, nimmt einen diese zu anderen mit, und man lernt neue Leute kennen. So wird es immer grösser. Mein Vater nimmt fast nichts so ernst. Wenn ich etwas möchte, dann gibt er mir das Geld und macht mit. Mein Vater hat zwölf Geschwister. Sechs davon sind leider gestorben, sechs leben noch, drei Frauen und drei Männer. Also habe ich drei Onkel und drei Tanten. Mein Vater hat nur noch seine Mutter. Sein Vater starb, als er acht war. Er kam unter einen Lastwagen. Mein Vater ist einer, der eher immer wieder abhaut. Als er jung war, lief er von seiner Mutter weg und ging nach Istanbul, um zu arbeiten. Als er zurückkam, schimpfte seine Mutter natürlich mit ihm. Aber jetzt tut es seiner Mutter leid. Meine Mutter hat zwei Geschwister, eine Schwester und einen Bruder. Meine Mutter ist die Mittlere. Meine Eltern kommen gut miteinander aus. Mein Vater macht mehr Scherze mit uns. Meine Mutter tröstet mich, wenn ich mal weinen muss. Mein Vater raucht zuviel und trinkt zuviel schwarzen Tee. Wir sagen ihm, er solle aufhören, weil es so ungesund ist. Aber er macht trotzdem weiter. Er hat Pflanzen nicht so gern, obwohl wir viele zu Hause haben. Er hat selber eine Pflanze gekauft, und er sagt: «Nur diese Pflanze habe ich gern, die gehört mir.» Er gibt ihr Wasser und pflegt sie. Die restlichen Pflanzen interessieren ihn aber nicht. Als ich klein war, hat mich eher mein Vater erzogen. Meine Mutter fing wieder an, im Altersheim zu arbeiten, als ich ein Jahr alt war. Emine, 12 Jahre, Zürich/Türkei.

Was «Kultur» nicht

Wenn Probleme mit Menschen ausländischer Herkunft auftauchen, wird der Grund dafür oft in deren «andersartiger Herkunftskultur» gesucht. Der folgende Beitrag zeigt auf, dass ein differenzierteres Hinsehen zu andern Resultaten führt und dass die angesprochenen Probleme mit «Kultur» letztlich wenig zu tun haben.

66

Die Situation ist bekannt: Albanische Jugendliche fallen störend auf. Sie «lungern herum», treten geschlossen als Clique auf und schrecken nicht vor Gewalt zurück, um einheimische Jugendliche einzuschüchtern. Die Analyse ist ebenfalls bekannt: Das Verhalten der Jugendlichen ist mit ihrer Herkunftskultur zu erklären. Die Betonung des Gemeinschaftlichen (Clique), die Anwendung von Gewalt und die «andere» Einstellung zur Arbeitsdisziplin («herumlungern») sind die Belege dafür.

Am Beispiel eines Vorfalles, in welchen albanische und schweizerische Jugendliche involviert waren, werde ich darlegen, wie oft vorschnell auf das Argumentsmuster der «Kultur» rekurriert wird, um auffälliges, «unangepasstes» Verhalten zu erklären. Im Gegensatz dazu werde ich aufzeigen, dass ein Grossteil der Probleme, mit denen die betreffenden Jugendlichen konfrontiert sind, strukturell begründet sind.

Der erwähnte Problemfall wird im Rahmen des Tätigkeitsbereichs des «Teams für interkulturelle Konflikte und Gewalt» (TikK) aufgerollt. Zum besseren Verständnis wird vorerst kurz auf die Arbeitsweise des TikK eingegangen¹.

Das Team für interkulturelle Konflikte und Gewalt (TikK)

Die Aktivitäten des «Teams für interkulturelle Konflikte und Gewalt» lassen sich als Beitrag zur Entwicklung einer an Demokratie und Menschenrechten orientierten Alltagskultur verstehen. Die Arbeitsfelder des TikK sind Gemeinwesen – vorwiegend Gemeinden und Kleinstädte – in der deutschen Schweiz. Konkret wird mit Einwohner/innen und Akteur/innen von Politik, Schule, Freizeit, Wirtschaft, Ausländervereinigungen sowie Sozial- und Polizeiwesen zusammengearbeitet. Das TikK ist dabei am Ort des Geschehens tätig; es zieht nach Möglichkeit alle Konfliktparteien in seine Arbeit mit ein.

erklärt...

Hauptsächlich beschäftigt sich das TikK mit:

■ *Kriseninterventionen* in Wohnquartieren, Jugendhäusern und Freizeitzentren, Schulen, am Arbeitsplatz, bei Behörden und Institutionen;

■ *Projektarbeit* im Gemeinwesen, vor allem Integrationsprojekte, Gewaltprävention und Quartierentwicklung;

■ *Weiterbildung* zu Themen wie Migration, Interkulturalität, Integration, Rassismus, Umgang mit Konflikten und Gewalt, Prävention.

Das TikK legt Wert auf eine interkulturelle und gemischt-geschlechtliche Zusammensetzung des Teams. Dies ist zum einen wichtig, um im eigenen Arbeitsalltag immer wieder mit Verständigungs- und Übersetzungsfragen selbst konfrontiert zu werden. Zum anderen soll es Betroffenen und Auftraggebern aber auch signalisieren, dass sich interkulturelle Konflikte nur partizipativ – also mit den Migrantinnen und Migranten zusammen – lösen lassen.

Jede Intervention beginnt mit Abklärungsgesprächen vor Ort, einer prozessbezogenen Situations- und Problemanalyse sowie der Beantwortung der Frage, ob «von oben» – also beispielsweise via Behörde – und/oder «von unten» – z. B. via Jugendclique – am besten eine Lösung gefunden werden kann.

Das thematische Spektrum der Arbeit ist vielfältig. Zur Hauptsache hat das TikK mit folgenden Problembereichen zu tun:

■ Gewalt zwischen meist jugendlichen, gemischt-ethnischen Gruppierungen;

■ Vandalismus, Drohungen, Tätlichkeiten und Tötungsdelikte; dies jeweils unter Annahme eines kulturellen Hintergrunds;

■ Integrationsprobleme wegen des Ausschlusses ausländischer Jugendlicher aus dem Bildungssystem und dem Erwerbsmarkt;

■ Unstimmigkeiten betreffend der Inanspruchnahme von Räumen eines Gemeinwesens durch Gruppierungen verschiedener Milieus oder Kulturen;

■ Rassismus- und Missgunst-Vorwürfe von Ausländer/innen gegenüber Einheimischen;

■ Übergriffe auf Ausländer/innen, z. B. von Seiten der Polizei;

■ Konflikte in Zusammenhang mit formal ungerechtfertigten Verweigerungen von Einbürgerungen.

¹ Das «Team für interkulturelle Konflikte und Gewalt» (TikK) wurde 1995 von der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft (SGG) lanciert und während einer fünfjährigen Pilotphase wissenschaftlich ausgewertet. Seit dem Jahr 2000 verfolgt das TikK das Ziel einer möglichst hohen Eigenwirtschaftlichkeit, die zu einer Verselbständigung und Institutionalisierung führen soll. Dieses und nächstes Jahr wird das TikK vom «Fonds: Projekte gegen Rassismus und für Menschenrechte» des Bundes mit einem finanziellen Beitrag unterstützt.

Konfliktformen und ihre spezifischen Bewältigungsmethoden

Sobald Einheimische und Zugewanderte in einen Konflikt verwickelt sind, wird geradezu automatisch davon ausgegangen, dass es sich um einen Mentalitäts- oder Kulturkonflikt handelt. Nicht jeder kulturell begründete Konflikt ist in Tat und Wahrheit jedoch ein interkultureller Konflikt. In der Praxis wird dies oftmals vergessen; unangemessene Problemlösungen sind die Folge. In Anlehnung an Staub-Bernasconi lassen sich bei Konflikten nach einer differenzierten Analyse in der Regel folgende Dimensionen unterscheiden (Staub-Bernasconi 1999: 3–4):

a) *interkulturell-ideelle Verständigungs- und Wertkonflikte*: interkulturelle Konflikte im engen Sinne, bedingt durch unterschiedliche Werte- und Normensysteme;

b) *Verhaltenskonflikte*: abweichendes Verhalten, das sowohl von Zugewanderten wie auch von Einheimischen ausgehen kann – als Verletzung von gesellschaftlichen Werten, Gesetzen und Normen;

c) *Knappheits- oder Interessenskonflikte*: Konflikte um begrenzte Ressourcen zur Befriedigung zentraler menschlicher Bedürfnisse (z. B. Ausbildung, Erwerbsarbeit, Wohnraum, Entfaltungsräume in Jugend- und Freizeitzentren, Freizeitbeschäftigung);

d) *Mitgliedschafts- respektive Ausschlusskonflikte*: Fehlender Zugang zum Bildungssystem, Erwerbsleben, zur Staatsbürgerschaft, Freizeitindustrie etc. (benachteiligt und leistet Konflikten Vorschub).

Die einzelnen Konfliktdimensionen können sich überlagern und gegenseitig verstärken. Angegangen werden müssen sie mit einer je nach Art spezifischen *Arbeitsweise*:

a) bei *Kulturkonflikten* geht es schwerpunktmässig um die Gestaltung interkultureller Begegnungs-, Übersetzungs- und Verständigungsprozesse;

b) bei *Verhaltenskonflikten* müssen legitime Gesetze angewendet resp. durchgesetzt und/oder allseits akzeptierte Vereinbarungen und Regeln ausgehandelt und etabliert werden;

c) bei *Konflikten um begrenzte Güter* geht es um die Erschliessung von Ressourcen, sei es mittels gezielter Befähigung der Betroffenen zur Selbsthilfe, der Verbesserung der soziokulturellen Infrastruktur eines Gemeinwesens, der Unterstützung von sozialen Institutionen, oder politischer Interventionen vorab in den Bereichen Sozial-, Wirtschafts- und Integrationspolitik;

d) bei *Mitgliedschaftskonflikten* schliesslich steht die Steuerung von Interaktionen sowie die soziale Vernetzung im Vordergrund. Diskriminierungen müssen bewusst gemacht und deren Behebung verfolgt werden.

In der Regel kommen in jeder Konfliktsituation verschiedene, miteinander kombinierte Arbeitsweisen – miteingeschlossen *Ermächtigungsprozesse* und *Prozesse der Machtbegrenzung* – zur Anwendung. Die Problemlösungen sind also stets «massgeschneidert».

Die Rolle der Kultur bei sogenannten interkulturellen Konflikten: Der Jugendhaus-Fall

In einem Jugendhaus kommt es immer wieder zu gewalttätigen Auseinandersetzungen zwischen einheimischen und albanischen Jugendlichen. Die Schweizer Jugendlichen besuchen in der Folge das Jugendhaus nicht mehr. Da zwischen dem Jugendarbeiter und den albanischen Jugendlichen noch weitere Konflikte aufflammten, entscheiden sich die zuständigen Behörden und der Jugendarbeiter für eine vorübergehende Schliessung des Jugendhauses. Sechs Monate nach der Wiederöffnung wird gegenüber allen albanischen Jugendlichen ein Hausverbot ausgesprochen – dies, obwohl nur einzelne von ihnen sich etwas zu Schulden haben kommen lassen. Die Konflikte verlagern sich daraufhin in den öffentlichen Raum. Die Jugendlichen halten sich statt im Jugendhaus vor einem grossen Einkaufszentrum, am Bahnhof oder im Stadtpark auf. Meist halten sie sich in Gruppen auf. Nun sind es die Anwohner, die sich über Lärmemissionen beschwerten, und Kunden des Einkaufszentrums oder der Bahnbetriebe, die sich von den Jugendlichen belästigt fühlen. Die Jugendlichen werden als aggressiv und einschüchternd wahrgenommen und von den Einheimischen deshalb gemieden. Die Behörden und Politiker/innen geraten immer mehr unter Druck, weil sich gegen die «Besetzung» des öffentlichen Raumes durch die albanischen Jugendlichen Widerstand in der Bevölkerung gegen «die Albaner» regt. In der Folge wird das TikK kontaktiert.

Intervention: einbeziehen statt ausgrenzen

Das TikK nimmt die Konfliktschilderung entgegen und fragt nach den Beteiligten, dem Verlauf und der Dauer des Konflikts sowie nach weiteren wichtigen Aspekten des Problems. Die Zusammenarbeit mit dem Jugendhausleiter und den involvierten Institutionen und Behörden gestaltet sich sehr mühsam. Es verfestigt sich der Eindruck, dass das TikK zwar fürs Krisenmanagement willkommen ist, man die Probleme mit den albanischen Jugendlichen aber nur delegieren und damit selbst nichts mehr zu tun haben möchte.

Das TikK versucht im weiteren Verlauf aufzuzeigen, dass eine Kollektivstrafe genau das verstärkt, was Probleme macht: Wut, Ressentiments und Gewaltbereitschaft – speziell bei denjenigen, die nicht «dabei» waren und sich deshalb ungerecht be-

Ce que la «culture» n'explique pas...

handelt fühlen. Die pauschale Verurteilung aller albanischen Jugendlichen fördert zudem den Gruppenzusammenhalt, ist man doch eine ausgegrenzte, auch *von aussen* durch die gemeinsame Nationalität begründete «Schicksalsgemeinschaft», die zusammenrücken muss. Diese Argumentation gegen das Hausverbot leuchtet den Zuständigen zunächst ein. Die albanischen Jugendlichen erhalten wenig später wieder Zutritt zum Jugendhaus. Unter Einbezug albanischer Familien, der Schule sowie zuständiger Politiker/innen regt das TikK eine Diskussion darüber an, wie mit den jungen Albanern ein konstruktiver Umgang gefunden werden kann. In deren Verlauf vertreten die Hauptbeteiligten folgende Positionen:

■ *Der Jugendhaus-Leiter:* Die albanischen Jugendlichen nehmen immer wieder Räumlichkeiten des Jugendhauses für sich alleine in Anspruch. Generell verhalten sie sich sehr aggressiv und auffällig; auch können sie nicht zwischen «dein» und «mein» unterscheiden. Es verunsichert zudem, dass diese Jugendlichen in Konfliktsituationen stets als Gruppe in Erscheinung treten. Das Verhalten der jungen Albaner ist auf ihre Herkunftskultur zurückzuführen.

■ *Die albanischen Jugendlichen:* Wir fühlen uns auf Grund unseres fremdländischen Aussehens und unserer Herkunft überall ausgegrenzt. Auf dem Lehrstellenmarkt werden wir ebenfalls massiv benachteiligt. Die Einheimischen haben speziell gegenüber Albanern viele Vorurteile. Schweizer Jugendliche wollen mit uns nichts zu tun haben. Wie allgemein im Gesellschaftsleben, können wir auch im Freizeitbereich nirgends teilhaben.

Die in diesem Konflikt angesprochenen Dimensionen sind aus der Perspektive des Jugendarbeiters Ressourcenkonflikte (Räume im Jugendhaus). Sie stehen im Zusammenhang mit Dominanz- und Machtansprüchen. Ferner sind Probleme abweichenden Verhaltens der Jugendlichen festzustellen.

Für die Jugendlichen hingegen sind es Struktur- beziehungsweise Zugangs- und Mitgliedschaftskonflikte. Ihr Vorgehen, um diesen Zugang zu erhalten, ist das Auftreten in Gruppen. Dies scheint seitens des Jugendhaus-Leiters nicht nur Unsicherheiten und Ängste auszulösen; als deren Folge ist offensichtlich auch eine kulturell ausgrenzende Deutung des Konfliktes entstanden. Auf der Gegenseite kann man vermuten, dass die jugendlichen Albaner sich in erster Linie als (diskriminierte) Einzelpersonen verstanden wissen wollen.

Trotz der Uneinigkeit, was die Dimensionen und Ursachen der Konflikte angeht: Man stimmt darin überein, dass Informationsdefizite bestehen, die in Vorurteilen zum Ausdruck kommen. So wird beispielsweise seitens der einheimischen Bevöl-

La situation est connue. Les jeunes adolescents albanais se font remarquer d'une manière déplaisante. Ils fainéantent et ne se déplacent qu'en groupe. Rien ne les arrête et ils n'hésitent pas à faire usage de la violence pour intimider les jeunes adolescents suisses. L'analyse de cette situation est, elle aussi, connue: le comportement des jeunes albanais s'explique par la culture de leur pays d'origine. La mise en évidence de l'esprit de clan (clique), l'usage de la violence et une attitude «différente» face au monde du travail (la fainéantise) en sont la preuve.

L'auteur démontre, à travers l'exemple de jeunes albanais interdits d'entrée dans une maison de jeunes et du conflit qui s'ensuivit, comment le gérant de la maison de jeunes analysa la situation puis échoua dans sa démarche. L'argument «culturel» pour expliquer l'attitude des jeunes gens albanais en clique, l'usage de la violence ou la fainéantise, non seulement ne correspond pas du tout à la réalité, mais ne met pas en évidence les barrières structurelles auxquelles les jeunes albanais sont confrontés.

L'auteur plaide en faveur d'une écoute approfondie de toutes les parties en cause dans un tel conflit. Elle souhaite que l'on examine leurs besoins et leurs souhaits et que l'on procède à une analyse différenciée des divers types de conflits. Ce procédé pourrait effectivement contribuer à démasquer les conflits réels qui se cachent derrière l'argument culturel.

kerung oftmals verkannt, dass die meisten als «albanisch» bezeichneten Jugendlichen in der Schweiz geboren oder im Vorschulalter immigriert sind und deshalb nicht einfach auf ihre Herkunftskultur reduziert werden können. Auch wird grundsätzlich anerkannt, dass es zu kurz greift, die Ereignisse im Jugendhaus isoliert anzuschauen. Vielmehr sind diese in einem weiter reichenden Problemzusammenhang zu sehen, der eine differenzierte Analyse der Ursachen erfordert.

Bei vielen einheimischen Beteiligten haben sich Vorurteile über die albanischen Jugendlichen mit Aufklärung und Information zwar abbauen lassen. Projekte auf der strukturellen Ebene, die auf eine bessere Integration der albanischen Jugendlichen abzielen, haben der Jugendhaus-Leiter und wichti-

ge Entscheidungsträger der Gemeinde aber trotz nachdrücklichen Anratens des TikK nie als vordringlich erachtet. Die Mehrheit der am Projekt Beteiligten begründet die Integrationsproblematik weiterhin rein kulturell, obwohl eine strukturell bedingte Desintegration (weit verbreitete Beschäftigungslosigkeit aufgrund fehlender Lehrstellen und schulischer Bildungsangebote) offenkundig ist. So ist das Tabu «generelles Hausverbot für Albanisch-Stämmige» während der mehrjährigen Begleitung durch das TikK wiederholt gebrochen worden. Die «Lösung» des «Albanerproblems» beschränkte sich zunächst darauf, die albanischen Jugendlichen vom Jugendhaus fernzuhalten, damit dieses für gut integrierte, meist einheimische Besucher attraktiv blieb. Dadurch wurde den jungen Albanern der Zugang zu einer Alternativen anbietenden, strukturierten Freizeitbeschäftigung verwehrt – der einzigen, die sie in der Regel haben. Auf sich selbst gestellt, lungerten sie folglich ziellos im öffentlichen Raum herum und wurden dort wiederum zum Ärgernis.

Direktarbeit mit den albanischen Jugendlichen

Weil sich die Probleme mit den albanischen Jugendlichen nach der Verhängung von Hausverboten wie erwähnt regelmässig in den öffentlichen Raum verlagert haben, ist das TikK erneut beauftragt worden. Diesmal sollte es sich primär den jungen Albanern annehmen. An vier Abenden hat das TikK in der Folge themenspezifische Diskussionen mit diesen geführt. Nochmals erklären sie, überall ausgegrenzt zu werden. Sie können nicht verstehen, warum sie stets auf ihre Herkunft reduziert und nicht einfach als «Jugendliche» wahrgenommen werden. Diese «Missachtung» im wörtlichen Sinne scheint tiefe Verletzungen zu hinterlassen.

Gülcan Akkaya ist Sozialarbeiterin/HFS und Projektleiterin beim Team für interkulturelle Konflikte und Gewalt (TikK) in Zürich/Luzern. In diesem Rahmen führt sie Projekte zur Integration und Gewaltprävention in Gemeinden der Deutschschweiz durch und arbeitet mit verschiedenen Jugendcliquen. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule für Soziale Arbeit in Zürich. Gegenwärtig absolviert sie ein Studium zum «Master in Sozialer Arbeit als Menschenrechtsprofession» in Berlin. Sie ist ausserdem Mitglied des interkulturellen Forums der Stadt Luzern.

Auf Ersuchen des TikK wird den albanischen Jugendlichen ermöglicht, ihre Lage den involvierten Institutionen und Behörden persönlich darzulegen. Die jungen Albaner berichten eindrücklich über strukturelle Benachteiligungen in den Bereichen Bildung, Arbeit und Freizeit. Ihre authentischen Schilderungen machen es unmöglich, die bestehenden Konflikte weiterhin in einer rein kulturellen Optik zu sehen. Aufgrund dieser sehr bewegenden und zugleich sachlichen Aussprache wird den albanischen Jugendlichen wieder Zugang zum Jugendhaus gewährt. Man macht sich auch Gedanken über eine Anpassung des Betreuungskonzepts des Jugendhauses. Dies jedoch nicht ohne klar zu stellen, dass für die Arbeit mit einer desintegrierten Klientel wie den jungen Albanern eigentlich die Stellenprozenze fehlten.

Schlussfolgerung

Die Erfahrung des TikK zeigt, dass bei Schwierigkeiten zwischen Einheimischen und Migrant/innen vorschnell von «ethnischen» oder «kulturellen Konflikten» gesprochen wird. Häufig stehen bei solchen Konflikten allerdings nicht interkulturelle, sondern strukturell bedingte Problematiken im Vordergrund. Deswegen sollte die Dimension «Desintegration», d.h. beispielsweise der mangelnde Zugang zu Lehrstellen, bei der Problemlösung ausreichend Berücksichtigung finden. Nur so kann ein Konflikt mehrdimensional respektive aus verschiedenen Perspektiven analysiert und am richtigen Ort die nötigen Schritte zur Problemlösung eingeleitet werden.

Das TikK stellt nicht nur die Kulturalisierung von Konflikten fest, sondern generell, dass bei interkulturellen Konflikten die Differenzen überbetont und Gemeinsamkeiten zum vornherein ausgeschlossen werden. Am Beispiel der albanischen Jugendlichen: Obwohl sie massgeblich von der sie umgebenden schweizerischen Kultur geprägt, ja zum Teil sogar in diese hinein geboren wurden, sehen viele «Einheimische» in ihnen nur das Fremde. So wird bei Konflikten mit solchen «Ausländer/innen» die Ursache einseitig im kulturellen Anderssein des Gegenübers ausgemacht. Dass die vermeintlich kulturelle Differenz zumindest teilweise Folge der strukturellen Benachteiligung auf Grund nationaler und internationaler Verteilungsungleichheiten sein könnte, wird in der Regel gar nicht in Betracht gezogen. Ein solcher Gedankengang wirft auch unbequeme Fragen auf: Ein Zusammenhang zwischen dem eigenen Wohlergehen und dem Schlechtergehen des Diskriminierten könnte dabei zu offensichtlich werden.

Der Tatsache, dass die albanischen Jugendlichen als «Albaner» und nicht oder nur sekundär als «Jugendliche» und Menschen mit bestimmten Bedürfnissen gesehen werden, haftet schliesslich ein tragisches Moment an: Dass sie immer als Problemgruppe wahrgenommen werden, beraubt sie eines unbeschweren jugendlichen Lebens.

Zum Schluss noch eine Bemerkungen zum reichlich überstrapazierten Begriff «Kultur»: Der Jugendhaus-Leiter vertritt im erwähnten Beispiel die Ansicht, dass die Herkunftskultur der albanischen Jugendlichen einem guten Einvernehmen mit den Einheimischen im Wege steht. Einschätzungen wie diese sind weitverbreitet, obwohl es sehr schwer fallen dürfte, eine ethnische «Kultur» konkret zu umreißen. Was zeichnet beispielsweise die schweizerische Kultur aus? Am ehesten könnte man sie wohl als Konglomerat italienischer, französischer und deutscher Kultureinflüsse definieren, was doch sehr vage bleibt und der Realität in keiner Weise zu entsprechen vermag. Obwohl wir also nicht einmal selbst in der Lage sind, unsere eigene Kultur befriedigend zu umschreiben: Wenn's ums Fremde geht, hat manch einer die Wahrheit schnell gefunden.

Bibliografie

- Staub-Bernasconi, Silvia, 1999, Zivilgesellschaft: Integrationshilfe durch NGOs am Beispiel der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft. Das SOS-Team für interkulturelle Konflikte und Gewalt (Tikk) als Projekt der Schweizerischen Gemeinnützigen Gesellschaft (SGG). Beitrag zum UNESCO-Seminar «Integration der Einwanderer – schweizerische Antworten», 27.10.1999, Bern.
- Staub-Bernasconi, Silvia, 1995, Ethnospezifische, interkulturelle, transkulturelle Soziale Arbeit mehr als ein Verwirrspiel? In Staub-Bernasconi, Silvia (Hg.), Systemtheorie, soziale Probleme und Soziale Arbeit: lokal, national, international. Bern/Stuttgart/Wien, Haupt, 303-317.
- Wimmer, Andreas, 1996, Kultur. Zur Reformulierung eines sozialanthropologischen Grundbegriffs, Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie, 48, 401-425.



■ Ich habe das Foto gemacht, weil eigentlich immer ich das Geschirr abwaschen muss. Ich musste lachen, weil meine Stiefmutter gesagt hatte: «So, geh jetzt abwaschen, Bruno.» Ich habe die Kamera geholt und ihn fotografiert. Das ist mein Vater. Ich fand es toll, dass endlich er mal das Geschirr abwaschen musste und nicht ich. Fabrizio, 12 Jahre, Zürich/Brasilien.

«Um meine

Obwohl Kultur in aller Munde ist, weiss eigentlich niemand so genau, welche Kultur denn aus der Sicht von Zugewanderten wichtig und zentral ist. Was heisst Kultur für Vereine von Migrantinnen und Migranten und welche Bedeutung und Funktion weisen sie ihr zu?

«*Everyone is into culture now*», stellte der Kulturanthropologe Adam Kuper (1999) einst ironisch fest, womit er nichts anderes meinte, als dass Kultur zu einer populären Alltagsangelegenheit geworden war: Die Geschäftskultur eines Unternehmens oder die politische Kultur eines Landes stehen heute ebenso zur Debatte wie die kulturellen Unterschiede zwischen Menschen, den Geschlechtern oder einfach zwischen Werbe-firmen. Die Multikulturalist/innen zelebrieren die Diversität pluraler Gesellschaften und treten für die Verschiedenheit der Kulturen, der Minoritäten, der Marginalisierten und Fremden ein. Andere postulieren, die Zukunft der Welt hänge von Kultur ab. Prominentester Vertreter ist wohl Samuel Huntington mit seiner apokalyptischen Vision des kulturellen Aufeinanderprallens verschiedener Zivilisationen.

Kultur als Beschreibung des «Fremden»?

Für die Ethnologie war Kultur seit jeher ein geisteswissenschaftlicher und analytischer Terminus, der zur Beschreibung der «Fremden» verwendet wurde. In der Zwischenzeit haben diese «Fremden» – in den ehemaligen Kolonialländern oder als Immigrant/innen in Europa – den Begriff selbst entdeckt und sich zu eigen gemacht, und sie spiegeln ihn zurück: Kultur wurde zentral und umstritten und wird im Kampf um Identität, Anerkennung, Ressourcen und politische Rechte strategisch eingesetzt. Doch auf welche Kultur beziehen sich die Eingewanderten selbst und welcher Status kommt dieser Kultur zu?

Erstaunlicherweise wurde in diesen Kulturdebatten selten aus der Perspektive der Untersuchten selbst argumentiert. Eine Ausnahme stellt hier eine Studie von Gerd Baumann (1996) dar, der auf eindrückliche Art und Weise beschreibt, wie die Einwohner eines multi-ethnischen Londoner Quartiers Kultur und *community* (Gemeinschaft) zu zentralen Angelpunkten ihres Alltags machen. Sie teilen ihr Quartier in fünf grosse und auf den ersten Blick scheinbar selbstverständliche Gemein-

Batterien aufzuladen...»

schaften mit einer je eigenen Kultur auf: Sikhs, Hindus, Muslims, Menschen afrokaribischer Herkunft und Weisse. Die Grenzen dieser Gemeinschaften erweisen sich allerdings als sehr variabel und durchlässig und werden im Alltag und in Abhängigkeit vom Kontext immer wieder neu konstituiert und ausgehandelt. So beobachtete Baumann, dass ein und dieselbe Person in einer bestimmten Situation als Mitglied einer muslimischen Gemeinde sprechen und agieren konnte, in einem andern Kontext sich jedoch gegen andere Muslime als Angehörige der Gruppe der Pakistani wandte und in einem dritten Fall sich zur Gemeinschaft der Punjabi zählte, welche andere Muslime ausschloss, nicht jedoch Hindus, Sikhs und sogar Christen derselben Herkunft. Die Quartierbewohner/innen relativierten ihre Zugehörigkeit zu verschiedenen Gemeinschaften immer wieder, ihr Umgang mit Kultur war hingegen deutlich weniger anpassungsfähig: Jede Gemeinschaft hatte demnach eine eigene Kultur, und über die liess sich eigentlich nicht diskutieren. Konnten sich diese Konglomerate amöbenhaft verschiedenen Situationen anpassen, blieb Kultur starr, statisch und klar umrissen. Im Grunde genommen hatte jede dieser Gruppierungen ihre kulturellen Markierungen, die allerdings unterschiedliche Gestalten und Formen annehmen konnten. Die Menschen südasiatischer Herkunft benutzten dazu ihr religiöses Erbe, für die Gruppe der Afrokariben war die Ausbeutung zu Zeiten des Kolonialismus die gemeinsame kulturelle Zuordnung.

Ähnliche Mechanismen waren bei Migrant/innenvereinen in Zürich zu beobachten. Die Vereine formierten sich auf der Basis einer breiten Palette von verschiedenen Kriterien: Während beispielsweise bei schwarzen Frauen das Schwarzsein unabhängig von der jeweiligen geographischen Herkunft das konstituierende Kriterium für die Gründung eines Vereines darstellte, war bei bosnischen Frauen die Religion der ausschlaggebende Faktor, sich zu organisieren. Einige Gruppen bildeten sich aufgrund einer gemeinsamen Nationalität, wie z.B. türkische Vereine oder aufgrund einer ethnisch begründeten Identität,

wie die Kosova-Albaner/innen. Diese wiederum taten sich allerdings nicht mit den mazedonischen Albaner/innen zusammen, obwohl sie gleicher ethnischer Abstammung sind und die gleiche Sprache sprechen.

Kulturelle Besonderheiten

So verschieden die Motivationen und Ideen auch sein mögen, die zur Etablierung von Migrant/innenvereinen führen, auf einer anderen Ebene präsentieren sich die Vereine sehr einheitlich. Standen nämlich die spezifischen Problemlagen oder Anliegen der Vereine oder auch ihre Aktivitäten zur Debatte, wurde meist mit «Kultur» argumentiert: Die jeweiligen Vereinigungen griffen jeweils auf kulturelle Besonderheiten (der Albaner, der Tamilen, der schwarzen Frauen) zurück, um ihre Bedürfnisse zu erklären oder Veranstaltungen zu rechtfertigen (Dahinden 2000). Ein Vertreter eines albanischen Vereins meinte pointiert, dass die Kultur das Lebenselixier für die Vereine sei, ohne Kultur gebe es keine Existenzberechtigung. Was ist nun aber genau diese Kultur? Wird mit Kultur ein diffuses Zugehörigkeitsgefühl assoziiert und welche Funktion könnte dieses haben? Oder repräsentiert Kultur heutzutage die Währung, in der Zugewanderte mit den sozialen und politischen Institutionen in der Einwanderungsgesellschaft um Rechte, Status, Ressourcen oder auch Integrationsmodalitäten handeln?

Ich machte mich also auf die Suche nach den Puzzleteilen, die diese fixen, aber nichts desto trotz sehr verschwommenen und unterschiedlichen Vorstellungen von Kultur zu einem Bild zusammenfügen könnten. Zu diesem Zwecke führte ich explorative Interviews mit Vertreter/innen albanischer, türkischer und philippinischer Vereine. Nun zeigte sich indes bei diesen Nachforschungen schon bald, dass es am Anfang eines Gespräches abzuklären galt, was Kultur für die einzelnen Interviewpartner/innen heisst, da diese Bedeutungen stark divergieren.

Zuallererst fällt die grosse Vielfalt von Kulturverständnissen auf, die die Gesprächspartner/innen anführen. Es entsteht eine schillernde Palette persönlich gefärbter Kulturkonzepte, die, wenn wir sie einer wissenschaftlichen Analyse zugänglich machen würden, unterschiedlichen historischen Denktraditionen zugeordnet werden könnten und gleichzeitig einen Teil der immensen Bandbreite dieses Begriffs abdecken.

Für die meisten ist Kultur schlicht und einfach gleichbedeutend mit der Lebensweise ihres Volkes. So meint eine philippinische Frau: «Die Kultur ist mit der Heimat verbunden. Mit der Sprache, dem Essen, ein bisschen auch mit dem Klima, oder auch mit den traditionellen Tänzen. Vielleicht einfach allgemein mit der Tradition [...] Kultur ist ein Teil von jedem. Ich habe meine Kindheit und Jugend in den Philippinen verbracht, deshalb habe ich als Erstes eine philippinische Kultur, wäre ich hier aufgewachsen, dann wäre die Schweizer Kultur die Erste». Kultur ist in dieser Bedeutung an ein Territorium gebunden, erlernt, klar abgrenzbar und deshalb auch partikularistisch und relativ. Sie wird in einen engen Zusammenhang mit den eigenen Wurzeln gesetzt, und eine Identifikation mit der Herkunft wird impliziert. Die Welt erscheint als Mosaik verschiedenster Kulturen. Ein albanischer Vereinsvertreter vertritt etwas Ähnliches: «Kultur ist alles, was eine Nation kennt, in der Geschichte und im Leben. Die Kultur ist die Identifikation für ein Volk». Kultur erscheint hier als soziale Kategorie und kulturelle Differenzen zwischen den Völkern werden als natürlich und gegeben betrachtet.

Eine ganz andere Vorstellung von Kultur hat eine albanische Frau. Für sie steht die anthropologische und damit universelle Konstante von Kultur im Zentrum. «Es ist die Fähigkeit, etwas Neues zu machen oder zu schaffen, die universelle Kreativität eines Volkes», erklärt mir die albanische Frau, «das ist, in Abgrenzung zur Lebensweise, die von den ökonomischen und sozialen Umständen abhängt. Die Kultur ist ein universelles Phänomen [...]. Die Seele befindet sich auf der Ebene der Kultur, es geht um all die guten und schönen Dinge. Die Lebensweise hingegen ist all das, was den Alltag ausmacht und von unterschiedlichen Möglichkeiten bestimmt ist». Kultur ist universell, weil alle Menschen über die Anlage verfügen, kulturelle

Leistungen zu vollbringen. Die albanische Frau führt weiter aus, «dass mit Kultur oft Missbrauch getrieben wird. Sie wird auf die Lebensweise angewendet. In diesem Zusammenhang wird etwa postuliert, dass die albanische Kultur weniger wert ist. Dies ist falsch, denn die albanische Kultur ist genauso universell wie jede andere auch – man denke an berühmte albanische Schriftsteller wie Ismail Kadaré. Doch hatten die Albaner weniger Möglichkeiten und Chancen im Leben als andere. Kultur ist deshalb keine Schablone, die einfach auf ein Volk übergestülpt werden kann, sie ist nicht begrenzt». Für diese Frau ist Kultur keine soziale, sondern vielmehr eine kognitive Kategorie, vielleicht auch ein Geisteszustand im Sinne der kollektiven Künste und intellektuellen Arbeiten. Der universalistische Charakter von Kultur unterstreicht dabei gleichzeitig sowohl die Bedeutung von Partikularität, Exklusivität, aber auch von einer Elite und speziellem Wissen.

Die individuelle Sichtweise auf Kultur, wie sie sich in den Gesprächen enthüllt, ist von einer sehr persönlichen Note geprägt, vielfältig und verschiedenartig und kann durchaus auch widersprüchlich sein. «Kultur hängt von den Lebensbedingungen ab. Wenn sich die Lebensbedingungen verändern, wird sich auch die Kultur verändern. Ich lebe gleichzeitig in verschiedenen Kulturen. Ich bin ein Mann, ich komme aus der Türkei [...] Es gibt eine Frauenkultur, eine Männerkultur, eine Oberschichtkultur, es gibt deshalb auch keine homogene nationale Kultur. Ich habe auch mehrere Identitäten. Wenn mich jemand fragt, bist du Türke, dann sag ich eigentlich immer, ich komme aus der Türkei, und wenn es nicht anders geht, dann sage ich, ich bin türkischstämmig. Das ist ja schon absurd, weil ich vermute, dass meine Grossmutter Armenierin war. Manchmal sag ich dann auch, dass ich schweizerisch sei». Für diesen türkischen Mann stehen Wandel, Dynamik und eine Kontextgebundenheit im Vordergrund seines Kulturverständnisses. Kultur ist ausserdem mit Identität verflochten, wobei diese sehr unterschiedliche Facetten aufweisen kann. Die Menschen besitzen *Shifting Identities* (wechselnde Identitäten) das heisst, dass sie je nach Umfeld unterschiedliche Momente ihrer Person und Biographie ins Blick- oder Handlungsfeld rücken können.

Kultur als Basis für Zugehörigkeit

Was passiert, wenn die Bedeutung von Kultur für Vereine von Migrantinnen und Migranten zur Debatte steht? Bleiben diese divergierenden Vorstellungen bestehen oder münden diese unzähligen, persönlich geprägten Konzepte in einen allen gemeinsamen Kulturbegriff ein? Erstaunlicherweise scheint die zweite Variante die Regel zu sein, mindestens was die Ansichten über die Bedeutungen und Funktionen von Kultur für einen türkischen, albanischen oder philippinischen Verein angeht. Die verschiedenen Gesprächspartner/innen äussern sich – unabhängig von ihrer Herkunft oder ihrem Geschlecht – sehr einheitlich über Sinn und Zweck dieser Kultur. Die vielfältigen individuellen Bedeutungszuschreibungen werden auf einige wenige Dimensionen reduziert, die sich allesamt um den zugehörigkeits- und identitätsstiftenden Aspekt von Kultur herum

gruppieren. «Der Verein und die Kultur geben das Gefühl von Zugehörigkeit, man ist Teil von etwas Grösserem, ob dieses nun gut oder schlecht ist», meint ein albanischer Mann. Kultur ist für Migrantenvereinigungen die Basis, auf der sich eine Wir-Gruppe und eine Kollektivität bilden kann, oder umgekehrt ausgedrückt: Die Zuordnung zu dieser Wir-Gruppe – dem Verein – stützt sich auf (wirkliche oder angenommene) gemeinsame Merkmale, die als Kultur bezeichnet werden. Geborgenheit, Heimat, Sprache, Solidarität sind die Stichworte, die in diesem Zusammenhang unter dem Etikett Kultur fallen. «Es ist albanisch hier. Ich treffe Leute, ich spüre, dass ich zu Hause bin, es ist ein Teil der Heimat hier. Wir trösten uns, wir sprechen zusammen. Es ist nicht die Esskultur, oder eine volkstümliche Kultur oder die Kunst. Wegen dem komme ich nicht. Wenn ich Heimweh habe, komme ich für eine halbe Stunde. Ich lade meine Batterien auf.»

Wir-Gruppen, auf welcher Basis auch immer sie begründet werden, wohnen neben den einschliessenden unweigerlich auch ausschliessende Elemente inne. Es gibt neben einem «Wir» auch immer ein «Ihr», und es geht letztlich um Inklusion oder Exklusion, um Zugehörigkeit oder Fremdheit resp. Ausschluss. Diese Grenzziehungsprozesse können zusätzlich von einer Tendenz zur Essentialisierung begleitet sein: Ist Kultur die Basis für Kollektive wie die Migrantenvereine, so sind «natürlich machende» Prozesse am Werk, welche beispielsweise die Kultur der Albaner/innen oder Türk/innen als relativ klar abgegrenzt und homogen (mit ihren jeweils eigenen kulinarischen Spezialitäten oder Tänzen) erscheinen lassen. Unter diesem Gesichtspunkt unterscheiden sich Vereine von Zuegewanderten nicht von anderen Wir-Gruppen wie Frauengruppen, religiösen Gruppierungen, linken oder rechten politischen Zusammenschlüssen oder Gruppen der Anti-Globalisierungsbewegung. Manchmal sind es nur einzelne Aspekte oder Facetten von diesen Elementen, welche die Mitglieder zu einer Mitgliedschaft in einem Verein veranlassen. Diese sind in letzter Instanz die ausschlaggebenden Momente für die Konstruktion eines Wir-Gefühls. Diese müssen weder zwischen den verschiedenen Vereinen noch innerhalb dem Kreis der Mitglieder des gleichen Vereins dieselben sein.

Die Selbstzuschreibung von kollektiver Identität ist allerdings kein Akt des freien Willens, sondern immer auch eine Reaktion auf Abwehr, Distanzierung, Anlehnung oder Übernahme auf Fremdzuschreibung. Sie ist also immer auch in Zusammenhang mit sozialen Fragen oder Ungleichheiten zu betrachten. Als Ausdruck solcher gesellschaftlichen Bedingungen kann etwa die Fremdheit in der Schweiz gewertet werden, die seitens der Gesprächspartner/innen immer wieder zur Sprache gebracht wird. Das Fremdheitsgefühl ist vielleicht gar die komplementäre Seite der Zugehörigkeit, die im Rahmen von Migrantenvereinen gesucht und gefunden wird. Ein albanischer Gesprächspartner zeichnet das Bild des Vereins als Insel: «Die Leute fühlen sich fremd in einem fremden Land, hier [im Verein] fühlen sie sich nicht mehr fremd, man ist frei. Der Verein ist ein Schutz vor einem Fremdheitsgefühl, es ist wie eine Insel».

«Pour recharger mes batteries...». La culture et les associations des migrants

Que signifie au juste la culture pour des associations de migrants? L'auteur s'est livrée à des interviews d'exploration auprès de représentants d'associations de migrants. Elle examine à quelle notion de culture les migrants se réfèrent et quel statut ils accordent à la culture proprement dite. Le résultat: alors que les personnes interrogées avaient des interprétations très différenciées au sujet de la culture, ils étaient en revanche largement unanimes quant au sens et au rôle de la culture pour une association de migrants.

Pour ces associations, la culture sert au premier chef de base fondamentale et de droit à l'existence; elle leur permet – par le truchement d'éléments ou de signes divers, par exemple la langue, l'art culinaire, la musique, etc. – de définir une appartenance. La culture est en outre une source de réconfort personnel et prend dès lors une importante valeur de ressource dans les processus d'intégration. Mais l'intérêt des associations des migrants ne s'arrête pas là, car elles ont aussi une fonction d'intermédiaires. Dans cet esprit-là, les associations de migrants ont un rôle important à jouer dans le processus d'intégration dans notre société pluraliste.

Emotionale Dimension

Das für Migrantenorganisationen relevante Verständnis von Kultur charakterisiert sich durch eine emotionale Dimension und definiert sich entlang der Achse zwischen Zugehörigkeit und Fremdheit. Um ihren Kern ordnen sich Elemente wie die Muttersprache, traditionelle Tänze, Literaturabende, Lesungen, Musik, eine gemeinsame politische Orientierung oder Kulinarisches. Diese bilden quasi einen Ring, und auch die Grenze dieser Zugehörigkeit, das «Innen» und das «Aussen».

Die Muttersprache scheint in diesem Zusammenhang ein wichtiger Aspekt zu sein. Eine albanische Frau drückt dies so aus: «Es geht um die Frage, wie ich mich ausdrücke, wie ich kommunizieren kann. Normalerweise muss ich meine Gedanken immer auf Deutsch übersetzen, und die Kommunikation der Gefühle ist schwierig. Im Verein kann ich einfach sein, so wie man auch die Luft einfach nimmt, ohne extra Gedanken. Ich kann in meiner Sprache sprechen». Die Möglichkeit, seine Ge-

75

danken adäquat ausdrücken und in der Erstsprache kommunizieren zu können, ist zentrales Element jedes Migrantenvereins, selbst dann, wenn es sich um Leute handelt, die die Ortsprache sehr gut beherrschen.

Kultur stellt die Grundlage und die Existenzberechtigung für Vereine dar, die als Wir-Gruppen-Bildungen zu betrachten sind. Wenn nun Kultur das Gefühl der Zugehörigkeit vermittelt, ist es nicht mehr weit dahin, Kultur ebenfalls als Quelle von Sicherheit und persönlicher Stärkung zu verstehen. Ist Kultur – in dieser Bedeutung – demnach eine Ressource, die in Integrationsprozessen Wichtiges zu leisten vermag?

Integrative Elemente von Kultur

76 Die theoretischen (und emotionalen) Debatten über Integrationsprozesse stehen und standen von Anfang an im Bannkreis von Kultur: Monieren die einen, dass die Herkunftskultur von Eingewanderten etwas Defizitäres sei, weil sie integrationshemmend wirken könne, so postulieren andere, Kultur sei die Quelle von Positivem, Authentischem und zu pflegen, da sie in der Funktion eines identitätsstiftenden Faktors für die Integration wichtig, wenn nicht gar unabdingbar sei. Eine dritte Gruppe vertritt schliesslich, dass ethnische und kulturelle Unterscheidungen nichts Gegebenes oder Natürliches darstellen würden. Solche vermeintlichen kulturellen Differenzen seien lediglich die Wirkung und das Resultat von sozialen Kategorisierungsprozessen. Kulturelle Integrationsbarrieren werden demnach sozusagen künstlich geschaffen. Es scheint einsichtig, dass Kultur nie etwas grundsätzlich Gegebenes, sondern etwas Konstruiertes ist, und dass auch ethnische Grenzen nicht als natürliches Resultat von bestehenden kulturellen Unterschieden zu verstehen sind, sondern vielmehr die Folgen von Prozessen der Selbst- und Fremdzuschreibung darstellen. So zeigte eine Forschung in der Schweiz (Wimmer et al. 2000),

Janine Dahinden, lic.phil.I, ist Ethnologin und arbeitet an einer Doktorarbeit über persönliche Netzwerke albanischer Migrantinnen und Migranten aus dem Kosovo. Sie ist wissenschaftliche Mitarbeiterin am Schweizerischen Forum für Migrations- und Bevölkerungsstudien (SFM/FSM). Kontakt: janine.dahinden@unine.ch

dass für die Bewohner/innen von Immigrant/innenquartieren in Basel, Bern und Zürich ethnisch-kulturelle Differenzen eine untergeordnete Rolle spielen, um die soziale Welt und die massiven Umwälzungen der letzten Jahrzehnte zu beschreiben und zu verstehen. Die Befragten teilen sich und andere nicht nach ihrer Herkunftskultur in Gruppen auf, sondern nach einer wahrgenommenen Nähe oder Distanz, die zwischen Etablierten und Aussenseiter/innen unabhängig von deren Herkunft unterscheidet.

Allerdings vermag diese Argumentation – Kultur ist das Ergebnis von sozialen Konstruktionsprozessen – die Aktualität von Kultur nicht im mindesten abzuschwächen. Im Gegenteil scheint mir, dass sich bei Kultur als kollektivem Orientierungsrahmen in zweifacher Hinsicht integrative Potentiale ausmachen lassen.

Mein erstes Argument bezieht sich auf die Stärkung des Individuums durch kulturelle Identität. Zur Debatte steht die These, dass die Verankerung in der eigenen Kultur die Voraussetzung für Integration darstellt. «Kultur ist sehr wichtig. Es ist sehr wichtig, die Kultur nicht zu vergessen, denn nur so kann ich eine neue Kultur aufnehmen. Wenn ich meine eigene Kultur nicht kenne, werde ich mich auch in der neuen Kultur nicht zurechtfinden. Wenn ich nicht weiss, woher ich komme, dann bin ich auch sehr wackelig hier in der Schweiz», meint die Leiterin einer philippinischen Müttergruppe. Nun ist es ja gerade diese kulturelle Identität, die durch die Zugehörigkeit zu einer Wir-Gruppe gestärkt werden kann. Die Überzeugung, dass das «Kennen der eigenen Wurzeln» eine Integration erst ermöglicht, steht denn auch hinter den Bemühungen vieler Migrantenvereine, ihr kulturelles Angebot speziell auf ihre Kinder auszurichten. Einen ähnlichen Gedanken formuliert ein türkischer Mann. Er sieht die Räume, die durch solche Vereine geschaffen werden, als Bedingung für Integration, weil sie eine Stärkung in Form von Unterstützung bieten: «Ich denke, dass Immigranten eigene Räumlichkeiten brauchen, das beste Wort dafür ist Nische. Es braucht solche Nischen, gleich wie für die Jugendlichen, Frauen oder auch Männer. In der Türkei gibt es diese Männercafés, das finde ich gut. [...] Diese Vereine haben auch etwas mit Integration zu tun. Man muss die Leute unterstützen, damit sie ihre Nischen haben, aber sie brauchen auch andere Unterstützung, denn sonst können diese Nischen zu Ghettos werden».

Vereine in der pluralistischen Gesellschaft

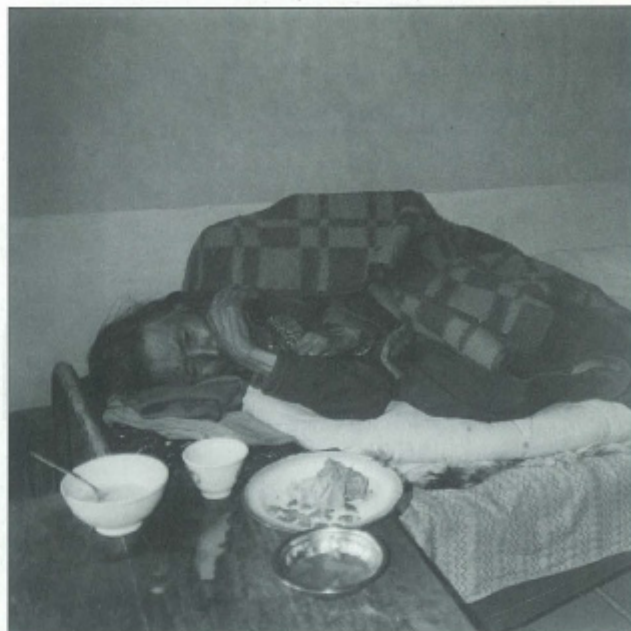
Damit komme ich zu meinem zweiten Argument: Kollektive tragen auf der Basis von Kultur ein integratives Potential in sich. Der Verein kann als Verbindungsglied zwischen der Heimat und der neuen Gesellschaft verstanden werden. Es ist eine Art Brückenkopf, der die Individuen in die Gesellschaft einschliessen kann, indem er die verschiedenen Teile zusammenbringt. So eine albanische Frau: «Der Verein ist eine Brücke zwischen zwei Ländern, zwischen zwei Arten des Lebens. Die

Schweizer kommen manchmal hierhin, um an den Aktivitäten teilzunehmen, die Albaner erhalten hier Informationen über das Leben in der Schweiz, die Schule, die Arbeit, das Alter. Manchmal findet man hier auch eine Arbeit.» Nun ist aber die Zeit oder die Dauer, die eine Person mit Migrationshintergrund in den Räumlichkeiten eines Vereins verbringt, im Vergleich zur Zeit am Arbeitsplatz oder in der Familie wohl eher gering. Mit anderen Worten, den Migrantenorganisationen kommt vielmehr der Status einer «Auszeit» denn einer «Gewohnheit» zu, sie sind mehr situative Nischen denn abgeschlossene Räume. Dieser Umstand bringt es mit sich, dass sich Vereine als zweifache Integrationsressourcen – Identitätsstärkung und Brückenköpfe – präsentieren.

Wenn wir unter Integration das Recht auf Differenz in einer als pluralistisch gedachten Welt verstehen, in der ein Dialog über die mehrdimensionalen und gegenseitigen Prozesse der Anpassung geführt werden muss, dann sind diese Vereine – trotz ihrer auf den ersten Blick essentialistischen Auffassung von Kultur – unbestreitbar ein wichtiges Mittel auf dem Weg zu einer Gesellschaft, die alle ihre Teile einbezieht und ernst nimmt.

Bibliografie

- Barth, Frederik, 1969, *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*. London: Allen & Unwin. 9-38.
- Baumann, Gerd, 1996, *Contesting Culture. Discourses of Identity in Multi-Ethnic London*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Dahinden, Janine, 2000, *Strukturen verschiedener ethnischer Gruppen in der Stadt Zürich*. In: H. Mahnig und M. Niederberger, *Die Integration der ausländischen Bevölkerung in den Gemeinschaftszentren. Studie zuhanden der Zürcher Gemeinschaftszentren Bachwiesen, Heuried und Loogarten*, Neuchâtel: Schweizerisches Forum für Migrationsstudien.
- Kuper, Adam, 1999, *Culture. The Anthropologists' Account*. London: Harvard University Press.
- Vertovec, Steven, 1999, *Multiculturalism, Culturalism and Public Incorporation*. In: Vertovec, Steven (ed.), *Migration and Social Cohesion*. Cheltenham: E. Elgar. 222-242.
- Wicker, Hans-Rudolf, 1997, *Introduction: Theorizing Ethnicity and Nationalism*. In: H.-R. Wicker (ed.), *Rethinking Nationalism & Ethnicity. The Struggle for Meaning and Order in Europe*. Oxford/New York: Berg. 1-42.
- Wimmer, Andreas, Dieter Karrer, Angela Stienen, und Rebekka Ehret, 2000, *Integration – Segregation. Interkulturelle Beziehungen in Basel, Bern und Zürich. Schlussbericht*. In: Schweizerischer Nationalfonds, NFP 39 «Migration und interkulturelle Beziehungen», Bonn, Bern und Zürich: Stiftung Bevölkerung, Migration und Umwelt.



■ *Das ist meine Grossmutter. Sie war krank. Jetzt geht es ihr besser. Sie wohnt bei uns. Wenn sie nicht bei uns wohnen würde, wäre ihr Leben sehr schwierig. Sie hätte nichts zu essen, keiner würde für sie kochen. Wenn sie stirbt, werde ich sehr traurig sein. Phunchok Tashi, 13 Jahre, Ladakh.*

Grundrechte im

Soll der Staat regeln, wie wir uns kleiden und wen wir nicht heiraten dürfen? Soll er uns vorschreiben, wann und wo wir beten, oder uns den Genuss spezifischer, gesundheitlich unbedenklicher Speisen aus Gründen der Sittlichkeit verbieten? Auch wenn informelle «dress codes», Vorstellungen darüber, was unstatthafte Eheverbindungen sind, und unausgesprochene Speisetabus unser Leben stärker prägen als uns oft bewusst wird, sind solche Fragen im liberalen Verfassungsstaat der Gegenwart kaum Gegenstand legitimen staatlichen Handelns. So könnte man wenigstens meinen. Und doch: Der Blick auf die Rechtsprechung in klassischen Einwanderungsländern oder in europäischen Ländern mit Einwanderungsgesellschaften zeigt, wie im Kontext der Migrationsproblematik solche Fragen wieder aktuell geworden sind und nicht nur öffentliche Diskussionen, sondern zunehmend auch den Gerichtsalltag prägen¹.

Das schweizerische Bundesgericht hat 1997 entschieden, dass einer islamischen Lehrerin an einer öffentlichen Volksschule untersagt werden darf, beim Unterricht ein Kopftuch zu tragen. Das gleiche Gericht – wie auch verschiedene deutsche Gerichte – war dagegen bereit, Mädchen aus traditionalistischen islamischen Familien aus Gründen religiöser Bekleidungs Vorschriften vom Schwimm- und Turnunterricht zu befreien. Die französische Praxis akzeptiert, dass Schülerinnen das Tragen eines Kopftuches zumindest dann nicht verboten werden kann, wenn dies mit ihrer Ausbildung und der öffentlichen Ordnung vereinbar ist, Dispensationen von Unterrichtsfächern werden aber meist verweigert. Das englische House of Lords hielt das Recht eines jungen Sikh, einen Turban zu tragen, für so fundamental, dass es ein entsprechendes Verbot einer Privatschule als rassistische Diskriminierung einstufte. Das Interesse von Sikhs, als Bauarbeiter oder beim Motorradfahren einen Turban anstelle eines Helms zu tragen, ist in Grossbritannien und Kanada rechtlich geschützt. Das schweizerische Bundesgericht dagegen kam zum Schluss, die Pflicht zum Tragen eines Helms für Motorradfahrer berühre die Religionsfreiheit nicht, weshalb Sikhs hier keine Sonderrechte geltend machen könnten. Der kanadische Bundesappellationsgerichtshof stufte die Entscheidung, Polizisten aus der Gruppe der Sikhs das Tragen des Turbans im Dienst zu erlauben, als verfassungskonform ein, während der US Supreme Court festhielt, einem jüdischen Armeepsychologen dürfe ohne Verletzung der Verfassung das Tragen der Kippa im Dienst untersagt werden.

Die Vielfalt der Grundrechtspraxis

Die Auseinandersetzungen über stark symbolhaltige Themen wie Kleidung oder Essen² zeigen, dass Grundrechte heute zwar nicht zum Schlachtfeld im Kampf der Kulturen im Sinne von Samuel Huntington (1998), wohl aber zum Forum für die Austragung der kleinen Kulturkonflikte des Alltagslebens in Einwanderungsgesellschaften³ geworden sind. Verfassungsmässige Rechte wie die Religions-, die Familien- oder die Ehefreiheit erlauben den Betroffenen, ihre kulturellen Anliegen gegenüber Behörden geltend zu machen und so den eigenen

In Ländern, deren Gesellschaften wegen starker Einwanderung kulturell zunehmend pluralistischer werden, gehen die Auffassungen über den Beitrag der Grundrechte zum richtigen Umgang mit kultureller Diversität stark auseinander. Dabei ist allerdings weniger zwischen verschiedenen Staaten als zwischen unterschiedlichen Argumentationsmustern zu differenzieren, auf die Gerichte je nach konkreter Problemlage zurückgreifen. Analysiert man Urteile aus den USA, Kanada, Grossbritannien, Frankreich, Deutschland und der Schweiz, lassen sich fünf solcher Grundrechtspolitikern herauschälen, die hier nur kurz dargestellt werden können (dazu ausführlich Kälin 2000, 33ff.):

Kulturkonflikt

Lebensstil gegenüber Zugriffen der Mehrheitsgesellschaft juristisch zu verteidigen. Dabei schützen Grundrechte wegen ihres Charakters als Individualrechte Kulturen nicht als festgefügte, definierbare und in sich geschlossene Einheiten. Vielmehr erlauben sie Individuen und Gruppen selbst zu definieren, was ihre kulturelle Identität ausmacht. Die Grundrechtspraxis westlicher Verfassungsstaaten bestätigt diese Offenheit des Kulturbegriffs. Wo etwa islamische Kleidervorschriften zur Diskussion stehen, geht es nicht darum, ob «der Islam» grundsätzlich verlangt, ein Kopftuch zu tragen, sondern um die Frage, ob diejenigen, die eine solche Pflicht bejahen, vom Staat an der so verstandenen Pflichterfüllung gehindert werden dürfen.

Grundrechtspolitische Konzepte

Die eingangs erwähnten Beispiele zeigen, wie Gerichte im Spannungsfeld zwischen Assimilation und Multikulturalismus oft zu unterschiedlichen, ja gegensätzlichen Resultaten gelangen können. Diese Divergenzen lassen sich teilweise durch Unterschiede der jeweiligen Verfassungsordnungen erklären¹. Wo diese Erklärung nicht greift, wird deutlich, dass Grund- und Menschenrechte zwar richterliche Spielräume einengen, die konkreten Ergebnisse aber oft nicht vorbestimmen. Dies gilt vor allem dort, wo im Einzelfall Güterabwägungen vorzunehmen sind. Damit wird Raum für verschiedene *grundrechtspolitische Konzepte* frei, die ausdrücklich oder implizit die Urteilsfindung beeinflussen. So argumentieren beispielsweise deutsche Gerichte unter dem Gesichtspunkt der sogenannten positiven Religionsfreiheit oft, dass der Schutz der eigenen kulturellen Identität ein legitimes Anliegen sei², während das schweizerische Bundesgericht in der Regel den Grundsatz der religiösen Neutralität betont³. Eine Gegenposition zur Neutralität nehmen Gerichte ein, wenn sie den kulturellen Eigenwert und damit das Interesse an der Erhaltung der kulturellen Identität traditioneller sprachlicher oder religiöser Minderheiten betonen⁴. Wiederum anders ist der Ausgangspunkt des kanadischen Supreme Court, wenn er seine Entscheidung mit dem Hinweis auf das multikulturelle Erbe Kanadas begründet⁵.

■ **Die Politik der Neutralität:** Sie stellt im Sinne des Prinzips der weltanschaulichen Neutralität des Staates den Gedanken in den Mittelpunkt, dass der Staat sich mit keiner Weltanschauung oder Kultur identifizieren, sondern als unabhängige Instanz alle möglichst gleichmässig behandeln soll.

■ **Die Politik des Schutzes der eigenen Identität:** Sie rückt die Erhaltung des kulturellen Charakters der Mehrheitsgesellschaft in den Vordergrund und verlangt deshalb von den Minderheiten, sich im Konfliktfall der Mehrheit anzupassen.

■ **Die Politik des Minderheitenschutzes:** Sie setzt den Akzent auf den Schutz ethnischer, religiöser oder sprachlicher

¹ Die folgenden Ausführungen präsentieren die wichtigsten Resultate der Studie Kälin 2000. Der Text basiert hauptsächlich auf einem Beitrag, der demnächst im Rahmen des Schlussberichts der Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms 39 erscheinen wird.

² Instruktiv ist hier etwa das Beispiel des Schächtverbotes, das von Land zu Land sehr unterschiedlich gehandhabt wird; siehe dazu Kälin 2000, 192ff.

³ Unter Einwanderungsgesellschaften verstehe ich Gesellschaften, die in den vergangenen Jahrzehnten ungeachtet einer offiziellen Politik der Nichteinwanderung mit einer grösseren Zahl von Migrantinnen und Migranten konfrontiert und davon in ihrer eigenen Entwicklung geprägt wurden.

⁴ Beispielsweise im Bereich der Primarschule, wo die konfessionelle Neutralität der Schule gemäss der schweizerischen Bundesverfassung, der Grundsatz der Laizität der Schule in Frankreich oder die Verankerung christlicher Bildungsziele in deutschen Länderverfassungen notwendigerweise zu unterschiedlichen Ergebnissen führen muss.

⁵ Z.B. (deutsche) Bundesverfassungsgerichtsentscheide (BverfGE) 41, 29 (49), Urteil vom 17. Dezember 1975.

⁶ Vgl. z.B. BGE 123 I 296, Urteil vom 12. November 1997.

⁷ So z.B. das Bundesgericht in seiner Praxis zu Reklameverboten in rätoromanischen Gemeinden (BGE 116 Ia 345, Urteil vom 31. Oktober 1990) oder der amerikanische Supreme Court im Fall Wisconsin v. Yoder, 406 U.S. 205 (1972) zur Dispensation von Kindern der Amish von den letzten Jahren der obligatorischen Schulpflicht.

⁸ Siehe R v. Big M Drug Mart (1985) 1 S.C.R. 295.

Minderheiten und ihrer Lebensformen, und verlangt von der Mehrheit Rücksichtnahme auf die Minderheiten.

■ Die *Politik der Anerkennung*: Sie will im Sinne des Philosophen Charles Taylor⁹ kulturelle Gruppierungen in ihrer Identität ernst nehmen und deshalb aktiv schützen oder fördern, weil die Missachtung ihrer Identität Menschen verletzen und herabsetzen kann.

■ Schliesslich die *Politik des Multikulturalismus*: Sie nimmt – wie verfassungsrechtlich in Section 27 der kanadischen Charta der Rechte und Freiheiten von 1982¹⁰ und politisch in Konzepten der australischen Regierung¹¹ niedergelegt wurde – das Konzept «eine Nation/viele Völker/viele Kulturen» zum Ausgangspunkt.

Es ist klar, dass die Wahl eines dieser Ansätze das Resultat eines Grundrechtsfalles signifikant beeinflussen kann. Ein Richter, der die religiöse Neutralität der Schule oder die Bedeutung des Schutzes der eigenen Identität in den Vordergrund rückt, wird den Anspruch von Angehörigen religiöser Minderheiten, als Lehrkräfte im Unterricht Kleidung mit starkem religiösen Symbolgehalt zu tragen, eher verneinen als eine Richterin, die sich auf die Politik der Anerkennung, den Gedanken des Minderheitenschutzes oder das Konzept des Multikulturalismus bezieht. Mit anderen Worten: Die verschiedenen Ansätze geben ganz unterschiedliche Antworten auf die Frage, wo Migrantinnen und Migranten auf der Basis grundrechtlicher Freiheit zu gestatten ist, ihre eigenen kulturellen Traditionen und Werte u.U. in Abweichung vom Gesetz leben zu dürfen, und wo kultureller Vielfalt das Prinzip der Rechtsgleichheit entgegenzuhalten ist.

Damit ist das normative Grundproblem angesprochen, das sich heute Staaten mit starker Einwanderung stellt, nämlich die Frage nach dem richtigen Verhältnis zwischen Assimilation und Differenz: Assimilation meint dabei Eingliederung in die Mehrheitsgesellschaft im Sinne der Übernahme der Werte und Verhaltensweisen der Mehrheit. Von Differenz lässt sich demgegenüber da sprechen, wo Menschen sich selbst von der Mehrheit kulturell abgrenzen oder aber von dieser als andersartig eingestuft und behandelt werden. Welches ist der angemessene Platz für Vielfalt und Toleranz, und wo verlangen die Grundrechte Gleichbehandlung, Uniformität und damit letztlich die Assimilation von Migrantinnen und Migranten? Die hier vertretene These lautet, dass sich die Spannung zwischen Assimilation und Differenz bzw. zwischen Gleichheit und Freiheit in differenzierter Weise entschärfen lässt, wenn der Gedanke der *Integration* zum Ausgangspunkt genommen wird¹².

Grundrechte und Kulturkonflikte: Drei Sphären

Ein aus grundrechtlicher Sicht differenziertes Modell für das Verhältnis von Assimilation und Multikulturalismus, von Uniformität und Vielfalt, von Gleichheit und Freiheit unterscheidet sinnvollerweise zwischen drei Sphären, in welchen Migrantinnen und Migranten mit dem Staat in Kontakt kommen:

■ In der *staatlichen Sphäre* sind Menschen als Private (z.B. als Soldaten im Dienst, Prozessbeteiligte oder Strafgefangene) direkt der staatlichen Gewalt ausgesetzt. Hier verpflichten Gleichheitsgebot und Neutralitätsprinzip den Staat grundrechtlich zu weitgehendster *Gleichbehandlung*. Das Diskriminierungsverbot untersagt Gesetzgeber und Behörden, das Verhältnis zu Minderheiten zu kulturalisieren, d.h. deren Angehörige wegen ihrer Herkunft bzw. wegen kultureller u.ä. Merkmale durch Ungleichbehandlung herabzusetzen. Allerdings wirkt formale Gleichbehandlung im Ergebnis dort diskriminierend, wo sie sich für Menschen mit bestimmten Merkmalen einseitig belastend und marginalisierend auswirkt. In solchen Fällen *indirekter* Diskriminierung¹³ muss der Staat Raum für kulturellen Eigenwillen Privater schaffen.

■ In der *öffentlichen Sphäre* – d.h. jenem Ort, der nicht mehr rein privat, aber auch noch nicht staatlich ist, wo sich aber die meisten sozialen Aktivitäten abspielen und verschiedene gesellschaftliche Gruppen sich oder dem Staat begegnen – kämpfen die Menschen um Anerkennung, ökonomischen Gewinn und gesellschaftliche Macht. Nötig ist hier der *Ausgleich* zwischen konkurrierenden Interessen und damit zwischen Gleichheit und Differenz. Der Verzicht auf Uniformität und Dispensationen von gewissen Pflichten erlauben es, den Zugang zu Arbeit, Schule und anderen gesellschaftlich wichtigen Feldern für alle offen zu halten und auf legitime Interessen der Betroffenen Rücksicht zu nehmen. Weil auch ein Sikh mit einem Turban ein erfolgreicher Polizist¹⁴ und ein orthodoxer Jude mit der Kippa ein guter Armeeingehöriger¹⁵ sein kann, ist hier auf Assimilation zu verzichten. Ebenso wenig beeinträchtigt das Tragen eines Kopftuches als solches den Schulerfolg einer Schülerin. Eine spezielle Technik der Zulassung kultureller Vielfalt ist die Freistellung von Pflichten. Schulische Dispensationen für religiöse Feiertage beispielsweise erlauben religiösen Minderheiten, ihre Kinder in öffentliche Schulen zu schicken, statt auf eigene Privatschulen auszuweichen, und trotzdem ihre religiösen Werte zu leben. Andere Fälle sind allerdings komplexer, und nur auf der Basis einer sorgfältigen Abwägung der sich gegenüber stehenden Interessen zu lösen.

■ Für die *private Sphäre* als Ort enger zwischenmenschlicher Beziehungen (Familie, Freundschaftsbeziehungen, das Innenverhältnis religiöser Gruppen etc.) ist der Schutz von Werten wie Vertrauen oder Zuneigung bedeutsam, was umfangreiche *Autonomie* der Beteiligten in der Gestaltung ihres Lebens voraussetzt. Hier sind Menschen in der Intimität der kleinen Gruppe aufgehoben, was sich ohne Abgrenzung von Dritten nicht errei-

chen lässt. Die private Sphäre wird damit durch Differenz und Ausschluss charakterisiert. Sache des Staates ist es, diese Autonomie zu respektieren. Einzuschreiten hat er, wo Grenzen der Toleranz überschritten sind, etwa weil Individuen gruppenintern in ihrer physischen und psychischen Integrität verletzt oder Kinder physisch oder psychisch schwer gefährdet werden.

Die drei Sphären bilden nicht ein für allemal festgesetzte Kategorien, sondern stellen verschiedene Dimensionen der Beziehung zwischen Privaten und Behörden im Verfassungsstaat westlicher Prägung dar. Die staatliche Sphäre ist von sogenannten Subordinationsverhältnissen geprägt, in denen Private direkt unter staatlicher Hoheitsgewalt stehen. In der öffentlichen Sphäre tritt der Staat teils als Anbieter von Dienstleistungen (z.B. Schulen) auf, teils ist er hier Regulator der Beziehungen zwischen verschiedenen Kategorien von Privaten. In der privaten Sphäre steht schliesslich seine Rolle als Überwachungs- und Schutzorgan für Opfer privater Übergriffe im Vordergrund.

Wendet man dieses analytische Raster auf die Gerichtspraxis an, ergeben die vielfältigen und unterschiedlichen Urteile zu interkulturellen Fragestellungen ein weit kohärenteres Bild als es auf den ersten Blick scheinen mag. Viele der Widersprüche lösen sich auf, weil unterschiedliche Resultate darin begründet sind, dass die konkreten Fälle nicht in der gleichen Sphäre angesiedelt sind. Gleichzeitig erlaubt diese Betrachtungsweise, den vorne erwähnten Grundrechtspolitikern ihren jeweils richtigen Ort zuzuweisen.

Regeln für den Umgang mit kulturell geprägten Grundrechtskonflikten

Kulturelle Vielfalt, wie sie in vielen Verfassungsstaaten seit langem besteht und die durch das Phänomen der Migration heute noch verstärkt wird, kann zu Spannungen und Auseinandersetzungen führen, die von den Beteiligten an kulturell geprägten Kategorien wie Religion, Sprache oder ethnische Herkunft festgemacht werden. Grundrechte bilden einen Rahmen, innerhalb dessen solche Konflikte heute immer häufiger ausgetragen werden. Ihnen kommt auch normativ die Funktion zu, prinzipiengeleitete Lösungen für die Beilegung dieser Konflikte bereitzustellen. Sie sind damit geeignet, gleichzeitig die Ausgrenzung von Minderheiten zu verhindern und zur Herstellung jenes Mindestmasses an innerem Zusammenhalt von Staat und Gesamtgesellschaft beizutragen, das für ihr langfristiges Überleben notwendig ist.

Eine Grundrechtspraxis, die gleichzeitig die Autonomieversprechen der Grundrechte und die Herausforderung der Integration von Migrantinnen und Migranten ernst nehmen will, hat sich an folgenden Prinzipien auszurichten:

■ Grundsätzlich muss der Staat alle Menschen ungeachtet ihrer ethnischen, religiösen oder andersweitig kulturell geprägten Herkunft gleich behandeln. Da Diskriminierung immer Marginalisierung oder gar Ausgrenzung bedeutet, dient die

Les droits fondamentaux dans le conflit culturel

L'auteur présente les principaux résultats d'une étude réalisée dans le cadre du programme national de recherches PNR 39 «Migrations et relations interculturelles». Il s'est surtout penché sur la question de savoir quelles tensions sont à l'origine des conflits que le grand public appelle «les conflits interculturels» ou que les protagonistes eux-mêmes définissent comme tels. Il part de deux réflexions fondamentales. D'une part, la diversité culturelle est, somme toute, le signe distinctif de tout ordre libéral qu'il y a lieu de respecter et de sauvegarder. D'autre part, l'État de droit constitutionnel ne doit pas abandonner son identité pour autant. Il distingue trois sphères différentes jouant un rôle prédominant dans l'appréciation de tels conflits.

Ainsi, suivant le niveau auquel un droit fondé à la culture est exigé, il convient d'évaluer quels acteurs culturels devront entrer en scène dans le cas d'espèce. Laquelle de ces trois sphères est visée: la sphère étatique, la sphère publique ou la sphère privée? La réponse à cette question est essentiellement fonction de l'évaluation et de l'appréciation du cas d'espèce.

⁹ Taylor (1993). Seine Ausgangsthese (13f) lautet: «unsere Identität werde teilweise von der Anerkennung oder Nicht-Anerkennung, oft auch von der Verneinung durch die anderen geprägt, so dass ein Mensch oder eine Gruppe von Menschen wirklichen Schaden nehmen, eine wirkliche Deformation erleiden kann, wenn die Umgebung oder die Gesellschaft ein einschränkendes, herabwürdigendes oder verächtliches Bild ihrer selbst zurückspegelt. Nichtanerkennung oder Verneinung kann Leiden verursachen, kann eine Form von Unterdrückung sein, kann den anderen in ein falsches, deformiertes Dasein einschliessen».

¹⁰ Canadian Charter of Rights and Freedoms 1982, Section 27: «This Charter shall be interpreted in a manner consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.»

¹¹ Department of the Prime Minister and Cabinet, Office of Multicultural Affairs, National Agenda for a Multicultural Australia, Canberra 1989.

¹² Zur Auseinandersetzung mit dem Begriff der Integration vgl. den für diesen Beitrag zugrunde liegenden Artikel, Kälén 2002.

¹³ Zur indirekten Diskriminierung Kälén 2000, 113ff, mit zahlreichen Hinweisen auf Praxis und Doktrin.

¹⁴ In Kanada ist aus Gründen der Religionsfreiheiten Sikhs erlaubt worden, im Polizeidienst den Turban zu tragen.

¹⁵ Im Fall Goldman vs. Weinberger 475 U.S. 503 (1986) hat der amerikanische Supreme Court einem als Armeepsychologen tätigen gläubigen Juden verboten, im Dienst die Kippa zu tragen.

Respektierung des Diskriminierungsverbots auch der Integration der Betroffenen.

■ Kulturelle Differenz muss der Staat zulassen, wo eine Anwendung an sich neutraler Regelungen zu einer nicht rechtfertigungsfähigen, einseitigen Belastung und Herabsetzung von Angehörigen einer bestimmten ethnischen oder religiösen Gruppe führt und damit eine indirekte Diskriminierung bewirkt.

■ Kulturelle Vielfalt ist auch dort zu erlauben, wo Dispensationen von Pflichten und andere Formen der Zulassung von Differenz die Integration der Betroffenen in staatliche oder gesellschaftliche Institutionen erleichtert, ohne dass dadurch deren Aufgabenerfüllung ernsthaft gefährdet bzw. gewichtige und überwiegende öffentliche Interessen oder wichtige Rechte privater Dritter missachtet würden.

■ Im Übrigen gilt der Grundsatz, dass Freiheitsrechte wie die Religionsfreiheit, das Erziehungsrecht der Eltern und die Freiheit von Ehe und Familie auch für Angehörige von Minderheitenkulturen gelten, weshalb ein Assimilationszwang in diesen Bereichen grundsätzlich verboten ist.

■ Grenzen der Toleranz sind allerdings erreicht, wo das Völkerrecht Privaten ein bestimmtes Verhalten verbietet (z.B. Verbot der Zwangsheirat), wo Erwachsenen, die sich einer bestimmten Praxis nicht freiwillig unterziehen, eine ernsthafte Gefahr für ihre physische und psychische Integrität droht, oder wo das Kindeswohl aus den gleichen Gründen ernsthaft gefährdet ist. Hier hat der Staat gegenüber den Opfern eine Schutzpflicht.

■ Zulässig ist es schliesslich, dass der Aufenthaltsstaat seinen «ordre public», d.h. die zentralsten Wertgehalte der eigenen Rechtsordnung, auch gegenüber Migrantinnen und Migranten durchsetzt. Dabei ist allerdings auf die konkreten Auswirkungen für die Betroffenen Rücksicht zu nehmen, was

beispielsweise Zurückhaltung dort nahelegt, wo ein solcher Schritt ohnehin benachteiligte Personen (z.B. Kinder aus polygamen Ehen) noch weiter benachteiligen würde.

Diese Grundsätze können als grundlegende Spielregeln des Zusammenlebens in Einwanderungsgesellschaften dienen. Sie nehmen die Tatsache ernst, dass in solchen Gesellschaften rechtliche Auseinandersetzungen zunehmend unter Rückgriff auf kulturelle Kategorien ausgetragen werden. Sie suchen den Ausgleich zwischen den oft gegensätzlichen, aber gleichberechtigten Anliegen der Gleichheit und der Differenz. Sie verlangen von beiden Seiten, der eingewanderten Mehrheit und den zugewanderten Minderheiten, einander ein Stück weit entgegenzukommen, ohne die jeweils eigenen Traditionen und Identitäten aufgeben zu müssen. Schliesslich sind sie geeignet, die gesellschaftliche Kohäsion zu stärken, ohne zum Mittel differenzblinder Assimilation greifen zu müssen.

Bibliografie

- Barth, Frederik, 1969, *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*. Bergen, Oslo, London: George Allen & Unwin.
- Habermas, Jürgen, 1993, *Anerkennungskämpfe im demokratischen Rechtsstaat*. In: Taylor, Charles (Hg.), *Multikulturalismus und die Politik der Anerkennung*. Frankfurt a.M.: Fischer, 147–196.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim, 1992, *Chancen und Risiken multikultureller Einwanderungsgesellschaften*. Forschungspolitische Früherkennung Nr. 119, Bern: Schweizerischer Wissenschaftsrat.
- Huntington, Samuel P., 1998, *Kampf der Kulturen: Die Neugestaltung der Weltpolitik im 21. Jahrhundert*. München: Goldmann.
- Kälin, Walter, 2000, *Grundrechte im Kulturkonflikt: Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Kälin, Walter, im Erscheinen, *Grundrechte in der Einwanderungsgesellschaft: Integration zwischen Assimilation und Multikulturalismus*. In: *Migration und die Schweiz. Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms «Migration und interkulturelle Beziehungen»*. Zürich: Seismo-Verlag.
- Kymlicka, Will, 1995, *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*. Oxford: Clarendon Press.
- Müller, Jörg Paul, 1964, *Die Grundrechte der Verfassung und der Persönlichkeitsschutz des Privatrechts*. Bern: Stämpfli.
- Müller, Jörg Paul, 1999, *Grundrechte in der Schweiz*. 3. Aufl., Bern: Stämpfli.
- Schulze-Fielitz, Helmuth, 1995, *Verfassungsrecht und neue Minderheiten. Verfassungstheoretische Überlegungen zur «multikulturellen Gesellschaft»*. In: Fleiner-Gerster, Thomas (Hg.), *Die multikulturelle und multi-ethnische Gesellschaft: Eine neue Herausforderung an die Europäische Verfassung*. Fribourg: Institut du fédéralisme, 133ff.
- Taylor, Charles, 1993, *Multikulturalismus und die Politik der Anerkennung*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.
- Wicker, Hans-Rudolf, 1997, *Multiculturalism and the Sphere Theories of Hannah Arendt and John Rex*. In: Wicker, Hans-Rudolf (ed.), *Rethinking Nationalism and Ethnicity. The Struggle for Meaning and Order in Europe*. Oxford, New York: Berg, 143–161.

82

Walter Kälin studierte Rechtswissenschaften in Freiburg, Bern und Cambridge/USA. Seit 1985 ist er Professor für Staats- und Völkerrecht an der Universität Bern. Seine Forschungsschwerpunkte sind das Flüchtlingsrecht, der internationale Menschenrechtsschutz und Fragen der Verfassungsgerichtsbarkeit. In diesen Bereichen ist er auch als Experte im In- und Ausland tätig. Zur Frage des Umgangs mit kultureller Diversität und den damit verbundenen Spannungen publizierte Walter Kälin die umfangreiche Studie «Grundrechte im Kulturkonflikt. Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft» (Verlag Neue Zürcher Zeitung).



■ *Da ist mein Vater und da meine Schwester. Ich habe sie fotografiert. Ich weiss nicht, wie das Zimmer heisst, wo ich sie fotografiert habe. Mein Vater verkauft Toilettenpapier. Er nimmt das Geld und gibt es dann dem Chef. Mein Vater war Professor an der Universität in Kabul. Yama, 9 Jahre, Zürich/Afghanistan.*

Die Rubrik «Debatte» ist ein Forum, in dem Themen kontrovers angegangen werden können. Dabei geht es darum, verschiedene Ansätze und die damit verbundenen Argumentationsstränge einer breiteren Öffentlichkeit darzulegen. Es besteht die Möglichkeit, in einer späteren Ausgabe von terra cognita die Diskussion weiterzuführen.

La rubrique «Débat» est un forum de discussions controversées. Il s'agit de présenter un thème abordé sous différents aspects. Il y a la possibilité de poursuivre le débat dans un prochain numéro de terra cognita.

Vor gut einem Jahr hat Verena Tobler Linder in der Neuen Zürcher Zeitung einen Artikel veröffentlicht, in dem sie das Konzept der «Kernkultur» entwickelte. Der Beitrag, der hier in leicht überarbeiteter Form nochmals abgedruckt wird, wurde Alex Sutter und Maria Roselli zur Kommentierung vorgelegt. Anschliessend wurde der Autorin Gelegenheit gegeben, auf die Kommentare zu antworten.

Zweierlei im Einwanderungs- land

Für die Integration von Neuzuzügerinnen und Einwanderern aus weltwirtschaftlichen Randregionen werden in der Schweiz «Anpassung» oder «Multikulturalität» nach wie vor als einander ausschliessende Wege verfochten. Im Streit, der um die deutsch-nationale «Leitkultur» entbrannt ist, feinden sich dieselben zwei Lager wie auch hierzulande an: Auf der einen Seite wiesen Linke und Liberale die Idee als pure Anmassung zurück, auf der anderen Seite wurden pragmatische oder populistische Politiker, die im multikulturellen Chaos Ordnung zu stiften versuchten, von Teilen der einheimischen Bevölkerung applaudiert. Mit dem Konzept der Kernkultur kann diese unfruchtbare Polarisierung überwunden und mit einer für beide Seiten gedeihlichen interkulturellen Integrationsarbeit begonnen werden.

Von der Erkenntnis der Unterschiede zur gezielten interkulturellen Integration

Denn auch die Wissenschaft bringt in dieser Sache bisher wenig Klärung: Soweit sie unter Kultur die kollektive vermittelten Codes versteht, kann sie Wichtiges und Unwichtiges nicht unterscheiden; wo sie hingegen Kultur «postmodern» für beliebig erklärt oder gar für Probleme im Kulturkontakt nur den Rassismus verantwortlich macht, sind wir im interkulturellen Konfliktfall schlecht beraten.

Kernkultur erklärt Probleme, die im interkulturellen Zusammenleben zu Konflikten führen, mit wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten. Kulturelle Differenz wird im Rahmen der ungleichen Weltwirtschaft kontextualisiert, so dass dahinter die verbindenden transkulturellen Gemeinsamkeiten aufscheinen. Nicht im akademischen Glaspalast, sondern in der praktischen Zusammenarbeit mit Menschen in der Dritten Welt und in der Schweiz entstanden, bietet das Konzept einen Ausweg: Kernkultur befähigt zu einem interkulturellen Dialog, der sowohl die kulturellen Besonderheiten als auch die gemeinsamen Werte und Normen erörtern kann. Ohne die eine Seite auf- oder die andere abzuwerten, stellt Kernkultur zudem in den Stand, zu erklären und zu begründen, welche Kulturelemente in einem konkreten Kontext – in unserem Fall der Schweiz – unverzichtbar und deshalb verbindlich, welche anderen hingegen beliebig sind.

Kernkultur – funktional für die Erfüllung der Grundbedürfnisse

Menschen leben in Gesellschaften, damit sie ihre Grundbedürfnisse mehr oder weniger verlässlich stillen können. Zu diesem Zweck bilden sie eine «Kernkultur» heraus, welche die Voraussetzungen dafür sicherstellt, dass u.a. die folgenden Kernaufgaben kollektiv erfüllt werden: Produktion und Kooperation, Verteilung und Solidarität, Schutz und Sicherheit, Erziehung und Ausbildung. «Kernkultur» bezeichnet so weder Erzeugnisse der Kunst- und Unterhaltungsindustrie noch Vorstellungen, die Identität, Zugehörigkeit und Ausgrenzung mar-

Kernkulturen

kieren, mögen diese sozial und affektiv noch so bedeutsam erscheinen. Vielmehr fokussiert der Begriff erstens – funktional – nur jene Teilmenge an kollektiven Codes wie Fähigkeiten, Werten und Regeln, die auf die Erfüllung der menschlichen Grundbedürfnisse zielen und die deshalb als verbindlich gelten. Vorstellungen, die hingegen beliebig sind, werden dem Lebensstil zugerechnet. Zweitens ist Kernkultur nicht – wie die deutsche Leitkultur – national orientiert, sondern auf die soziale und wirtschaftliche Struktur bezogen: auf den ersten Blick orientiert an den etablierten Institutionen, bei genauerem Hinsehen jedoch abhängig von der sozialen Organisation. Beide, soziale Struktur und Organisation, sind teilweise rechtlich abgesichert, stets aber an die Ressourcen gebunden, welche die Menschen in einem bestimmten Kontext zur Verfügung haben. Die richtige Tiefenschärfe hat unser Blick aber erst dann erreicht, wenn wir erkennen, dass die sozialen, technologischen und natürlichen Ressourcen, die zur Erfüllung der Kernaufgaben konkret verfügbar sind, von der Position einer Gesellschaft – oder eines Individuums! – in der ungleichen Weltwirtschaft abhängen.

Kernkultur – ein Blick auf die Voraussetzungen des Wohlfahrtsstaats

Leider sind wir strukturverwöhnten Menschen in den globalen Kapitalzentren in doppelter Weise blind. Erstens blind für die Voraussetzungen der westlichen Wohlfahrtsstaaten: Denn zur Zeit der bürgerlichen Revolutionen haben die sich industrialisierenden Nationen die Produktion zuerst privatisiert, dann globalisiert, während sie die Solidar-, Sicherheits- und Ausbildungsaufgaben zwar sukzessive als Staatsaufgaben deklarierten, damit aber deren Organisation exklusiv aufs nationale Territorium beschränkten. Eben diese Aufspaltung der Kernaufgaben machte es möglich, dass wir in der Schweiz inzwi-

schen längst alle – vom Unternehmer und Arbeiter, von der Professorin und Studentin über die Hausfrau bis hin zum Invalidenrentner und zur Fürsorgeempfängerin – zu national-territorialen Share- und Stakeholdern des global operierenden Kapitals geworden sind. Zweitens sind wir deshalb blind dafür, dass die kulturellen Zwänge, die am Rand oder gar ausserhalb der Weltwirtschaft zum Tragen kommen, ebenfalls strukturbedingt sind. In der Kolonialperiode hat sich der Westen zuerst die Ressourcen jener Gesellschaften angeeignet, die ohne solide staatliche Organisation waren; später wurde auf die teure nationalstaatliche Intervention an Ort und Stelle verzichtet. Inzwischen wird die Welt zwar allerorts von Coca-Cola und Handys überschwemmt, doch sind viele der neu geschaffenen Staaten bis heute ohne ein ausreichendes Volumen an formeller Erwerbsarbeit. Zwangsläufig fallen so «vor Ort» jene umfassenden Lohn- und Steuerabgaben aus, die unverzichtbar sind, soll eine modern organisierte Staatsgesellschaft entstehen. Kein Wunder, dass die kulturellen Zwänge, wie sie an den weltwirtschaftlichen Rändern gelten, zunehmend in ein antagonistisches Verhältnis zu den modernen «Rechten», «Freiheiten» und «Zentren» geraten. So leidet denn die momentane Welt nicht mehr am klassischen Nord-Süd-Gefälle, auch nicht an einem Krieg der Kulturen, sondern an der Struktur- und Kulturblindheit, wie sie in den Kapitalzentren grassiert.

Der globale Kulturkonflikt ist strukturell bedingt

Die konfliktive Kluft reiss zwischen jenem Teil der Menschheit auf, der in Industrie- und in Entwicklungsländern umfassend in die Welt- und Geldwirtschaft integriert ist, und dem anderen Teil der Menschheit, der von der erwerbswirtschaftlichen Integration und damit auch von der modernen Organisation der Kernaufgaben ausgeschlossen bleibt. So erweist sich die

85

Die häufigsten interkulturellen Konflikte in der Schweiz

Bruchlinie zwischen moderner und traditionaler Kernkultur als Konflikt zwischen zwei weltweit disparaten Kernrollensystemen, wobei ich mit Kernrollen jene verbindlichen gesellschaftlichen Verhaltenserwartungen bezeichne, die auf die verlässliche Erfüllung der vier Kernaufgaben gerichtet sind.

In den Zentren des Kapitals, also in den westlichen Industrienationen und in den privilegierten Ober- und Mittelschichten der Schwellen- und Entwicklungsländer, sind die Erwerbs- und Berufsrollen zu den modernen Kernrollen geworden: Bildungs-, Solidar-, Sicherheits- und Schutzaufgaben werden primär in Form von verbindlichen Sekundärrollen erfüllt. Deshalb sind hier Einkommen, Arbeits- und Berufsethos für die verlässliche Erfüllung der Kernaufgaben zentral. Westliche Wohlfahrtsstaaten können zudem über Steuern und Lohnabgaben ausreichend Mittel für Alte, Kranke, Invalide, ja sogar für Bedürftige und Arbeitslose bereitstellen. Dank umfassender Integration der Bevölkerung in die Geldwirtschaft ist der Staat hier in der Lage, soziale Grundrechte für alle sicherzustellen. Und er kann diese sogar jenen gewähren, die sich nur vorübergehend auf seinem Territorium aufhalten. Gleichzeitig ist die moderne Arbeitswelt auf maximale Begabtenausschöpfung und in der Folge auch auf die Gleichstellung von Generationen und Geschlechtern angewiesen.

In Entwicklungsländern hingegen müssen jene Bevölkerungsegmente, die weder eine formelle Erwerbsarbeit noch Kapitalbesitz haben, die Kernaufgaben nach wie vor über die verbindlichen Primärrollen erfüllen – als Männer, Frauen, Kinder, Brüder, Schwestern, Eltern, Tanten oder Onkel. Wo staatlich organisierte Solidarnetze fehlen, konstituieren also Geschlechter-, Generationen- und Verwandtschaftsrollen die traditionellen Kernrollen. Ohne das traditionale Rollengefüge stürzen die Menschen aus der Armut in Anomie und Elend. Und wo immer an den globalen Rändern die Männer öffentliche Schutz- und Sicherheitsaufgabe wahrnehmen, sind die Geschlechterrollen hierarchisch organisiert. Auch die Produktion ist allerorts in klare Kompetenzen aufgeteilt, die für beide Geschlechter verbindlich sind. Denn der Arbeitsalltag von Mann und Frau sieht «vor Ort» völlig anders aus in den strukturverwöhnten Kapitalzentren: Weder Maschinen und Erdöl multiplizieren hier die menschliche Muskelkraft; Frauen haben weder Bäckereien noch Waschmaschinen zu Verfügung und erst recht nicht sind Brathähnchen aus der Gefriertruhe oder Witwenrenten zu haben.

In einer Einwanderungsgesellschaft wie der Schweiz entzünden sich die heftigsten Konflikte im Kulturkontakt um die strukturbedingten Unterschiede der Kernkultur: Das traditionale, komplementäre und hierarchisierte Generationen- und Geschlechterrollenethos ist unvereinbar mit dem modernen Gleichstellungsethos; der verwandtschaftliche Solidar- und Schutzgedanke verträgt sich schlecht mit überfamilialem Bürgersinn und staatlichem Gewaltmonopol. Alle drei sind jedoch unverzichtbar für unsere moderne Zivilgesellschaft, wenn diese funktionieren soll. Die meisten Menschen, die von den traditionellen organisierten Rändern der Weltwirtschaft in die Industrieländer Europas immigrieren, haben deshalb das eine oder das andere von Folgendem zu lernen:

■ Männer, die andernorts für das fehlende oder ineffektive Monopol der Staatsgewalt eingesprungen sind, haben bei uns das komplementäre Geschlechterrollenethos, das den Männern Heldenmut, den Frauen Gehorsam vorschreibt, zugunsten des modernen Gleichstellungsethos aufzugeben.

■ Menschen, die in Gesellschaften mit geringer Komplexität und Kapitalintensität aufgewachsen sind, wurden selten in die Zeitökonomie diszipliniert und haben deshalb hierzulande moderne Arbeitsmoral und manche der protestantischen Arbeitstugenden zu lernen. Erst recht, wenn sie unten in die Beschäftigungshierarchie einzusteigen haben.

■ Männer und Frauen, die zu Hause zu Familiensinn erzogen wurden, sehen staatliche Solidarmittel manchmal als Manna, das à discrétion zu haben ist. Überfamiliale Solidarnetze, die nachhaltig von der öffentlichen Hand gespiesen werden sollen, sind auf Nutzungstransparenz und klar geregelte Nutzungspraktiken angewiesen. Das haben allerdings längst nicht nur Immigrierte zu lernen, sondern auch viele Einheimische – darunter auch manche Professionelle, die im Lehr-, Sozial- und Gesundheitsbereich arbeiten.

■ Von Eltern, die in der Herkunftsregion ihre Altersvorsorge in eigenen Kindern begründeten, wird erwartet, dass sie ihre Söhne und ihre Töchter auf eine möglichst gute Ausbildung statt auf Gehorsam verpflichten. Und sie werden ihre Kinder hierzulande sowohl für eine freie Berufswahl als auch für eine eigenständige Partnerwahl freigeben müssen.

All das muss und will gelernt sein! Doch gelernt werden kann nur, wo wir zum einen fähig sind, die modernen Verhältnisse und Anforderungen transparent zu machen, wo wir zum anderen unsere modernen Wert- und Rechtsvorstellungen so mit den traditionellen vermitteln können, dass sich die Menschen, die traditional sozialisiert wurden, nicht abgewertet fühlen. Das ist leichter gesagt als getan!

Die andere Moral der Anderen

Kernrollen werden in allen Gesellschaften verrechtlicht und moralisiert, von den Gesellschaftsmitgliedern mit Geltungs- und Anerkennungsstreben besetzt und so stets über interne und externe soziale Kontrolle sowie über Recht und Ethos stabilisiert. In der Familie werden zudem die Primärrollen samt den dazugehörenden traditionellen oder modernen Moralvorstellungen von den Individuen früh internalisiert und zu jeweils eigenen Über-Ich-Forderungen und Ich-Ideal-Erwartungen gemacht. Weil niemand seine internalisierten Vorstellungen von Gut und Böse an der Grenze deponieren kann, ist im interkulturellen Kontakt oft weniger der Rassismus, sondern weit häufiger der verletzte Narzissmus das Problem: Die überzeugtesten Vorreiterinnen der modernen Moral und die glühendsten Verfechter von traditionaler Moral stehen sich dann oft feindselig gegenüber. Gegenseitige Abwertung ist das Resultat. Meist geschieht dies «blind», aber gerade deshalb manchmal derart heftig, dass die narzisstischen Kränkungen in Gewalttätigkeit münden. Denn wir haben es hüben und drüben mit Heldinnen und Helden zu tun. Allerdings sind das traditionale und das moderne Heldentum aus höchst unterschiedlichem Holz geschnitzt. Meist sitzen nachher die traditionellen Helden auf der Anklagebank: Sie haben nie gelernt, das Recht an einen modernen Staat zu delegieren, sondern wurden als Männer in die traditionale Pflicht hinein erzogen, «ihre Sache» selbst zu verfechten. Wir brauchen deshalb dringend eine neue Aufklärung: eine, die kritisch über den Segen und die Tücken der Moral nachdenkt – die eigene eingeschlossen; eine, die nüchtern Technologie, weltwirtschaftliche Position und Sozialstruktur als Faktoren in Rechnung stellt, welche die Moral mitbestimmen; eine, die Moral zwar als soziale Notwendigkeit begreift, jedoch gleichzeitig in ihrer gesellschaftlichen und in ihrer psychischen Verankerung ernst nehmen kann. Denn die anderen haben selten keine Moral, sondern meist nur eine *andere* Moral.

Kernkultur – der Schritt zu einer Moral, die ethischen Kriterien genügt!

Das Konzept der Kernkultur befähigt dazu, das traditionale Kernrollensystem mit dem modernen in einer Weise zu vergleichen, die auf Arroganz verzichten kann. Wir kommen in die Lage, ausgerechnet hinter den uns schockierenden kulturellen Differenzen die transkulturellen Gemeinsamkeiten zu erblicken. Denn Kernrollen sind in traditionellen und in modernen Gesellschaften stets eindeutig und verbindlich formiert und für ihre jeweilige Trägerschaft obligatorisch. Sie werden hüben und drüben sowohl verrechtlicht und moralisiert als auch in ein hierarchisches System gebracht, in dem die einzelnen Kernrollen höchst ungleich bewertet sind. Doch nichts macht uns so blind wie unsere moralische Empörung: Sie macht blind dafür, dass zwischen einer feministischen Professorin und ihrer Putzfrau ebenfalls eklatante soziale Hierarchie und höchst asymmetrische Bewertung herrschen. Sie macht blind dafür, dass auch im schweizerischen Schutz- und Produktionssystem weder der General noch der Soldat und weder der Fabrikdirektor

Deux types de «Kernkultur» (culture essentielle) dans le pays d'immigration: de la prise de conscience des différences à l'intégration interculturelle

La discussion sur les conflits interculturels a lieu dans un climat affectif surchauffé. Le concept de «Kernkultur» développé par l'auteur peut atténuer cette situation par des explications et l'objectivité. Derrière les différences, il devient alors possible de découvrir les points communs qui devraient relier tous les êtres de toutes les cultures. C'est sur cette base que les intéressés peuvent nouer un dialogue interculturel qui révélera alors aussi bien les particularités culturelles que les valeurs et les normes communes, pour négocier en fin de compte ce qui est nécessaire du point de vue strictement spécifique.

87

noch der Hilfsarbeiter das selbe Sagen haben. Erst recht nicht wird für diese unterschiedlichen Leistungen der gleiche Lohn bezahlt, das selbe Ansehen verliehen. Und wenn inzwischen manche Linke traditionale Menschen als Hinterwäldler verachten, dann, weil sie zu strukturblinden Idealisten verkommen sind. Kritischer Bürgersinn, der für die Zivilgesellschaft unverzichtbar ist, bucht Moral nicht «moralisierend» nur als kategorischen Imperativ ab, sondern klärt über die Strukturbedingtheit der Moral in der ungleichen Weltwirtschaft auf. Erst vor diesem Hintergrund lässt sich eine Moral herausbilden, die ethischen Kriterien genügt.

Was heisst das für eine gelingende Integration?

Wer zwischen dem traditional und dem modern organisierten Teil in der ungleichen Weltwirtschaft vermitteln will, hat die Quadratur des Kreises zu leisten! Das Konzept der Kernkultur ermöglicht das:

1. Es hilft, in modernen und in traditionellen Gesellschaften «von innen heraus» das jeweils für die elementare Bedürfnisbefriedigung Wichtige vom Unwichtigen zu unterscheiden.
2. Mit dem Konzept lässt sich «von aussen» vergleichend bemessen, was kontextspezifisch an Ressourcen verfügbar ist; auf dieser Basis wird verständlich, was jeweils in Rechtsnormen und in kulturspezifischer Moral verfestigt ist.

3. Wir vermögen, Kulturdifferenz ohne Empörung und Kränkung zu vermitteln, so dass Abwertung vermieden werden kann und tragische Wendungen weniger wahrscheinlich sind.

4. Das Konzept bietet zu guter Letzt die Chance, diskursiv jene Werte und Regeln auszuhandeln und zu begründen, die fürs Zusammenleben in der modern organisierten Schweiz unabdingbar sind und die deshalb für Zugezogene aus aller Welt genauso wie für die Einheimischen verbindlich sind. Gerade weil an den globalen Rändern andere Rechtsvorstellungen vorherrschen, andere Alltagsnormen verbindlich sind, andere Werthierarchien praktiziert werden, kann die Integration von Gesellschaft und Einzelnem in der Schweiz weder über multikulturelle Belieblichkeit noch über individualistisches Gutdünken laufen.

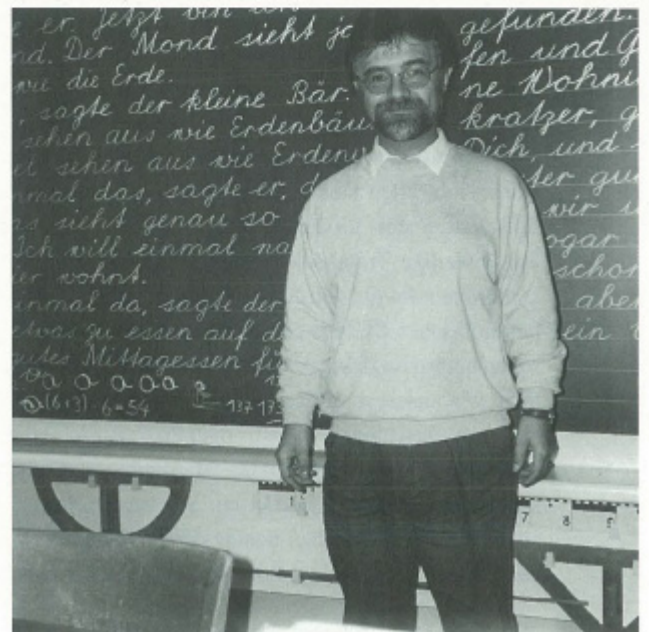


Integrationsarbeit hat deshalb aus der eingangs erwähnten Entweder-Oder-Sackgasse hinaus in ein vielfältiges, offenes, aber markiertes Wegnetz zu finden: Integrationsarbeit stützt erstens Wege zu einer multikulturellen Vielfalt ab, und schreibt zweitens Wege der Anpassung an die hiesige Kernkultur vor – das heisst: an die modernen Grundwerte und Rechtsnormen! Mehr noch: Weil Integration als umfassender Lernprozess die ganze Bevölkerung einschliesst, ist – statt moralisierende Tabuisierung oder Exklusion – eine offene Diskussion erforderlich. An gelingender Integration zu arbeiten, heisst deshalb drittens, auch Wege der interkulturellen Annäherung zu gehen, und viertens gemeinsam nach Wegen zu suchen, über die unsere moderne Kernkultur so verändert werden kann, dass auch jene an den weltwirtschaftlichen Rändern in Zukunft ein würdiges Leben führen können. Denn für die künftige Weltgesellschaft sind nötig: profunde Kenntnisse des Eigenen und des Fremden; offene Diskussion und angstfreie Erörterung von Differenz und Gemeinsamkeit; Verbindlichkeit und Gegenseitigkeit; schliesslich klare Zielvorgaben und Abmachungen. Kurz – es sind Wegmacher und Brückenbauerinnen gefragt, die freundliche Orientierungshilfen geben und deutliche Wegweiser aufstellen und die – last but not least – Freude am Mitmachen haben!

Verena Tobler Linder ist Ethnologin und Soziologin. Sie ist seit fünfundzwanzig Jahren im In- und Ausland in der Entwicklungs-, Ausbildungs- und Beratungsarbeit im Bereich «Interkulturelle Koexistenz und Integration» engagiert. Der Beitrag ist die überarbeitete Version eines Artikels, der erstmals am 16. März 2001 in der Neuen Zürcher Zeitung erschienen ist.

■ *Das ist die Schule. Am liebsten mag ich in der Schule die anderen Jungen und meinen Schul-lehrer. Ich gehe gerne zur Schule. Ich lerne gerne die alten Schriften auswendig. Hier gehe ich zur Schule, bis ich 20 bin. Dann möchte ich Mönch werden. Ngawang Namgyal, 13 Jahre, Ladakh.*

■ *Das ist mein Lehrer. Er schrieb die Geschichte vom Bären an die Wandtafel. Daneben ist sein Stuhl. Da sitzt er und sagt: «Schreibt das ab.» Mariam, 9 Jahre, Zürich/Afghanistan.*





■ Normalerweise bin ich von morgens bis abends in der Schule. Am Sonntag, nach dem Frühstück, verlangt unsere Pflegemutter von uns, dass wir lernen. Wir müssen dazwischen auch unsere Kleider, unsere Schuluniform, waschen. Danach ist das Mittagessen. Nach dem Mittagessen sind wir frei. Ich spiele dann, Seilspringen und Himmel und Hölle. In unserem Haus sind wir 10 Mädchen und 9 Knaben. Normalerweise aber sind in jedem Haus 20 Kinder. Am Morgen stehen wir um vier Uhr auf. Um sechs Uhr gibt es Frühstück. Nach dem Aufstehen müssen wir das Gelände aufräumen. Das Kinderdorf ist in Areale aufgeteilt. Jedes Haus ist für die Ordnung in einem Areal zuständig. Das machen wir jeden Morgen. Die Kleinen polieren in dieser Zeit den Boden im Haus. Die Schule beginnt um 8.30 Uhr. Sonam Tsento, 15 Jahre, Ladakh/Tibet.

Positiv zu vermerken ist, dass «Kultur» im Ansatz von Verena Tobler nicht undifferenziert an ethnische oder nationale Gruppen gebunden wird, sondern an ökonomische Strukturen, gesellschaftliche Institutionen und soziale Rollen. Darin ähnelt das Konzept der Kernkultur einem handlungsorientierten Kulturbegriff.

Im Kern

90 Es scheint mir durchaus angebracht und sympathisch, das Reden über Kultur am Horizont der weltwirtschaftlichen Ungleichheiten und der damit verbundenen Ungerechtigkeiten neu zu orientieren. Allerdings endet hier auch schon mein Einverständnis. Denn entgegen der wohlmeinenden Absichten seiner Erfinderin führt das Konzept der «Kernkultur» in der praktischen Anwendung auf den Integrationskontext dazu, eine schematische Polarisierung zwischen «uns» und den «Anderen» als Vorurteil zu bestätigen. Verantwortlich sind meines Erachtens eine Reihe von zweifelhaften theoretischen Voraussetzungen und Übereinfachungen, die ins Konzept der Kernkultur eingeflossen sind. In der kritischen Darstellung folge ich dem Gedankengang von Tobler, der bei den *Kernaufgaben* beginnt, diese auf *zwei unterschiedliche Gesellschaftstypen* bezieht, wodurch sich die Kernaufgaben zu *Kernrollen* konkretisieren, denen eine *verbindliche Moral* entsprechen soll.

1. Grundbedürfnisse und Kernaufgaben: Je abstrakter, desto konsensfähiger

Dass jede Gesellschaft eine Reihe von Kernaufgaben zu erfüllen hätte, leuchtet ein. Welches genau diese Kernaufgaben sind und wie diese mit sogenannten Grundbedürfnissen zusammenhängen, ob und wie und für wen eine Gesellschaft dieses geforderte Soll verwirklicht: Diese Fragen sind umstritten und empirisch nicht schlüssig zu beantworten. Sie führen in den Dunstkreis von allgemeinemenschlichen, transkulturellen Konstanten. Eine Faustregel sagt, je abstrakter diese daher kommen, desto konsensfähiger seien sie. Dies macht sich die Autorin zunutze: Sie setzt eine Reihe von sehr abstrakten konsensfähigen Funktionen, welche jede Gesellschaft zu erfüllen habe: «Pro-

duktion und Kooperation, Verteilung und Solidarität, Schutz und Sicherheit, Erziehung und Ausbildung». Allerdings sind Zweifel an der Vollständigkeit der Liste angebracht: Wie steht es mit der Geburtshilfe, der Gesundheitsversorgung und der Totenbestattung, und weshalb fehlen die Streitschlichtung oder die politische Organisation? Doch auch bei einer optimalen Vervollständigung bleibt ein grundsätzlicher Vorbehalt: Für sozialwissenschaftliche Analysen können «Grundbedürfnisse» und «transkulturelle Kernaufgaben» keine festen Bezugspunkte sein, denn es sind schwankende Grössen, die sich nur allzu leicht für gesetzte Zwecke instrumentalisieren lassen. Bei Verena Tobler besteht der Zweck offensichtlich darin, kernige – sprich wesentliche – von beliebigen Kulturinhalten zu unterscheiden. Doch gehen wir der Reihe nach.

2. Traditionale und moderne Gesellschaften: ein irreführender Gegensatz

Das Konzept der Kernkultur wird im Rahmen einer Gesellschaftstheorie entwickelt. Tobler kontrastiert zwei Wirtschaftsweisen und entsprechende Gesellschaftstypen: «Kapitalzentren» und «Randzonen der Weltwirtschaft», welche ins Gegensatzpaar von modernen und traditionellen Gesellschaften gefasst werden. Im einen Extrem werden *alle* Kernaufgaben via Lohnarbeit und staatliche Umverteilung erledigt, im anderen fallen *alle* der erweiterten Verwandtschaft zu. Das ganze Spektrum zwischen den Extremen, das die realen Gesellschaften ausfüllen, fällt dem Schema zum Opfer. Die beiden Extreme finden sich im realen Leben jedoch nicht. Selbst in der hochkapitalisierten Schweiz bleibt zum Beispiel die Erziehung nach wie vor eine Aufgabe, die grösstenteils im informellen Raum der Haushalte und Spielplätze

enttäuschend

vonstatten geht. Und sogar in den abgelegenen Dörfern im südlichen Zentralsumatra sind die monetär vermittelten Marktbeziehungen nachweislich vielfältig und nur schwer zu überschauen. Es ist ein krasses Vorurteil, wenn man meint, in den wenig kapitalisierten Randgebieten, wo der Staat oft nur als parasitärer repressiver Apparat anwesend ist, sei etwa die Funktion der Solidarität – um dieses Beispiel aufzugreifen – ausschliesslich an die (erweiterte) Verwandtschaft gebunden. Vielmehr verfügen nichtstaatliche überfamiliale Einheiten wie zum Beispiel lokale Gemeindestrukturen, religiöse oder kultische Organisationen, Altersklassen, kasten- oder zunftähnliche Gebilde etc. oft über bemerkenswerte Nothilfe- und andere solidarische Strukturen.

Die Zweiteilung der Welt in hoch- und nichtkapitalisierte Zusammenhänge macht blind für wichtige Phänomene in schwach kapitalisierten Kontexten. Wenn die zu beobachtende Vielfalt an sozialen Organisationsformen, institutionellen Lösungen und Produktionsweisen über den zweiteilenden Kamm der «Idealtypen» geschoren wird, so geht dies auf Kosten der Realitätswahrnehmung. Kurzum: Der Dualismus von modernen und traditionellen Gesellschaften ist eine Übervereinfachung, welche eine angemessene Analyse von gesellschaftlichen Zuständen verunmöglicht.

3. Die Kernrollen halten nicht, was sie versprechen

Zur Erinnerung: Unter «Kernkultur» versteht Tobler jenen Ausschnitt an kollektiv vermittelten Fähigkeiten, Normen und Wertorientierungen, welche in einer bestimmten Gesellschaft der Erfüllung der Kernaufgaben dienen. Die Individuen dieser

Gesellschaft seien entsprechend mit einer Reihe verbindlicher Verhaltenserwartungen konfrontiert, die sich in einer Anzahl von gesellschaftsspezifischen «Kernrollen» bündeln lassen. Diese sind gesellschaftlich relevante Statuspositionen, welche die Rechte und Pflichten der Individuen definieren. Die These ist nun, dass in den modernen Gesellschaften die Kernrollen an die Staatsbürgerschaft, den Beruf und die ökonomische Position geknüpft, während sie in traditionellen Gesellschaften an die familiäre Position, das Alter und das Geschlecht gebunden seien.

Das Konzept der «Kernrollen» genügt freilich dem Anspruch nicht, die inhaltsleere Vorstellung der Kernkultur im Hinblick auf eine besondere Gesellschaft zu konkretisieren. Denn dies hiesse zu fragen, welche realen Rechte und Pflichten in einem bestimmten gesellschaftlichen Kontext mit Staatsbürgerschaft, mit ökonomischer Position, mit familiärer Position oder dem Geschlecht tatsächlich verbunden sind. Stattdessen wird der forschende Blick von den sozusagen platonisch durch die beiden Gesellschaftstypen definierten Kernrollen geblendet. Die Praktiken, Institutionen und Rollen, mittelst denen eine abstrakte Kernaufgabe wie «Kooperation» in einem bestimmten kollektiven Lebenszusammenhang tatsächlich realisiert wird, lassen sich jedoch ebenso wenig apriori bestimmen wie die Grade an Verbindlichkeit, die damit verbunden sind. Vielmehr ist es die Aufgabe der empirischen Sozialwissenschaft, in einem bestimmten gesellschaftlichen Kontext zu analysieren, auf welche Weise «Kooperation» realisiert wird und welche kulturellen Komplexe (Kommunikationsformen, Normen, Glaubensinhalte, rituelle Praktiken) die strukturierten Formen der Kooperation begleiten, unterstützen und rechtfertigen, aber auch, welche sie relativieren, begrenzen und in Frage stellen.

91

4. Dürfen patriarchale Familienformen nicht bewertet werden?

92 Eine weitere Schwachstelle betrifft die Darstellung der hierarchisch gegliederten Verwandtschafts-, Alters- und Geschlechterrollen. Diese sind ein Merkmal von patrilinearen, männlich dominierten (Gross-)Familiensystemen. Einig gehe ich mit der Autorin darin, dass mit einer zunehmenden Kapitalisierung einer Gesellschaft die Tendenz besteht, dass sich solche hierarchische Familiensysteme allmählich zurückbilden, ja dass sie gar durch Gesetzgebung und andere Massnahmen – wie bei uns in den letzten dreissig Jahren – aktiv abgebaut werden. Nicht einverstanden bin ich jedoch mit der Art und Weise, wie Tobler die patriarchalen Familiensysteme in ihrer Theorie verankert. Sie werden als unhinterfragbare Form der Erfüllung der Kernaufgaben in schwach kapitalisierten Gesellschaften hingestellt. Dies scheint mir ein Kurzschluss zu sein, denn die männliche Vorherrschaft wird damit nicht als machtgebundene, willkürliche Kulturform verständlich, sondern im Falle der «traditionalen» Gesellschaften als notwendig erachtet und so gerechtfertigt. Damit hat die Autorin einen Weg gefunden, die breite Diskussion ums Patriarchat einfach zu ignorieren. Unerlässlich schiene mir zum Beispiel, die behauptete hohe Funktionalität der patrilinearen Grossfamilie auf spezielle Typen von Agrargesellschaften zu beschränken, mit Blick auf alle möglichen Formen des Funktionsverlusts und des realen Zer-

Alex Sutter ist promovierter Philosoph. Er betreibt in Bern das Büro TRANSKULTUR mit den Schwerpunkten Kulturdiskurs, Minderheiten- und Menschenrechte. Diverse Konzeptarbeiten und Durchführung von Weiterbildungen und Projekten in diesem Themenbereich sowie Mitarbeit an mehreren Dokumentarfilmen. Er ist nebenamtlicher Dozent an der Hochschule für Sozialarbeit Bern und am Nachdiplomstudium Interkulturelle Kommunikation der Universität Luzern. Eigene Publikationen sind abrufbar unter www.transkultur.ch.

falls der männerzentrierten Grossfamiliensysteme unter den sich weltweit rapide verändernden strukturellen Bedingungen. Und selbst unter der Voraussetzung einer solchen empirischen Präzisierung darf die allfällig festgestellte wirtschaftliche Funktionalität eines patriarchalen Familiensystems nicht in ein Verbot münden, die Folgen eines solchen Systems für das weibliche Geschlecht zu bewerten. Genau dies geschieht aber, wenn nicht mehr gefragt werden darf, welche sozialen Verhaltensnormen als legitim zu betrachten sind, und welche als willkürlicher Zwang nur einem besonderen Machtinteresse dienen. Denn – und das gilt für alle Gesellschaften – nicht jede Ungleichheit ist gerechtfertigt, nur weil sie im Hinblick auf bestimmte Lebenszwecke für funktional gehalten wird. Und umgekehrt gilt: Nicht jede als verbindlich deklarierte Verhaltensnorm stösst bei den betroffenen Individuen auf eine vorbehaltlose Akzeptanz.

5. Kultur ist nicht primär vom Strukturwandel abhängig, sondern von den Handelnden

Weil patriarchale Strukturen und Mentalitäten direkt aus den Kernaufgaben abgeleitet werden, stellt sich die Frage gar nicht, weshalb patriarchalische Familienmoral eine so hartnäckige Tendenz hat in Kontexten fortzubestehen, in denen ihre Grundlage – das patrilineare Grossfamiliensystem – sich längst in kleineren Familienformen aufgelöst hat. Die komplementäre Frage in Bezug auf die jüngste westeuropäische Geschichte lautet, wie es möglich war, dass das unter den kapitalistischen Bedingungen sehr lange fortbestehende patriarchale Familienethos seine Vorherrschaft in der öffentlichen Moral innerhalb einer Generation am Ende des 20. Jahrhunderts einbüßen konnte und egalitären Normen weichen musste. Eine vernünftige Erklärung gibt nicht der Strukturwandel alleine, sondern nur im Verbund mit den sozialen Bewegungen von Handelnden, in diesem Falle also vor allem der Frauenbewegung.

«Kulturen» sind nicht einfach von «Strukturen» determiniert, sondern immer an *Handelnde* gebunden, welche sich *in und gegen* Strukturen bewegen. Diese Neugewichtung erlaubt es, sowohl das Fortbestehen von «überholten» kulturellen Komplexen unter den Bedingungen eines beschleunigten Strukturwandels wie auch kulturrevolutionäre Transformationsprozesse besser zu verstehen.

6. Ein handlungsbezogener Kulturbegriff als Alternative

Zum Schluss möchte ich auf das Konzept der Kernkultur mit einem handlungsbezogenen Kulturkonzept antworten, das in der praktischen Anwendung auf den Integrationskontext den entscheidenden Vorteil hat, nicht pauschalisierend zu wirken. Dieser Kulturbegriff bezieht sich auf die Ebene der *Individuen*, welche von *Gruppenzugehörigkeiten* und von *Institutionen* geprägt sind und welche in bestimmten sozialen Feldern als *Handelnde* auftreten. Eine entsprechende Definition lautet wie folgt:

Unter «Kultur» versteht man die kollektiven Standards von Zeichengebräuchen, Normen, Werten und Techniken, die ein Individuum in unterschiedlichen sozialen Kontexten von Institutionen oder Kleingruppen verinnerlicht hat, um die Welt zu deuten, mit anderen zu kommunizieren und zielgerichtet zu handeln.

Der Fokus dieses Kulturkonzepts liegt auf den *handelnden Individuen* mit ihren lebensgeschichtlich erworbenen Fähigkeiten, insofern diese bestimmten *kollektiven Standards* entsprechen. Wichtig ist, dass sich die kollektiven Standards immer auf empirisch beschreibbare kollektive Gebilde beziehen, seien dies *Kleingruppen* (Familien, Nachbarschaften, Peergroups etc.), *soziokulturelle Milieus* (manchmal auch ethnische Milieus), *Institutionen* (öffentliche Verwaltungen, Rechtssysteme, Schulen, Kirchen etc.) oder *Organisationen* (Betriebe, Vereine, Parteien, Massenmedien etc.). Dies im Gegensatz zu *Grossgruppen* wie Nationen und Ethnien, welche imaginäre Gemeinschaften sind, denen in der Regel gemeinsame kulturelle Standards eher in der politischen Phantasie als in der gelebten Realität zukommen.

Ein Merkmal des handlungsbezogenen Kulturbegriffs ist die Betonung der Perspektive der jeweils Handelnden. Wenn nach der kulturellen Dimension (im Gegensatz zur ökonomischen, politischen, sozialen Dimension) eines Ereignisses gefragt wird, so geht es um die Bedeutung von Zeichen, die Verbindlichkeit von Normen, die Selbstverständlichkeit von Praktiken nicht an-und-für-sich, sondern für die jeweils beteiligten Akteure. Zur Debatte steht das Verhältnis von intersubjektiver Geltung und subjektiver Praxis. Dieser systematische Bezug aufs subjektive Handeln unterscheidet in meinem Verständnis

Une conception décevante...

La thèse de Verena Tobler se fourvoie dans cinq points. Primo, les besoins fondamentaux et les tâches principales sont une base chancelante des plus incertaines pour établir une théorie. Secundo, l'opposition entre tradition et modernisme n'a aucune valeur pour analyser les sociétés sous l'angle des conditions posées à une globalisation intensive. Tertio, les sciences sociales doivent appliquer une méthode empirique et non pas des méthodes fondées sur des a priori. Quarto, l'auteur abuse de la piste du fonctionnalisme pour s'opposer aux appréciations de valeur. Quinto, la morale ne dépend pas directement des structures de la société, mais elle est l'intermédiaire de l'action humaine. Appliqués à la question de l'intégration dans des sociétés d'immigration occidentales, ces paradigmes irréfléchis conduisent à une simplification à outrance. L'aspect culturel de la problématique de l'intégration n'est alors considéré qu'à la lumière du contraste «modernisme-traditionalisme». En lieu et place d'une appréciation différenciée de l'individu, on pose un bienveillant regard globalisant. Autrement dit, à cet égard, la piste qu'emprunte Verena Tobler ne se démarque pas des ébauches traditionnelles qui se fondent sur un concept culturel se référant au groupe. Sutter développe un concept de culture alternative se référant à l'action humaine.

die Perspektive der Kulturanalyse von anderen sozialwissenschaftlichen Ansätzen, welchen es – wie dem Konzept der Kernkultur – darum geht, sogenannte «objektive» soziale Strukturen oder Systeme zu eruieren. Wo das Konzept der Kernkultur dazu verleitet, Personen aufgrund ihrer Herkunft mit pauschalisierenden kulturellen Zuschreibungen auszustatten, führt der handlungsbezogene Kulturbegriff zu einem nicht abschliessbaren Gespräch über Situationen, Prägungen und lebensgeschichtlichen Veränderungen. Gewiss brauchen wir eine «neue Aufklärung», – aber keine, die uns noch stärker an Schwarz-Weiss-Schemata bindet, sondern eine, die uns in der Praxis zu einer maximalen Differenzierung befähigt.

93

Plädoyer gegen

Eigentlich ist es unglaublich, wie wenig die Schweiz, gut vierzig Jahre nach der grossen Einwanderung der sechziger Jahre, aus ihren vergangenen Fehlern gelernt hat. Bei jeder neuen Einwanderung werden neue Ängste geschürt, neue Sündenböcke geschaffen, und immer wird vergessen, dass die Integration Neuzugezogener vor allem eines ist, nämlich eine Sache der Zeit.

So suchen dann Politiker nach Massnahmen, um neue Zuzüge zu verhindern und Soziologen nach neuen Theorien, wie man aus Ausländern die besseren Schweizer machen könnte. In den siebziger Jahren hiess eines der Zauberworte Assimilation. Die Ausländer sollten sich den Schweizern anpassen, ihre eigene Kultur und Lebensgewohnheiten abstreifen, als seien sie ein schmutziger Anorak. Die Reaktionen auf solche anmassenden Forderungen sind damals unterschiedlich ausgefallen. Während sich die einen dem Assimilationsdruck bis zur Überanpassung beugten, liessen sich andere ihr Selbstbewusstsein nicht knicken.

Heute, dreissig Jahre später, wird nun wieder nach Anpassung geschrien, auch wenn dafür neue Begriffe gebraucht werden. So heissen die neuen Zauberworte, welche die Ausländer neutralisieren sollen, damit sie besser in unsere Gesellschaft passen: Leitkultur in Deutschland und Kernkultur in der Schweiz.

Mythen über Ausländer

Ich lese in einem Artikel zu Thema Kernkultur von Verena Tobler: «Menschen, die in Gesellschaften mit geringer Komplexität aufgewachsen sind und nicht in der Zeitökonomie diszipliniert wurden, haben hierzulande meist moderne Arbeitsmoral und manche der protestantischen Arbeitstugenden zu erlernen». Was soll man zu solchen Anmassungen sagen? Was ist mit der Arbeitsmoral der Millionen Ausländerinnen und Ausländer, die in den letzten fünfzig Jahren in der Schweiz die härtesten Verschleissjobs erledigt haben? Wem ist mit solchen Äusserungen geholfen? Nehmen wir den Schweizern die Angst vor den Fremden, wenn wir sagen, dass diese hier arbeiten und nicht faulenzeln müssen oder bestätigen wir damit nicht viel mehr den Mythos des faulen Ausländers, des Sozialschmarotzers?

Uns Linken wird von den Rechtspopulisten und Anpassungstheoretikern vorgeworfen, wir nähmen die Ängste der Bevölkerung nicht wahr. Wir würden schönfärben, dort wo es doch längst nichts mehr schönzufärben gäbe. Wir seien blauäugige

L'auteur s'exprime d'une manière critique contre l'emploi de la notion «Kernkultur» (culture essentielle). Elle est d'avis que ce n'est qu'un euphémisme face à tous les slogans qui, finalement, ne demandent qu'une chose: l'adaptation pure et simple des étrangers. Elle arrive à la conclusion que les recettes simples n'opèrent pas face à la complexité de notre société.

Zauberworte

Idealisten, Multikulti-Romantikerinnen, die nicht wahrhaben wollen, dass das Volk längst die Nase voll habe. Selbst die alt-eingesessenen Ausländer – das heisst jene, die schon ein Leben lang in der Schweiz wohnen und arbeiten und aufgrund der unmöglichen Einbürgerungsgesetze noch immer zu den Ausländern zählen – hätten genug von den neuen. Ängste werden nicht genommen, indem man postuliert, so wie dies heute in der Schweiz nur zu oft getan wird: Ausländische Männer sind Machos, sie sind faul und ans Arbeiten nicht gewohnt.

Die Komplexität (an-)erkennen

Die Rezepte, mit welchen die Rechtspopulisten, die heute nicht ausschliesslich in traditionellen Rechtsparteien sitzen, und die Anpassungstheoretiker den Schweizerinnen und Schweizern die Angst vor den Fremden nehmen wollen, sind zum Scheitern verurteilt. Denn die einen argumentieren mit der Einschränkung der Zuwanderung, als ob dies volkswirtschaftlich verkraftbar wäre. Während die anderen für den Zwang zur Anpassung an die schweizerische Kernkultur plädieren – also für die Amputation eines Teiles der eigenen Persönlichkeit, so wie dies schon in den siebziger Jahren verlangt wurde, und sich glücklicherweise damals schon als unpraktikabel erwies.

Weder die einseitige Anpassung der Migranten und Migrantinnen an die hiesige Kernkultur noch eine Einwanderungsbeschränkung sind heute gangbare Wege. Werden die Grenzen geschlossen, so geschieht die Immigration verdeckt statt legal und kontrollierbar. Migration ist nur ein Aspekt der globalisierten Welt, in der wir leben. Laut UNO-Angaben gibt es auf

der Welt hundert Millionen Migranten, davon sind zwanzig Millionen Flüchtlinge. Und noch etwas darf nicht vergessen werden: Mehr als die Hälfte der Weltbevölkerung lebt von weniger als zwei Dollar pro Tag. Das ist das wahre Gesicht unserer Welt, in der die Kluft zwischen Arm und Reich immer grösser wird.

Sicher, die Schweiz kann nicht alle Migranten der Welt aufnehmen, aber dies verlangt auch niemand. Wichtig ist es, den Menschen die Dimensionen und die Komplexität der Situation aufzuzeigen.

Maria Roselli ist Journalistin und arbeitet für verschiedene Zeitungen. Sie ist Mitglied der SP Migration in Zürich und engagiert sich seit Jahren in Fragen der Migrations- und Integrationspolitik.

■ *Das ist das Schulhaus.*

Es ist für mich wichtig, weil ich da in die Schule gehe. Ich finde es auch schön, hierher zur Schule zu kommen. Man hat viele Kolleginnen und Kollegen ebenfalls. Es macht recht Spass. Am liebsten bin ich mit Kolleginnen zusammen. Wir können in der Pause zusammen reden. Ich komme jeden Tag hierher. Dann sieht man alle Kinder, die Freude an der Schule haben. Ich find's gut, dass ein paar noch Freude an der Schule haben. Ich glaube, ein paar aus unserer Klasse gehen nicht gerne zur Schule, so wie sie sich verhalten. Ich weiss nicht. Miriam, 12 Jahre, Zürich/Italien.



■ *Das ist die Schule. Da ist der*

Strommast, da der Zaun, da ein Hahn. Es ist die Schule vom Lehrer. Sie war geschlossen, weil Sonntag war. Ich gehe nicht mehr zur Schule. Ich mochte sie nicht. Punu, Bastar.



■ *Ein paar Mädchen halten die Schulzimmer sauber. Immer zwei Mädchen aus einer Klasse*

wischen ihr Klassenzimmer. Sie tun das am Morgen und bevor die Glocke zum Schulschluss läutet. Das Mädchen hier auf dem Foto trägt die Schuluniform. Sie trägt ein Kopftuch, weil sie Moslem ist. In unserer Schule sind Buddhisten, Moslems und ein oder zwei Christen und Hindus, ganz gemischt. Wir haben keine Probleme miteinander. Wir teilen unser Essen. Wir essen vom Essen der Buddhisten und Christen, und sie essen von unserem Essen. Das ist gut.

1989 war das Verhältnis zwischen Buddhisten und Moslems nicht sehr gut. Heute ist die Beziehung besser. Damals war die Beziehung nicht gut. Es wurde gekämpft, und wir mochten sie nicht. Als diese Kämpfe waren, hatten wir traurige Gefühle in unseren Herzen. Wir hatten ja auch buddhistische Freunde. Heute ist die Beziehung besser. Ich habe viele buddhistische Freunde. Imtierz Ahmad, 15 Jahre, Ladakh.



Kernpunkt:

Die beiden Kommentare zeigen, dass Alex Sutter und Maria Roselli vom Instrument der Kernkultur rein gar nichts verstanden haben! Denn Kernkultur hat nur mit verbindlichen Fertigkeiten, Regeln und Werten zu tun. Fokussiert auf die letzten beiden Punkte heisst das: Kernkultur befasst sich zunächst mit modernem Recht und dessen Vermittlung und deshalb auch mit den entsprechenden Grundwerten und Werthaltungen.

Kernkultur hilft jenen, die ernsthaft interkulturelle Integrationsarbeit leisten, das hiesige Recht mit den entsprechenden Moralvorstellungen, (1) klar – und das heisst: ohne eine Laissez-Faire-Einstellung gegenüber geltendem Recht! (2) aber gelassen – und das heisst: ohne moralische Empörung und die damit verbundenen Abwertungen! (3) inhaltlich so zu vermitteln, dass sie von den Menschen, die an den globalen Rändern sozialisiert wurden, auch gehört und verstanden werden können.

Und dazu müssen diejenigen, die Integrationsarbeit leisten, sowohl die Differenzen zwischen modernen und traditionellen Rechts- und Moralvorstellungen als auch die dahinter verborgenen transkulturellen Gemeinsamkeiten erkennen, verstehen und benennen können.

Um die wichtigste Leistung des Instruments nochmals hervorzuheben: Kernkultur ermöglicht im interkulturellen Konfliktfall die folgende Triangulation:

1. Sie klärt, ob und wie ein Konflikt das moderne Recht – wie z. B. Schulobligatorium oder Gleichstellung – tangiert oder ob es nur um hiezulande beliebige Lebensstile – wie z.B. Kopftücher oder Fleischkonsum – geht.

2. Sie trägt dort, wo effektiv hiesiges Recht betroffen ist, zu interkultureller Verständigung bei: Ohne die Menschen von den Rändern zu Gewalttätern, Faulenzerinnen, Fürsorgedieben, Frauenverächtern abzustempeln, erlaubt das Konzept, diese Fremden bei ihren je eigenen Verhaltensmustern, Rechts- und Wertvorstellungen abzuholen, um darauf gestützt die moderne Kernkultur mit ihren Rechtsnormen, Grundwerten und Fertigkeiten zu erklären.

3. Kernkultur eröffnet so jenen, die wegen ihrer kontextspezifischen Sozialisation und Enkulturation ungewollt gegen hiesige Verhaltens-, Rechts- und Moralvorstellungen verstossen, freundlich die Chance zu kernkultureller Integration. Darüber, ob sie sich integrieren wollen, haben die Immigrierten allerdings selbst zu entscheiden. Sie können das aber nur, wenn ihnen die modernen Rechtsverhältnisse klar und weder moralisierend noch abwertend vermittelt werden. Denn wer die transkulturellen Gemeinsamkeiten hinter den traditionellen und den modernen Vorstellungen verstanden hat, kann die im Hier und Jetzt verbindlichen Kulturelemente nüchtern und das heisst: funktional erläutern und begründen.

Von Kernkultur nichts verstanden!

Das Konzept ist nicht nur ein Triangulations-, sondern auch ein Vielebeneninstrument: Kernkultur ist sehr abstrakt mit Blick aufs Globale; sie wird konkreter mit Blick auf die einzelnen Gesellschaften; noch konkreter für den Kontext Schweiz, aber am konkretesten – transkulturell vermittelnd und interkulturell einfühlend – ist Kernkultur mit Blick auf die einzelnen Personen.

Kernkultur und Wertvorstellungen

Um es zum Schluss noch in der Sprache der Tiefenpsychologie auszudrücken: Soziale Konstruktionen sind triebenergetisch besetzt. Dies erst recht, wenn es sich um rechtliche bzw. moralische Vorstellungen handelt. Der schweiz-interne Kampf um den Schwangerschaftsabbruch sei hier als aktuelles Beispiel genannt. Gerade weil Kernkultur die in den menschlichen Subjekten tief verankerten Wertvorstellungen ernst nimmt, ist sie letztlich auch zu einem Instrument geworden, mit dem vorab diejenigen, die effektiv Integrationsarbeit leisten, ihr eigenes kognitives und affektives Leistungspotenzial zu überprüfen vermögen.

Sie können sich die Frage stellen, ob ihr eigenes «Ich» denn wirklich in der Lage ist, (1) trotz Einbindung in die moderne Kernkultur mit ihren kulturspezifischen Über-Ich- und Ich-Idealforderungen, (2) seine affektiven, sozialen, und kognitiven Funktionen mit Blick auf die Realitäten in den Zentren und an den Peripherien des Kapitals auf eine Weise wahrzunehmen, die (3) sowohl den Fremden, die von den Rändern kommen, als auch den Einheimischen, die mit ihnen zu tun haben, eine Hilfestellung für eine gelingende Integration bietet.

Point essentiel: rien compris de la notion de «Kernkultur» (culture essentielle)!

Dans sa réplique aux deux commentateurs, l'auteur rétorque qu'ils n'ont rien compris à sa manière d'argumenter au sujet de la «Kernkultur» (culture essentielle). Selon Verena Tobler Linder, son concept a affaire seulement avec des règles et des valeurs à caractère imposé, c'est-à-dire concrètement avec le droit moderne et ses intermédiaires. La notion de «Kernkultur» offre un appui à ceux qui se penchent sérieusement sur le processus d'intégration interculturelle car il doivent donner une idée claire du droit de notre pays et des attentes morales qui en découlent (1), sans attitude de laisser-faire à l'égard du droit en vigueur (2), et de façon décontractée, autrement dit, sans indignation morale qui amène la dépréciation (3).

Gegen Idealisierung und Verteufelung

Und bei diesem Test würden vermutlich sowohl Alex Sutter als auch Maria Roselli derzeit durchfallen: Denn Idealisierung und Verteufelung sind in der Integrationsarbeit in jedem Fall hinderlich und zwar unabhängig davon, ob sich diese Formen der Abwehr an Fremden oder an Einheimischen festmachen. Rassismus ist nur eine Form der vielfältigen Arten, unter denen destruktiver Narzissmus grassiert. Auch pauschalisierende Abwertungen, die von links kommen, dienen dem Zweck, über projektive Unterstellung die eigene Überlegenheit zu beweisen. Ob man sich dabei ins narzisstisch überhöhte Boot mit Einheimischen oder mit Fremden setzt, ist letztlich ohne Belang. Denn ob Rassismus oder jene plumpe Form des Antirassismus, die einfach «umkehrt» – beide hindern daran, die Welt und ihre Menschen, mit ihren statistischen Regularitäten und individuellen Sonderfällen, einschliesslich uns selbst, neugierig, nüchtern und freundlich zu betrachten, um gemeinsam effektive Integrationsarbeit zu leisten. So kann ich die beiden KommentatorInnen nur freundlich in einen meiner Kurse einladen: Sie lernen dort nämlich, dass Soziale Arbeit sowohl eine Wissenschaft als auch eine Kunst ist. Als Wissenschaft geht sie von empirischen – und das heisst immer auch: statistischen Realitäten aus und stellt uns Hypothesen zur Verfügung. Als Kunstform hingegen vermittelt sie uns, dass jedes Individuum ein Sonderfall ist und sämtliche Untersuchungen der Welt nicht im Stande sind, vorauszusagen, was für eine Person denn konkret vor uns steht und wie diese Person reagieren wird. Deshalb ist und bleibt die eigene Person in der interkulturellen Integrationsarbeit stets auch ein Instrument, welches wir von allen Seiten «erhellen» müssen – auch dazu hilft Kernkultur.

**Portrait:
Redaktionsgespräch mit
Table Ronde avec**

Christa Berger
Prosper Dombelle
Simone Gretler Heusser
Adrian Linder
Christof Meier
Pascale Steiner



Die Kultur in der Praxis

Zum Stellenwert von Kultur in Integrationsprojekten

Sur la notion de culture dans les projets d'intégration

terra cognita: Im Zusammenhang mit Integration taucht immer wieder der Begriff Kultur auf. Was versteht ihr selbst unter Kultur?

Dans le contexte de l'intégration on parle souvent de culture. Qu'entendez-vous par culture?

■ Christa Berger: Spontan kommen mir die Begriffe Identifikation und Abgrenzung in den Sinn. Ich bin geprägt von einem bestimmten Familienmilieu, in das ich bin hineingeboren wurde. Die Familie ist allerdings nur *eine* Gemeinschaft, durch die Werte und Normen vermittelt werden. Im Verlauf des Lebens kommt man mit ganz verschiedenen Kulturgemeinschaften in Berührung. Man kann sich damit identifizieren oder man grenzt sich ab. Die Basis sowohl zur Identifikation wie zur Abgrenzung sind diese Werte und Normen. Das ist für mich Kultur. Als ich Austauschstudentin in den USA war, habe ich gemerkt, wie wichtig dieses Abgrenzungsmoment ist, um die eigene «Verortung» vollziehen zu können, das heisst, es ging

auch darum, über meine eigene Herkunft klar zu werden. Das war die Voraussetzung dazu, mich überhaupt ändern gegenüber öffnen zu können.

■ Prosper Dombelle: Pour moi, la culture, c'est d'abord les valeurs qui composent une personne, une communauté ou même un peuple, quelque chose de très élevé, de profond et de respectable. C'est ce qui identifie et ce qu'on peut identifier chez les autres, c'est-à-dire les racines. Il s'agit de différentes notions – la notion de solidarité, la notion de famille, le savoir – qui sont partagées par un certain nombre de gens. C'est à partir du moment où on commence à partager ces valeurs qu'on peut parler de culture comme vie sociale.

■ Simone Gretler Heusser: Kultur ist aus meiner Sicht in erster Linie eine Herangehensweise an Situationen, an Probleme oder Sachen, die Menschen irgendwie organisieren müssen. Ein wichtiger Teil von Kultur ist die Erfahrung, die eben unterschiedlich sein kann, je nach dem, von welchen Werten man geprägt ist oder in welchem Umfeld man aufgewachsen ist. Andererseits ist Kultur auch eine Praxis, die mit jeder Erfahrung wieder anders aussehen kann. Kultur ist etwas Situations. Der gleiche Mensch wird in unterschiedlichen Situationen unterschiedlich reagieren, sich unterschiedlich einbringen.



La culture et l'intégration

Kultur ist gewissermassen für alle Menschen auf eine Art gleich und auf eine andere Art etwas ganz Subjektives. Ich sehe Kultur gleichzeitig als etwas sehr Persönliches wie auch als etwas allgemein Menschliches.

■ Pascale Steiner: Ich benutze den Begriff Kultur eigentlich nicht sehr gerne. Ich denke, dass damit viel Schindluderei getrieben wird und deshalb ein vorsichtiger Umgang angezeigt ist. Kultur sehe ich am ehesten als die Geschichte und Biographie, die Teil eines jeden von uns geworden ist und sich im Laufe des Lebens – mit neuen Erfahrungen – wieder verändert. Im Zusammenhang mit Integration beobachte ich allerdings eine andere Dimension von Kultur. Kultur wird in Bezug zu Migration gesetzt. Es wird unterschieden zwischen der Kultur der Leute, die schon hier waren, und der Kultur der Leute, die hierher kommen. Auch stosse ich immer wieder auf das, was häufig unter dem «Zusammenprall der Kulturen» diskutiert wird.

■ Christof Meier: Ich bin in meinem Leben – z.B. im Schulunterricht, beim Theaterspielen und Organisieren von Festivals, in der Arbeit mit Migrantinnen und Migranten – verschiedenen Begriffen von Kultur begegnet. Diese waren je nach dem klarer und eindeutig oder eben nicht. Im Zusammen-

hang mit Integration gehe ich in erster Linie davon aus, dass es ein Set von gesellschaftlichen Werten und Normen gibt, die unser Verhalten in einem gewissen Ausmasse beeinflussen und steuern. Wir können uns daran orientieren. Es ist aber so, dass wir alle auf mehr als eine Kultur zurückgreifen können und dass keine Kultur einem einzelnen Menschen in einer konkreten Situation nur eine Handlungsmöglichkeit offen lässt. Wir vergessen manchmal, dass Norwegerinnen und Türken ebenso komplizierte Persönlichkeiten sind wie wir und dass es keinen Grund zur Annahme gibt, dass die kulturellen Unterschiede zwischen zwei Menschen aus Peru kleiner sind als zwischen zwei Personen mit einem Schweizer Pass.

■ Adrian Linder: Kultur, das sind für mich die Dinge, die man kultiviert. Ich gehe eher von diesem alten Gegensatz zwischen Natur und Kultur aus. Natur ist alles, was von selber läuft, und Kultur ist das, was man kultivieren muss, damit es läuft. Das können Dinge sein, Fertigkeiten, Werte und Arten des Umgangs, die mir weitergebenswert scheinen. Kultur ist so gesehen all das, was ich gerne an meinen Sohn weitergebe, wenn er danach fragt. Die Liebe zu malischer Griot-Musik zum Beispiel, zu den Tönen von Jim Pepper, Rösti oder javanisches Curry gut zuzubereiten oder die Liebe zu einem bestimmten Platz im Tessin, wo wir regelmässig hingehen.

■ *Das Redaktionsgespräch wurde von Simone Prodolliet geleitet.*

■ *La table ronde a été dirigée par Simone Prodolliet.*



terra cognita: Y a-t-il des commentaires? Gibt es Kommentare auf einzelne Aussagen?

■ S. G.: Dieser Gegensatz von Natur und Kultur hat etwas für sich. Das heisst dann aber, dass die Kultur sozusagen die Natur der Menschen ist. Man kann gar nicht anders als Mensch. Es ist die Natur des Menschen zu kultivieren.

■ A. L.: Das mag sein, aber man kann es vernachlässigen oder man kann es pflegen. Wichtig scheint mir, dass es mit Liebe und Willen zu tun hat, dass man etwas sorgfältiger oder weniger sorgfältig machen kann.

■ P. D.: Ce qui me paraît essentiel, c'est qu'il y a indéniablement une relation entre la culture et l'histoire. Pour moi c'est quelque chose de fondamental. On ne peut séparer la culture et l'histoire et les valeurs, car la culture fonde la dignité de l'homme. Cela reste en tout cas quelque chose qui explique un certain nombre de comportements de gens qui viennent d'une même région.

■ A. L.: Wichtig ist das Wort «*valeur*», das, was einem etwas wert ist.

■ P. S.: Was aber nicht zwingend allen etwas wert sein muss.

■ C. B.: Man reibt sich ja gerade daran, je stärker die Werte zur Geltung kommen. Das ist auch Kultur. Es ist nicht unbedingt nur das Positive, Harmonische, es ist auch dieses Abgrenzungsmoment, das Kultur ausmacht.

terra cognita: Um auf die Frage des Zusammenhangs von Integration und Kultur zu kommen: Que se passe-t-il au niveau de l'intégration quant à la culture?

■ P. S.: Für mich ist Kultur eigentlich ein Gefäss, das mit verschiedenen Inhalten gefüllt werden kann. Integration ist in diesem Zusammenhang das Mittel oder das Instrument, mit denen man diese Inhalte transportieren kann. Der Kulturbegriff begegnet mir beispielsweise in Projekten, die sich auf den «*eigenen Kulturkreis*» beziehen. Aber sehr oft kommt es eher implizit daher. Mit dem Mittel der Integration werden unterschiedliche Vorstellungen von Kultur transportiert.

■ C. B.: Bezogen auf das Integrationsförderungsprogramm können wir drei Ebenen von Kultur unterscheiden. So wird einerseits die Sprache als ein exponiertes Kulturgut oder als eine bedeutsame Kulturtechnik erachtet, die vermittelt werden soll und deshalb als integrationsrelevant angesehen wird. Das bezieht sich auf den Schwerpunkt I. Beim Schwerpunkt II geht es um das Thema der Kulturvermittlung. Man möchte Leute fortbilden, die nicht nur auf der Ebene der Sprache dolmetschen, sondern auf der Bedeutungsebene von Normen und Werten übersetzen. Auch das wird explizit als förderungswürdig und integrationsrelevant angesehen. Beim Schwerpunkt III schliesslich geht es um Soziokultur, um die Gestaltung des Zusammenlebens von Ausländerinnen und Schweizerinnen, der Alten und der Jungen oder andern Gruppierungen. Es geht darum, mit dem Ziel der Chancengleichheit Zugänge und Partizipation zu ermöglichen.

■ P. D.: Le point le plus essentiel par rapport à la culture et l'intégration, c'est l'aspect de l'échange. L'intégration devient un choix qu'on peut faire, un choix de partager ces valeurs avec l'autre. C'est là où ça devient plus intéressant, parce que c'est là où on enrichit l'autre et on s'enrichit aussi soi-même. On a délaissé l'idée des années soixantes où on demandait des gens d'abandonner leur culture, c'est-à-dire d'oublier sa culture pour s'adapter à celle de l'autre. Aujourd'hui c'est l'échange qui compte.



■ S. G.: Man muss hier vielleicht auch etwas grosszügig sein: Wenn Leute «Kulturkreis» sagen, heisst das noch nicht, dass sie von einer abgeschlossenen Kultur ausgehen. Klar, Assimilation ist für uns kein Thema. Aber ich habe auch schon mit jemandem gesprochen, der verwendete Assimilation in einem andern Sinne. Er sagte, «similaire», ähnlich werden, assimilieren, ja, das könne er sich vorstellen, aber integrieren, nein danke. Man muss immer sehen und hören, was hinter den Begriffen gedacht wird.

■ A. L.: Integration ist ein starker kultureller Wert, der beleibe nicht von allen Leuten geteilt wird. Integration hat auch damit zu tun, dass wir Leute mit anderer kultureller Prägung davon überzeugen wollen, dass sie an unsere glauben, nämlich dass integrieren etwas Gutes sei, besser jedenfalls als die sogenannte getrennte Entwicklung. Dennoch stellen wir fest, dass viele, auch Migrantinnen und Migranten, dies spontan befürworten, weil sie unter Leuten ähnlichen Hintergrunds eine Art Heimat finden.

■ C. M.: Die Anliegen der Integration haben mit der gemeinsamen Alltagsgestaltung verschiedener Menschen zu tun. Es geht sowohl um das Mit- als auch um das Nebeneinander. Wenn ich jemandem begegne, komme ich ebenso wie mein Gegenüber mit den mir eigenen Erwartungen, Ideen und Erfahrungen. Wir kommen beide mit unseren «Kulturen». Die Begegnung selbst kann nun gut oder weniger gut gelingen. Ein Integrationsprojekt kann einen wichtigen Beitrag dazu leisten, dass mehr solche Begegnungen gelingen, gut gelingen und uns somit in unserer gesellschaftlichen Entwicklung weiterbringen. Das gilt letztlich für alle sozialen Gruppen.

terra cognita: Was haltet ihr von Projekten, die unter dem Stichwort der Förderung der «eigenen Kultur» eingereicht werden? Que pensez-vous des projets qui se penchent sur la propre culture des migrants?

■ C. M.: Die Kommission hat entsprechende Projektgesuche nicht zur Mitfinanzierung empfohlen. Und zwar nicht, weil sie deren Bedeutung für integrative Fragen ablehnt, sondern sie keinem Förderschwerpunkt entsprechen, und weil der totale Finanzbedarf die Möglichkeiten des Kredites bei weitem übersteigen würde. Es gibt da ein gewisses Spannungsfeld, vielleicht vergleichbar mit demjenigen einer Ausländerorganisation, die bei ihrer Gründung die Pflege der «Heimatkultur» bezweckte und sich heute mit konkreten Integrationsfragen konfrontiert sieht.

■ C. B.: Obwohl diese Art von Projekten über das Schwerpunktprogramm nicht gefördert werden kann, denke ich grundsätzlich, dass es eine wichtige Sache sein kann. Man muss sich im Eigenen wohl fühlen, damit man sich überhaupt für das Andere öffnen kann. Das ist meine persönliche Erfahrung und meine persönliche Überzeugung.

■ A. L.: Ich bin da eher skeptisch. Ich frage mich, ob es gerade bei diesen spezifischen Kursen wirklich um das Eigene geht. Was ist das Eigene? Oft handelt es sich um bestimmte Vorstellungen von nationaler Kultur und Herkunft, die von den ausländischen Vertretungen hier in der Schweiz unterstützt werden, aber nicht unbedingt mit denjenigen der betroffenen Landsleute übereinstimmen müssen. Auch hört man immer wieder die Redewendung, die Jugendlichen wissen nicht mehr, was ihre Kultur ist. Ich denke jedoch, die Jugendlichen wissen sehr genau, was ihre Kultur ist und würden die auch gern unterstützt haben. Nur ist es meistens nicht das, was deren Eltern sich unter dem Eigenen vorstellen.

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Teams Integrationsförderung EKA:

Christa Berger studierte Sozialarbeit, Ethnologie und Klinische Psychologie. Sie war Projektleiterin am Institut für Suchtforschung in Zürich und wissenschaftliche Mitarbeiterin bei verschiedenen Forschungs- und Evaluationsprojekten.

Prosper Dombele a étudié les sciences politiques, obtient un certificat en relations Nord-Sud et a suivi une formation continue dans la formation d'adultes. Il a travaillé avec des réfugiés reconnus, comme formateur d'adultes et comme consultant dans le domaine interculturel.

Adrian Linder ist Ethnologe, Theologe und Linguist. Er arbeitete in der Entwicklungszusammenarbeit, leitete ein Pfarramt und war in verschiedenen kirchennahen Organisationen in der Geschäftsleitung und als Fachreferent tätig.

Simone Gretler Heusser ist Ethnologin und hat einen Master in Public Health. Sie arbeitete als nationale Koordinatorin im Europäischen Netzwerk gesundheitsfördernder Schulen, als wissenschaftliche Mitarbeiterin im Institut für Sozial- und Präventivmedizin in Zürich und war Assistentin am Institut für Ethnologie in Bern.

Christof Meier hat eine Ausbildung als Sekundarlehrer und war während vieler Jahre Leiter eines psychosozialen Fachdienstes im Asylbereich. Er absolvierte Weiterbildungen in Coaching, NPO-Management und Ressourcenarbeit. Er ist Koordinator des Teams Integrationsförderung.

Pascale Steiner studierte Ethnologie, Entwicklungssoziologie und Sozialpsychologie und ist Ausbilderin in der Bildungsarbeit mit Erwachsenen. Sie ist Doktorandin im Rahmen eines interdisziplinären Forschungsprojekts des Schweizerischen Nationalfonds zum Thema Einbürgerung.



■ S. G.: Man muss in diesem Zusammenhang sicher auch berücksichtigen, dass es unterschiedliche Ansätze gibt. Problematisch wird es, wenn die Menschen dauernd in getrennten Welten leben müssen, das kann sogar etwas Schizophrenes haben. Meines Erachtens sollte es mehr in Richtung von Anerkennung verschiedener Hintergründe im Alltag gehen.

■ P. S.: Ich meine, es sollte viel weniger in Dichotomien gedacht werden. Hier wir, dort die andern. Es sollte darauf ankommen, gemeinsam etwas tun zu wollen.

■ P. D.: J'aimerais ouvrir une parenthèse par rapport à la curiosité. Souvent, les projets que nous traitons ne suscitent pas la curiosité. Pour moi, la curiosité est très importante. Avant l'échange il faut la curiosité, l'intérêt pour l'autre.

■ A. L.: Ich sehe unsere Aufgabe auch in der Förderung dieser «curiosité». Man kann sogar ein wenig verallgemeinern: Es geht darum, ein Stück hiesige Kultur zu entwickeln, und zwar möglichst unter Nutzung von Beiträgen, die bisher vernachlässigt worden sind – gerade von Migrantinnen- und Migrantenseite. Es sind Ressourcen, die brach liegen, weil wir sie aus kultureller Blindheit oder Vorurteilen oder schlicht aus lauter Gewohnheit nicht wahrnehmen. Das Ziel wäre, Kultur nicht nur als etwas zu begreifen, von wo wir herkommen, sondern mehr als etwas, das wir gestalten und worauf wir zugehen. Es geht um Lebensqualität für alle.

■ C. B.: Ich möchte dieses Stichwort aufgreifen. Projekte müssen im Alltag ansetzen, nicht irgendwo, wo man einen Kurs anbietet und man noch speziell hingehen muss, sondern da, wo eben Kultur stattfindet, im konkreten Alltag, da, wo diese verschiedenen Welten aufeinanderprallen.

■ P. S.: Wir dürfen allerdings nicht vergessen, dass es strukturelle Barrieren gibt. Das Zusammen-etwas-machen ist schön und gut, aber man darf nicht davon ausgehen, dass alle die gleichen Möglichkeiten und die gleichen Rechte haben. Ich frage mich, ob Integration nicht hier beginnen sollte.

■ S. G.: Es ist klar, dass die Rechte weit hinterher hinken, und dieses Programm ist lediglich ein kleiner Schritt in Richtung der Anerkennung von Normalität, der Tatsache nämlich, dass unterschiedliche Leute in diesem Land leben.

■ A. L.: Das bedeutet aber auch, dass je mehr die Leute sich mit den Verhältnissen in der Schweiz auseinandersetzen, ihnen umso stärker auch ihre fundamentale Andersheit bewusst wird, und diese ist eine rechtliche und nicht eine kulturelle. Deshalb wollen wohl einige Leute auch, dass man die Integration nicht fördert, um genau dieses Bewusstsein zu verhindern.

terra cognita: Nous avons essayé de définir le terme «culture» et de le mettre en relation avec l'intégration. Macht der Begriff Kultur überhaupt Sinn? Brauchen wir ihn?

■ A. L.: Nicht speziell. Er macht Sinn, wie in jedem andern gesellschaftlichen Zusammenhang auch, z.B. in der Landwirtschaftspolitik, im Erziehungswesen. Kulturelle Faktoren wirken überall mit. Weil wir mit Menschen verschiedener Nationalität zu tun haben, müssen wir nicht a priori von Kultur reden. In der Integration ist Kultur nicht wichtiger als in jedem andern Bereich auch.

■ S. G.: Das denke ich auch. Ich bin der Meinung: Nicht mehr und nicht weniger als in andern Zusammenhängen.

■ C. B.: Wenn der Begriff «Kultur» in den Projekten überhaupt auftaucht, dann kommt er häufig implizit daher. Das zeigt für mich auch, wie heikel es ist, mit diesem Begriff überhaupt zu operieren. Man kann sich schnell aufs Glatteis begeben, und man wird schnell missverstanden. Es ist nicht einfach, in Bezug auf Integrationsprojekte mit dem Begriff der Kultur zu argumentieren.

■ P. D.: C'est vrai qu'il est difficile, mais c'est aussi à nous de dire très clairement dans quel sens on peut aller pour faire évoluer les choses. Je pense à la notion de la culture dans le sens de l'échange et de la participation, quelque chose qu'on peut développer pour l'intégration.

■ P. S.: Eigentlich würde ich sehr gern die Position unterstützen, in welcher «Kultur» nicht so zentral ist. Da Kultur aber meist unterschwellig, in die verschiedensten Gewänder gehüllt, daherkommt, scheint mir wichtig, dass man immer wieder über den Kulturbegriff diskutiert. Kultur ist da, Kultur ist überall. Man muss sich über die verschiedenen Inhalte, die dieses Gefäss füllen, immer wieder Gedanken machen, denn es macht keinen Sinn, die Augen davor zu verschliessen.

■ C. M.: Sicher wird auch in zehn oder in zwanzig Jahren noch mit dem Begriff Kultur argumentiert. Mir ist es daher nicht wichtig, den Begriff Kultur «weghaben» zu wollen und durch andere – voraussichtlich ebenso problematische – Begriffe zu ersetzen. Wir sind meines Erachtens jedoch aufgefordert, uns dafür einzusetzen, dass keine Menschen auf irgendeine klischierte Form von Herkunftskultur reduziert werden. So müssen wir beispielsweise jeder Brasilianerin das Recht zugestehen, Fussball doof und langweilig zu finden oder keinen Samba tanzen zu können.



■ Ich habe mal von meinem zukünftigen Mann geträumt. Mein Mann war etwa 5 bis 10 cm grösser als ich. Er war schlank, hübsch. Seine Haare waren braun. Ich habe ihn nur von der Seite gesehen. Meine Kinder habe ich noch nicht gesehen. Mein Mann war Türke. Ich darf von meiner Religion her ja keinen Schweizer heiraten. Ein Türke darf eine Schweizerin heiraten, weil wir denken, dass eine Schweizerin auf ihren Mann hören kann, aber ein Schweizer, also ein Mann, würde niemals auf uns hören. Darum muss ich einen Moslem heiraten. Als meine Mutter heiratete, kannte sie meinen Vater noch nicht. Sie wusste nicht, wer ihr Mann sein würde. Früher war das strenger. Heute darf ich heiraten, wen ich will. Es ist ja nicht meine Mutter, die heiratet. Ich muss ja zufrieden sein mit meinem Mann. Nur mit anderen Männern ausgehen, das darf ich nicht. Muradiye, 12 Jahre, Zürich/Türkei.



Sachbücher
Ouvrages de référence

Thema «Leben in multikulturellen Gesellschaften»

Thème «Vivre dans des sociétés multiculturelles»

Migration und die Schweiz. Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms «Migration und interkulturelle Beziehungen».

Hans-Rudolf Wicker
Werner Haug
Rosita Fibbi (Hg./Ed.)

Der Sammelband enthält die Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogrammes «Migration und interkulturelle Beziehungen» (NFP 39) in insgesamt zwanzig Beiträgen und einer einleitenden Übersicht über das Gesamtprojekt. Die Themenbereiche zeugen von einer grossen Komplexität: Sie reichen von «transnationaler Mobilität, Bürgerrechten und Identität» über «Städte und ihre Fremden», zu «Migration und Ökonomie» bis hin zu Fragen der «Migration und zivilgesellschaftlicher Integration». Ein Nachschlagewerk über die neuesten Erkenntnisse in der Migrationsforschung in der Schweiz.

Les migrations et la Suisse. Résultats du Programme nationale «Migration et relations interculturelles»

L'ouvrage recueille les résultats du Programme National de Recherche sur la migration et les relations interculturelles (PNR 39) avec au total vingt contributions et un aperçu liminaire de l'ensemble du projet de recherche. Les domaines thématiques sont des plus complexes: il vont de «la mobilité transnationale» aux «droits de cité et identité» et aux «questions de la migration et intégration dans

la société et la vie professionnelle» en passant par «les villes et leurs étrangers» ou «la migration et l'économie». Voilà un excellent ouvrage de référence sur les nouveaux acquis de la recherche sur la migration en Suisse.

Zürich: Seismo, erscheint im Herbst 2002. Paraît en automne 2002.
ISBN: deutsch 3-908239-92-3,
français 2-88351-028-8

Grundrechte im Kulturkonflikt. Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft.

Walter Kälin

Sind Mädchen aus traditionalistischen Einwandererfamilien aus Gründen der Religionsfreiheit vom Schwimmunterricht in der Schule zu dispensieren? Darf einer islamischen Lehrerin verboten werden, im Unterricht ein Kopftuch zu tragen? Muss Gefangenen nicht-christlicher Religionen im Gefängnis Gelegenheit zu eigenen Gottesdiensten geboten werden? Hat die Behörde gegen Zwangsheiraten oder die Beschneidung von Mädchen einzuschreiten? Regelmässig prallen bei solchen Fragen unterschiedliche Kultur-auffassungen aufeinander.

Das Buch des Rechtswissenschaftlers, das sich nicht nur an eine juristisch ausgebildete Leserschaft wendet und für die Praxis eine hilfreiche Stütze ist, stellt aus rechtlicher Perspektive Ansätze für den Umgang mit kulturell begründeten Grundrechtsansprüchen vor. Diese reichen von der weltanschaulichen Neutralität des Staates bis hin zur Politik der Anerkennung und zu Konzepten des Minderheitenschutzes. Kälin definiert zentrale Prinzipien des Zusammenlebens von Minderheit und Mehrheit und zeigt auch die Grenzen der Toleranz auf.

Zürich: NZZ-Verlag 2000.
ISBN: 3-85823-816-3

Tanz der Kulturen. Kulturelle Identität in einer globalisierten Welt.

Joana Breidenbach
Ina Zukrigl

Wenn von den kulturellen Folgen der Globalisierung die Rede ist, werden häufig Horrorszenarien beschworen: «Kampf der Kulturen» und «McWorld» sind solche Schlagworte, und es werden Menschen gezeichnet, die in dumpfer Passivität und Coca-Cola trinkend vor dem Fernseher verblöden.

Die beiden Autorinnen zeigen, dass diese apokalyptischen Visionen einer konkreten Überprüfung nicht standhalten. Gesellschaften haben sehr wohl die Kraft, Fremdes aufzunehmen, in ihre eigene Lebensform zu integrieren oder in Neues umzusetzen. Das haben sie auch immer schon getan. Die Vorstellung «authentischer Kulturen», die sich unberührt von der Aussenwelt aus eigener Kraft entwickeln, ist eine romantische Fiktion. Denn – so die beiden Ethnologinnen – Kultur definiert sich weniger aus Ursprüngen, sondern als Produkt von Beziehungen.

München: Antje Kunstmann 1998.
ISBN: 3-88897-208-6

Hybride Kulturen. Beiträge zur anglo-amerikanischen Multikulturalismusdebatte.

Elisabeth Bronfen
Benjamin Marius
Therese Steffen (Hg.)

Der Sammelband enthält verschiedene Beiträge grosser und bekannter Wissenschaftler wie Edward W. Said, Benedict Anderson, Stuart Hall oder Homi K. Bhabha zu Fragen von Identität, Nation, Kultur und Gesellschaft in der Moderne. Eingeführt werden die Beiträge durch einen Beitrag von Elisabeth Bronfen und Benjamin Marius, die sich mit dem Begriff der «Hybriden Kulturen» auseinandersetzen. Insgesamt eine anspruchsvolle, aber erhellende Lektüre.

Tübingen: Stauffenburg. Studien zur Inter- und Multikultur 4, 1997.
ISBN: 3-86057-032-3

Zwischen den Kulturen – zwischen den Geschlechtern. Kulturkontakte und Genderkonstrukte.

Judith Schlehe (Hg.)

Beziehungen über die Grenzen hinweg werden immer wieder als eine besondere Herausforderung aufgefasst. Welchen Einfluss hat «Kultur» auf das Verhältnis zwischen Mann und Frau, wenn diese je einen andern kulturellen Hintergrund aufweisen?

Anhand der Themenkreise Begegnungssituationen, Paarkonstellationen und in Bezug auf die Rolle von Institutionen gehen die Autorinnen den verschiedenen Aspekten solcher Beziehungen in historischer, ethnologischer, soziologischer und psychoanalytischer Perspektive nach. Es zeigt sich dabei bei allen Beiträgen, dass das Kriterium der Geschlechtszugehörigkeit im Spannungsfeld zu demjenigen der kulturellen Zuordnung dauernden Neubestimmungen von Werten, Bedeutungen und Umgangsformen ausgesetzt ist. Interessant für die europäische Leserin ist die Öffnung des Blicks in die Geschichte und in andere Teile der Welt. Die Beiträge belegen: Interkulturelle Geschlechterbeziehungen sind kein neues Phänomen der Internationalisierung und Globalisierung. Es hat sie schon immer und überall gegeben, und die Betroffenen und deren Umfeld haben schon immer Möglichkeiten des Umgangs untereinander entwickelt.

Münster: Waxmann 2000.
ISBN: 3-89325-938-4

Was ist Kultur? Eine Einführung.

Terry Eagleton

Das Buch des Literaturtheoretikers wird als eine «intellektuelle Lockerungsübung, die man nur empfehlen kann», angepriesen. Der Autor führt in die unterschiedlichen Aspekte, was uns Kultur bedeutet, was wir mit Kultur erklären wollen, und welchen Unterschied es macht, von verschiedenen Blickwinkeln ausgehend andere Kulturen zu betrachten, ein. Er gibt einen Überblick über die Geschichte des Begriffs, analysiert die unterschiedlichen ästhetischen und po-

litischen Interpretationen von heute und entwickelt eine Vorstellung von Kultur, die dem Alltäglichen und Gewöhnlichen dem ihnen zustehenden Raum gibt.

München: C.H. Beck 2001.
ISBN: 3-406-48099-3

Thema «Reaktionen auf Huntingtons Kampf der Kulturen»

Thème «Réactions à la thèse de Huntington sur la lutte des cultures»

Fundamentalismus im Kampf um die Weltordnung. Die Krisenherde unserer Zeit und ihre historischen Wurzeln.

Tariq Ali

Der Titel der englischen Originalausgabe lautet «The Clash of Fundamentalisms» und präsentiert sich als Antithese zu Huntingtons «Clash of Civilizations». Es ist denn auch das Anliegen von Tariq Ali, «über eine Welt zu berichten, die angesichts eines immer enger gefassten Kulturbegriffs tabuisiert wird». Als Grenzgänger zwischen der westlichen und der arabischen Welt entlarvt er in seiner Analyse den vermeintlichen Kampf zwischen den Kulturen als einen Kampf der Fundamentalisten. Es ist ein Buch, das sich gegen alle ultra-orthodoxen Bewegungen richtet, seien sie religiöser, imperialistischer oder menschenverachtender Natur.

Kreuzlingen/München: Heinrich Hugendubel Verlag 2002.
ISBN: 3-7205-2324-1

Les identités meurtrières.

Amin Maalouf

Que signifie le besoin d'appartenance collective, qu'elle soit culturelle, religieuse ou nationale? Pourquoi ce désir, en soi légitime, conduit-il si souvent à la peur de l'auter et à sa négation? Nos sociétés sont-elles condamnées à la violence sous prétexte que tous les êtres n'ont pas la même langue, la même foi ou la même couleur?

Né au confluent de plusieurs traditions, le romancier puise dans son expérience personnelle, aussi bien que dans l'histoire, l'actualité ou la philosophie, pour interroger cette notion cruciale d'identité. Il montre comment, loin d'être donnée une fois pour toutes, l'identité est une construction qui peut varier. Il en dénonce les illusions, les pièges, les instrumentations. Il nous invite à un humanisme ouvert qui refuse à la fois l'uniformisation planétaire et le repli sur la «tribu».

Der äusserst lesenswerte und gut verständlich geschriebene Essay von Amin Maalouf über die Frage kollektiver Zugehörigkeiten wurde in verschiedene Sprachen übersetzt und liegt auch in deutscher, englischer, spanischer und türkischer Übersetzung vor.

Paris: Éditions Grasset & Fasquelle
1998. ISBN: français 2-253-15005-3

deutsch: *Mörderische Identitäten.*
Frankfurt a.M., Suhrkamp 2000.

ISBN: 3-518-12159-6

english: *On Identity.* London,
Panther Harvill Press 2000.

ISBN: 1-86046-729-6

español: *Identidades asesinas.*
Madrid, Alianza Editorial 2001.

ISBN: 84-206-3924-9

türkçe: *Ölümcül Kimlikler.*

Istanbul, Edition Orient 2001.

ISBN: 975-08-0199-7

Das Zusammenleben der Kulturen. Ein Gegenentwurf zu Huntingtons.

Harald Müller

Der Politikwissenschaftler Harald Müller von der Hessischen Stiftung für Friedens- und Konfliktforschung in Frankfurt legt mit diesem Buch einen Gegenentwurf zu Samuel Huntingtons «Kampf der Kulturen» vor. Müller zeigt auf, wie verführerisch, aber gleichzeitig auch gefährlich es ist, vereinfachte Welt- und Feindbilder zu zeichnen oder sie unkritisch zu übernehmen. Harald Müllers Analyse macht deutlich, dass die Weltgesellschaft anstelle von Konfrontation auf Kooperation setzen muss. Die Komplexität der internationalen Beziehungen soll nicht nur als Gegebenheit hingenommen, sondern gezielt genutzt werden. Laut Harald Müller ist ein globaler Friede nur möglich, wenn die wichtigen Akteure der Weltpolitik Offenheit und Interesse an andern Kulturen zeigen. Ausschlaggebend ist in diesem Zusammenhang die Erkenntnis, dass es sich bei allen so genannten Kulturen um dynamische und wandelbare Gebilde handelt. «Diese Einsicht verbietet es uns, die im Schnappschussverfahren abgelichteten heutigen Kulturen starr und unveränderlich im Konflikt miteinander zu sehen. Vielmehr müssen wir gegenwärtig sein, dass sich im Stadium der Prämoderne in der westlichen Kultur zahlreiche Charakteristika wiederfinden, die wir heute als fremdartig in der islamischen oder der konfuzianischen Kultur wiederzuerkennen glauben und aus denen die Protagonisten des «Kampfes der Kulturen» ihre düsteren Prognosen ableiten.»

Frankfurt a.M.: Fischer 1998.
ISBN: 3-596-13915-5

Imaginierte Kulturen – reale Kämpfe. Annotationen zu Huntingtons «Kampf der Kulturen»

Monika Mokre (Hg.)

Der Sammelband von Aufsätzen zum Thema «Kampf der Kulturen» setzt sich mit der «neuen Übersichtlichkeit» und dem «diskreten Charme des Kulturalismus» auseinander. Die von Politologinnen und Soziologen verfassten Beiträge befassen sich mit verschiedenen Aspekten der Huntington'schen These der Aufteilung der Welt in verschiedene, in sich geschlossene kulturelle Einheiten und den daraus sich ableitenden Konfliktpotenziale. Interessant ist dabei die Einordnung dieses Weltordnungsmodells in diverse, durchaus unterschiedliche Vordenkertraditionen. So nehmen beispielsweise der Friedensforscher Johan Galtung oder auch der Islamkenner Bassam Tibi eine enge Verknüpfung von Kultur und Religion vor und versuchen damit die aktuell stattfindenden Konflikte zu erklären. Andererseits ist jedoch auch die Einteilung der Welt in Blöcke, wie sie nach dem Zweiten Weltkrieg vorgenommen wurde, ein Denkmodell, das in eine ähnliche Richtung vorspurte. «Die Sichtweise erzeugt das Objekt» ist eine der Schlussfolgerungen. Es gilt daher auch aus der Perspektive der einzelnen Autorinnen und Autoren, differenziert hinzusehen und sich vor einfachen Erklärungen in Acht zu nehmen.

Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft 2000.
ISBN: 3-7890-6856-X

Wider den Kampf der Kulturen. Eine Friedensstrategie für das 21. Jahrhundert.

Roman Herzog

Dem ehemaligen Bundespräsidenten Deutschlands, Roman Herzog, ist es ein Anliegen, sich gegen das Szenario Huntingtons auszusprechen und bewusst einen Dialog der Kulturen zu fördern. Das Buch versammelt seine Reden und Artikel in verschiedenen Teilen der Welt und zu unterschiedlichsten Anlässen wie

etwa an der Verleihung des Friedenspreises des Deutschen Buchhandels an Annemarie Schimmel, an einem Abendessen zu Ehren des Präsidenten der Volksrepublik China, Jiang Zemin, oder an der Eröffnung des Weltwirtschaftsforums in Davos. Kommentiert im Sinne eines Austauschs werden seine Reden von Amitai Etzioni, Hans Küng, Bassam Tibi und Maskazu Yamazaki.

Frankfurt a.M.: S. Fischer.
ISBN: 3-10-030210-9

Thema «Schweiz und ihre Kulturen»

Thème «La Suisse et ses cultures»

Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität.

La Suisse Imaginée. Bricolages d'une identité nationale.

*Guy P. Marchal
Aram Mattioli (Hg.)*

Aufsatzsammlung in deutscher und französischer Sprache zu verschiedenen Aspekten von nationaler Identität in Bezug auf die Schweiz. Zentrale Symbole nationaler Identität der Schweiz wie etwa die Alpen, das Réduit national, die Auf-führung der Telldramen, die Schweiz als Land der vier Kulturen oder auch regional verankerte Sinnbilder wie der Gott-hard, die Tessiner Kultur oder die Romandie und der berühmte Röstigraben werden analysiert, kritisch hinterfragt und in neue Zusammenhänge gestellt. Besonders lesenswert sind die Beiträge von Georg Kreis über den «homo alpinus helveticus», der den Versuch der Herleitung einer typischen Schweizerrasse im Kontext der Rassendiskurse der dreissiger Jahre beschreibt oder etwa diejenigen von Bernard Crettaz und Jean-François Bergier über die Konstruktion

einer nationalen Identifikation mittels der Berge als «urschweizerische» Bezugspunkte.

Zürich: Chronos Verlag 1992.
ISBN: 3-905278-90-1

Röstigraben. Das Verhältnis zwischen deutscher und französischer Schweiz. Geschichte und Perspektiven.

Christophe Büchi

Ein Buch über den berühmt-berüchtigten «Röstigraben», der angeblich die Schweiz in zwei Kulturen aufteilt: Der Journalist und profunde Romandie-Kenner befasst sich mit dem Verhältnis zwischen Westschweiz und deutscher Schweiz, welches auch schon mit dem Bild von zwei gereizten Eheleuten verglichen wurde, die eine reine Vernunftfehde führen. Der Autor beschreibt den Weg der Schweiz vom deutsch- zum mehrsprachigen Gemeinwesen, schildert, wie die Schweiz «ein bisschen» französisch wird, analysiert die Geburt des Mehrsprachenstaates und zeichnet nach, wie sich erst relativ spät der Sprachengraben auftut. Dabei kommt er zum Schluss, dass die beiden Landesteile, die einander immer wieder argwöhnisch beobachten und sich mitunter auch kokettierend auf Distanz halten, wohl mehr Gemeinsamkeiten als Unterschiede aufweisen. «Röstigraben» steht somit mehr für komplizierte, vielfältige Entwicklungen, die jedoch die gesamte Schweiz betreffen.

Zürich: NZZ-Verlag 2000.
ISBN: 3-85823-940-2

Culture Shock! A Guide to Customs and Etiquette in Switzerland.

Shirley Eu-Wong

Eine Art Benimmbuch für Menschen, die noch nie in der Schweiz waren und sich gerne richtig verhalten würden. Zum Teil sind es praktische Hinweise, etwa wie man einen Bus benützt oder wo man bestimmte Zutaten für die eigene Küche findet, auf der andern Seite jedoch auch konkrete Ratschläge in Situationen von Begegnung und Austausch mit den Be-

wohnerinnen und Bewohner des Landes. Manche Stellen sind jedoch auch interessant für Schweizerinnen und Schweizer selbst, indem sozusagen ein Spiegel von aussen (durch eine US-Amerikanerin, die in Singapur lebt) hingehalten wird.

Kostprobe: «Greetings and salutations: The Swiss greet each other by gently grazing cheek to cheek three times. If you have just been introduced, a firm handshake will be offered, especially if you are obviously non-European. However, first-time cheek grazing is not unheard of. When they part company, they «kiss» each other goodbye in the same manner. The Swiss are very sensitive and sensible people. They will stick to handshakes if they sense embarrassment or discomfort.

Grocery shopping: Do bring your own canvas or plastic bag or canvas trolleys to do your grocery shopping. Paper or plastic bags cost SFr. 0.30 at the supermarket. Alternatively you can use the empty boxes available in some stores to cart your groceries home.»

Singapur: Times Editions 1999.
ISBN: 1-85733-151-6

Belletristik Littérature

L'ignorance.

Milan Kundera

Que se passe-t-il lorsqu'on a vécu des décennies comme émigrée en France, puis que l'on retourne un jour dans sa patrie? Est-on demeuré fidèle à soi-même ou est-on devenu une autre personne? La ville de Prague qu'Irena – la protagoniste – retrouve n'est plus la même que celle qu'elle a quittée. La Ville Lumière dans laquelle Irena vit n'est jamais devenue sa patrie.

Irena rencontre un homme qu'elle croit bien connaître, et avec lequel elle eut, jadis, une histoire d'amour. Josep est lui aussi un émigré que la vie a mené en Scandinavie. Soudain, il leur semble possible de partager expériences et souvenirs, puis de recommencer une nouvelle vie qui leur appartienne.

Milan Kundera raconte l'histoire d'une femme et d'un homme qui, bien qu'ils aient vécu une biographie personnelle similaire, ne savent, somme toute, pas grand-chose d'eux-mêmes et qui, malgré tout gardent la nostalgie de découvrir ce qui les unit. «L'ignorance» est un roman qui décrit la vie de deux êtres croyant se connaître en raison d'un parcours presque identique et qui devront apprendre que les origines apparemment communes, même si elles présentent de nombreuses concordances, sont pourtant propres à chacun.

Paris: Gallimard 2000.
ISBN: 2-252-03242-1

deutsch: *Die Unwissenheit.*
München, Wien: Hanser.
ISBN: 3-446-19977-2

Damals, dann und danach.

Barbara Honigmann

In ihrem Erzählband «Damals, dann und danach» reflektiert Barbara Honigmann darüber, was es bedeutet, einer bestimmten Kultur, hier der jüdischen, anzugehören. Dabei zeigt sie, wie vielfältig die Zu-

gehörigkeit zu einer Gruppe interpretiert und gelebt werden kann: «Wie so viele Juden habe ich meine Herkunft aus fast allen Ländern Europas, und ich bin darauf manchmal ein bisschen stolz, obwohl es keinen Grund dafür gibt, denn die meisten dieser Herkünfte sind ja längst verlöscht. Sie ragen in der Erinnerung auf, wie Inseln im Meer des Exils. Wanderungen, Vertreibungen, Entdeckerlust oder einfach Geschäftsinteressen haben meine Vorfahren von einer dieser Inseln zur nächsten gebracht, und dort ist es ihnen gut oder schlecht ergangen, solange, bis die Zeit auch auf dieser Insel abgelaufen war.»

Barbara Honigmann setzt sich mit den verschiedenen Facetten des Dazugehörens und Nicht-Dazugehörens auseinander, hinterfragt Selbstverständlichkeiten und stellt gängige Sichtweisen in überraschende Zusammenhänge.

München, Wien: Hanser 1999.
ISBN: 3-466-19668-4

Les nuits de Strasbourg.

Assia Djebar

Assia Djebar est romancière, historienne et cinéaste. Dans son roman «Les nuits de Strasbourg», elle narre la rencontre entre des hommes et des femmes de cultures différentes: Thelja, l'immigrante algérienne, rencontre François, un ressortissant français, et Eve, d'origine juive marocaine, vit une relation avec Hans, un Allemand. Les diverses traditions et conceptions de la vie se heurtent de plein fouet: perspectives masculines et féminines, cultures nord-africaine, juive, islamique et judéo-chrétienne, tout cela est évoqué dans un contexte érotique. Voilà un livre pour les nuits blanches.

Arles: Actes Sud 1997.
ISBN: français: 2-7427-1405-7

deutsch: *Nächte in Strassburg.*
Zürich: Unionsverlag 2002.
ISBN: 3-293-20220-9

Die Übersetzerin.

Leila Aboulela

Sammar, eine junge sudanesische Witwe, arbeitet als Übersetzerin im schottischen Aberdeen. Ihr Leben verläuft ruhig und fast langweilig – fernab von der Heimat, wo ihr Sohn bei der Schwiegermutter aufwächst. Alles ändert sich, als sie den Politologieprofessor Rae kennen lernt. Der Islamist bezeichnet sich selbst als Zyniker, hat zwei Ehen hinter sich, ist ein Alt-68-iger.

Sammar verliebt sich in ihn und will ihn heiraten. Zwei Welten treffen aufeinander, hier die tiefgläubige Sammar, dort der abgeklärte, alles in Frage stellende Rae. Eine unmögliche, zum Scheitern verurteilte Liebe? Die Geschichte ist zwar etwas plakativ angelegt, hat aber durchaus den Reiz der scharfsinnigen Auseinandersetzung mit scheinbar nicht zu vereinbarenden Prinzipien.

Göttingen: Lamuv Verlag 2001.
ISBN: 3-88977-597-7

White Teeth.

Zadie Smith

Das preisgekrönte Roman debut der Londoner Jungautorin Zadie Smith ist ein köstliches Lesevergnügen. Im Zentrum des Romans stehen drei Generationen, drei Kulturen und drei Familien. Die multiperspektivische Saga über die grossen Themen des Lebens wie Liebe, Freundschaften, Feindschaften und Krieg legt die unterschiedlichen Sichtweisen verschiedenster Akteure dar und beschreibt in witziger und humorvoller Weise den alltäglichen Umgang mit dem, was zuweilen als unüberbrückbar beschrieben wird.

London: Penguin 2000.
ISBN: english 0-140-29778-2

deutsch: *Zähne zeigen.*
München: Droemer Knauer 2002.
ISBN: 3-426-19546-1
italienisch: *Denti Bianchi.*
Bologna: Mondadori 2002.
ISBN: 88-04-49874-9

Kinderbücher Livres d'enfants

Kinder aus aller Welt.

Barnabas und Anabel Kindserley

Das mit Unterstützung von UNICEF herausgegebene Buch will Kindern im Alter zwischen acht und zwölf Jahren die Vielfältigkeit der Leben von Kindern aus allen Teilen der Welt nahebringen. Es ist jedoch erklärtes Ziel des Buches, nicht auf die Unterschiede, sondern vielmehr auf die frappierenden Ähnlichkeiten hinzuweisen. Anhand von Kurzbiographien, Alltagsschilderungen und Beschreibungen der Wünsche und Träume der Kinder werden Themen angesprochen, die für alle Kinder Teil ihres Alltags sind: Beziehung zu Eltern und Geschwistern, Freundschaften, Schule, Lieblingsessen, Berufswünsche, Liebeskummer. Obwohl teilweise etwas idealisierend dargestellt und nur auf Kinder in gut situierten Verhältnissen bezogen, bekommen Kinder einen guten Einblick in andere Lebenswelten, die sich im Grunde genommen wenig von denjenigen in unserem direkten Umfeld unterscheiden.

Bindlach: Loewe 1997.
ISBN: 3-7855-2815-9

Hey! Ja?

Chris Raschka

Bilderbuch für Kinder ab ca. fünf Jahren über die Begegnung eines schwarzen und eines weissen Jungen. Beiden ist es langweilig, beide sind ohne Freunde. Da bietet sich der Schwarze als Freund des Weissen an. Der ist überrascht und zögert, denn auf die Idee wäre er nicht gekommen. Doch der Schwarze sieht so anders aus...Soll er sich da wirklich einlassen?

München: Hanser 1997.
ISBN: 3-446-18897-5

Leopanter. Eine Liebesgeschichte.

Józef und Piotr Wilkón

Bilderbuch für Kinder ab vier Jahren über ein Panther-Mädchen und einen Leoparden-Jungen, die sich ineinander verlieben. Die beiden kommen jedoch aus unterschiedlichen Welten und leben auch in unterschiedlichen Welten. Eine Verbindung der beiden scheint nicht möglich. Bis sie sich entschliessen, trotz der vielfältigen Unterschiede zu heiraten.

Düsseldorf: Patmos 1992.
ISBN: 3-491-79420-X



Das ist mein Haus in Bosanka. Es ist im Krieg zerstört worden. Die serbische Armee war in diesem Haus. Sie wohnten dort. Sie nahmen alles weg, liessen nichts zurück, nur ein paar Dinge, aber die sind alle kaputt. Der Eingang ist ausgebrannt. Ein paar Granaten fielen ins Haus. Die Soldaten schrieben ihre Namen auf die Hauswand. Zu dieser Zeit war ich in Dubrovnik in der Wohnung meiner Grossmutter. Wir flohen, bevor sie kamen. Nun ist das Dorf befreit.

Ich ging mit meinem Vater und meinem Bruder dorthin, um zu fotografieren. Es war nicht das erste Mal, dass ich das Haus nach der Zerstörung wieder sah. Beim ersten Mal war ich traurig, als ich das alles sah. Die Bäume lagen am Boden. Aber jetzt sind neue Bäume gepflanzt worden. Als ich nach Dubrovnik kam, konnte ich nicht viel mitnehmen. Aber mein Vater, meine Grossmutter und meine Nachbarn fuhren mit dem Auto hin und konnten ein paar Dinge mitnehmen, den Fernseher, Bilder, Video, Decken, Kleider, Telefon. Aber nicht sehr viel.

Während des Krieges hatte ich ein bisschen Angst, aber nicht sehr. Wir waren in der Wohnung meiner Nachbarn, als die Granaten fielen. Es war gefährlich, aber wir fühlten uns in unserer Wohnung sicher. Als wir in Bosanka waren und das Foto machten, sagte mein Vater zu meinem Bruder: «Stell dich dorthin, aber komm schnell zurück, Mauerstücke könnten herunterfallen.» Ich fand eine Granate in der Mauer meines Hauses.

Wir werden das Haus wieder aufbauen, aber ich weiss nicht genau, wann. Sinisa, 11 Jahr, Dubrovnik.

Integration

Die Eidgenössische Ausländerkommission (EKA) hat sich anlässlich ihrer Plenarversammlung vom 21./22. Mai 2002 in Thun intensiv mit der Botschaft des Bundesrates für ein neues Ausländergesetz auseinandergesetzt. Sie konzentrierte sich bei ihren Beratungen auf die Bereiche Zulassungspolitik, Familiennachzug sowie Integration.

1. Grundsätzliche Erwartungen der EKA an eine Totalrevision des Ausländergesetzes

Die EKA beurteilt die Botschaft des Bundesrates zum neuen Ausländergesetz an den Erwartungen, welche sie bereits in ihren früheren Stellungnahmen geäußert hatte:

■ *Die Ausländergesetzgebung muss Teil einer umfassenden und kohärenten Migrationspolitik sein.* Das neue Gesetz muss sich mit anderen Erlassen auf Bundesebene, welche die Situation von Migrantinnen und Migranten regeln, als kohärent erweisen. Dabei ist den legitimen Bedürfnissen der einheimischen und zugewanderten Menschen, den gesamtgesellschaftlichen Anliegen, den berechtigten Interessen der Wirtschaft sowie dem – sich aus der Zugehörigkeit der Schweiz zur Staatengemeinschaft ergebenden – Erfordernis nach Solidarität Rechnung zu tragen.

■ *Partikularinteressen sind zurückzustellen.* Die Antworten auf die migrationspolitischen Herausforderungen sind aus einer langfristigen, gesellschaftspolitischen Optik heraus zu formulieren. Punktuelle und kurzfristige wirtschaftli-

che Bedürfnisse sind – den Erfahrungen der 60er und 70er Jahre Rechnung tragend – zurückzustellen.

■ *Die Ausländergesetzgebung ist demokratisch zu legitimieren.* Das Legitimitätsdefizit der gegenwärtigen Rechtslage, welche sich im Wesentlichen auf eine Verordnung stützt, ist durch eine moderne, demokratisch legitimierte Gesetzgebung zu beheben.

■ *Die Integration ist zu fördern.* Das neue Ausländergesetz muss einen aktiven Beitrag zur Integration der Ausländerinnen und Ausländer leisten und die dafür erforderlichen Instrumente enthalten.

■ *Zugelassene EU- und Nicht-EU-Angehörige sind gleich zu behandeln.* Bei der Frage der Zulassung lässt sich eine unterschiedliche Behandlung von Angehörigen aus EU/EFTA-Staaten und Angehörigen aus Drittstaaten mit dem Freizügigkeitsabkommen begründen. Bei der Ausgestaltung der Rechtsstellung von rechtmässig und längerfristig anwesenden Ausländerinnen und Ausländern sollte das neue Gesetz aus gesellschafts- und integrationspolitischen Gründen eine weitestmögliche Gleichstellung und Gleichbehandlung herstellen.

■ *Rechtsstaatlichen Erfordernissen ist Rechnung zu tragen.* Menschenrechte von Ausländerinnen und Ausländern sind zu sichern. «Ausländerspezifische» Grundrechtseingriffe im neuen Ausländergesetz bedürfen einer besonderen Rechtfertigung.

2. Zulassungspolitik

Am 1. Juni 2002 wird das Freizügigkeitsabkommen mit der EU in Kraft gesetzt. Damit beginnt eine neue Ära in der Ausländerpolitik, die tiefgreifende Auswirkungen auf den gesamten Bereich der Zulassungspolitik haben wird. Das neue Ausländergesetz wird sich zur Hauptsache auf Personen aus den sogenannten Drittstaaten beziehen.

Das Gesetz sieht die Verankerung der Grundsätze des heutigen dualen Zulassungssystems vor. Angehörige aus Drittstaaten werden nur begrenzt und im Rahmen von jährlich festgelegten Kontingenten zugelassen. Die Zulassung beschränkt sich überdies auf Führungskräfte, Spezialisten und andere qualifizierte Arbeitskräfte. Neu ist, dass auch bei diesen Personen das langfristige «Integrationspotenzial» berücksichtigt wird, indem zusätzlich persönliche Zulassungsvoraussetzungen formuliert werden (berufliche Qualifikation und Anpassungsfähigkeit, Sprachkenntnisse etc.).

Hinsichtlich der vorgeschlagenen Zulassungspolitik gehen die Meinungen in der Kommission auseinander. Ein Teil der Mitglieder folgt der Auffassung des Bundesrates, wonach eine Öffnung des Arbeitsmarktes für nicht qualifizierte Personen ausserhalb des Freizügigkeitsabkommens den notwendigen Strukturwandel in einzelnen Branchen verzögert und integrationspolitischen Zielsetzungen zuwiderläuft. Andere Mitglieder halten das vorgeschlagene Zulassungssystem für diskriminierend und befürchten, dass dieses den verschiedenen Formen der illegalen Beschäftigung und der Zunahme von illegal anwesenden Ausländerinnen und Ausländern Vorschub leistet.

fördern

– Gleichbehandlung gewährleisten

Einig ist sich die Kommission darin, dass jede – an sich unausweichliche – Begrenzung zwingend zu einer unterschiedlichen Behandlung bei der Zulassung führen wird. Bei der Ausgestaltung der Rechtsstellung der zugelassenen Ausländerinnen und Ausländer ist aus gesellschafts- und integrationspolitischen Gründen aber eine Gleichbehandlung anzustreben. Zudem sind Vorkehrungen gegen die verschiedenen Formen der illegalen Beschäftigung und gegen eine Zunahme der illegalen Anwesenheiten notwendig. Nach Auffassung der Kommission soll deshalb das Gesetz gegen die Schwarzarbeit vor oder zumindest gleichzeitig mit den Bestimmungen des neuen Ausländergesetzes in Kraft treten. Die Zulassungspraxis soll nach Meinung der Kommission ausserdem in einer Weise gehandhabt werden, dass eine Gleichbehandlung zwischen den Kantonen gewährleistet ist.

3. Familiengemeinschaft und Familiennachzug

Die Kommission befasste sich mit den vorgesehenen Rechtsansprüchen auf Familiennachzug, dessen Voraussetzungen und der Frist für die Geltendmachung sowie mit den aufenthaltsrechtlichen Folgen bei der Auflösung der Ehegemeinschaft. Die Kommission begrüsst den Rechtsanspruch auf Familiennachzug beim Jahresaufenthalt sowie die Möglichkeit der Familienzusammenführung auch beim Kurzaufenthalt. Sie sieht darin einen wichtigen Schritt zur Verbesserung des Rechtsschutzes sowie eine Angleichung an die Rechtsstellung derjenigen Ausländerinnen und Ausländer, welche in den Genuss des Abkommens über den Freien Personenverkehr kommen.

Die Bestimmung, wonach der Anspruch innerhalb einer auf fünf Jahre bemessenen Frist geltend gemacht werden muss, fördert einen raschen Familiennachzug und ist daher aus integrationspolitischen Gründen sachgerecht. Indessen müssen die Voraussetzungen des Familiennachzugs im Rahmen der Jahresaufenthaltsbewilligung (Vorhandensein einer angemessenen Wohnung, Unabhängigkeit von der Sozialhilfe) in der Praxis so gehandhabt werden, dass ein rascher Familiennachzug auch tatsächlich ermöglicht wird.

Der Anspruch auf Familiennachzug besteht nach der Botschaft des Bundesrates nur noch dann, wenn die Ehegatten zusammenwohnen. Diese Bestimmung bewirkt im Vergleich zum Freizügigkeitsabkommen eine Schlechterstellung der Familiengemeinschaften, an denen Frauen oder Männer aus Drittstaaten beteiligt sind. Diese ungleiche Behandlung, die auch Schweizerinnen und Schweizer betreffen kann, die mit einem oder einer Drittstaatsangehörigen verheiratet sind, ist durch die an sich berechtigte Bekämpfung von Scheinehen allein nicht zu rechtfertigen.

Nach Auffassung der Kommission muss das Ausländerrecht sicherstellen, dass von Gewalt betroffene Ehegatten die Familiengemeinschaft verlassen können, ohne dass sie unmittelbar von negativen aufenthaltsrechtlichen Konsequenzen betroffen sind. Diese Zielsetzung ist bei einem Verzicht auf das Erfordernis des ehelichen Zusammenlebens wirksamer zu erreichen.

4. Integration

Die Kommission begrüsst, dass dem Integrationsgedanken in der Botschaft des Bundesrates ein hoher Stellenwert eingeräumt ist. Den vorgesehenen Erleichterungen beim Stellen- und Kantonswechsel kommt unter dem Aspekt der Integration eine grosse Bedeutung zu. Das Integrationskapitel wurde gegenüber dem Vernehmlassungsentwurf erheblich ausgebaut und benennt zum ersten Mal Ziele und Grundsätze der Integration sowie deren wesentliche Akteure, wie dies die Eidgenössische Ausländerkommission gewünscht hat. Namentlich begrüsst die Kommission die vorgesehenen Instrumente für die Koordination der Integrationsbemühungen auf Bundesebene sowie im Verhältnis zu den Kantonen. Die Kantone werden durch das Gesetz verpflichtet, Ansprechstellen für die Integration zu bezeichnen. Die Kommission sieht darin einen wichtigen Schritt in Richtung des Ziels, inskünftig die Integrationsbemühungen auch innerhalb eines Kantons vermehrt zu vernetzen.

Die Kommission bedauert indes, dass die Vorlage keine eindeutige Verpflichtung des Bundes zur Leistung finanzieller Beiträge für die Integration vorsieht, sondern sich lediglich auf eine Kann-Bestimmung beschränkt. Sie regt im Weiteren an, auch die Förderung des schulischen Fortkommens explizit als Aufgabe zu erwähnen.

5. Schlussfolgerungen

Die EKA hält eine Reform des Ausländerrechts für überfällig und begrüsst die Bestrebungen des Bundesrates für eine Totalrevision. Insbesondere nach dem In-

krafttreten des Freizügigkeitsabkommens mit der Europäischen Union kann es nicht angehen, dass die wichtigsten Grundsätze der Zulassung und Rechtsstellung der Ausländerinnen und Ausländer aus Drittstaaten weiterhin auf der Grundlage eines Rahmengesetzes aus den dreissiger Jahren und auf der Ebene von Verordnungen geregelt werden.

Mit der Botschaft vom 8. März 2002 für ein neues Ausländergesetz, mit dem am 1. Juni 2002 in Kraft tretenden Freizügigkeitsabkommen, mit dem Asylgesetz aus dem Jahre 1998 sowie mit der vom Bundesrat im Sommer 2001 vorgelegten Reform des Bürgerrechts ergeben sich heute klare Konturen einer Migrationspolitik. Die Kriterien der Zulassung im Bereich der steuerbaren und nicht steuerbaren Migration werden damit in transparenter und umfassender Form festgelegt.

Bezüglich einzelner Bestimmungen über den Familiennachzug und die Integration des neuen Ausländergesetzes hält die Kommission folgende Änderungen für vordringlich:

**Kapitel Familiennachzug
(Art. 41 – 50 AuG)**

■ Streichen des Erfordernisses, dass der Rechtsanspruch auf Erteilung bzw. Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung das Zusammenwohnen der Ehegatten voraussetzt.

(Änderung von Art. 41 – 43 AuG; Streichen von Art. 48 AuG)

■ Exemplarische Nennung der «wichtigen persönlichen Gründe» für eine Aufenthaltsverlängerung bei aufgelösten Familiengemeinschaften.

(Art. 49 AuG)

Kapitel Integration (Art. 51 – 57 AuG)

■ Erwähnung des Schulwesens als Förderungsbereich der Integration.

(Art. 53 AuG)

■ Verankerung einer finanziellen Verpflichtung des Bundes zur Gewährung von Finanzhilfen an Integrationsprojekte.

(Art. 54 AuG)



■ *Sudu, Bastar.*

■ *Ngawang Tsering, 14 Jahre, Ladakh.*

Encourager l'intégration

– Garantir l'égalité de traitement

A l'occasion de sa séance plénière des 21/22 mai 2002, tenue à Thoune, la Commission fédérale des étrangers (CFE) a eu une discussion nourrie au sujet du message du Conseil fédéral relatif à la nouvelle loi sur les étrangers. Dans ses délibérations, elle s'est concentrée sur les thèmes de la politique d'admission, du regroupement familial et de l'intégration.

1. Attentes fondamentales de la CFE quant à la révision totale de la loi sur les étrangers

Dans l'esprit de la Commission, il y a lieu d'apprécier le message du Conseil fédéral concernant la nouvelle loi sur les étrangers selon que le projet tient compte ou non des attentes que voici:

■ *La législation sur les étrangers doit être une facette d'une politique migratoire large et cohérente.* Autrement dit, la nouvelle loi doit s'avérer cohérente avec les autres lois fédérales qui règlent la situation des migrants. Ainsi, on devra tenir compte des besoins légitimes à la fois de la population autochtone et étrangère, des exigences générales de la société, des intérêts justifiés de l'économie, ainsi que du besoin de solidarité qui découle de l'appartenance de la Suisse à l'ensemble des nations.

■ *Mettre de côté les intérêts particuliers.* La réponse aux défis de la poli-

tique migratoire doit s'articuler autour d'une vision socio-politique à long terme et non en fonction des besoins économiques à court terme ou des besoins ponctuels comme on en a fait l'expérience dans les années soixante et septante.

■ *La législation sur les étrangers doit être légitimée d'une manière démocratique.* La situation juridique actuelle, fondée principalement sur une ordonnance, doit être remplacée par une législation moderne et légitimée de manière démocratique.

■ *Il y a lieu d'encourager l'intégration.* La nouvelle loi sur les étrangers doit fournir une contribution active en vue de l'intégration des étrangers et doit dès lors contenir tous les instruments nécessaires à cette fin.

■ *Les ressortissants d'Etats membres de l'UE et les ressortissants d'Etats tiers doivent être traités de la même manière.* S'agissant de l'admission, la différence de traitement entre les ressortissants d'Etats membres de l'UE/AELE et ceux d'Etats tiers se justifie par les termes de l'accord sur la libre circulation. En revanche, s'agissant du statut des étrangers séjournant légalement et de longue date, la nouvelle loi devrait permettre d'améliorer la meilleure égalité de traitement possible, ceci dans l'intérêt de la politique sociale et d'intégration.

■ *Il y a lieu de tenir compte des exigences dignes d'un Etat de droit.* La législation doit garantir les Droits de l'Homme pour les étrangers. Toutes les atteintes spécifiques y relatives doivent ressortir d'une justification explicite.

2. Politique d'admission

Le 1er juin 2002, l'accord sur la libre circulation conclu avec l'Union européenne entrera en vigueur. Une nouvelle ère de la politique dans le domaine des étrangers s'ouvrira. Cet accord aura de profondes répercussions sur la réglementation de l'accès au marché du travail. Les dispositions de la nouvelle loi sur les étrangers se réfèrent ainsi, pour l'essentiel, spécifiquement aux ressortissants d'Etats tiers (qui ne font donc pas partie de l'UE ou de l'AELE).

La nouvelle loi prévoit d'ancrer les principes du système binaire actuel relatif à l'admission. En effet, les ressortissants d'Etats tiers ne seront admis qu'en nombre restreint dans le cadre d'un contingent déterminé chaque année. Par ailleurs, l'admission se limitera aux candidats à l'immigration ayant des fonctions dirigeantes, aux spécialistes et à la main-d'œuvre qualifiée. La loi instaurera également un principe tenant compte du potentiel d'intégration à long terme chez ces personnes, ce qui constitue un fait nouveau. Autrement dit, la loi formule des exigences personnelles supplémentaires en matière d'admission, par exemple,

quant à la qualification professionnelle, la faculté d'adaptation, la connaissance des langues, etc.

Au sein de la Commission, les avis divergent quant à la politique d'admission proposée. Une partie des membres de la Commission partage l'opinion du Conseil fédéral selon laquelle l'ouverture du marché du travail aux personnes non qualifiées émanant d'Etats tiers ralentit l'évolution structurelle indispensable de certaines branches économiques et contrecarrera les objectifs de la politique d'intégration des étrangers. D'autres membres de la Commission jugent discriminatoire le système d'admission proposé et craignent que les nouvelles dispositions favorisent les différentes formes de travail clandestin et la présence illégale d'étrangers dans notre pays.

La Commission est unanime quant au fait que chaque limitation – inévitable quant à elle – se traduira forcément par un traitement différencié dans la pratique de l'admission. Toutefois, pour des raisons de politique sociale et d'intégration, il y aura lieu de viser l'égalité de traitement dans les dispositions juridiques des étrangers admis dans notre pays. Par ailleurs, il conviendra de prendre les mesures nécessaires pour endiguer les différentes formes d'activités illégales et l'augmentation du nombre des immigrés clandestins. De l'avis de la Commission, les dispositions de la loi fédérale contre le travail au noir devront entrer en vigueur avant – ou tout au moins en même temps – la nouvelle loi sur les étrangers. En outre, la Commission souhaite que l'admission soit pratiquée de manière à assurer l'égalité de traitement dans les différents cantons.

3. Union familiale et regroupement familial

La Commission s'est prononcée sur les dispositions prévues en matière de regroupement familial, sur les conditions posées, sur les délais pour faire valoir ce droit, ainsi que sur les conséquences de la dissolution de l'union conjugale sur le droit de séjour d'un étranger.

La Commission salue le droit au regroupement familial des personnes au bénéfice d'une autorisation de séjour annuelle. Elle salue également le fait que la loi envisage un même droit au regroupement familial pour les étrangers au bénéfice d'une autorisation de courte durée. La Commission y voit une étape importante en vue d'améliorer la protection juridique des étrangers et un pas vers une égalité de traitement entre les étrangers qui bénéficieront des avantages de l'accord sur la libre circulation et ceux des Etats tiers.

La disposition légale selon laquelle les étrangers doivent faire valoir leur droit au regroupement familial dans un délai de cinq ans impose un regroupement familial rapide. Objectivement, cette disposition est justifiée dans l'optique de la politique d'intégration. Toutefois, les conditions de regroupement familial dans le cadre d'une autorisation de séjour à l'année (habitat convenable, ne pas dépendre de services sociaux) devront être appliquées en pratique de façon à rendre effectivement possible un regroupement familial rapide.

D'après le message du Conseil fédéral, le droit au regroupement familial n'existera désormais que lorsque les époux feront ménage commun. Cette disposition, comparée aux règles de l'accord de libre circulation, constitue un désavantage pour les familles dont l'un des conjoints ressortit d'un Etat tiers. Cette inégalité de traitement – qui pourrait toucher aussi les Suisses et les Suissesses mariés avec une personne d'un Etat tiers – ne peut même pas être justifiée par la volonté de lutter contre les mariages de complaisance.

De l'avis de la Commission, le nouveau droit sur les étrangers devrait garantir que l'époux victime de violences conjugales pourra quitter l'union conjugale sans

pour autant voir son droit de demeurer en Suisse menacé. Pour atteindre cet objectif de manière plus efficace, il faut renoncer à l'exigence de la vie commune dans l'union conjugale.

4. Intégration

Dans son message, le Conseil fédéral accorde un rang élevé à l'intégration des étrangers. La Commission salue cette initiative et déclare que les facilités prévues en cas de changement de travail ou de domicile d'un canton à l'autre ont une importance majeure pour l'intégration des étrangers. Par rapport au projet présenté en procédure de consultation, le chapitre consacré à l'intégration des étrangers a été sensiblement étoffé, comme l'a souhaité la Commission. Pour la première fois, le Conseil fédéral mentionne à la fois les objectifs, les principes et les acteurs principaux de l'intégration des étrangers. La Commission accueille favorablement les instruments prévus en vue de coordonner les efforts entrepris en matière d'intégration sur le plan fédéral et en corrélation avec les cantons. La loi obligera les cantons à désigner des services qui seront leurs interlocuteurs reconnus en matière d'intégration des étrangers. La Commission estime à cet égard que l'on fait un pas important en direction d'un autre objectif: intensifier la mise en réseau des efforts d'intégration au sein même des cantons.

Toutefois, la Commission déplore que la nouvelle loi ne prévoie pas clairement d'obligation de la Confédération de contribuer financièrement à l'encouragement de l'intégration des étrangers et se réduise à une disposition facultative. En outre, la Commission suggère que la nouvelle loi mentionne de manière explicite l'encouragement de la progression scolaire comme tâche dans l'intégration des étrangers.

5. Conclusions

Pour la Commission, il est grand temps de réformer la loi sur les étrangers. Elle salue donc les efforts entrepris à ce sujet

par le Conseil fédéral en vue d'une révision totale. Après l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation avec l'Union européenne, en particulier, on ne peut imaginer que les principes essentiels de l'admission et du statut des étrangers ressortissants d'Etats tiers, soient maintenus sur les fondements juridiques d'une loi-cadre datant des années trente et sur la base de simples ordonnances.

Le message du 8 mars 2002 concernant une nouvelle loi sur les étrangers, l'accord sur la libre circulation, entrant en vigueur le 1er juin 2002, la loi sur l'asile datant de 1998 ainsi que le projet de réforme de la loi sur la nationalité, présenté par le Conseil fédéral en été 2001, permettent enfin d'esquisser clairement les contours de la politique migratoire et de l'intégration des étrangers. Les critères de l'admission dans le cadre de la migration contrôlable et non contrôlable sont déterminés de façon plus large et transparente. La Commission estime qu'il est urgent, dans la nouvelle loi sur les étrangers, d'amender certaines dispositions ayant trait au regroupement familial et à l'intégration, à savoir:

Chapitre consacré au regroupement familial (articles 41 à 50 LEtr)

■ Supprimer l'exigence de la cohabitation des époux requise pour le droit à l'octroi d'une autorisation de séjour et à sa prolongation.

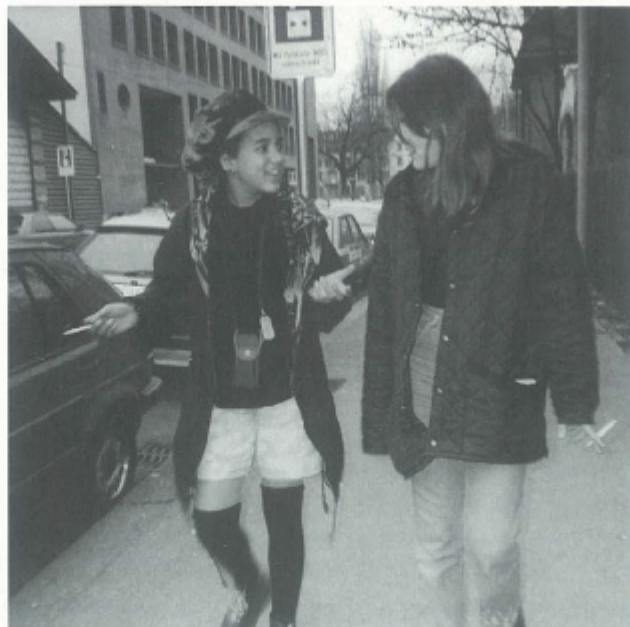
(modification des articles 41 à 43 LEtr; suppression de l'article 48 LEtr)

■ Mention exemplative des «raisons personnelles majeures» en vue d'une prolongation d'une autorisation de séjour après dissolution de l'union conjugale. (article 49 LEtr)

Chapitre consacré à l'intégration

■ Mentionner explicitement la progression scolaire en tant que part intégrante de l'encouragement à l'intégration. (adjonction à l'article 53 LEtr)

■ Ancrer l'obligation financière de la Confédération d'octroyer des aides financières aux projets d'intégration. (article 54 LEtr)



■ *Früher gingen wir zusammen in den Jugendtreff, aber jetzt darf ich nicht mehr hin, weil meine Mutter mich mal beim Rauchen erwischt hat. Maline, 12 Jahre, Zürich/Nigeria.*

■ *Maggie, Leah und Lizzie sind gute Freundinnen. Sie lieben die Disco. In unserem Dorf gibt es das oft. Wir tanzen sehr gerne. Die Mädchen rauchen alle. Sie kaufen die Zigaretten am Kiosk. Youmie, 12 Jahre, Akulivik.*

Dialog der «Kulturen» Dialogue des «cultures»

Integrationspolitische Perspektiven in der Schweiz und in Europa

Gemeinsame Tagung der Kommissionen EKA, EKF und EKR

Eidgenössische Ausländerkommission
Eidg. Kommission für Flüchtlingsfragen
Eidgenössische Kommission gegen Rassismus

Der Begriff «Kultur» wird in der aktuellen Migrationspolitik für sehr vieles gebraucht: als Erklärung für unterschiedliche Sichten auf die Gesellschaft, als Argument, um unterschiedliche Haltungen in Bezug auf Integration zu rechtfertigen, als Versuch, Fremdes zu erklären. Die Tagung hat zum Ziel, den Kulturbegriff kritisch zu reflektieren und in Zusammenhang mit der Integrationspolitik zu stellen. Worum geht es beim sogenannten «Dialog der Kulturen»? Was bedeutet es, wenn vom «Zusammenprall der Kulturen» die Rede ist? Und: Inwiefern dient der Vorschlag eines Migrationsvertrags den Anliegen des Dialogs zwischen den verschiedenen Teilen der Gesellschaft?

■ Bern, 7. November 2002,
9:30 – 16:45, Hotel Ambassador.

Perspectives de la politique d'intégration en Suisse et en Europe

Journée nationale des commissions CFE, CFR et CFRA

Commission fédérale des étrangers
Commission fédérale des réfugiés
Commission fédérale contre le racisme

En matière de politique migratoire, la notion de «culture» intervient fréquemment, notamment afin de commenter les avis divergents sur la société, de justifier les attitudes différentes face à l'intégration ou de tenter d'expliquer ce qui paraît étranger. La journée du 7 novembre a pour but de porter un regard critique sur cette notion et de la placer dans le contexte de la politique d'intégration. Qu'entend-on par «dialogue des cultures»? Que signifie l'expression «confrontation des cultures»? Qu'implique une société multiculturelle? Et: quel est le rôle d'un contrat migratoire par rapport au dialogue entre les différents groupes de notre société?

■ Berne, le 7 novembre 2002,
9h30 à 16h45, hôtel Ambassador.

Integrationspolitik: Jugendgerecht?

Bieler Tagung 2002 der Eidgenössischen Kommission für Jugendfragen

Werden die Bedürfnisse und das Potential der ausländischen Kinder und Jugendlichen von der Integrationspolitik genügend berücksichtigt? Wie stehen Jugend- und Integrationspolitik überhaupt zueinander? Mit diesen Fragen befasst sich die nächste Bieler Tagung der Eidgenössischen Kommission für Jugendfragen.

■ Biel, 21. und 22. November 2002.

www.kultur-schweiz.admin.ch, Rubrik «Agenda», Tel. 031 322 92 26, ckj-cfj@bak.admin.ch

Intégration: et les jeunes d'origine étrangère?

Séminaire 2002 de la Commission fédérale pour la jeunesse

La politique d'intégration tient-elle suffisamment compte des besoins et du potentiel des enfants et jeunes étrangers? Les politiques d'intégration et de la jeunesse font-elles bon ménage? La Commission fédérale pour la jeunesse propose d'examiner ces questions lors du prochain Séminaire de Bienne.

■ Bienne, les 21 et 22 novembre 2002.

www.culture-suisse.admin.ch, rubrique «Agenda», ckj-cfj@bak.admin.ch ou tél. 031 322 92 26.

Soziale Arbeit und Integration

Symposium des Vereins zur Förderung der Sozialen Arbeit als akademische Disziplin (VeSAD)

■ Bern, 8. November 2002,
9.30 – 16.45, Hotel Kreuz
www.sozialinfo.ch/vesad

Arbeitswelt und Integration – ein europäischer Dialog

Tagung des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes

■ Bern, 29./30. November 2002.

www.sgb.ch

Le monde du travail et l'intégration, un dialogue européen

Journées de discussion organisées par l'Union syndicale suisse

■ Berne, 29 et 30 novembre 2002.

www.sgb.ch

Islam in der Schweiz

Stellung der Muslime in der Gesellschaft – Fragen des Zusammenlebens – Perspektiven der Integration

Tagung und Fest zum Jubiläum 10 Jahre Tagungen «Welten des Islam» der Paulus-Akademie

■ Zürich, 30. November/1. Dezember, Paulus-Akademie.

Les médias et la lutte contre le racisme / Medien und Rassismusbekämpfung

EKR/CFR in Zusammenarbeit mit Verbänden von Medienschaffenden

■ Bern, 21. März 2003, Universität.

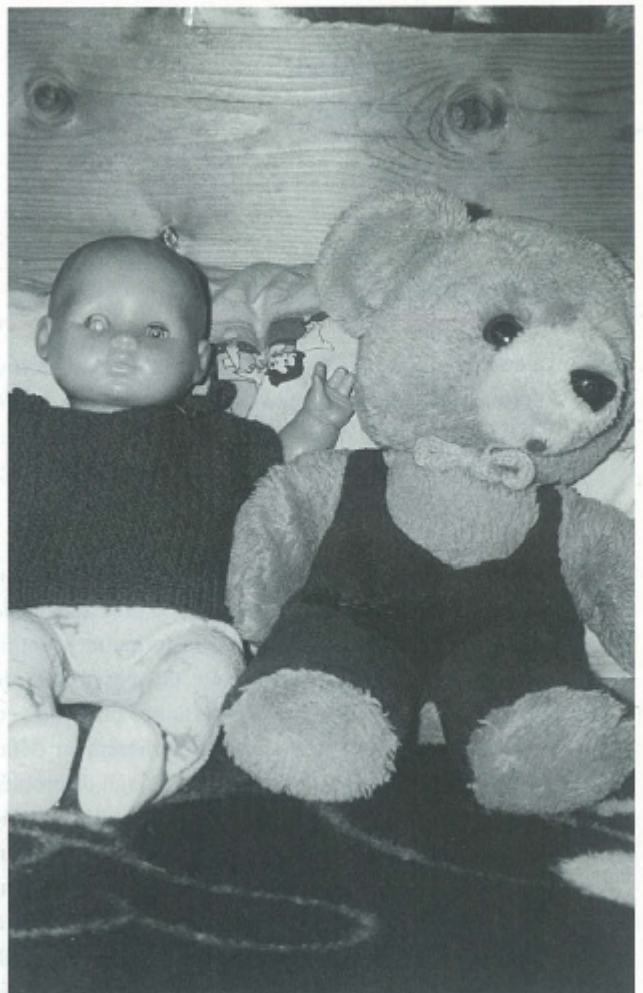
www.ekr-cfr.ch

Diskriminierung in der Arbeitswelt

Fachstelle für Rassismusbekämpfung in Zusammenarbeit mit Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen

■ Bern, Ende April 2003.

www.edi.admin.ch/ara/



■ *Der Bär heisst Bärli, und die Puppe heisst Seline. Ich habe beide schon lange. Bei Seline sind die Arme und das Auge inzwischen ein bisschen kaputt. Als kleines Kind habe ich der Puppe immer wieder Salbe eingerieben. Deshalb bleibt das Auge jetzt hängen.*

Mit dem Bären schlafe ich immer, mit der Puppe spiele ich immer. Heidi, 10 Jahre, Ried-Mörel.

Formation

Le numéro 2 de *terra cognita* est consacré à la formation. La formation est souvent considérée comme étant la clé du processus d'intégration. Qu'en est-il de ce credo et comment faut-il l'apprécier? Quel est le degré de formation des migrants? Et quels défis nous pose cette prise de conscience?

Ce numéro se préoccupe pour l'essentiel de la formation post-obligatoire, c'est-à-dire de la formation professionnelle, du perfectionnement professionnel, de la formation continue, de la formation dite de rattrapage, avec des possibilités de faire le joint pour les personnes ayant certaines difficultés, des cours spéciaux pour des personnes particulièrement défavorisées. Dans toutes les offres de formation, il s'agit de problématiques à analyser dans le contexte de la politique d'intégration. Existe-t-il des problèmes spécifiques aux étrangers et dans l'affirmative lesquels? Les pistes empruntées jusque-là pour les appréhender sont-elles bonnes ou faut-il en trouver d'autres? Quels sont les projets ou concepts qui ont été particulièrement bénéfiques? De quels autres vaudrait-il mieux se distancer à l'avenir?

Bildung

Bildung heisst das Thema der Nummer 2 von *terra cognita*. Bildung wird vielfach als der Schlüssel im Integrationsprozess gesehen. Was hat dieses Credo auf sich und wie ist es zu beurteilen? Wie ist der Bildungsstand der Migrantinnen und Migranten in unserem Land tatsächlich und vor welche Herausforderungen stellen uns diese Erkenntnisse?

Der Schwerpunkt der Nummer beschäftigt sich mit der nachobligatorischen Bildung, das heisst, mit Berufsbildung, mit Weiterbildung, mit sogenannter «Nachholbildung», mit Brückenangeboten für Personen, die bestimmte Schwierigkeiten haben, mit Sonderkursen für besonders benachteiligte Personengruppen. Bei allen Bildungsangeboten geht es um die Frage, in welchen Zusammenhang sie in integrationspolitischer Hinsicht zu stellen sind. Gibt es ausländer-spezifische Probleme und wenn ja, wo sind sie zu orten? Taugen die bisherigen Ansätze oder müssen neue entwickelt werden? Welche Projekte oder Konzepte haben sich als besonders erfolgreich erwiesen? Von welchen müsste in Zukunft Abstand genommen werden?

**Weitere Exemplare dieser Ausgabe von terra cognita
sowie das Abonnement der Zeitschrift können bestellt
werden bei:**

**D'autres exemplaires de cette édition de terra cognita ainsi
que l'abonnement de la revue peuvent être commandés à:**

**Esemplari supplementari di questa edizione di terra cognita
e l'abbonamento alla rivista possono essere richiesti a:**

Eidgenössische Ausländerkommission
Commission fédérale des étrangers
Commissione federale degli stranieri
Quellenweg 9, CH-3003 Bern-Wabern
eka-cfe@bfa.admin.ch

«Kultur» ist ein Begriff, der in verschiedensten Zusammenhängen und zu unterschiedlichsten Zwecken verwendet wird: um Verhaltensweisen zu begründen, Konflikte zu erklären oder Fremdes einzuordnen. Dieses Heft geht diesen Ebenen nach und leistet einen Beitrag zur kritischen Reflexion in der Diskussion um Kultur im Migrationskontext.

Le terme de «culture» est utilisé dans les contextes les plus divers et pour des raisons différentes. Il veut justifier des modes de vie, tenter d'expliquer les conflits ou catégoriser l'inconnu. Ce numéro se consacre à la réflexion critique de la notion de culture dans le contexte de la migration.

■ Zeitschrift der Eidgenössischen Ausländerkommission

■ Revue de la commission fédérale des étrangers

■ Rivista della commissione federale degli stranieri

